

# Plan Local d'Urbanisme MALREVERS



## 1.1 RAPPORT DE PRESENTATION



DOSSIER APPROUVE  
16 janvier 2014



Dossier approuvé par délibération du conseil municipal en date du 16 janvier 2014.

Le Maire,





## SOMMAIRE

<b>Introduction.....</b>	<b>7</b>
1. Contexte de l'étude.....	7
2. Situation géographique de la commune.....	8
3. Histoire de la commune.....	8
4. Situation administrative.....	9
<b>Partie I : Diagnostic.....</b>	<b>11</b>
<b>A. Les caractéristiques socio-démographiques.....</b>	<b>12</b>
1. Evolution de la population.....	12
2. L'origine des variations de population.....	14
3. Structure par âge de la population.....	17
4. L'évolution de la structure familiale.....	18
5. Les actifs et leurs catégories socio-professionnelles et leurs conditions d'emploi.....	21
6. Revenu des ménages.....	22
<b>B. Le logement.....</b>	<b>23</b>
1. L'évolution du nombre de logement.....	23
2. Caractéristique des logements en 2009.....	25
3. Un parc locatif restreint (public et privé).....	27
4. La dynamique de construction et de réhabilitation.....	27
<b>C. L'économie.....</b>	<b>29</b>
1. Le développement économique : une compétence communautaire.....	29
2. Actifs, emplois et entreprises sur la commune.....	29
3. L'agriculture occupe toujours une place prédominante dans l'économie de la commune.....	31
4. Une activité industrielle réduite.....	32
5. L'activité artisanale, base du tissu économique.....	32
6. Une activité commerciale en recul.....	33
7. Le tourisme, un potentiel insuffisamment développé.....	34
8. Le schéma régional de développement économique (SRDE).....	34
<b>D. Equipements, services et vie locale.....</b>	<b>35</b>
1. Les équipements.....	35
2. Les services.....	35
3. Les équipements publics et les services spécialisés.....	36
4. La vie locale.....	36
<b>E. Les déplacements.....</b>	<b>38</b>
1. Le réseau viaire.....	38
2. La viabilité hivernale.....	38
3. La voiture, mode de transport privilégié.....	39
4. Les points noirs sur le bourg.....	40
<b>Partie II : Diagnostic agricole.....</b>	<b>42</b>
<b>A. Généralités.....</b>	<b>43</b>
1. Rappel de la réglementation concernant les bâtiments agricoles.....	43
2. Méthode d'étude.....	44
<b>B. Données fournies par les agriculteurs enquêtés.....</b>	<b>48</b>
1. Présentation des données globales des 11 exploitations enquêtées.....	48

2. Données cartographiées .....	50
3. Conclusion .....	52
4. Annexes cartographiques.....	54
<b>Partie III : Évaluation environnementale du PLU de la commune de Malrevers .....</b>	<b>97</b>
<b>A. Résumé non technique.....</b>	<b>98</b>
<b>B. Préambule réglementaire.....</b>	<b>101</b>
<b>C. Articulation du PLU avec les autres plans et programme .....</b>	<b>103</b>
1. Directive Territoriale d'Aménagement et de développement Durable (DTADD) .....	103
2. Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) .....	103
3. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) .....	104
4. Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) .....	106
<b>D. État Initial de l'Environnement .....</b>	<b>107</b>
1. Qualité de l'Air.....	107
2. Climat .....	107
3. Généralités sur l'air et les polluants atmosphériques .....	108
4. Prise en compte dans la réglementation.....	109
5. Qualification de l'air sur la commune de Malrevers .....	110
Grille AFOM .....	112
6. Environnement sonore.....	113
Grille AFOM .....	114
7. Eau.....	115
Ressources souterraines .....	119
8. Assainissement.....	122
9. La Gestion des déchets.....	126
10. Risques majeurs .....	133
11. Sols et sous-sols .....	145
12. Énergie .....	148
13. Contexte paysager et patrimoine bâti .....	151
14. Milieux naturels et biodiversité .....	177
15. Les Zones Humides.....	214
16. Synthèse du diagnostic .....	220
<b>E. Les 15 enjeux majeurs d'un point de vue environnemental .....</b>	<b>221</b>
<b>F. Evaluation des incidences du projet communal.....</b>	<b>224</b>
1. Analyse des incidences du PADD.....	224
2. Évaluation générale des incidences du PADD sur l'ensemble du territoire de la commune .....	228
3. Analyse par axe .....	229
4. Synthèse de l'impact sur l'environnement du projet de PADD.....	231
5. Évaluation générale des incidences du zonage sur l'ensemble du territoire communal .....	232
6. Ouverture à l'urbanisation .....	239
7. Protection des milieux naturels et agricoles .....	241
<b>G. Études des risques d'incidences Natura 2000 : zoom sur des secteurs spécifiques .....</b>	<b>243</b>
Ouverture de zones AU pour permettre le développement autour du centre bourg, au niveau des quartiers Ouchasse/Les Rivaux et Près Moulin.....	246
Extension du bourg sur le secteur « Les Partides » et réalisation de quelques logements locatifs.....	246
Ouverture à l'urbanisation pour la création d'une halle multi-activité .....	246



Création d'un parc de stationnement fonctionnel.....	247
Réalisation d'une liaison piétonne sécurisée entre le quartier de l'école et la boulangerie .....	247
Conclusion.....	247
<b>H. Les mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement.....</b>	<b>249</b>
1. Mesures de réduction .....	249
2. Mesures de suppression.....	249
3. Mesures de compensation.....	249
<b>I. Modalités de suivi du PLU : indicateurs.....</b>	<b>250</b>
1. Notion d'indicateurs.....	250
2. Les indicateurs retenus par le PLU .....	251
<b>J. Analyse de la façon dont l'environnement a été pris en compte .....</b>	<b>253</b>
1. L'évaluation environnementale du PLU de Malrevers .....	253
2. Caractérisation de l'état initial .....	254
3. L'évaluation des incidences du PLU .....	255
<b>Partie IV : Justification des choix retenus .....</b>	<b>256</b>
<b>A. Estimation des besoins en logement.....</b>	<b>257</b>
<b>B. Les zonages définis par le PLU .....</b>	<b>258</b>
<b>C. Une hypothèse de répartition des constructions .....</b>	<b>273</b>
1. Potentiel constructible du Bourg .....	273
2. Potentiel constructible des villages.....	274
3. Bilan des potentialités d'accueil de logements.....	275
<b>Partie V : Réponses apportées aux observations du public et réponses aux personnes publiques associées.....</b>	<b>277</b>
<b>A. Analyse et réponses apportées aux observations du public .....</b>	<b>278</b>
<b>B. Les réponses apportées aux personnes publiques associées .....</b>	<b>286</b>



# Introduction

## 1. Contexte de l'étude

La Commune de Malrevers est couverte par un Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) approuvé le 24 octobre 1989 par délibération du Conseil Municipal. Depuis, il a fait l'objet de deux modifications approuvées respectivement le 21 avril 1995 et le 23 janvier 2001. Il a également fait l'objet de quatre révisions simplifiées approuvées le 22 décembre 2009.

Par délibération du 15 juillet 2010, une nouvelle procédure de révision du P.O.S. a été engagée. Le P.O.S. deviendra Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) au terme de cette révision.

Cette révision aura pour but l'élaboration d'un document plus adapté à la situation présente en tenant compte des difficultés rencontrées dans la gestion quotidienne du P.O.S. depuis ses dernières révisions simplifiées.

Elle sera également l'occasion d'adapter le document d'urbanisme aux dispositions de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (loi S.R.U.) du 13 Décembre 2000 et de la Loi Urbanisme et Habitat (loi U.H.) du 2 Juillet 2003 qui aménage et simplifie les dispositions d'urbanisme issues de la loi S.R.U..

L'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme fixe les principes fondamentaux s'imposant au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) :

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

- a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

1° bis La qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

A noter également que la Loi portant Engagement National sur l'Environnement dite Loi Grenelle II votée en le 12 Juillet 2010 génère un certain nombre de sujets à prendre en compte dans le cadre de l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme notamment :

- La réduction de la consommation foncière.
- La réduction des gaz à effet de serre.
- La remise en état et la préservation des trames vertes et bleues (corridors écologiques).
- La prise en compte des nouvelles technologies.

## **2. Situation géographique de la commune**

Commune de 1409 hectares, Malrevers, se situe au cœur du département de la Haute-Loire, à 14 kilomètres du Puy en Velay, préfecture du département ; à 20 kilomètres d'Yssingaux, sous-préfecture du département et à 73 kilomètres de Saint Etienne, préfecture de la Loire.

La commune de Malrevers se trouve dans l'aire urbaine du Puy en Velay, qui joue un rôle majeur dans le développement de la commune. L'hypercentre de l'agglomération concentrant l'essentiel des emplois, des administrations et des commerces.

## **3. Histoire de la commune**

La commune de Malrevers est relativement récente, elle fut érigée en 1865, issue des territoires des communes de Rosières et de Chaspinhac.

Malrevers motiva sa demande de sécession par l'inconvénient que présentaient les trajets à parcourir pour les actes d'Etat Civil et pour l'instruction primaire. Elle justifia qu'elle possédait une église, un presbytère et un desservant spécial (prêtre). A cette date, la notion de « limitation des déplacements » émergeait déjà.

La paroisse de Malrevers fut érigée par décret du 15 août 1862. L'église fut construite par les habitants de Malrevers, les travaux ont été achevés en 1855. L'église est dédiée à Saint-Julien de Brioude.

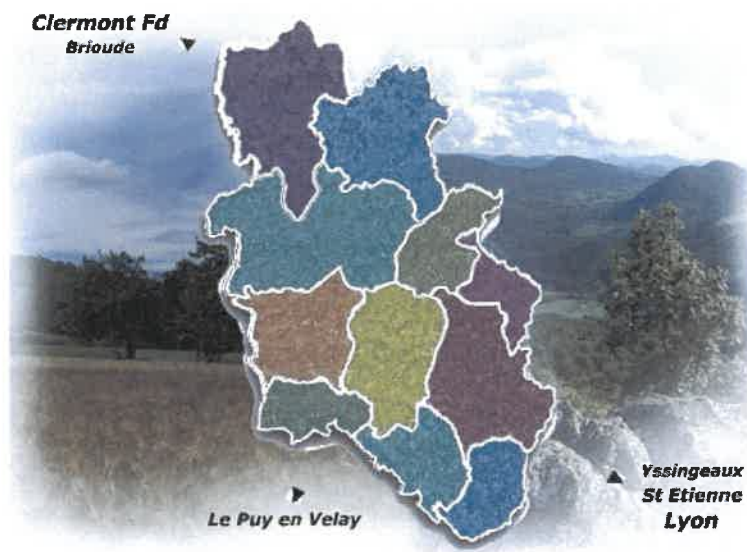
La mairie devait être construite immédiatement après la création de la commune.

#### 4. Situation administrative

Malrevers fait partie de la Communauté de Communes de l'Emblavez, qui regroupe 11 communes, créée par arrêté préfectoral en date du 28 décembre 1995.

Initialement, elle comptait neuf communes : Beaulieu, Chamalière sur Loire, Lavoûte sur Loire, Malrevers, Rosières, Saint Etienne Lardeyrol, Saint Pierre du Champ, Saint Vincent et Vorey sur Arzon.

Deux autres communes ont rejoint la structure en 2002 : Mèzères et Roche en Régnier.



Les compétences obligatoires :

- Actions d'intérêt communautaire en matière d'Aménagement de l'Espace
  - Charte intercommunale de développement et d'aménagement
  - Renforcement et amélioration de la signalisation touristique. Signalisation des chemins de randonnée
  - Schéma de cohérence territoriale
- Développement Economique
  - Aménagement et gestion de la zone d'activités communautaire du Cros de la Gare (St-Vincent).
  - Constitution éventuelle de réserves foncières à des fins économiques.
  - Promotion économique du territoire
  - Soutien au développement économique du territoire intercommunal
  - Développement touristique
  - Développement des technologies de l'information et de la communication

Les compétences optionnelles

- Actions générales en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement
  - Sensibilisation de la population
  - Aménagement d'un axe vert Loire-Arzon à Vorey.
  - Restauration, entretien, mise en valeur des berges de la Loire et de ses affluents
  - Etudes concernant les énergies renouvelables.
  - Collecte et traitement des déchets ménagers.

- Logement et cadre de vie
  - Opérations d'amélioration des logements et du cadre de vie
  - Charte paysagère et architecturale de l'Emblavez
- Politiques culturelles et sportives
  - Entretien et fonctionnement du Centre Aqua Passion
  - Construction d'équipements sportifs ou culturels à vocation intercommunale
  - Fonctionnement de l'Ecole de Musique intercommunale de l'Emblavez
  - Soutien à toute politique d'animation intercommunale
  - Etudes et actions de développement culturel
  - Mise en œuvre d'un programme d'initiation à l'informatique et de développement du multimédia
- Actions sociales d'intérêt communautaire
  - Politique en faveur de la petite enfance, de l'enfance et de l'adolescence
  - Coordination et soutien aux actions de maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées
  - Accompagnement des politiques d'insertion et d'actions sociales.
  - Prise en charge des contingents communaux d'aide sociale.
  - Développement des services à la personne



## Partie I : Diagnostic



## A. Les caractéristiques socio-démographiques

### 1. Evolution de la population

La Haute-Loire connaît son maximum de population en 1886. A partir de cette date, le solde naturel ne suffit plus à compenser l'exode rural. Le phénomène de perte de population est accentué par les deux Guerres Mondiales et il faut attendre une vingtaine d'années avant que la diminution de population ne s'arrête.

La commune de Malrevers n'échappe pas à la tendance qui touche le département.

	1936	1954	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2009
Population	755	555	471	435	441	520	592	691	711
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	53,6	39,4	33,4	30,9	31,3	36,9	42	49	50,5

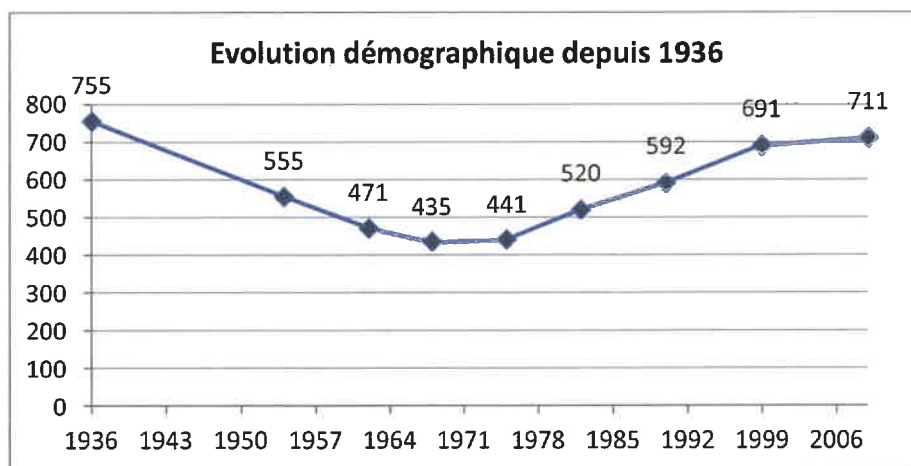
Source : POS de Malrevers et INSEE RP 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 et 2009

Entre les recensements de 1936 et de 1968, la commune perd 320 habitants, soit près de la moitié de sa population.

La période 1968 – 1975 marque l'inversement de la tendance démographique, avec une hausse timide de la population Malreversoise. Les facteurs de ce changement sont l'arrêt de l'exode rural et une attractivité nouvelle pour le bassin du Puy en Velay et notamment l'implantation de nouvelles industries ; ce qui permet d'avoir un apport de population venant de l'extérieur.

L'augmentation de population est très marquée entre 1975 et 1999, en 24 ans la commune gagne 250 habitants. A partir de 1999, la croissance démographique reste positive, mais elle est beaucoup moins importante que les années précédentes.

La population a retrouvé un niveau proche de celle du recensement de 1936, ainsi en 2009, la commune compte 711 habitants.



La densité moyenne d'habitant au kilomètre carré suit les variations de population. Sur la période étudiée, elle connaît son maximum en 1936 avec 53,6 hab./km<sup>2</sup>. En 2009, elle atteint 50,5 hab./km<sup>2</sup>. Ce qui correspond parfaitement à la situation géographique de la commune, en zone périurbaine de la ville du Puy en Velay. Pour exemple, la commune de Saint-Hostien qui occupe la même couronne d'urbanisation a une densité de 48,9 hab./km<sup>2</sup>.

#### Du côté de l'Emblavez

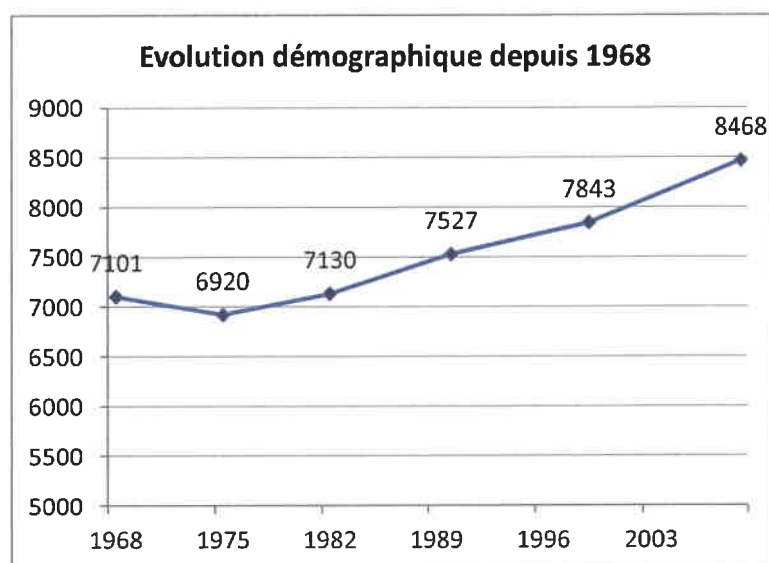
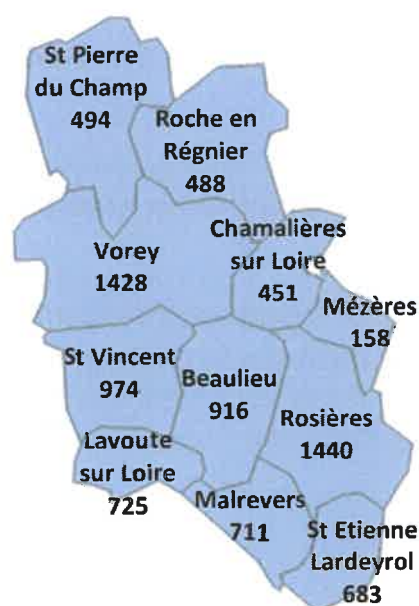
	1968	1975	1982	1990	1999	2009
Population	7101	6920	7130	7527	7843	8468
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	31,6	30,8	31,7	33,5	34,9	37,7

Source : INSEE RP 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 et 2009

Pour la Communauté de Communes de l'Emblavez l'inversion de la tendance démographique perte/gain de population se situe aux alentours de 1975, légèrement plus tard que pour la commune de Malrevers.

La croissance de population depuis le recensement de 1975 est continue et stable, contrairement à la commune de Malrevers elle ne connaît pas de ralentissement entre 1999 et 2009.

La population se répartie et évolue comme suit :

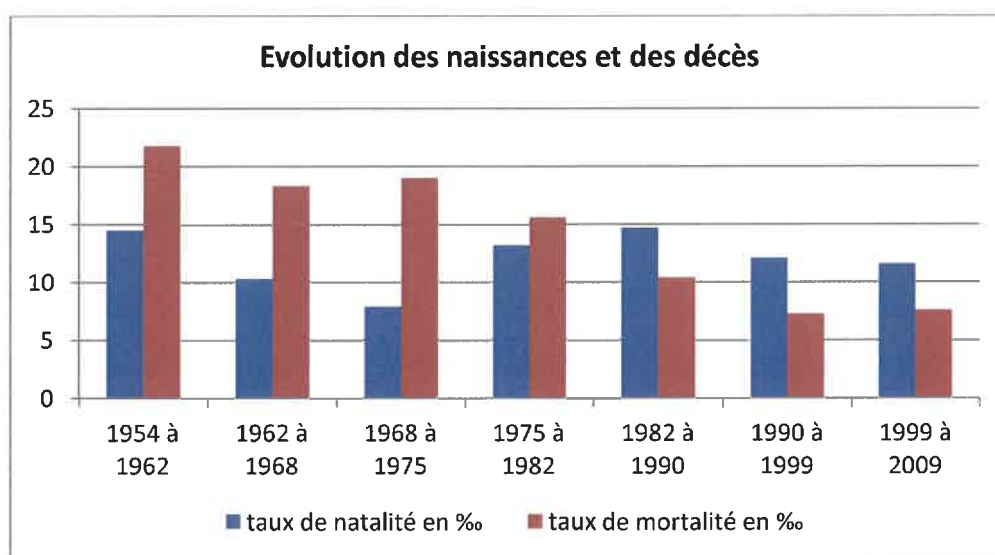


La densité de population est plus faible que celle de Malrevers. Cette différence peut s'expliquer par le caractère plus rural des communes du Nord et de l'Est de l'intercommunalité et l'influence plus restreinte qu'a l'agglomération du Puy en Velay sur ces communes.

## 2. L'origine des variations de population

Un apport de population aussi important ne peut pas être dû au seul solde naturel. Dans ce chapitre, l'origine de la population va être étudiée pour déterminer la répartition des nouveaux habitants entre le solde naturel et le solde migratoire.

Le taux de mortalité est en forte baisse entre 1954 et 1999. Depuis 1999, il se stabilise autour des 7,6 %. Le taux de natalité diminue entre 1954 et 1975, puis il est en augmentation jusqu'en 1999 et se stabilise par la suite.

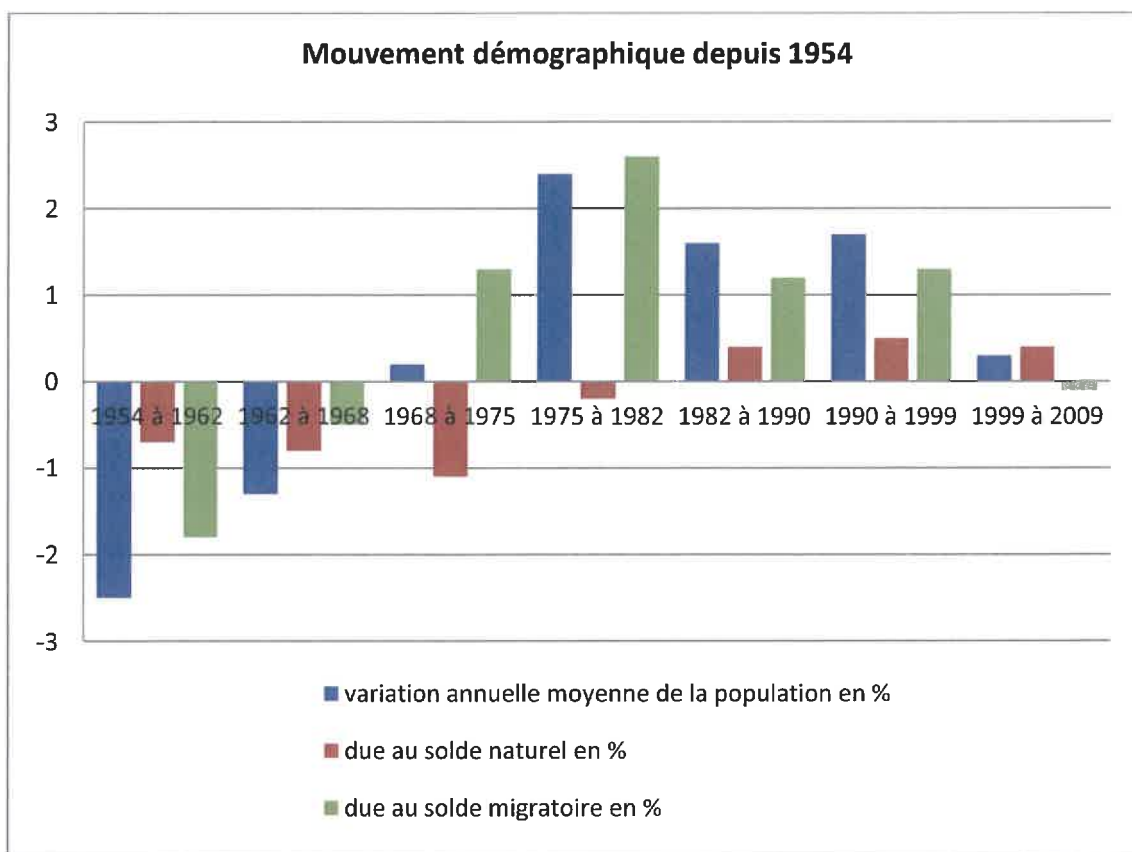


Source : INSEE RP 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 et 2009

Ainsi le solde naturel qui est fortement négatif sur la période 1954 – 1975, augmente de 1975 à 1982 et trouve un équilibre autour de 0,4% par an.

Entre 1954 et 1968, le solde migratoire et le solde naturel sont négatifs, il en est logiquement de même pour la variation de population. Il en résulte que le nombre d'habitants décroît assez vite, comme nous l'avons vu précédemment.

Pour la période 1968 – 1982, c'est le solde migratoire fort qui compense le solde naturel et permet l'augmentation de la population. Entre 1982 et 1999, les apports de population de l'extérieur sont toujours forts et viennent s'ajouter à un solde naturel positif. La tendance change entre 1999 et 2009, le solde migratoire est légèrement négatif et l'augmentation de population plus restreinte observée précédemment est entièrement due au solde naturel.



*Source : INSEE RP 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 et 2009*

L'apport de population nouvelle constitué en parti de jeunes ménages permet d'entretenir le taux de natalité dans les 5 à 10 ans qui suivent l'installation sur la commune. C'est pourquoi l'absence d'arrivée de nouvelle population sur la période 1999 – 2008 est préoccupant quant au maintien du solde naturel et des conséquences possibles concernant les services publics.

#### Récapitulatif des variations de population entre 1954 et 2009

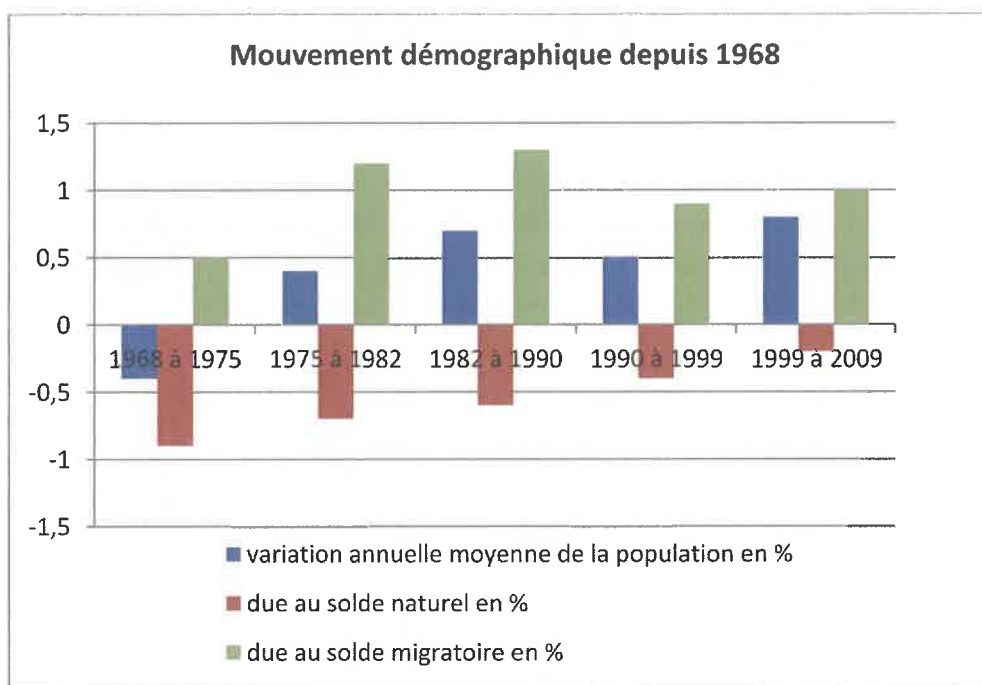
	1954 à 1962	1962 à 1968	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009
variation annuelle moyenne en %	-2,5	-1,3	0,2	2,4	1,6	1,7	0,3
due au solde naturel en %	-0,7	-0,8	-1,1	-0,2	0,4	0,5	0,4
due au solde migratoire en %	-1,8	-0,5	1,3	2,6	1,2	1,3	-0,1
taux de natalité en ‰	14,5	10,3	7,9	13,2	14,7	12,1	11,6
taux de mortalité en ‰	21,8	18,3	19,	15,6	10,4	7,3	7,6

*Source : INSEE RP 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 et 2009*

### Du côté de l'Emblavez

Sur la période étudiée le solde naturel est toujours négatif, il est néanmoins toujours et proche de devenir positif. En effet, sur quatre décennies observées, le taux de natalité est stable, entre 9,2 et 10,4 ‰ et le taux de mortalité diminue fortement passant de 18,9 ‰ entre 1968 et 1975 et 12,6 ‰ sur la période 1999-2009, même si il reste supérieur au taux départemental (11,0 ‰) et à celui de Malrevers. Il est à noter la présence de trois maisons de retraite sur le territoire de l'Emblavez.

Le solde migratoire est en dent de scie, il est toujours positif et plutôt fort. L'apport de population de l'extérieur permet de compenser le solde naturel négatif. La Communauté de Communes de l'Emblavez ne connaît pas de rupture dans la dynamique d'accueil de nouvelle population comme celle qui touche la commune de Malrevers.





### 3. Structure par âge de la population

#### Une population jeune très représentée

Les moins de 20 ans sont au nombre de 182 sur la commune, soit 25,5 % de la population totale. La commune est bien située par rapport au département qui compte 23,6 % de moins de 20 ans. Pour la commune maintenir la classe des 0-14 ans à un niveau élevé lui assure de garder les services et équipement liés aux jeunes, notamment le nombre de classe à l'école et le relais des assistantes maternelles. Et ainsi de garder son attractivité pour les jeunes ménages.

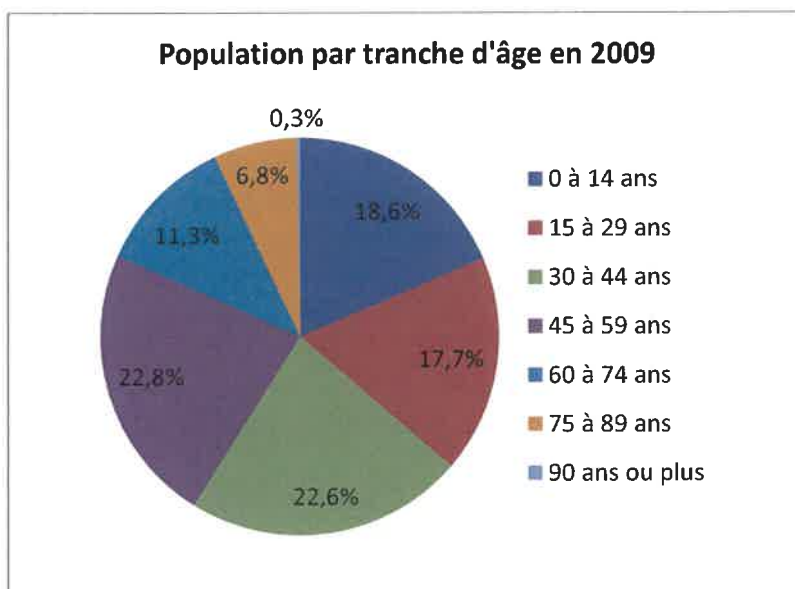
#### Une part de population « active » majoritaire

Les 20-59 ans sont majoritaires, ils sont 399 et représentent 56,1 % des habitants. La classe des 30-44 ans, qui correspond aux ménages en âge d'avoir des enfants est bien installée avec 22,6 % de la population totale.

#### Un nombre de personnes âgées assez restreint mais un vieillissement de la population à venir

Les 75 ans et plus représentent une faible part de la population de la commune, 50 Malreversoises font partie de cette classe d'âge, soit 7,5 % de la population. Il est à noter que les 60 à 74 ans sont bien représentés avec 18,2 % des habitants de la commune.

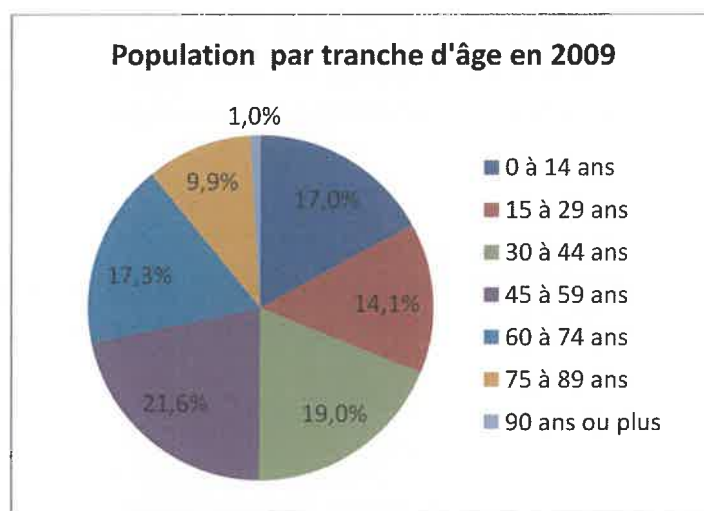
	Habitant
ensemble	711
0 à 14 ans	132
15 à 29 ans	126
30 à 44 ans	161
45 à 59 ans	162
60 à 74 ans	80
75 à 89 ans	48
90 ans ou plus	2



Source : INSEE RP 2009

### Du côté de l'Emblavez

La population de l'Emblavez est moins jeune que celle de Malrevers. Les classes d'âge des 0-14 ans, 15-29 ans, 30-44 ans et des 45-59 ans sont moins représentés. En revanche, les classes d'âge des 60-74 ans, 75-89 ans et des 90 ans et plus sont plus fortement présentes sur le territoire de la Communauté de Communes.



Source : INSEE RP 2009

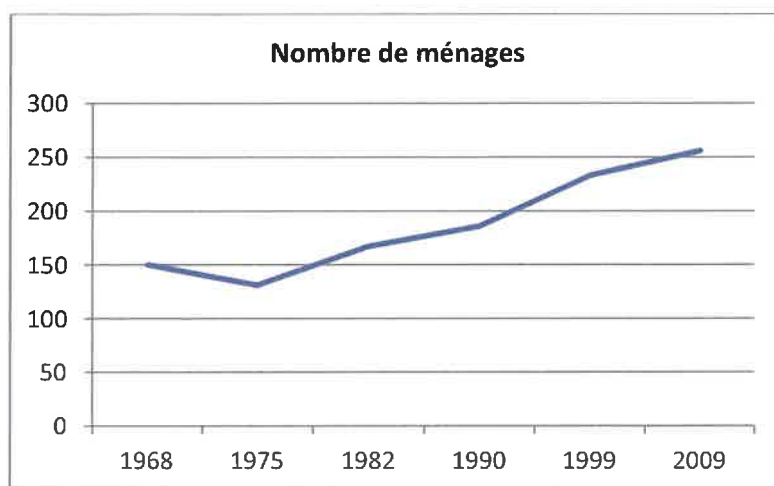
## 4. L'évolution de la structure familiale

Le nombre de ménages suit les variations de population. Ainsi, le nombre de ménages diminue jusqu'au recensement de 1975 et il augmente après cette date pour atteindre 256 en 2009.

La taille moyenne des ménages est en nette diminution sur la période 1990-2009. Elle est de 2,9 personnes en 1968 et 1990, et seulement de 2,5 en 2009. Elle reste tout de même supérieure à celle du département qui est de 2,3 personnes par ménage en moyenne.

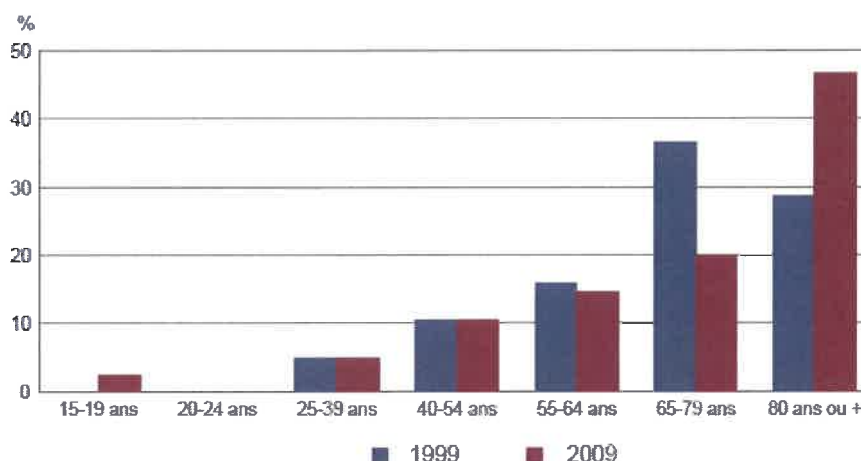
	1968	1975	1982	1990	1999	2009
Nombre de ménages	150	131	167	186	233	256
Taille moyenne des ménages	2,9	2,8	2,8	2,9	2,6	2,5

Source : INSEE RP 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 et 2009



Les modes de vie et d'habiter évoluent : le schéma traditionnel où plusieurs générations vivaient sous le même toit est révolu, le nombre d'enfants diminue, le divorce est devenu plus courant et la monoparentalité est de plus en plus répandue. Tous ces éléments sont les principaux facteurs de la diminution du nombre de personnes par foyer qui est observée au niveau national.

Les ménages d'une seule personne sont répandus et ce phénomène touche en particulier les plus âgés. Sur la commune de Malrevers, plus de 45% des 80 ans et plus vivent seuls, ils sont 20 % chez les 65-79 ans.

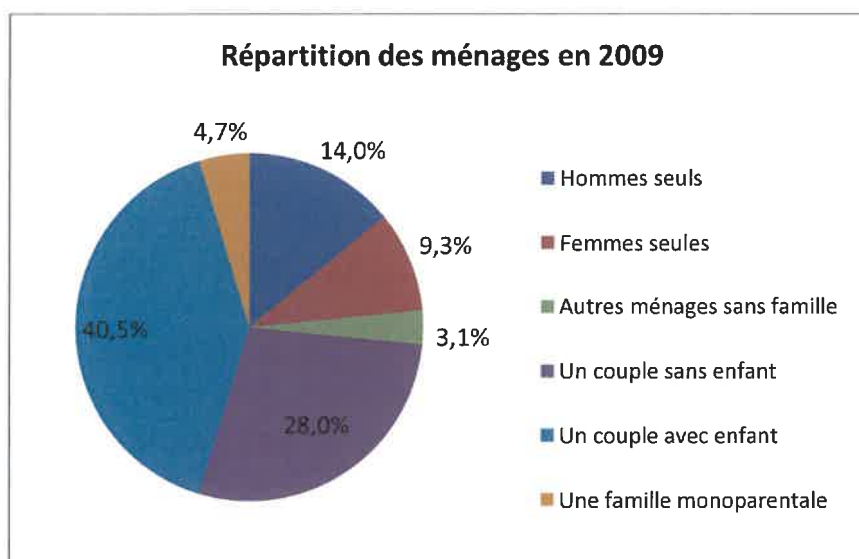


Source : INSEE RP 1999 et 2009

En 2009, les ménages se répartissent comme suit :

- 60 ménages sont constitués d'une seule personne, ils représentent 23 % du nombre total de ménages.
- 188 ménages sont des familles, soit 73% des ménages Malreversoises, parmi lesquels :
  - o 72 ménages sont des couples sans enfant (28%)
  - o 104 ménages sont des couples avec enfants (40%)
  - o 12 ménages sont des familles monoparentales (5%)
- 8 ménages sont dans la catégorie autres ménages sans familles. Ils correspondent aux ménages composés de plusieurs isolés (exemple : colocataire).

- Le nombre de ménages d'une personne reste le même entre 1999 et 2009. Les ménages avec familles augmentent de 21 unités. Ce sont les couples sans enfant et les familles monoparentales qui sont concernés. Le nombre de couple avec enfants ne change pas entre les deux recensements.

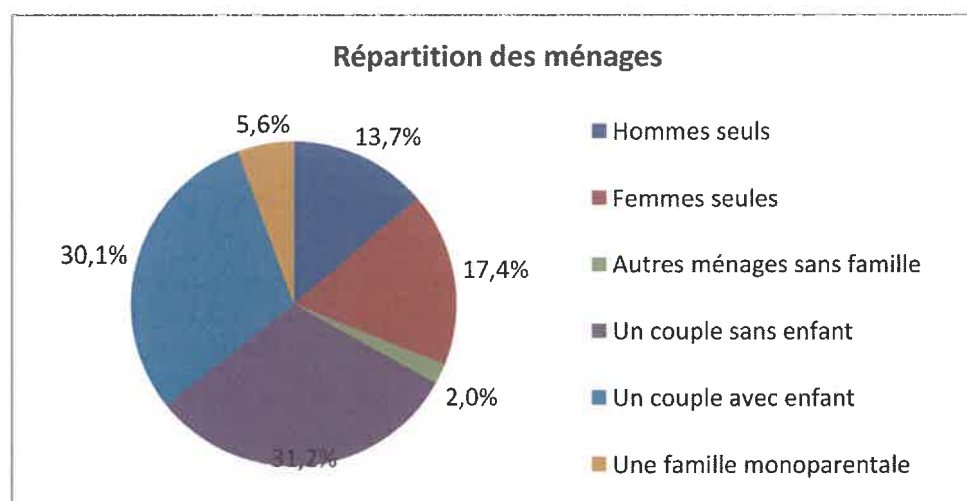


Source : INSEE RP 2009

#### Du côté de l'Emblavez

La Communauté de Communes de l'Emblavez comptait 3 572 ménages en 2009 et 2,3 personnes par ménage en moyenne. Les ménages d'une seule personne forment une catégorie très importante sur le territoire. Ils représentent 31 % des ménages de l'Emblavez. Ils sont à part égales avec les couples sans enfant (31 % des ménages) et les couples avec enfants (30 % des ménages). Les familles monoparentales représentent 5% des ménages.

Les personnes seules et les couples sans enfants connaissent une grosse progression, avec 200 nouveaux ménages dans ces deux catégories.



Source : INSEE RP 2009

## 5. Les actifs et leurs catégories socio-professionnelles et leurs conditions d'emploi

### Population de 15 à 64 ans par type d'activité

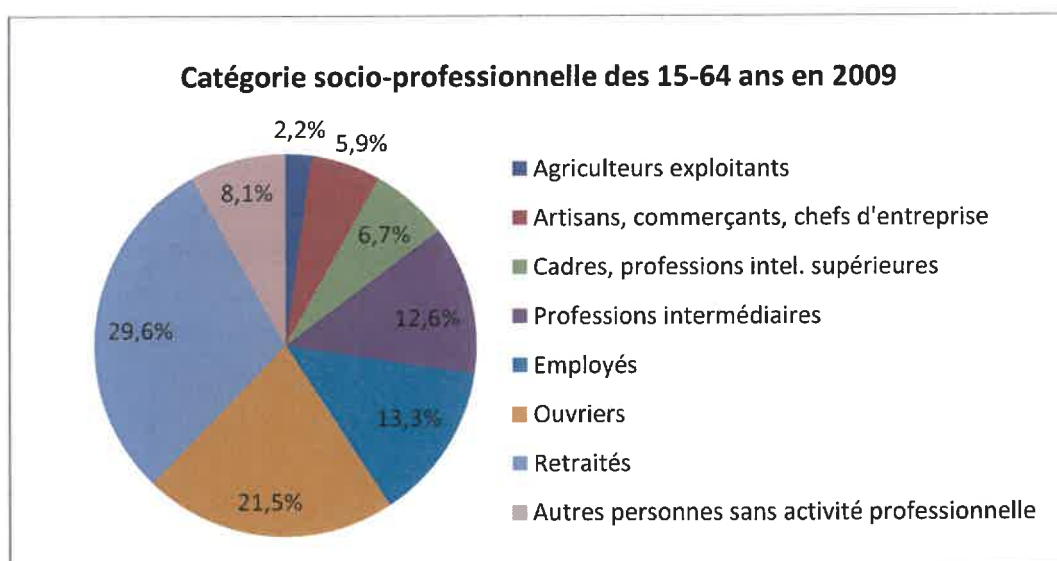
Les actifs représentent 76,1% de la population des 15-64 ans. Le nombre et la part d'actifs sur la commune ont augmenté entre 1999 et 2009. La part des chômeurs a légèrement diminué.

On observe une augmentation assez importante des retraités ou préretraités, + 3,5 % en 10 ans. Alors que de façon générale le taux inactifs sur la commune a baissé.

	2009	1999
Ensemble	493	435
Actifs en %	76,1	74,3
actifs ayant emploi en %	71,6	69,2
chômeurs en %	4,5	4,6
Inactifs en %	23,9	25,7
élèves étudiants et stagiaires non rémunérés en %	7,1	9,7
retraités ou préretraités en %	9,7	6,2
autres inactifs en %	7,1	9,9

Source : INSEE RP 1999 et 2009

Pour les plus de 15 ans, les retraités forment la catégorie socio-professionnelle la plus importante avec 160 personnes. C'est d'ailleurs la catégorie qui connaît la plus forte progression entre 1999 et 2009, avec 64 retraités supplémentaires. La deuxième catégorie par ordre d'importance sont les ouvriers, leur nombre reste stable entre 1999 et 2009, tout comme pour les professions intermédiaires et les employés. Les agriculteurs exploitants et les artisans sont en baisse, respectivement de 20 et 12 personnes. En revanche, les cadres et professions intellectuelles supérieures sont plus nombreux. La catégorie des autres personnes sans activités professionnelles, regroupant entre autres les chômeurs n'ayant jamais travaillé, les élèves et les étudiants, diminue très fortement passant de 19,4 % en 1999 à seulement 8,1 % en 2009.



Source : INSEE RP 2009

Remarque : Les chômeurs ayant déjà travaillé sont classés dans la catégorie de leur dernier emploi.

## Statut et condition d'emploi des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi en 2009

	Nombre	%
Ensemble	356	100,0
Salariés	299	84,0
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	258	72,5
Contrats à durée déterminée	27	7,6
Intérim	2	0,6
Emplois aidés	0	0,0
Apprentissage-stage	12	3,4
Non-salariés	57	16,0
Indépendants	28	7,9
Employeurs	24	6,7
Aides familiaux	5	1,4

Source : INSEE RP 2009

La précarité est très peu présente, près des ¾ des actifs ayant un emploi sont des salariés en CDI ou des titulaires de la fonction publique. 14,6 % sont des indépendants ou des employeurs.

Les emplois les plus précaires (intérim ou CDD) ne regroupent que 8,2% des actifs ayant un emploi.

### 6. Revenu des ménages

Entre 2006 et 2009, on observe une augmentation du nombre de foyers fiscaux pour la commune de Malrevers (+ 40 foyers fiscaux), il en est de même pour la Communauté de Communes de l'Emblavez et pour le département de la Haute-Loire.

Le revenu net déclaré moyen en 2009 est de 20 194 € pour la commune de Malrevers, il est en recul par rapport aux trois années précédentes. En comparaison avec les échelons de territoires supérieurs, la commune de Malrevers est bien placée le revenu net déclaré est supérieur à ceux de la Communauté de Communes et du département. En revanche, pour la Communauté de Communes et le département la valeur moyenne du revenu net déclaré est en augmentation.

Revenu net déclaré moyen en euros

	Malrevers	Emblavez	Haute-Loire
2006	20 738	17 687	19 112
2007	20 317	18 221	19 464
2008	20 554	18 107	19 485
2009	20 194	18 274	19 679

Source : DGFIP, Impôt sur le revenu des personnes physiques

En 2009, à Malrevers, 50,2 % des foyers fiscaux sont imposables, c'est plus que dans le département ou ils ne sont que 46,7% et plus que dans la Communauté de Communes où seuls 43,4% des foyers fiscaux sont imposables.



## B. Le logement

### 1. L'évolution du nombre de logement

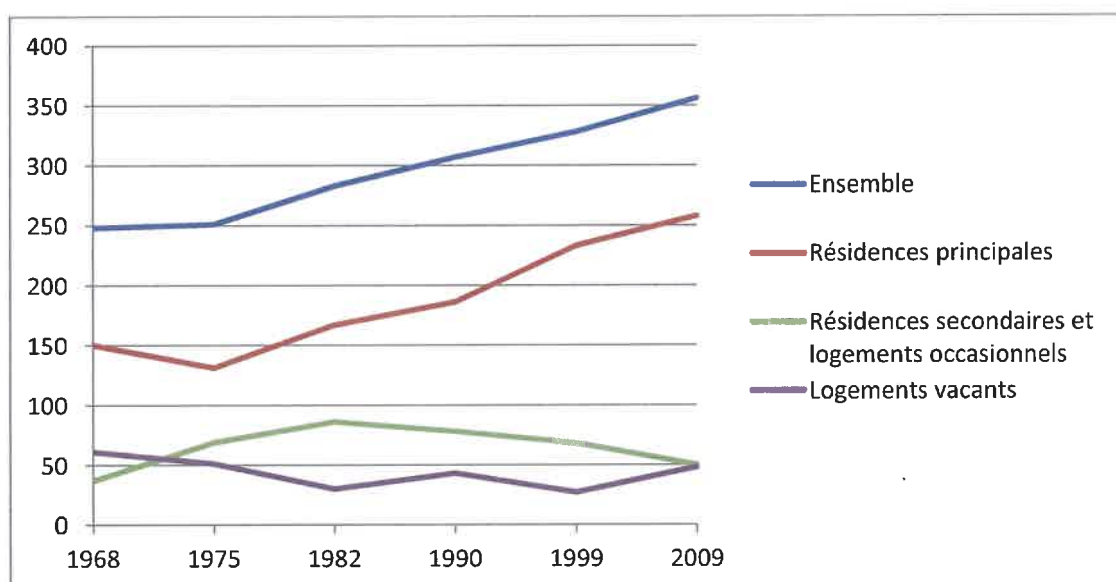
En écho à la croissance démographique du territoire, le nombre de logement est en hausse continue.

Evolution du nombre de logement par catégorie :

	1968	1975	1982	1990	1999	2009
Ensemble	248	251	283	307	328	356
Résidences principales	150	131	167	186	233	258
Résidences secondaires et logements occasionnels	37	69	86	78	68	50
Logements vacants	61	51	30	43	27	48

Source : INSEE RP 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 et 2009

Entre 1968 et 2008, le parc de logement de la commune compte 108 logements supplémentaires. Ces nouveaux logements sont essentiellement des résidences principales. Sur la même période, les résidences principales ont aussi augmenté de 108 logements. Elles représentent 72,5% du parc de logement en 2009.



Le nombre de résidences secondaires et logements occasionnels connaît son maximum en 1982, avec 86 logements, depuis il diminue régulièrement. En 2009, la commune compte 50 résidences secondaires et logements occasionnels, ils représentent 14 % du parc de logement.

Concernant les logements vacants, l'évolution de leur nombre est en dent de scie. En 2009, ils représentent 13,5 % du parc de logement alors qu'en 1999 ils ne regroupaient que 8,2 % des logements. La part de logements vacants est plus élevée pour la commune de Malrevers que pour le département de la Haute-Loire qui compte 10,4% de logements vacants.

### **Définition des logements vacants INSEE :**

*Un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :*

- *Proposé à la vente, à la location ;*
- *Déjà attribué à un acheteur ou à un locataire et en attente d'occupation ;*
- *En attente de règlement de succession ;*
- *Conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés,*
- *Gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste ...).*

*Pour information : en août 2012, 9 maisons sont en vente et 2 appartements sont proposés à la location. Il n'y a pas de vacance de courte durée, 30 logement sont vacants depuis plus de 3 ans. Les logements très anciens manquent d'attractivité et souffrent de la concurrence des logements neufs.*

### **OPAH 2006 – 2009, un bilan positif :**

L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat engagée par la Communauté de Communes de l'Emblavez a permis, sur la commune de Malrevers, pour les propriétaires occupants d'améliorer 4 logements, les travaux réalisés portaient essentiellement sur des améliorations thermiques. Pour les propriétaires bailleurs, les travaux concernaient 6 logements dont 4 étaient vacants, il s'agit d'améliorations thermiques, de la réhabilitation totale d'un logement et l'aménagement de 2 autres.

#### **Du côté de l'Emblavez :**

L'évolution du nombre de logements total et par catégories est le même que pour la commune de Malrevers.

Ainsi en 2009 :

- Les résidences principales représentent 65,3% du parc de logement
- Les résidences secondaires et logements occasionnels regroupent 25,5 % du parc de logement. Leur part est très élevée compte tenu du nombre d'habitant de la Communauté de Communes et de son attractivité touristique, en comparaison le taux départemental n'est que de 18,5%.
- Les logements vacants constituent 9,2 % des logements du territoire.

#### **Bilan de l'OPAH :**

Sur le territoire de l'Emblavez, l'OPAH a permis d'améliorer 106 logements de propriétaires occupants et 60 logements de propriétaires bailleurs dont 52 étaient vacants. Dans le cadre de l'OPAH, 9 logements insalubres ont été réhabilités. Les travaux sont de plus grandes ampleur pour les propriétaires bailleurs que pour les propriétaires occupants.

## 2. Caractéristique des logements en 2009

### Un parc de logement dominé par l'habitat individuel

Le parc de logement est dominé par les maisons individuelles qui constituent 93% du parc. La part d'appartement est faible, seulement 7%. Cependant entre 1999 et 2009, on compte 19 appartements supplémentaires en 10 ans.

	2009		1999	
	Logements	%	Logements	%
Ensemble	356	100%	328	100%
Maisons	331	93%	318	97%
Appartements	24	7%	5	1,5%

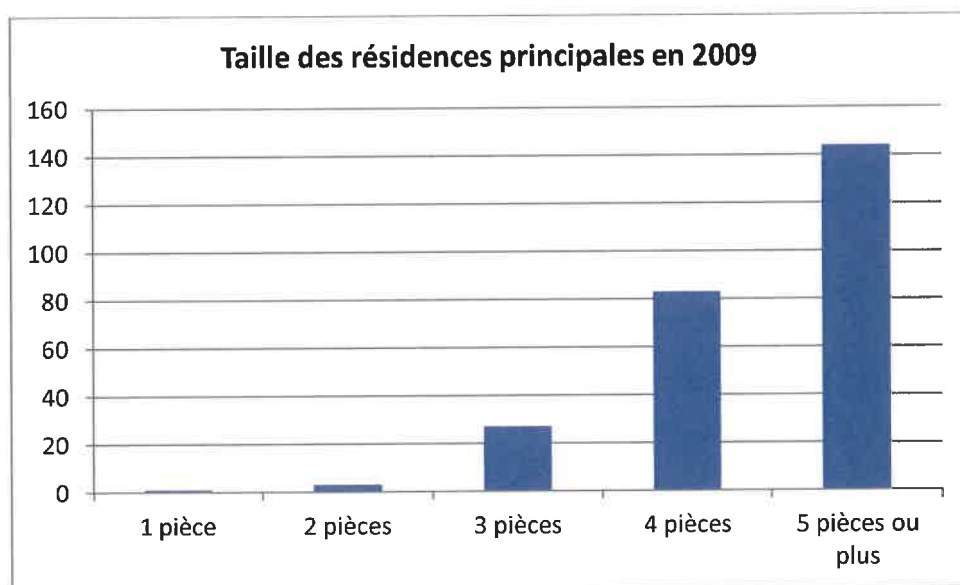
Source : INSEE RP 1999 et 2009

### La taille des logements

Les petits logements sont peu présents, les résidences principales composés d'une ou deux pièces sont au nombre de 4 sur la commune, soit 1,6 % des résidences principales.

Les logements de taille moyenne, comprenant trois pièces ne représentent que 10,5 % des résidences principales, avec 27 logements.

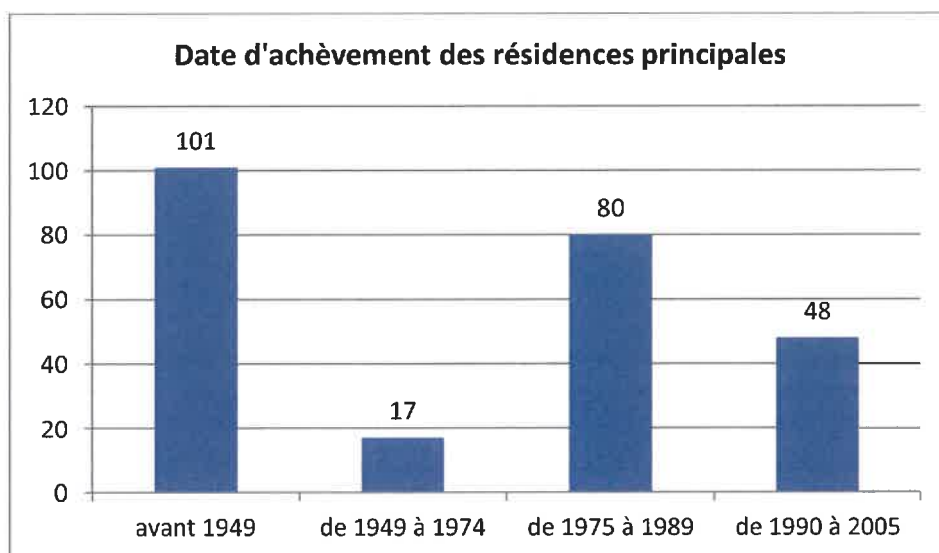
Les grands logements sont majoritaires, 227 résidences principales ont quatre pièces ou plus, soit 88 % du total des résidences principales.



Source : INSEE RP 2009

### L'ancienneté des logements

Une partie du parc de logements de la commune est relativement ancienne, 48 % des résidences principales ont été construites avant 1975, dont 41 % avant 1949. Les 52 % du parc de résidences principales construites avant 2005 restant sont récents et nous renseignent sur la forte dynamique de construction. Entre 1975 et 1989, les résidences construites regroupent 32,5% du parc actuel et pour la période 1990-2005, elles représentent 19,5 % du parc. On observe un fléchissement de la dynamique de construction entre 1990 et 2005 par rapport à la période 1975-1989.



Source : INSEE RP 2008

#### **Du côté de l'Emblavez**

Les maisons individuelles constituent 90,6 % du parc de logements. Leur part diminue légèrement par rapport à 1999, au profit des appartements qui représentaient 7,4 % en 1999 et 9,2 % en 2009.

Les petits logements et logements de tailles intermédiaires sont plus présents qu'à Malrevers avec respectivement 4,8 % et 16,9 % des résidences principales. En Emblavez aussi les grands logements sont prédominants, ils regroupent 78,3 % des résidences principales.

Sur l'Emblavez, le parc de logements est plus important que sur Malrevers. Les résidences principales construites avant 1975 regroupent 63,6 % du parc et la moitié des logements dates d'avant 1949. Les résidences principales construites entre 1975 et 2005 constituent 36,4% du parc. De même que pour Malrevers, les résidences principales neuves sont moins nombreuses entre 1990 et 2005 qu'entre 1975 et 1989.

### 3. Un parc locatif restreint (public et privé)

Pour les ménages résidant à l'année sur la commune, les propriétaires occupants sont prédominants. Sur 258 ménages, 213 sont propriétaires de leur logement, soit 82,6 %, et seulement 40 sont locataires, soit 15,5 %.

Ce phénomène se renforce, la part des propriétaires occupants augmente de 4 % entre 1999 et 2009. La part des locataires diminue de moins de 1 %, leur nombre augmente de deux ménages.

	2009		1999	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	258	100%	233	100%
Propriétaire	213	82,6%	183	78,5%
Locataire	40	15,5%	38	16,3%
d'un logement HLM loué vide	5	1,9%	5	2,1%
Logé gratuitement	5	1,9%	12	5,2%

Source : INSEE RP 1999 et 2009

La commune compte 14 logements locatifs sociaux, dont la gestion est assurée par deux organismes HLM : L'OPAC 43 et le Foyer Vellave.

Il y a de la demande de logements sociaux sur la commune. Tous les logements sont loués et la vacance entre deux locataires n'existe pas, les logements sont tout de suite reloués. (Source : Foyer Vellave)

Le locatif privé concerne 26 résidences principales, soit 10 % des ménages.

Les logements locatifs sont un tremplin pour l'installation de jeunes ménages et peuvent permettre le maintien à domicile des personnes âgées. La révision du POS en PLU est l'occasion pour la commune de chercher à développer le parc locatif public et privé.

#### Du côté de l'Emblavez

Les propriétaires représentent les  $\frac{3}{4}$  des ménages et les locataires regroupent 20 % des ménages dont 121 habitent un HLM loué vide.

### 4. La dynamique de construction et de réhabilitation

Au cours des dix dernières années, de 2002 à 2011 inclus, 50 logements ont été autorisés. Parmi ces logements, 30 sont des nouvelles constructions, toutes sont des maisons individuelles. Les 20 autres logements sont des constructions sur l'existant, cela comprend les bâtiments s'appuyant sur une partie existante : transformation de locaux en logements ou construction supplémentaire de logement attenants à un bâtiment existant.

Ces logements participent au renouvellement et à la modernisation du parc de logement de la commune. Les constructions nouvelles attestent de l'attractivité du territoire pour les ménages, qu'ils soient originaires de la commune ou de l'extérieur.

	2009		1999	
	Logements	%	Logements	%
Ensemble des résidences principales	258	100%	233	100%
Salle de bain avec baignoire ou douche	248	96,1%	213	91,4%
Chauffage central collectif	0	0%	1	0,4%
Chauffage central individuel	148	57,4%	103	44,2%
Chauffage individuel "tout électrique"	47	18,2%	40	17,2%

Source : INSEE RP 1999 et 2009



## C. L'économie

### 1. Le développement économique : une compétence communautaire

La Communauté de Communes de l'Emblavez est une structure qui associe 11 communes et qui a été créée le 28 décembre 1995. L'intercommunalité a en charge la compétence économique et plus particulièrement :

- L'aménagement et la gestion de la zone d'activités communautaire du Cros de la Gare (commune de Saint-Vincent).
- La constitution éventuelle de réserves foncières à des fins économiques.
- La promotion économique du territoire, en particulier des zones d'activités
- Le soutien au développement économique du territoire intercommunal, par la mise en place de procédures collectives visant à soutenir la création, la transmission, la modernisation, la reprise, la valorisation d'activités économiques, sous réserve de la réglementation en vigueur, et hormis l'immobilier d'entreprises. Accompagnement des acteurs économiques locaux tels que les associations de commerçants ou d'agriculteurs, ou d'entrepreneurs. Recherche de porteurs de projets de création d'emplois.
- Développement touristique : actions d'organisation et d'appui à l'Office de Tourisme intercommunal. Promotion du territoire. Actions de professionnalisation des acteurs touristiques. Etudes de développement. Recherche de porteurs de projets. Aménagement de sites touristiques majeurs autour du paysage. Développement des loisirs de pleine nature. Action collective de valorisation du patrimoine historique, notamment par l'acquisition d'objets de grande valeur patrimoniale.
- Développement des technologies de l'information et de la communication et de leurs utilisations. Développement du haut-débit.

### 2. Actifs, emplois et entreprises sur la commune

En 2009, la commune de Malvers comptait 81 emplois salariés pour 356 actifs ayant un emploi. Entre 1999 et 2009, la commune a perdu 23 emplois et gagné 51 actifs ayant un emploi. Avec une dynamique économique en mauvaise santé et une dynamique démographique positive, c'est la fonction résidentielle de la commune de par sa situation démographique qui est attractive et non les perspectives d'emplois.

Au 31 décembre 2009, les établissements actifs sur la commune étaient au nombre de 45 et ils se répartissent de la façon suivantes :

	Nombre	%
Ensemble des établissements actifs	45	100,0%
Agriculture, sylviculture et pêche	16	35,6%
Industrie	4	8,9%
Construction	7	15,6%
Commerce, transports, service divers	13	28,9%
dont commerce et réparation auto	3	6,7%
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	5	11,1%

Source : INSEE RP 2009

Les entreprises présentes sur la commune de Malrevers ne peuvent pas à elles seules couvrir les besoins en emploi de la population active. Plus de ¾ des actifs sont donc obligés de sortir du territoire pour se rendre sur leur lieu de travail.

Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi et résidant sur la commune, en 2009 :

	Nombre d'actifs	%
Ensemble des actifs ayant un emploi	356	100
Travaillent :		
dans la commune de résidence	66	18,5
dans une commune autre que la commune de résidence :	290	81,5
située dans le département de résidence	271	76,1
située dans un autre département de la région de résidence	1	0,3
située dans une autre région en France métropolitaine	18	5,1
située dans une autre région hors France métropolitaine	0	0

Source : INSEE RP 2009

En 2009, l'agglomération du Puy en Velay comptait 28 147 emplois pour 23 852 actifs ayant un emploi, elle draine des actifs issus de l'extérieur de la Communauté d'Agglomération. La ville du Puy en Velay totalise à elle seule 15 321 emplois.

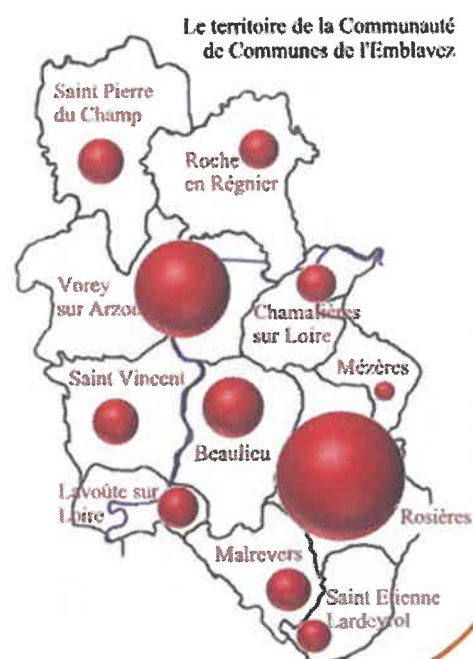
### Du côté de l'Emblavez

Bien que située à la frange de l'aire urbaine du Puy en Velay et constituée de communes rurales, la Communauté de Communes de l'Emblavez arrive à tirer son épingle du jeu ; grâce à la présence de deux pôles d'emplois : les communes de Rosières et de Vorey sur Arzon, avec respectivement 731 et 422 emplois en 2009. L'Emblavez arrive à satisfaire plus de 50 % des besoins en emploi du territoire.

La répartition des emplois sur le territoire de la Communauté de Communes de l'Emblavez en 2009 :

	Population	Actifs ayant un emploi	Nombre d'emploi
Beaulieu	916	377	169
Chamalière sur Loire	451	147	57
Lavoûte sur Loire	725	333	77
<b>Malrevers</b>	<b>711</b>	<b>356</b>	<b>81</b>
Mézères	158	69	14
Roche en Régner	488	167	69
Rosières	1440	633	731
Saint Etienne Lardeyrol	683	303	52
Saint-Pierre du champ	494	190	91
Saint-Vincent	974	394	95
Vorey sur Arzon	1428	502	422
<b>CC Emblavez</b>	<b>8468</b>	<b>3471</b>	<b>1853</b>

Source : INSEE RP 2009



### 3. L'agriculture occupe toujours une place prédominante dans l'économie de la commune.

#### Les tendances observées par le recensement agricole 2010 en Auvergne

En dix ans (2000-2010), le nombre d'actifs de l'agriculture a diminué de 27%. L'activité agricole se resserre sur le chef d'exploitation et les co-exploitants. La participation des actifs familiaux est en nette diminution

La superficie agricole utile a diminuée de 3,6% en dix ans. Le taux annuel de disparition des exploitations est de -2,3%. La SAU moyenne est de 62 ha en 2010, soit 11 ha de plus qu'en 2000. Ce sont les élevages de bovins viandes et / ou lait qui sont les plus présents.

En Auvergne, près d'une exploitation sur dix élargit son activité de production agricole en réalisant des activités annexes telles que la transformation de produits agricoles, la prestation de services (agricoles ou non), la sylviculture, la transformation du bois, la production d'énergies renouvelables, l'artisanat ou encore des activités de tourisme ou d'accueil à la ferme. On observe aussi un développement de la vente en circuit-court.

#### Pour Malrevers :

Le nombre d'exploitation agricoles ne cesse de diminuer depuis le recensement de 1988. De 36 exploitations en 1988, la commune passe à 13 en 2010, Près des deux tiers des exploitations ont disparu. Les superficies exploitées se sont réparties entre les exploitations restantes. La superficie agricole utile moyenne augmente entre chaque recensement, +11 ha entre 1988 et 2000 et +21 ha sur la période 2000-2010.

L'augmentation de la SAU moyenne entre les deux derniers recensements à des proportions importantes, elle est due à la diminution du nombre d'exploitation et au maintien de toutes les surfaces agricoles présentes en 2000. L'urbanisation de la commune n'a pas du tout affecté les terres agricoles. La superficie fourragère a diminuée de 29 ha au profit des terres labourables qui gagne 28 ha. Les agriculteurs de la commune sont majoritairement tournés vers l'élevage de bovins laits.

Un diagnostic plus précis a été réalisé par la Chambre d'Agriculture, il traite les thèmes suivants :

- Le statut juridique et l'activité des exploitations
- L'âge du chef d'exploitation
- Les parcelles (occupation du sol, intérêt particulier, propriété/fermage)
- L'impact que pourrait avoir l'urbanisation

Le territoire communal est inclus dans l'aire géographique de production de l'Appellation d'Origine Contrôlée « Lentille Verte du Puy » et dans l'aire géographique d'abattage de l'AOC « Fin gras du Mézenc ».

La SAU totale de la commune est de 895 ha, soit 63,5 % du territoire. De plus, près de 300 ha sont boisés, soit 21 % de la commune.

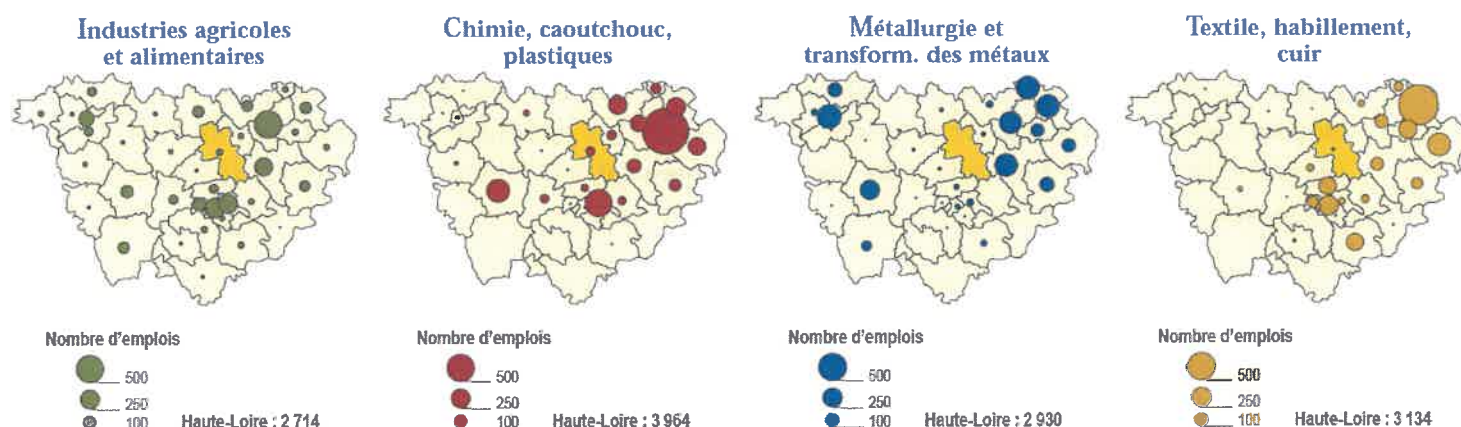
L'agriculture en plus d'occuper une place importante dans l'économie, elle occupe aussi une place primordiale dans l'occupation des sols et l'entretien des espaces.

#### 4. Une activité industrielle réduite

L'industrie en Haute-Loire fournit un emploi sur cinq. L'activité industrielle s'appuie sur la richesse d'un tissu de petites entreprises. La présence de groupes de dimension internationale, comme Michelin, renforce cette ossature. La branche « chimie, caoutchouc, plastiques », avec la présence dans le bassin d'Yssingeaux du premier centre français de l'extrusion de polyéthylène destiné à l'emballage. Le travail des métaux, l'industrie textile d'implantation plus ancienne et le secteur agroalimentaire sont aussi bien implantés sur le territoire départemental.

Cependant, de par l'éloignement de l'Emblavez d'un pôle urbain important et de grosses infrastructures de transport, le territoire ne bénéficie pas de la même dynamique industrielle que les pôles de Brioude, Langeac, Le Puy en Velay et Yssingeaux. Toutefois, on note la présence d'emplois dans les domaines de l'industrie agricoles et alimentaires, de la chimie, caoutchouc, plastiques et du textile et de l'habillement, dans des proportions relativement faibles.

Localisation de l'emploi des principaux secteurs industriels :



Source : INSEE - Recensement de la population 1999

#### 5. L'activité artisanale, base du tissu économique

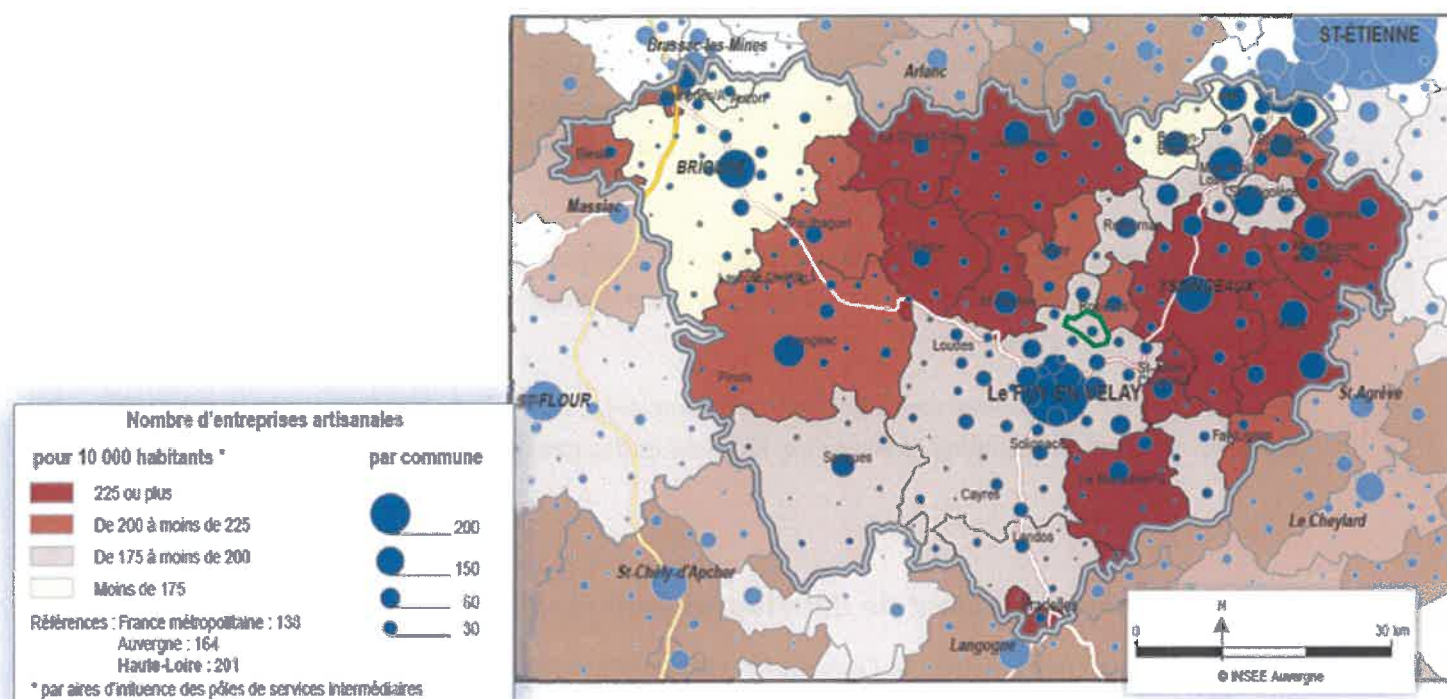
En 2001, la commune de Malrevers comptait entre 175 et 200 entreprises pour 10 000 habitants. *Ramener le nombre d'entreprises pour 10 000 habitants permet d'avoir une échelle cohérente pour comparer la commune à d'autres territoires.*

Ainsi, il est possible de voir que Malrevers se situe au-dessus de l'Auvergne et de la France métropolitaine. Elle est, en revanche, légèrement en dessous du niveau de la Haute-Loire.

La commune compte une trentaine d'entreprises artisanales sur son territoire (INSEE 2001). Depuis, la commune a gardé cette dynamique artisanale. Au 31 décembre 2009, hors secteur agricole, Malrevers comptait 26 établissements de moins de 9 salariés assimilables à des entreprises artisanales.



Densité des entreprises artisanales en 2001 :



Une seule entreprise emploie plus de 10 salariés, il s'agit d'une entreprise de textile et habillement, elle emploie 25 salariés.

#### Définition de l'INSEE

*Artisanat : sont artisanales les entreprises ayant une activité de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services, exercée à titre principal ou secondaire, l'entreprise peut employer jusqu'à 10 salariés.*

## 6. Une activité commerciale en recul

Lors de l'élaboration du Plan d'Occupation des Sols en 1989, la commune regroupait plusieurs commerces dont deux boucheries, une épicerie-bazar et trois cafés, la boulangerie venait de fermer.

Aujourd'hui, lors de la révision du POS en Plan Local d'Urbanisme, la commune ne compte plus qu'une boulangerie-pâtisserie qui a repris une licence de vente de tabac.

C'est la proximité du Puy en Velay, le développement des grandes surfaces et le changement du mode de vie qui ont nuit au maintien des commerces dans les bourgs des communes de petite taille. Les communes de plus grosse importance s'en sortent mieux. Dans l'Emblaveiz, l'enquête sur les commerces réalisée en 2007 par la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie d'Auvergne, montre que les communes de Rosières et de Vorey sur Arzon comptaient respectivement 9 et 12 commerces.

## **7. Le tourisme, un potentiel insuffisamment développé**

L'activité touristique et les hébergements sont très peu développés sur la commune. Seuls deux gîtes de France sont répertoriés, le premier à Mercoeur et le second au Riou. La commune de Malrevers est située à proximité du pôle touristique du Puy en Velay, près de l'itinéraire du chemin de Saint-Jacques de Compostelle. L'Emblavez propose différentes activités de loisirs notamment d'un circuit d'interprétation des paysages, la découverte d'un patrimoine bâti et naturel remarquable et de savoir-faire.

Des pistes de développement touristique existent : le développement de l'agritourisme (accueil à la ferme, découverte des métiers de l'agriculture, vente de produit de la ferme, ...), le développement des labels Nattitude et Respirando.

Tous les types d'hébergements sont présents sur l'Emblavez, on y trouve des hôtels et auberges, des chambres d'hôtes, des camping et village de vacances et des gîtes ruraux.

## **8. Le schéma régional de développement économique (SRDE)**

Devant la situation économique de l'Auvergne et les nombreuses fermetures d'entreprises, la région a décidé de mettre en place un schéma régional de développement économique pour :

- Préserver de l'emploi
- Créer de nouveaux emplois
- Veiller à la qualité des emplois
- Faire du développement durable.

Le schéma régional de développement économique représente un triple enjeu : l'élaboration d'une stratégie et d'un cadre de référence qui seront acceptés par tous ; il ne fixe pas seulement des orientations, il a également un caractère opérationnel ; et le schéma propose des d'organisation entre les acteurs.

Le SRDE propose une action basée d'une part sur les projets structurants pour les filières, qui visent à rendre la région plus compétitive sur les marchés internationaux, et d'autre part sur une action économique locale assurant l'équilibre du développement à l'intérieur de l'Auvergne.

Le modèle de développement est basé sur l'appui à la mutation des industries, à la diversification de l'économie Auvergnate et à l'équilibre géographique du développement. Il privilégie ce qui fait la spécificité du territoire : la priorité est donnée à l'ouverture, à la notion de qualité dans toutes les actions et au développement durable comme avantage compétitif.

## **D. Equipements, services et vie locale**

### **1. Les équipements**

Les habitants de Malrevers ont accès sur la commune à :

- Une salle polyvalente
- Un stade de football
- Une bibliothèque municipale

Et sur l'Emblavez ou à proximité :

- Complexe aqua passion (piscine, salle cardio) à Lavoûte sur Loire
- Médiathèque municipale à Brives-Charensac
- L'embarcadère (théâtre) à Vorey
- Un centre de tir national à Beaulieu

### **2. Les services**

Les habitants de Malrevers ont accès sur la commune à :

- Une mairie
- Une école élémentaire
- Une agence postale
- Un service de ramassage scolaire
- Un service de ramassage des ordures ménagères
- Un transport à la demande

Et sur l'Emblavez ou à proximité :

- Une gendarmerie à Rosières
- Une maison de santé à Rosières
- Le centre hospitalier Emile Roux au Puy en Velay
- La clinique Bon Secours au puy en Velay
- Deux collèges (un public et un privé) à Saint-Julien-Chapteuil
- Un collège public et un collège privé à Brives-Charensac
- 5 collèges (3 publics et 2 privés) au Puy en Velay
- Lycées général et professionnel à Brives-Charensac
- Lycées généraux et professionnels au Puy en Velay



### 3. Les équipements publics et les services spécialisés

#### Pour les personnes âgées et dépendantes :

Quatre structures d'accueil existent sur le secteur :

Beaulieu :

- Maison de Retraite "Foyer Notre Dame" : 62 lits médicalisés

Rosières :

- Résidence La Roseaie (Maison de Retraite Médicalisée : 66 résidents valides ou dépendants)
- Maison de Convalescence Saint Joseph (Etablissement de Soins de Suite et de Réadaptation : 40 lits)

Vorey sur Arzon :

- EHPAD Foyer Marie Goy (Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes, Maison de retraite médicalisée : 71 résidents valides ou dépendants)

#### Pour les petits :

Six types de structure d'accueil sont à leur disposition :

- Une crèche et halte-garderie "Farandole" à Vorey
- Une crèche et halte-garderie "Le Pays Imaginaire" à Rosières
- Une micro crèche "Mini Pouce" à St Vincent : Accueil d'enfants de 10 mois à 6 ans. Agrément pour 9 places.
- Une micro crèche "Mini Pouce" à Lavoûte sur Loire : Accueil d'enfants de 10 mois à 6 ans. Agrément pour 9 places.
- Un centre de Loisirs "Le Campagnol" à Rosières :
- Environ 40 assistantes maternelles agréées sur 11 communes.

Un relai d'assistantes maternelles est en cours de construction à Malrevers

### 4. La vie locale

#### La vie associative

Sur l'Emblavez la vie associative est riche de 300 associations, Malrevers n'est pas en reste, on y dénombre 20 associations dans des domaines très variés :

- Sport loisirs culture Malversoises (Danse)
- Association de gymnastique volontaire montplaisir (Gym douce)
- La pétanque amicale
- Olympique de Malrevers (Football)

- A.C.C.A. Malrevers (Chasse)
- Club féminin Malrevers (Couture, peinture, patchwork)
- Chorale Malrevers
- Groupe folklorique "lous mandza farchon" (Musiques et danses traditionnelles)
- Association ARES (Danse)
- La compagnie "la lurette" (Spectacle de danse)
- Amicale des porteurs du patronyme Brouille(t)
- A.T.I.S. (Association Tools Informatique Solidaire) (reconditionnement de matériel informatique)
- La Malreversoise (Organise la fête du pain à Mercœur)
- Emblavez Nature (Défense de l'environnement)
- Syndicat agricole (Malrevers-Chaspinhac)
- Aînés de l'Emblavez
- Club de Beaurevers (organisation d'activités, chorale, gym douce)
- Anciens combattants Malrevers
- Association des parents et amis de Malrevers
- ADMR Malrevers

### Les évènements et manifestations sur la commune

La commune garde une vie villageoise active, en organisant des évènements et manifestations qui sont des moments de convivialité et de rencontre entre habitants :

- Bal musette
- Bal des jeunes
- Bal disco
- Nuit de la bourrée
- Retraite aux flambeaux
- Vide grenier
- Repas-feux d'artifices
- Lotos
- Belote
- Pétanque
- Football
- Fête du pain
- Pique-nique communal

## E. Les déplacements

### 1. Le réseau viaire

La commune est traversée par les routes départementales RD 26 et RD 71. La RD 71 relie Rosières à la RN 88 et la RD 26 va de Saint-Etienne-Lardeyrol jusqu'à Beaulieu.

Le bourg de Malrevers est implanté au croisement de ces deux voies.

De nombreux villages se sont développés à partir des routes départementales, cela concerne :

- Le Riou
- Charraix
- Cleysac
- La Manissaire
- Sonnac Bas
- Courbes
- Les Quatre Chemins

Les autres villages, groupes constructions ou anciennes fermes isolées sont desservies par des voies communales qui les connectent au réseau départemental.

Les réseaux de voirie communale et départementale sont en bon état. Le seul point noir au niveau accessibilité concerne le village de Mercoeur pendant la période hivernale.

Grâce à une bonne desserte routière de la commune, les habitants sont à moins d'un quart d'heure de tous et ils ont un sentiment de proximité des équipements et des services.

- Blavozy : 8 km – 10 minutes
- Rosières : 12 km – 14 minutes
- Le Puy en Velay : 13 km – 15 minutes
- Vorey sur Arzon : 16 km – 17 minutes
- Yssingaux : 20 km – 24 minutes
- Saint Etienne : 70 km - 1 h 8 minutes
- Lyon : 1 h 43 minutes

### 2. La viabilité hivernale

La RD 77 est classée en catégorie D1 par les services du Conseil Général de Haute-Loire, le traitement effectué est un raclage de la neige si besoin et un salage. La période d'intervention en semaine s'étend de 4h30 à 19h30 et pendant les week-ends et jours fériés elle s'étend de 5h30 à 19h30. Le niveau de service sur cette voie est jugé satisfaisant.

La RD 26 est classée en catégorie D3, le traitement effectué est un raclage de la neige si nécessaire et la mise en place de pouzzolane. En semaine le service est prévu sur une plage horaire de 9h30 à

17h00. Pendant les week-ends et jours fériés, le traitement est effectué après les routes classées en catégories D1 et D2, un minimum d'un passage par jour est assuré. Sur cette route, le niveau de service est jugé insuffisant, elle est dangereuse pour les cars. Le passage du ramassage scolaire ayant lieu avant la période d'intervention des services du Conseil Général.

### **3. La voiture, mode de transport privilégié**

#### **Le lieu de travail des actifs**

Sur les 356 actifs ayant un travail que comptent la commune, en 2009, seul 18,5 % travaillaient sur le territoire communal. C'est donc plus de 80 % des actifs qui sortent de la commune pour aller travailler, soit 290 personnes, parmi eux 19 personnes ont un emploi dans un autre département.

Entre 1999 et 2009, ce phénomène de navette entre la commune de résidence et la commune du lieu de travail s'est accentué, on observe 66 personnes supplémentaires en 10 ans. La diminution du nombre d'emploi et l'augmentation du nombre d'actifs sont des facteurs qui contribuent à cette évolution. Les déplacements sont essentiellement orientés vers le centre de l'agglomération du Puy en Velay.

Parallèlement, 20 % des emplois de la commune sont occupés par des actifs extérieurs à la commune, ils constituent un flux de déplacement entrant.

#### **Les transports en commun**

La commune de Malrevers n'est pas desservie par les lignes régulières des transports en commun départementaux.

Toutefois, la commune est desservie par un transport à la demande à destination des personnes à mobilité réduite ou dépendante. Le service est disponible les mardi et samedi sur le secteur et en direction du Puy en Velay et les mardi et jeudi vers Yssingeaux.

Une entreprise de taxi propose un transport collectif privé, vers le Puy en Velay pour faire des courses, avec un prix de groupe.

#### **L'équipement automobile des ménages**

Les ménages Malreversoises sont bien équipés en automobile. En 2009, 92,6% des ménages possédaient au moins une voiture. Le nombre de ménage équipé en automobile s'est accrue, en 1999, 13,7% des ménages n'avaient pas de voiture, ils ne sont plus que 7,4% en 2009. La part de ménages propriétaires de deux voitures ou plus augmente, on compte 38 ménages supplémentaires entre 1999 et 2009, elle passe de 47 à 57 % des ménages en seulement 10 ans.

### **L'accès aux commerces**

Comme nous l'avons vu précédemment, les commerces manquent sur la commune. Les habitants doivent donc aller faire la majeure partie de leurs achats hors de la commune. C'est le pôle de commerces de Brives-Charensac – Le Puy en Velay qui est privilégié, aussi bien pour les hyper et supermarchés que pour les commerces de détails.

Avec l'éloignement entre le lieu de travail et le lieu de résidence, l'absence de transport en commun et le manque de commerce ; c'est la voiture qui est le mode de transport privilégié des habitants. Comme en témoigne le taux très élevé de ménages possédant au moins une voiture.

## **4. Les points noirs sur le bourg**

### **Le stationnement dans le bourg**

En 2009, les ménages possédant au moins un emplacement de stationnement sont au nombre de 202, soit 78,3 % des ménages. Certains ménages sont donc obligés de stationner leurs véhicules sur le domaine public.

C'est dans le bourg que la situation est la plus délicate, de nombreuses maisons, environ une trentaine, ne possèdent ni cours ni jardin. De plus, le nombre stationnements sur le domaine public est plutôt restreint, 30 places se répartissent comme suit :

- Devant la mairie : 3 places
- Devant l'école : 8 places
- Place de l'église : 12 places
- Le long de l'église : 2 places
- Le long de la RD 71 (à proximité de l'entrée de la Granéta) : 5 places

Il est à noter que 5 possibilités de stationnement existent devant la boulangerie, elles sont dédiées aux locataires des appartements situés dans le même bâtiment que la boulangerie. L'environnement de la boulangerie-pâtisserie, seul commerce restant dans le bourg, est donc peu adapté à l'accueil de clients motorisés.

### **Des liaisons piétonnes et cycles difficiles**

L'urbanisation du bourg de Malrevers s'est développée le long des voies de communications existantes. Les opérations d'urbanisation récentes ont été conçues en impasses, elles débouchent sur la route départementale et n'ont pas de connexion entre elles.

Les routes départementales n° 26 et 71 ont donc deux rôles très différents :

- Un rôle de liaisons intercommunales, avec un flux journalier de voitures et de camions important
- Un rôle de desserte locale et notamment de liaison entre les habitations et la mairie, l'école et la boulangerie

Les comptages réalisés sur ces deux routes départementales pendant deux semaines permettent de prendre conscience des flux journaliers de véhicules qui traversent la commune.

Comptage effectué du samedi 13/10/2012 à 00h00 au vendredi 26/10/2012 à 00h00 (en véhicule) :

	Point 1	Point 2	Point 3
Total période	34 307	19 618	13 714
Débit moyen journalier	2 451	1 401	980
Débit moyen jours ouvrés	2 639	1 516	1 020
Débit moyen samedi et veille de fêtes	2 338	1 282	1 000
Débit moyen dimanche et jours fériés	1 619	947	757

Source : Conseil Général de la Haute-Loire

Localisation des points de comptage routier :



Source : google map

Cependant, on constate que les trottoirs le long des départementales sont peu larges, parfois encombrés de poubelles et sur certaines portions, les cheminements piétons sont inexistants. Les piétons sont donc obligés d'emprunter la chaussée, les familles avec des enfants en bas âge sont particulièrement concernées par ce problème quand elles se rendent à l'école ou encore à la mairie à pied.

## Partie II : Diagnostic agricole



*Réalisé par Mireille DROUILLAT, Sophie DUMAS*



La commune de Malrevers élabore son Plan Local d'Urbanisme. Pour prendre en compte l'agriculture dans cette réflexion elle a confié à la Chambre d'Agriculture de la Haute-Loire la réalisation d'un diagnostic agricole

## A. Généralités

### 1. Rappel de la réglementation concernant les bâtiments agricoles

Pour résumer voici quelques données réglementaires à connaître concernant les bâtiments agricoles.

Les exploitations agricoles dépendent soit du régime du RSD, soit du régime des installations classées au titre de l'environnement selon le nombre et le type d'animaux présents. Les élevages dépendant des installations classées sont soit soumis à déclaration, soit à autorisation pour les plus importants.

A connaître : plus de 50 vaches laitières ou mixtes, ou plus de 100 vaches allaitantes, ou plus de 50 veaux de boucherie, ou plus de 50 bovins à l'engraissement, ou plus de 50 animaux équivalents porcs (un animal reproducteur = 3 AE, un porc à l'engrais = 1 AE et un porcelet de moins de 30 kg = 0.2 AE), plus de 5000 animaux équivalents volailles..... sur l'exploitation et celle-ci est soumise au régime des installations classées sinon elle dépend du régime du RSD. Pour être soumise au régime des installations classées sous autorisation, l'exploitation doit avoir au moins 100 vaches laitières, ou 400 veaux, ou 450 équivalents porcs ou 30.000 équivalents.

#### A retenir :

- **pour les exploitations dépendant du RSD**, les distances à respecter pour l'implantation, aménagement ou agrandissement des **bâtiments d'élevage** sont les suivantes par rapport :

- **aux habitations** : 100 m pour les élevages porcins sur lisier, 25 m pour les élevages de volailles et lapins de moins de 500 animaux de plus de 30 jours, **50 m pour les autres cas**, 50 m pour les silos d'ensilage ou 25 m pour les silos d'ensilage aménagés
  - zones destinées à l'habitation dans les documents d'urbanisme : pas de prescription prévue
  - aux puits, forages, sources, berges des cours d'eau..... : 35 m pour les bâtiments d'élevage, 100 m pour les silos non aménagés
  - aux lieux de baignade : 200 m
  - piscicultures sauf dérogation : 200 m

- les parcelles renseignées
- les parcelles valorisées par des personnes de plus de 60 ans donc susceptibles d'être à la retraite
- les parcelles valorisées par des personnes de 55 à 60 ans donc qui devraient changer d'exploitant dans les 5 ans
- les parcelles valorisées par des personnes de 50 à 55 ans donc qui devraient changer d'exploitant entre 5 et 10 ans
- les parcelles dont l'exploitant est propriétaire
- les parcelles susceptibles d'être cultivées en maïs ou en lentilles
- les parcelles pâturées par les vaches laitières
- les déplacements particuliers

Ces tris sont à superposer sur la couche principale pour faire apparaître, d'une part les surfaces qui n'ont pas été renseignées (parcelles valorisées par des agriculteurs non rencontrés) et d'autre part, les parcelles les plus importantes au dire des exploitants agricoles par différence (ce sont les parcelles qui restent apparentes lorsqu'on superpose les différentes couches de tris par-dessus la couche des parcelles renseignées).

#### Fichier concernant les bâtiments

Au départ un seul fichier a été réalisé ; il concerne tout ce qui peut se « rapprocher » d'un bâtiment à savoir : bâtiments d'élevage et leurs annexes (silos, fosses, fumières), bâtiments de stockage, bâtiments de transformation, local de vente.

Pour chaque bâtiment recensé, les renseignements suivants ont été demandés :

- Identification de l'exploitation agricole qui utilise ce bâtiment.
- Régime dont dépend l'exploitation agricole au titre de l'environnement : soit le RSD, soit soumise au régime des installations classées (déclaration ou autorisation).
- Année de naissance du plus jeune des exploitants.
- Avenir du bâtiment dans la décennie suivante : sera-t-il agricole, changement de régime prévisible, ou avenir incertain.

Des tris ont été réalisés à partir de ce fichier pour déterminer :

- les projets de bâtiments

Comme précédemment il faut superposer ces couches sur la couche de l'ensemble des bâtiments pour faire apparaître les bâtiments agricoles en activité.

- les zones de protection actuelle des bâtiments si besoin
- les zones de protection des bâtiments futures certaines (bâtiment dont l'avenir est connu)
- les zones de protection des bâtiments futures incertaines (bâtiment dont l'avenir est incertain)

S'il n'y a aucune zone de protection future du bâtiment cela signifie que l'exploitant n'envisage pas un avenir agricole pour ce bâtiment.

### **Les documents remis**

L'ensemble des documents est remis sous format papier et sous format PDF donc non modifiable et sous format mapinfo.

## B. Données fournies par les agriculteurs enquêtés

### 1. Présentation des données globales des 11 exploitations enquêtées

Il est indispensable de préciser que le rapport ne présente pas l'agriculture de la commune mais seulement les données des exploitations agricoles concernées par les zones d'étude demandées.

11 exploitations agricoles ont été contactées.

#### Ensemble des exploitations enquêtées

\* Double activité ou non :

Sur les 11 exploitants rencontrés 8 sont agriculteurs à titre principal et 3 d'entre eux ont une autre activité.

\* Nombre d'associés :

10 exploitations sont individuelles soit 90 %, 1 à 2 chefs d'exploitation

\* Statut juridique :

Statut juridique	10 exploitations agricoles
EARL	0
GAEC	1
EA individuelle	10

\* Age

Pour chaque exploitation est retenue l'année de naissance du plus jeune des agriculteurs car c'est cette donnée qui semble la plus pertinente pour les classer sur ce critère et estimer le devenir des exploitations sur ce critère.

Classe d'âge	Ensemble des 10 EA enquêtées
55 ans et +	1 soit 9%
De 40 à 55 ans	6 soit 54 %
Moins de 40 ans	2 soit 18 %

Un seul exploitant est proche de la retraite.

\* Régime par rapport à la réglementation sur l'environnement

	Ensemble des 10 EA enquêtées	Evolution prévisible
Soumise au RSD	6	3
Installation classée à déclaration	4	6
Installation classée à autorisation	0	0
Pas concerné	1	1

10 exploitations agricoles ont des animaux et dépendent d'une réglementation sur l'environnement. La onzième exploitation agricole a des ruches et ne dépend pas d'une réglementation sur l'environnement particulière même si des distances d'implantation des ruchers sont à respecter.

La part des exploitations agricoles dépendant du régime des installations classées est très élevée ce qui dénote de taille de troupeaux plus élevée.

\* SAU des exploitations agricoles enquêtées

	Ensemble des exploitations : 10	
	moyenne	limite
SAU (ha) / EA	69.5	53 à 104

La moyenne de la SAU a été calculée sans prendre en compte l'exploitation apicole. Les exploitations agricoles concernées sont des exploitations de taille moyenne ; aucune n'est de très grande taille ni de petite taille.

### Les éleveurs de bovins lait

Sur les 11 exploitations, 8 sont livreurs de lait avec un quota moyen de 231 000 litres de lait avec une fourchette allant de 60 000 à 376 000 litres de lait ; ces données sont susceptibles d'évolution étant donné le contexte de gestion de secteur lait.

1 seule exploitation a un atelier complémentaire de vaches allaitantes.

### Les autres agriculteurs sans bovins lait

3 exploitations agricoles ne sont pas en production laitière :

- 1 exploitation apicole gérée par un double actif
- 1 exploitation avec des vaches allaitantes et des brebis gérée par un double actif ; les vaches allaitantes sont en partie conduites en plein air.

1 exploitation agricole ayant pris la cessation laitière et dont l'activité va s'arrêter.

### **D'autres remarques sur les exploitations agricoles**

Une exploitation agricole enquêtée a son siège située sur la commune de Rosières, l'agriculteur habite sur la commune de Malrevers.

Aucun atelier hors sol n'a été repéré (en dehors de l'apiculteur).

Une exploitation agricole est conventionnée en agriculture biologique.

Les surfaces cultivées en lentilles vertes du Puy sont faibles (une dizaine d'hectares pour les parcelles étudiées).

### **Avenir des exploitations agricoles.**

Une exploitation agricole va cesser son activité.

Deux exploitations agricoles envisagent d'être reprises par un enfant ; une envisage la création d'un GAEC avec un jeune.

Deux projets de bâtiments ont été signalés lors de l'enquête dont 1 à Cleysac accolé à un bâtiment existant et l'autre au Riou mais non localisé.

## **2. Données cartographiées**

### **Sur les bâtiments**

Les bâtiments agricoles et les maisons d'exploitant agricole ont été localisés et renseignés.

Les bâtiments susceptibles de changer de destination (maison à usage non agricole à terme) sont aussi repérés ainsi que les périmètres de protection réglementaire actuels et ceux qui seront à priori à respecter dans plusieurs années en tenant compte des évolutions prévisibles des exploitations agricoles.

*Cf les cartes Bâtiment d'exploitation*

### **Sur les parcelles**

#### **La nature des parcelles**

Il s'agit de traduire sur une carte le type de parcelles : labourables (cela représente une productivité minimale) ou en prairies permanentes (en général de moins bonne productivité mais à comparer avec les caractéristiques particulières de la parcelle).

*Cf cartes Occupation du sol*

### Classe d'âge de l'exploitant agricole

Des classes ont été réalisées : loin de la retraite, à moins de 10 ans de la retraite, ou à priori très proche de l'arrêt de l'activité.

La disparition de parcelles a une incidence sur le fonctionnement des exploitations agricoles et peut aller parfois jusqu'à remettre en question l'exploitation agricole. Ceci est bien entendu limité si l'arrêt de l'activité de l'exploitation agricole est programmé. Mais il ne faut oublier que les surfaces sont reprises par une autre exploitation agricole et que si la prise en compte de ce critère est envisageable il ne peut pas justifier à lui seul l'urbanisation des surfaces.

Rappelons que c'est l'âge du plus jeune exploitant agricole qui a été retenu dans le cas de société.

*Cf cartes Age des chefs d'exploitation*

### Le propriétaire est-il l'exploitant agricole ?

Si l'exploitant est propriétaire il décide de vendre ou pas et donc d'accepter ou pas la perte des surfaces c'est la raison pour laquelle ce critère est étudié. Dans le cas de projet de zone d'activité le choix de vente ou pas peut être remis en question donc cet élément est moins important. Cette question a été abordée pour la parcelle dans sa globalité et non pas à la parcelle cadastrale. Dans le cas de GAEC, les parcelles sont considérées comme exploitées en faire valoir direct si le propriétaire est la société ou un des associés de cette société.

Peu de parcelles sont exploitées par leur propriétaire.

*Cf cartes Parcelles en propriété*

### Intérêts particuliers de certaines parcelles

Pendant certaines parcelles présentent des intérêts particuliers dont la perte entraînerait des conséquences sur l'exploitation agricole concernée ou sur l'agriculture du secteur.

- Culture du maïs ou de lentilles

Les surfaces sur lesquelles il est possible de cultiver du maïs ou des lentilles vertes du Puy-en-Velay sont assez limitées. Or les exploitations agricoles sont toutes en polyculture-élevage, la culture du maïs est un élément déterminant de l'alimentation des animaux. Les parcelles cultivables en maïs et en lentilles sont les parcelles à plus forte valeur agronomique aussi ont-elles été repérées.

- Pâturage des vaches laitières

Les parcelles pâturées situées à proximité immédiate des bâtiments sont souvent stratégiques d'autant plus lorsqu'il s'agit de vaches laitières qui regagnent les bâtiments 2 fois par jour pour la traite. La perte de ces parcelles impacte le fonctionnement de l'exploitation agricole et peut aller jusqu'à sa remise en cause (ne plus « sortir » les animaux).



*Cf cartes maïs -lentilles*

- Autres intérêts particuliers

Enfin les parcelles qui sont des lieux de passages essentiels pour les animaux ou les outils ont été repérés comme incidence forte dans les cartes impact car leur urbanisation auraient des conséquences sur les conditions de travail des agriculteurs et sur les usagers des routes.

### **3. Conclusion**

Voici une carte qui est proposée à titre indicatif pour déterminer l'impact de l'urbanisation éventuelle des parcelles sur l'agriculture de la commune.

Selon la réglementation il est impossible d'urbaniser certains secteurs du fait de la présence de bâtiments agricoles concernés par un périmètre de protection. Cependant dans des cas particuliers (bâtiments non fonctionnels et exploitant proche de la retraite ou présence de plusieurs locaux occupés par des tiers), il est possible d'envisager une urbanisation.

La production de lait étant l'activité nettement majoritaire, les parcelles situées à proximité des bâtiments ont un intérêt particulier pour le pâturage des animaux ainsi que les terres dont la valeur agronomique est la meilleure pour la production de maïs ensilage qui est la base de l'alimentation des animaux pour certaines exploitations agricoles. Il est préférable de ne pas urbaniser ces parcelles comme par exemple à l'Est du bourg de Malrevers.

Suite aux réunions organisées, les agriculteurs ont déterminé quelques parcelles dont l'urbanisation auraient peu d'impact (rond vert des parcelles proposées) en particulier à Vernusse, Sonnac, Malrevers, La Blache.

*Cf cartes Impact*

### Liste des abréviations utilisées

AE	Animal Equivalent
DDT	Direction Départementale des Territoires
E A	Exploitation Agricole
GAEC	Groupeement Agricole d'Exploitation en Commun
ha	Hectare
m	Mètre
MA	Maraîchage
nb	Nombre
PAC	Politique Agricole Commune
PLU	Plan Local d'Urbanisme
pro	Professionnel
PP	Prairie Permanente
RSD	Règlement Sanitaire Départemental
SAU	Surface Agricole Utile
SIG	Système d'Information Géographique
STH	Surface Toujours en Herbe
UTA	Unité Travail Agricole
TL	Terres Labourables
VA	Vaches Allaitantes

## 4. Annexes cartographiques

Bâtiment d'exploitation

Occupation du sol

Age des chefs d'exploitation

Parcelles en propriété

Maïs – lentilles

Impact

## 1) Bâtiment d'exploitation

# Clayssac - Faurle

## Bâtiments d'exploitation

Existants

Projets

## Maisons d'exploitants agricoles

Usage agricole

Usage non agricole à terme

Futurs (projets bâtiments)

Périmètres de protection

Autour des bâtiments actuels







**La Blache - Le Rrou du Puits**

- Bâtiments d'exploitation**
- Existant
  - Projets
- Maisons d'exploitants agricoles**
- Usage agricole
  - Usage non agricole à terme
  - Futura (projets bâtiments)
- Périmètres de protection**
- Autour des bâtiments actuels





**Sonnac - Vernusse**

**Bâtiments d'exploitation**

- Existants
- Projets

**Maisons d'exploitants agricoles**

- Usage agricole
- Usage non agricole à terme
- Futurs (projets bâtiments)

**Périmètres de protection**

- Autour des bâtiments actuels











# Jabruzac

## Bâtiments d'exploitation

Existant

Projets

## Maisons d'exploitants agricoles

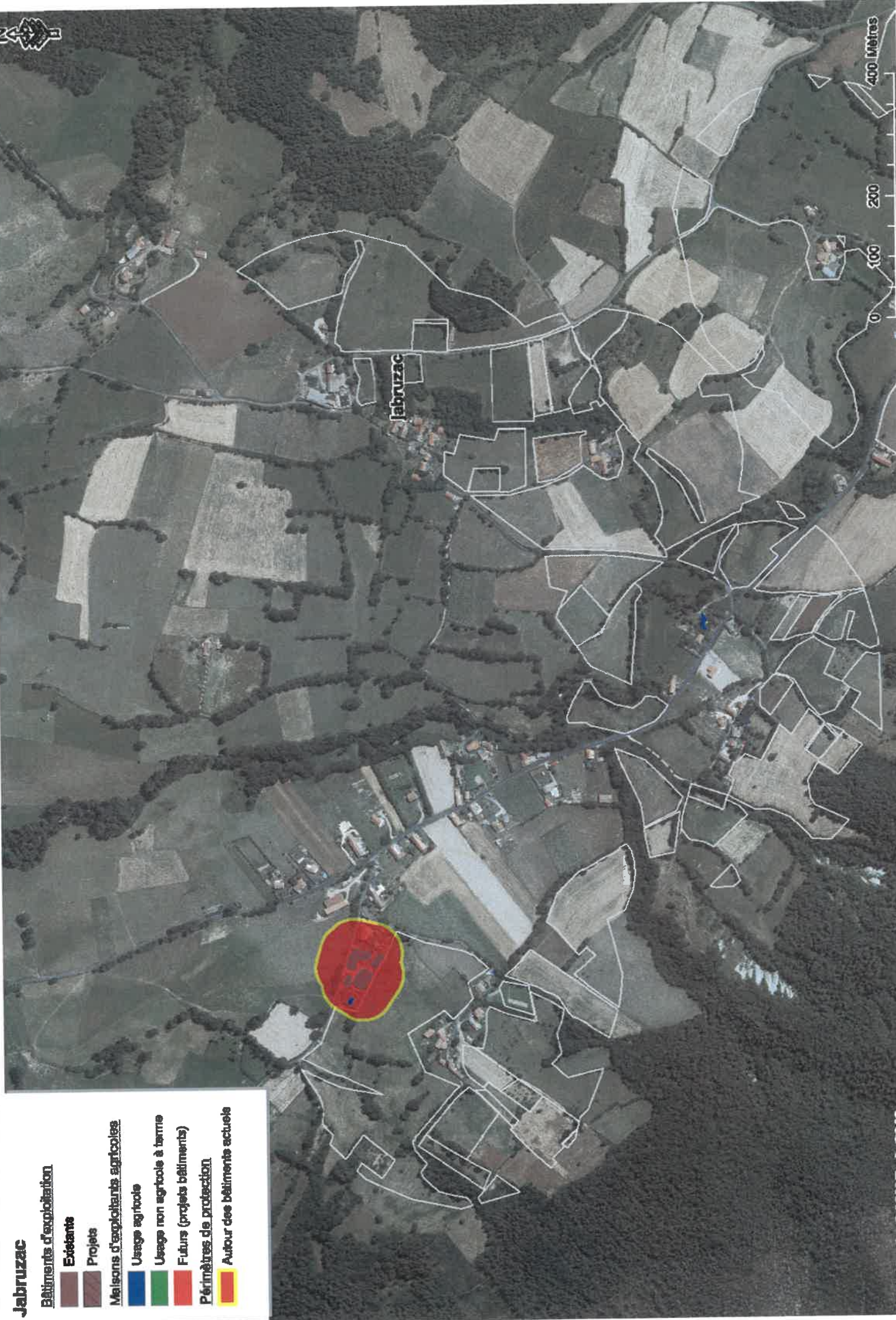
Usage agricole

Usage non agricole à terme

Futurs (projets bâtiments)

Périmètres de protection

Autour des bâtiments actuels



## 2) Occupation du sol



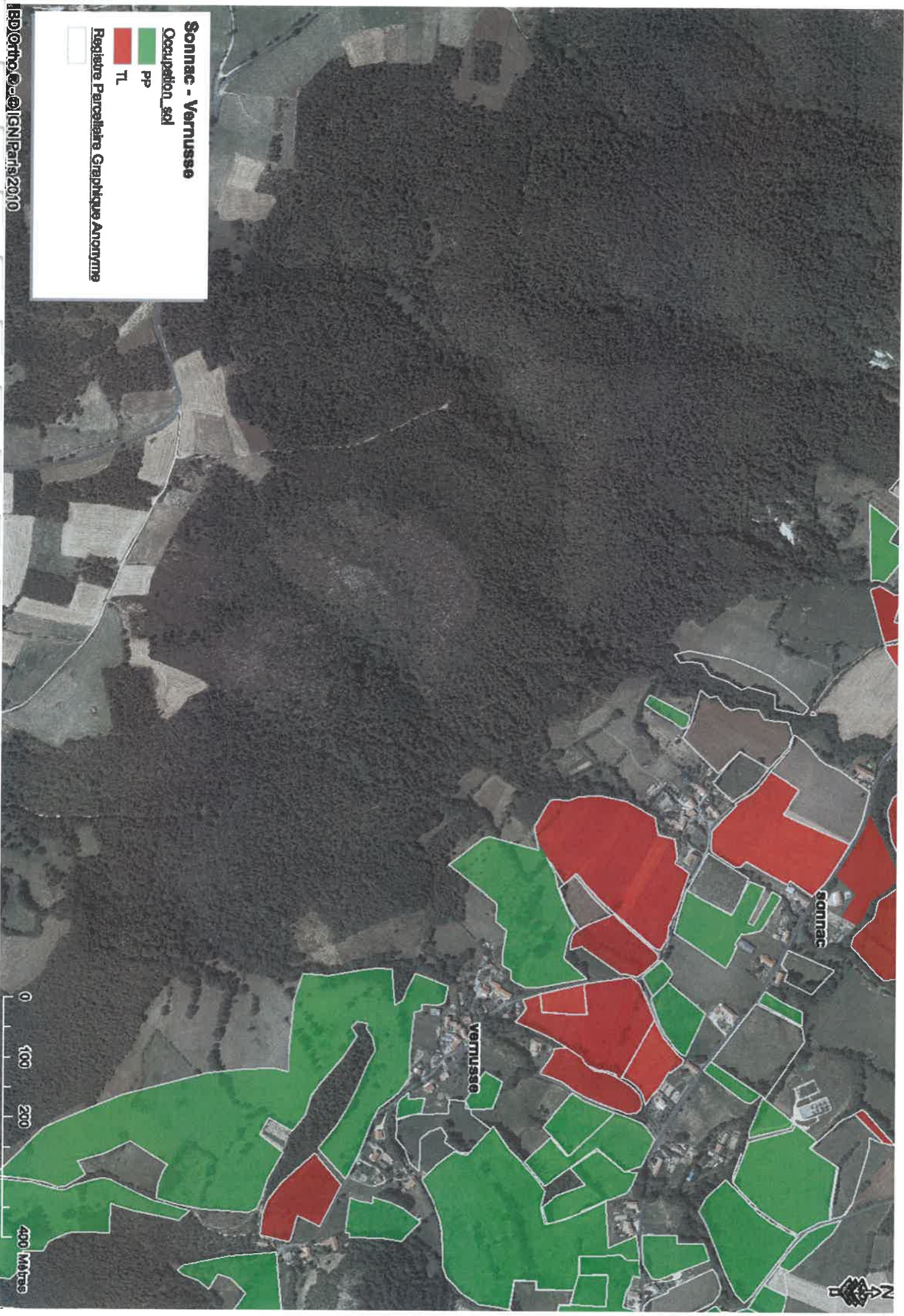
# Sonnac - Vernusse

Occupation sol

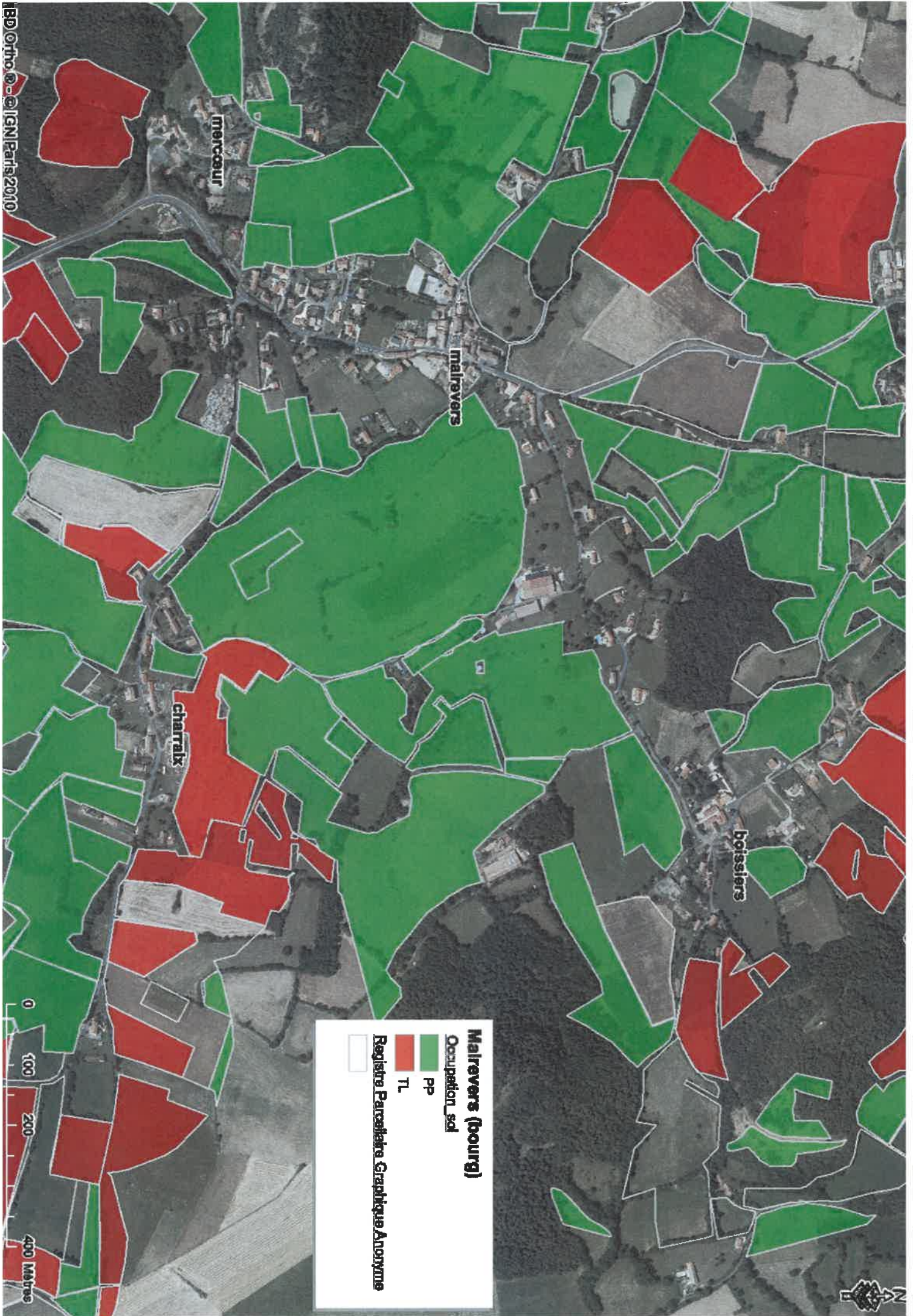
PP

TL

Registre Parcellaire Graphique Anonymes







**Malrevers (bourg)**

Occupation\_soi

pp

TL

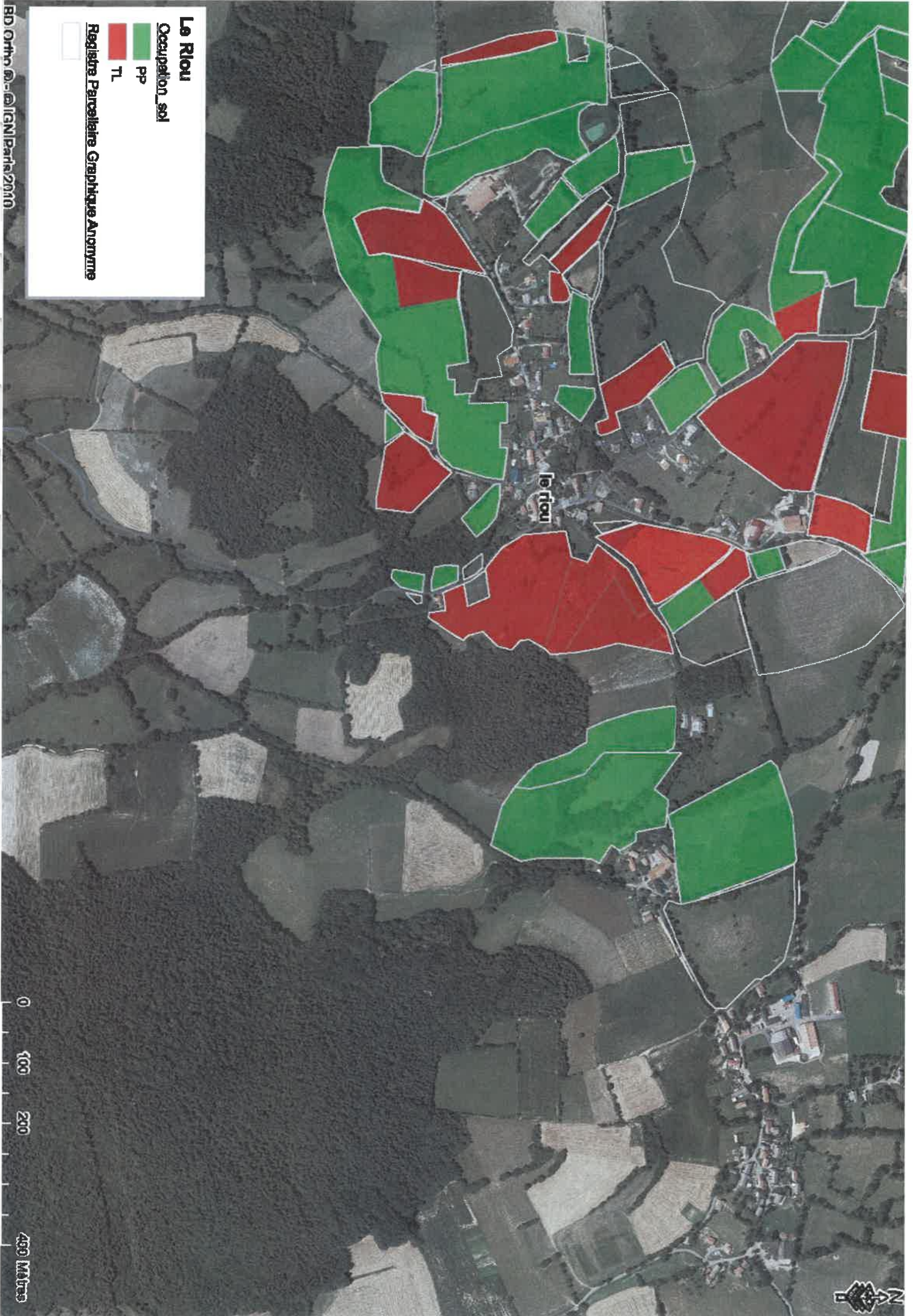
Registre Parcellaire Graphique Anonyme



0 100 200 400 Mètres







**Le Rieu**

Occupation\_sol

PP

TL

Régistre Parcellaire Graphique Anonyme

0 100 200 400 Mètres



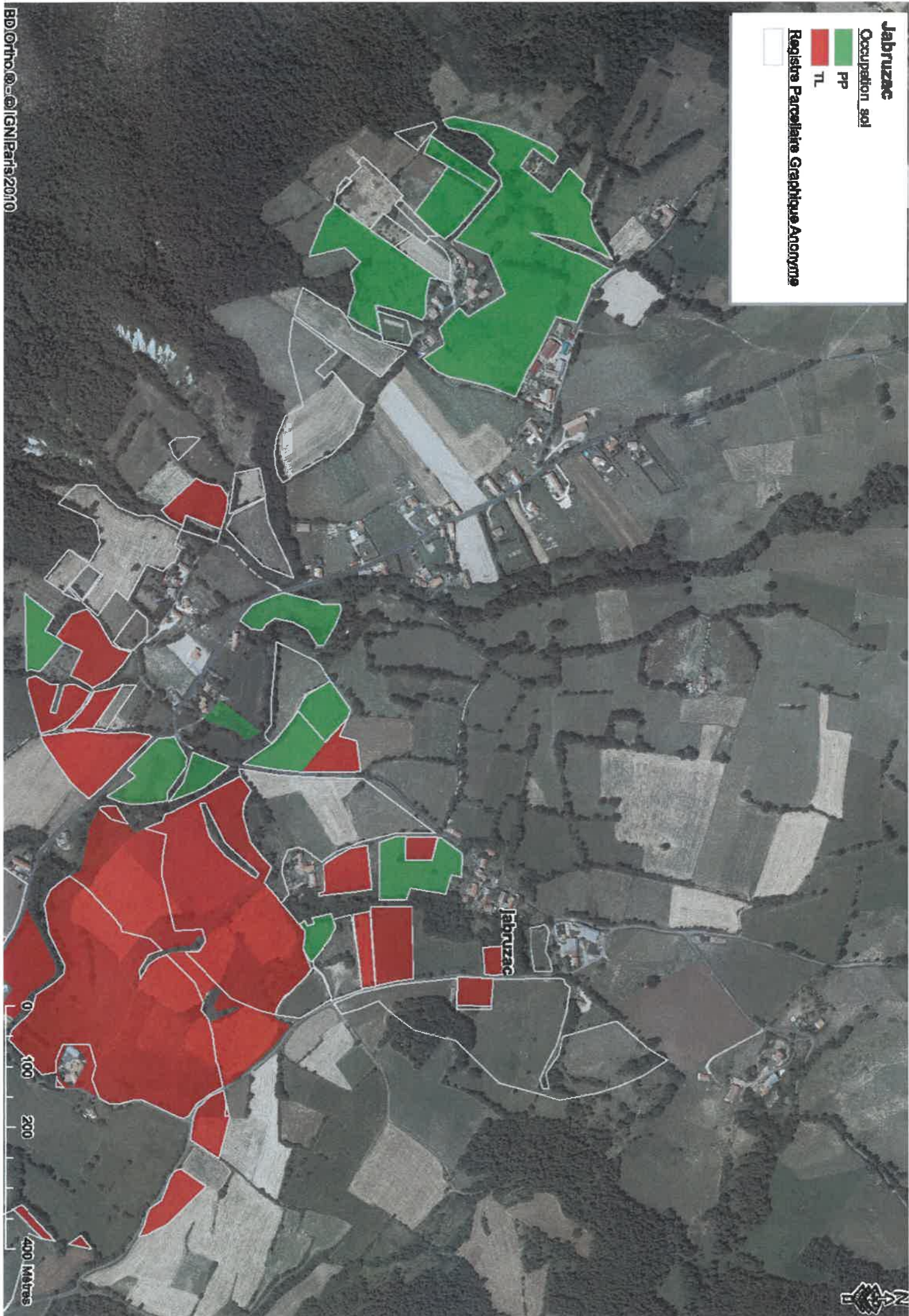


# Jabruzac

Occupation sol

PP  
TL

Registre Parcellaire Graphique Anonyme





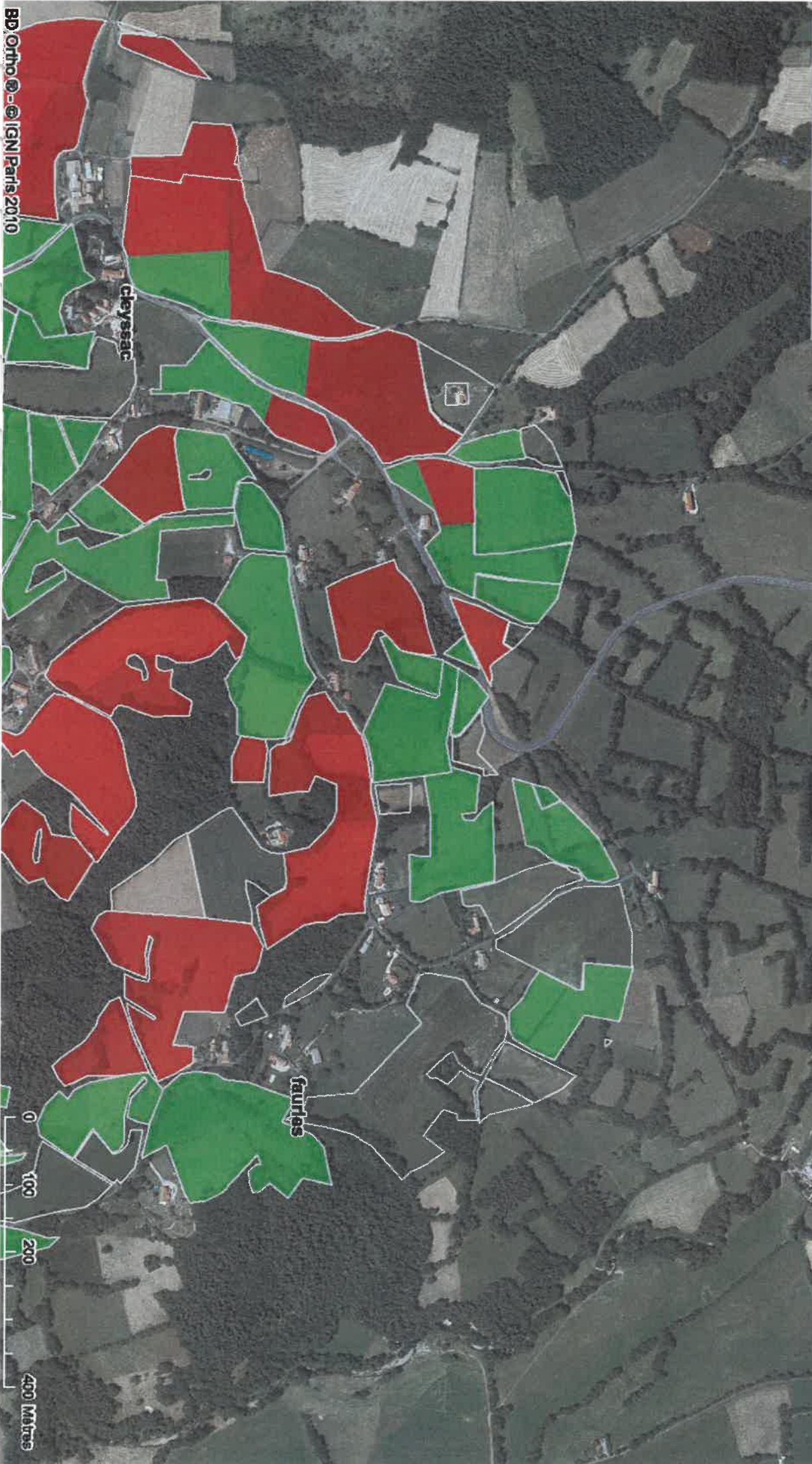
# Cleyssac - Faurie

Occupation sol

PP

TL

Registre Parcellaire Graphique Anonyme

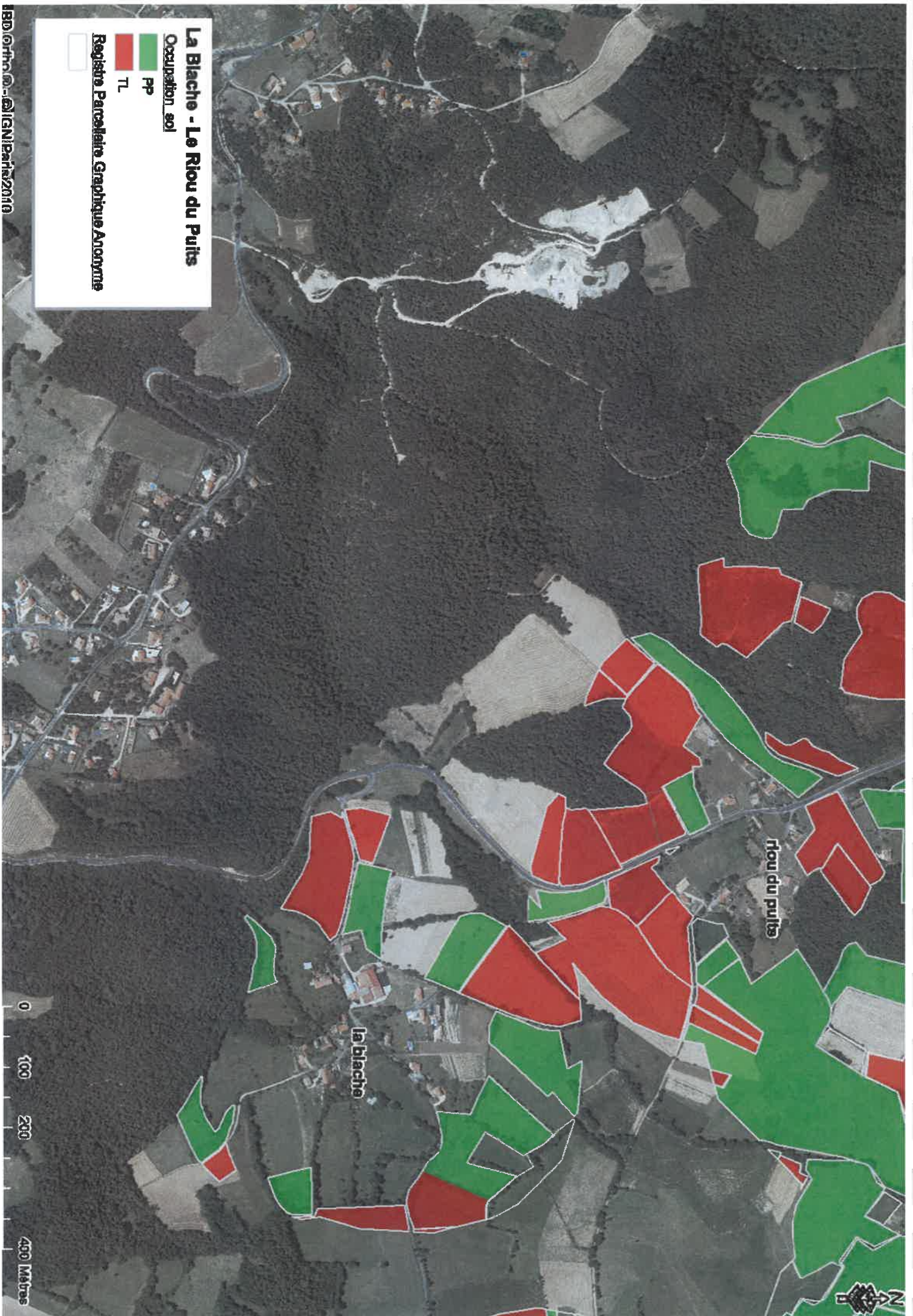


BD Ortho © - © IGN Paris 2010

0 100 200 400 Mètres







**La Blache - Le Riou du Puits**

Occupation sol

PP

TL

Registre Parcellaire Graphique Anonyme



riou du puits

la blache

0 100 200

400 Mètres



### 3) Age des chefs d'exploitation





## Cleyssac - Faurie

Age des chefs d'exploitation

- de 50 ans 50
- 50 à 55 ans
- 55 à 60 ans
- + de 60 ans

Registre Parcellaire Graphique Anonyme











# Sonnac - Vernusse

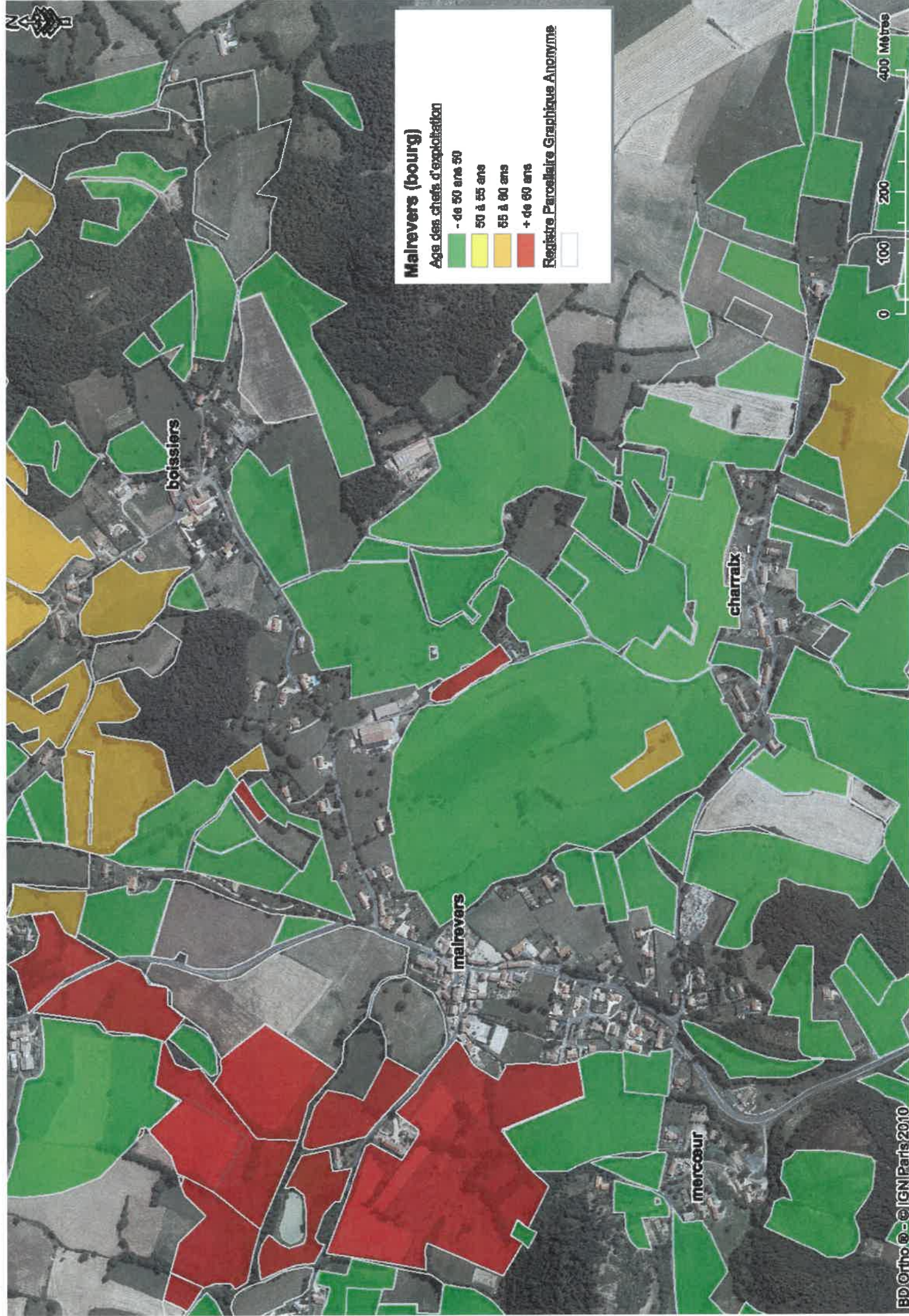
## Age des chefs d'exploitation

- de 50 ans 50
- 50 à 55 ans
- 55 à 60 ans
- + de 60 ans

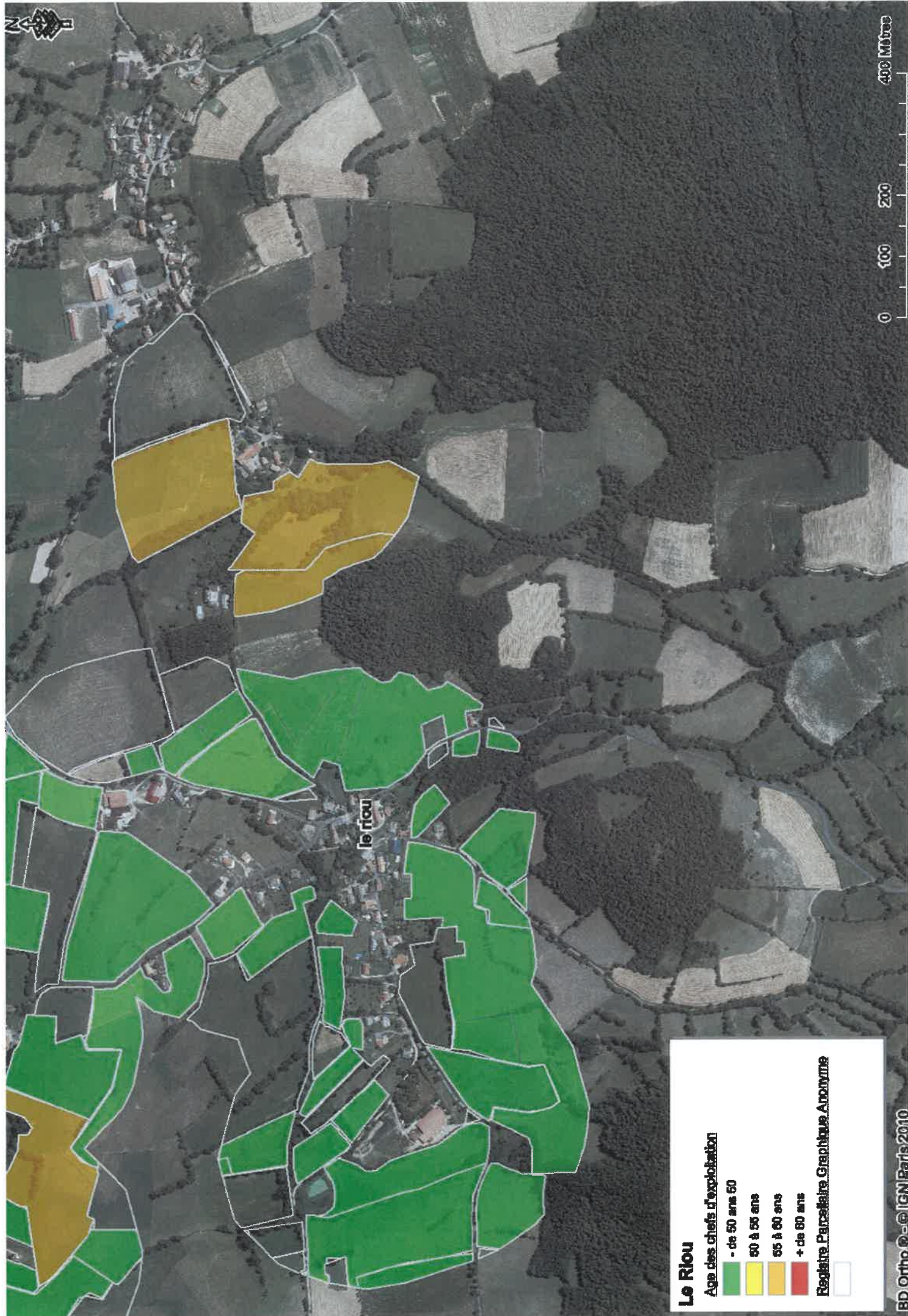
Registre Parcellaire Graphique Anonyme











**Le Riou**

Age des chefs d'exploitation

- de 50 ans 60
- 50 à 55 ans
- 55 à 60 ans
- + de 60 ans

Registre Parcellaire Graphique Anonyme

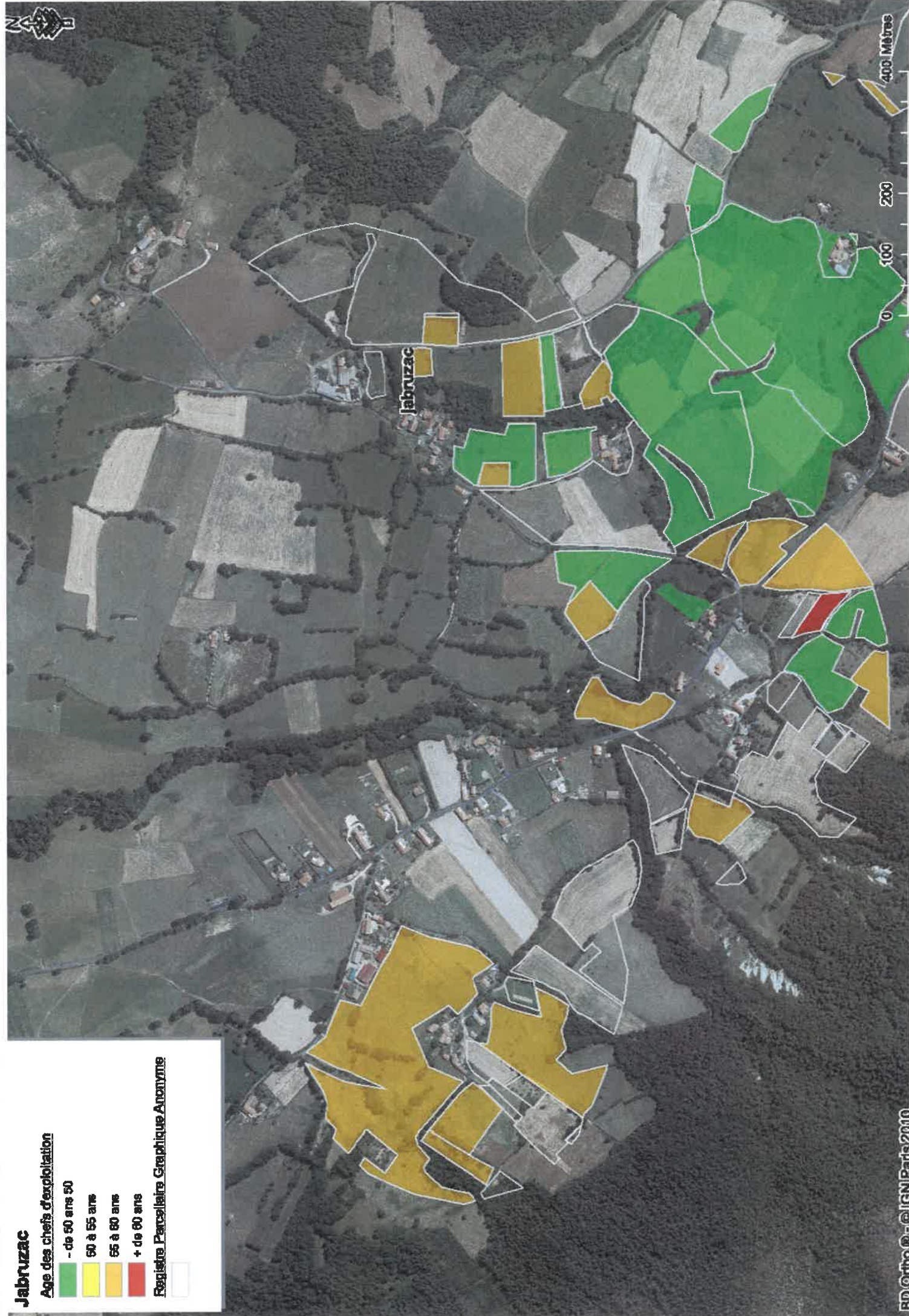


# Jabruzac

## Age des chefs d'exploitation

- de 50 ans 50
- 50 à 55 ans
- 55 à 60 ans
- + de 60 ans

Registre Parcellaire Graphique Anonyme



#### 4) Parcelle en propriété



## Cloyssac - Faurie

Parcelles en propriété

Non

Oui

Registre Parcellaire Graphique Anonyme









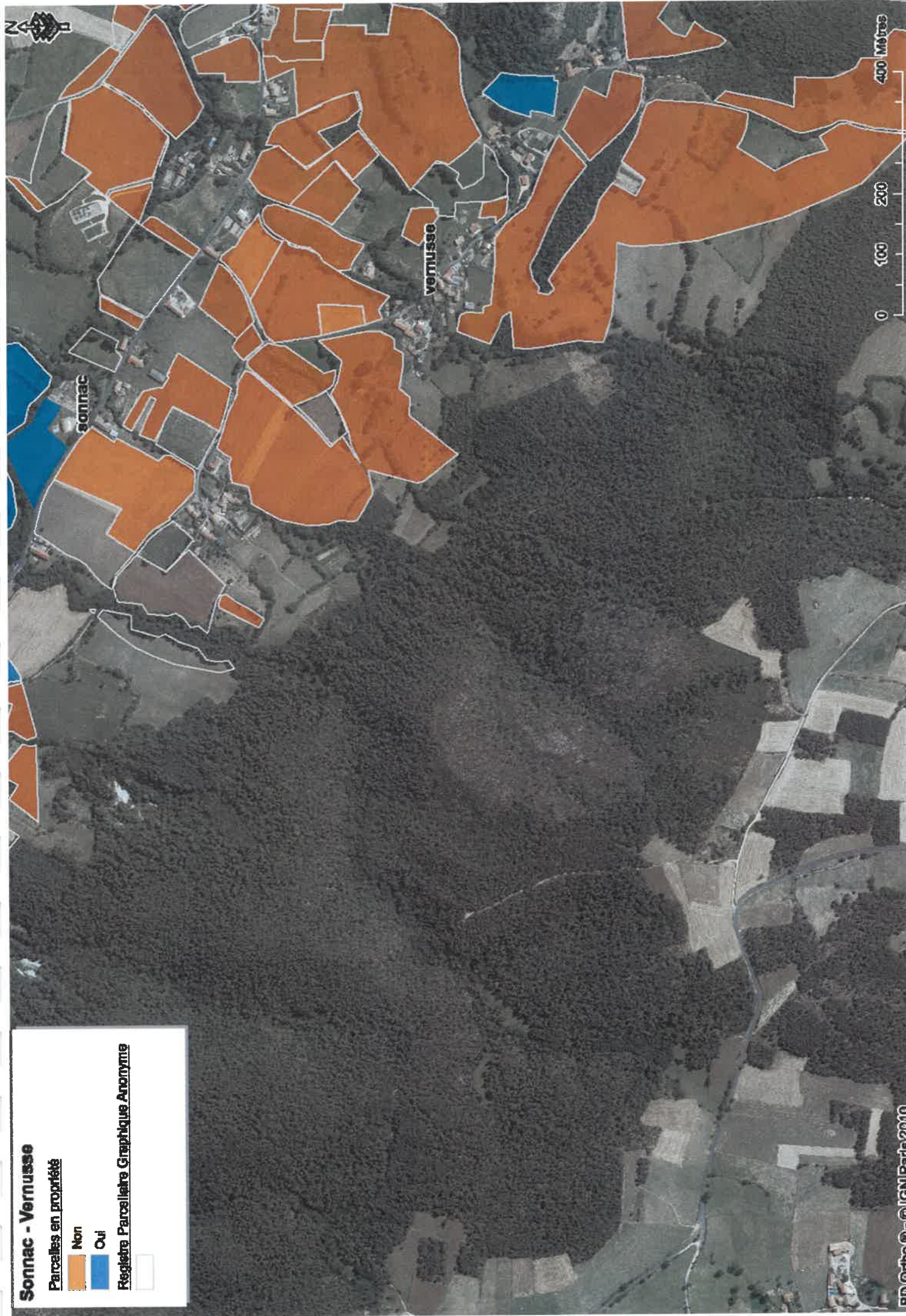
# Sonnac - Vernusse

Parcelles en propriété

Non

Oui

Registre Parcellaire Graphique Anonyme







**Malrevers (bourg)**

**Parcelles en propriété**

Non

Oui

**Registre Parcellaire Graphique Anonyme**





### Le Riou

Parcelles en propriété

Non

Oui

Registre Parcellaire Graphique Anonyme





**Jabruzac**

Parcelles en propriété

Non

Oui

Registre Parcellaire Graphique Anonyme

## 5) Maïs - lentilles



# Cloyssac - Faurie

Mais, Lentilles



Pâturage VL



Registre Parcellaire Graphique Anonyme







### La Blache - Le Riou du Puits

Maïs, Lentilles



Pâturage VL



Registre Parcellaire Graphique Anonyme







**Sonnac - Vernusse**

Mais, Lentilles



Pâturage VL



Registre Parcellaire Graphique Anonyme











### Le Riou

Maïs, Lentilles



Pâturage VL



Registre Parcellaire Graphique Anonyme







**Jabruzac**

Maïs, Lentilles



Pâturage VL



Registre Parcellaire Graphique Anonyme





## 6) Impact



riou du puits

la blache

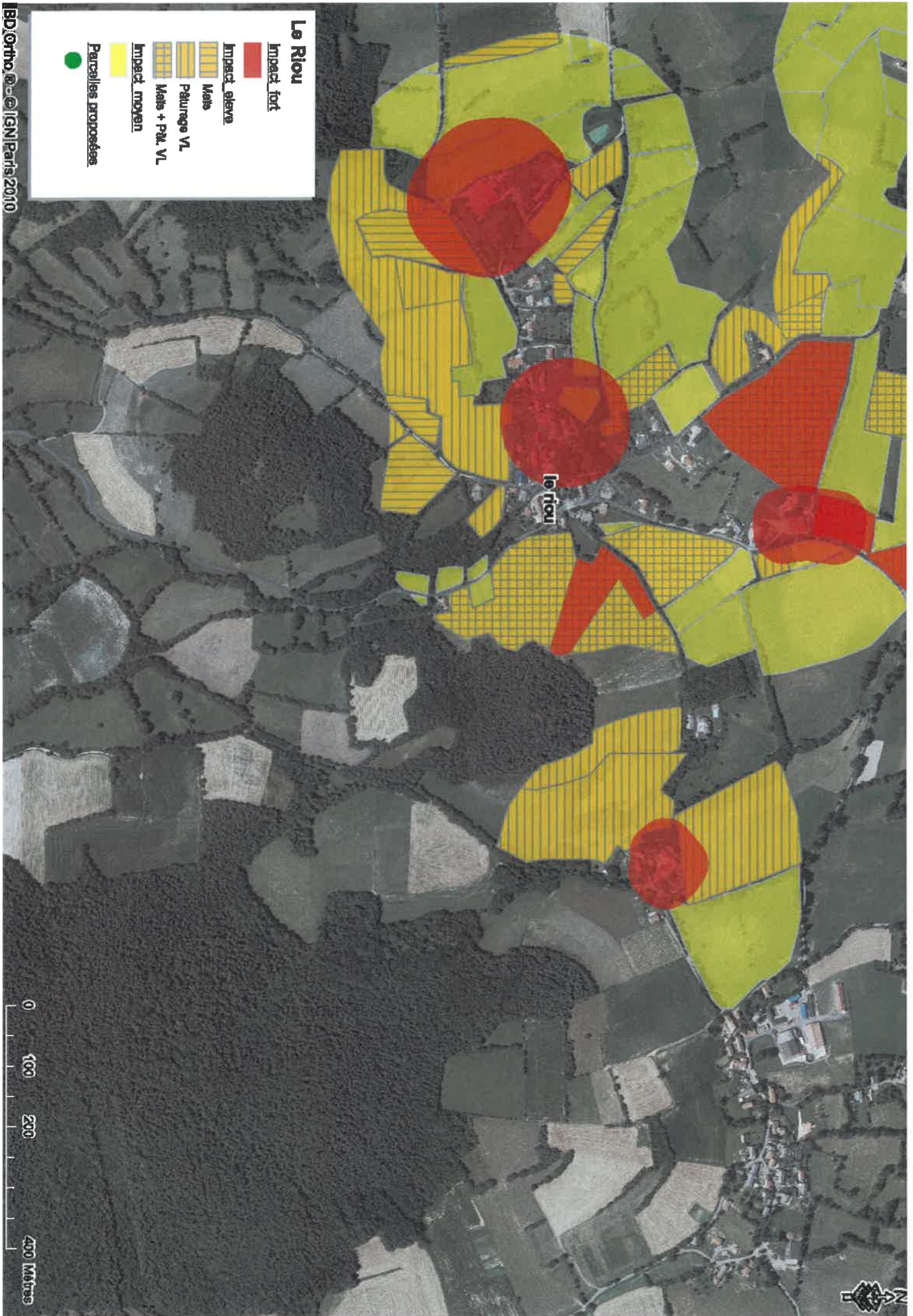
## La Blache - Le Riou du Puits

- Impact fort
- Impact elevé
- Mais
- Pâturage VL
- Mais + Pât. VL
- Impact moyen
- Parcelles proposées



## Le Riou

- Impact fort
- Impact élevé
- Mats
- Pâturage VL
- Mats + Pât. VL
- Impact moyen
- Parcelles proposées





# Jabruzac

- Impact fort
- Impact elevé
- Mats
- Pâturage VL
- Mats + Pât. VL
- Impact moyen
- Parcelles proposées





# Cleissac - Faurie

Impact fort



Impact élevé



Mais



Pâturage VL



Mais + Pât. VL



Impact moyen



Parcelles proposées







sonnac

verrussac

- Sonnac - Verrussac**
- Impact fort
  - Impact elevé
  - Mais
  - Pâturage VL
  - Mais + Pât. VL
  - Impact moyen
  - Parcelles proposées


0 100 200


400 Mètres








**Mairivers (bourg)**


 Impact fort


 Impact, élevée

 Mairs

 Palurage VL

 Mairs + Pal VL

 Impact, moyen

 Parcelles proposées



### Partie III : Évaluation environnementale du PLU de la commune de Malrevers





## A. Résumé non technique

D'un point de vue environnemental, la commune de Malrevers possède un grand nombre de richesses, d'aménités et de potentialités, qu'il convient de préserver et de valoriser. Elle présente toutefois quelques faiblesses que le PLU aura fort de maîtriser, pour autant qu'il en possède les leviers d'actions adéquats.

Ainsi, le territoire malversoise est caractérisé par un paysage typique, marqué par l'interaction entre deux grandes unités paysagères : le Meygal et la vallée Haute Loire. Le caractère identitaire agricole et naturel fort, participe à l'attrait de la commune et constitue un potentiel important pour les activités de plein air. Ces espaces naturels et agricoles, ainsi que la présence de nombreuses zones humides témoignent d'une richesse écologique remarquable, avec des continuités écologiques particulièrement préservées.

Les ressources naturelles de Malrevers sont globalement bien préservées, les eaux souterraines sont de bonne qualité, mais les eaux superficielles présentent une légère altération due aux rejets domestiques et agricoles de matières phosphatées. Cependant, la qualité physico-chimique de l'eau potable distribuée est bonne. En ce qui concerne l'état des sols de la commune, aucun site pollué n'est avéré sur le territoire et celui-ci ne dispose d'aucune carrière ou zone d'extraction. Bien que peu de dispositifs de mesure de la qualité de l'air soient en place sur le territoire, il est peu soumis à la pollution ozone et la qualité de l'air est globalement de bonne qualité. En outre, du fait du trafic faible sur la commune, les émissions de GES (Gaz à Effet de Serre) sont à la marge. D'un point de vue énergétique, à l'échelle de la région auvergnate, le territoire présente un potentiel important de développement des énergies renouvelables.

En ce qui concerne, l'environnement sonore des malversoise, le fort caractère rural épargne la commune de nuisances routières importantes. Il est à noter également que la gestion des déchets sur Malrevers est satisfaisante, la production de déchets ménagers étant relativement faible. Néanmoins, les pratiques de tri ne sont pas optimales. D'autre part, en matière d'assainissement la commune présente un réseau insatisfaisant composé de deux stations d'épuration dont les capacités nominales ont atteints leurs limites et dont les rejets, pour l'une des deux stations, sont non conformes à la réglementation.

Au regard des risques naturels et technologiques, le territoire communal est concerné par cinq risques : inondations, incendie feux de forêt, mouvements de terrain (aléa moyen à fort), sismicité (faible) et exposition au radon. Seuls les risques liés aux inondations sont pris en compte par un PPR.

Cet état des lieux de l'environnement, associé au diagnostic social et économique, a permis de faire émerger de grands enjeux autour desquels le PADD a été construit. De fait, les grandes orientations de celui-ci sont identifiées comme suit :

- Conforter la vocation résidentielle de la commune de façon progressive et raisonnée ;
- Soutenir et promouvoir l'économie locale ;
- Pérenniser et conforter l'activité agricole ;
- Préserver les valeurs paysagères, les milieux naturels et la biodiversité de la commune.

Les grandes incidences du PADD en matière d'environnement sont présentées dans le tableau ci-contre. Conformément aux ambitions portées par les quatre grandes orientations du PADD, le PLU

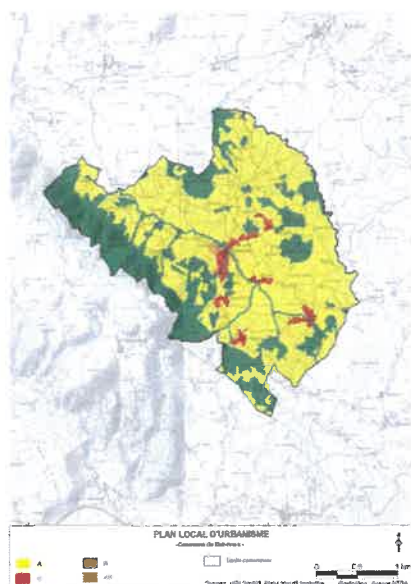
élaboré par la commune représente une plus-value intéressante avec une majorité d'incidences positives pour l'environnement.

Thème	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Bilan par thème
Air	NC	NC	NC	NC	NC
Bruit	NC	+	NC	NC	+
Eau	+	NC	NC	NC	+
Assainissement	+	NC	NC	NC	+
Déchets	NC	+	NC	NC	+
Risques	+	NC	NC	NC	+
Sols et sous-sols	+	+	NC	+	+
Énergie	+	++	NC	NC	++
Paysages et patrimoine	++	NC	+	++	++
Milieux naturels et biodiversité	+	NC	NC	++	++
<b>Bilan par axe</b>	++	++	+	++	++

Note	Signification
---	Incidences négatives importantes
-	Incidences négatives
0	Incidences globalement neutres
+	Incidences positives
++	Mesures importantes en faveur de la protection de l'environnement
NC	Non Concerné

Les améliorations apportées par le projet de PLU concernent ainsi essentiellement la préservation et la valorisation des paysages, du patrimoine et des milieux écologiques identitaires de la commune, ainsi que la prise en compte des risques naturels et de l'énergie pour réduire les émissions polluantes.

La modification du zonage avec la révision du Plan d'Occupation des Sols valant passage au Plan Local d'Urbanisme, traduit essentiellement deux objectifs communaux majeurs, en cohérence avec le PADD :



- la protection renforcée des milieux naturels, avec l'augmentation du zonage, qui traduit la volonté de préserver les paysages, le patrimoine et la biodiversité ;
- le développement contrôlé de l'urbanisation, par la densification et une légère extension sur des secteurs en continuité avec l'existant, permettant l'accueil de nouveaux habitants.



Enfin, l'étude des incidences sur le réseau Natura 2000, conclut à l'absence d'effets significatifs dommageables sur l'unique Zone de Protection Spéciale, site FR8212014 "Gorges de la Loire". Devant ce constat, aucune mesure particulière d'accompagnement n'est préconisée.

L'analyse des incidences environnementales du PLU, résumée dans les paragraphes précédents, a donc été réalisée à deux échelles : une première évaluation a porté sur les incidences attendues des objectifs du PADD, ainsi que sur l'impact global du zonage et de son règlement associé. La seconde évaluation s'est portée sur des périmètres plus précis, délimitant des espaces concernés par des projets portés par le PLU et en contact direct ou à proximité de la zone Natura 2000. L'évaluation environnementale du PLU a donc bien pris en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement de Malrevers tout au long de son déroulement, et ce aux différentes échelles concernées par la mise en œuvre du PLU.

## B. Préambule réglementaire

L'évaluation environnementale de certains documents d'urbanisme a été rendue obligatoire le 3 juin 2004, suite à l'ordonnance n°2004-489 portant transposition de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement.

En application de l'article R121-14 - partie II du code de l'urbanisme (inséré par le décret n°2005-608 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement), « *font l'objet d'une évaluation environnementale* :

- Les plans locaux d'urbanisme (PLU) qui permettent la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements mentionnés à l'article L. 414-4 du code de l'environnement (c'est à dire les plans susceptibles d'impacter significativement des zones Natura 2000) ;
- Lorsque les territoires concernés ne sont pas couverts par un schéma de cohérence territoriale ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale dans les conditions de la présente section :

- Les PLU relatifs à un territoire d'une superficie supérieure ou égale à 5 000 hectares et comprenant une population supérieure ou égale à 10 000 habitants ;
- Les PLU qui prévoient la création, dans des secteurs agricoles ou naturels, de zones U ou AU d'une superficie totale supérieure à 200 hectares ;
- Les PLU des communes situées en zone de montagne qui prévoient la réalisation d'unités touristiques nouvelles soumises à l'autorisation du préfet coordonnateur de massif ;
- Les PLU des communes littorales au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement qui prévoient la création, dans des secteurs agricoles ou naturels, de zones U ou AU d'une superficie totale supérieure à 50 hectares ».

Le projet de Plan Local d'Urbanisme de Malrevers entre dans la catégorie des PLU susceptibles d'impacter des zones Natura 2000. Il doit donc faire l'objet d'une évaluation environnementale, que nous qualifierons d' « évaluation environnementale stratégique » tel que prévu à l'article R-123-2-1 du code de l'urbanisme.

Ainsi, le rapport de présentation d'un PLU, conformément à l'article R-123-2-1 du code de l'urbanisme :

1° Expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans et programme mentionnés à l'article L 122-4 du Code de l'Environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération;

2° Analyse l'état initial de l'environnement, analyse les perspectives d'évolution [de l'environnement] en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan;

3° Explique, le cas échéant, les raisons qui justifient les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable par rapport aux autres solutions envisagées, expose



les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application de l'article L. 123-2-a ;

4° Évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'analyse des résultats de l'application du plan, prévue à l'article 123-13-1, notamment en ce qui concerne l'environnement et la maîtrise de la consommation de l'espace, et ce au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation ;

6° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

## C. Articulation du PLU avec les autres plans et programme

### 1. Directive Territoriale d'Aménagement et de développement Durable (DTADD)

Depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, les Directives Territoriales d'Aménagement (DTA) ont été remplacées par les Directive Territoriale d'Aménagement et de Développement Durable (DTADD). Seules six DTA ont été approuvées sur le territoire national, et aucune d'entre elles ne concerne la commune de Malrevers. Le projet de PLU communal n'est pas soumis à une compatibilité avec la DTA.

### 2. Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Le SCoT créé par la loi Solidarité Renouvellement Urbain (SRU), est un outil de conception et de mise en œuvre d'une planification intercommunale. Il présente les grandes orientations d'urbanisme et d'aménagement d'un territoire dans la perspective du développement durable et dans le cadre d'un projet stratégique d'aménagement et de développement. Il intervient sur les thèmes de l'habitat, des déplacements, des équipements commerciaux, de l'environnement et de l'organisation de l'espace d'une manière générale, et assure la cohérence de ces politiques sur son territoire.

L'article L.122-1 du code de l'urbanisme établit les objectifs des SCoT :

- fixer les orientations générales de l'organisation et de la restructuration de l'espace,
- déterminer les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels et agricoles ou forestiers,
- déterminer les espaces et sites naturels ou urbains à protéger et en définir la localisation ou la délimitation.

Le document a également pour objectif de veiller à :

- l'équilibre social de l'habitat et à la construction de logements sociaux,
- l'équilibre entre l'urbanisation et la création de dessertes en transports collectifs,
- l'équipement commercial et artisanal, aux localisations préférentielles des commerces,
- la protection des paysages,
- la mise en valeur des entrées de ville,
- la préservation des risques.

L'article L.122-1 du code de l'urbanisme précise également que le SCoT doit être compatible avec d'autres documents de gestion de l'espace, tels que les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH), les Plans de Déplacements Urbains (PDU), les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), les Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur ...

Le SCoT du Velay en est encore au tout début de son élaboration. Le périmètre proposé au Préfet est composé de la Communauté d'agglomération et des cinq communautés de communes riveraines, dont celle de l'Emblavez qui inclut la commune de Malrevers. Ce périmètre du SCoT du Velay, a été validé par arrêté préfectoral en juillet 2012.



### 3. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Issu de la loi sur l'eau du 03 janvier 1992, le Schéma Directeur d'aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification qui fixe pour chaque bassin hydraulique métropolitain les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Le 15 octobre 2009, le Comité de bassin Loire-Bretagne, où sont représentés tous les acteurs de l'eau, a adopté à l'unanimité le SDAGE Loire-Bretagne, faisant suite au SDAGE de 1996. Appliqué pour une période de 6 ans, sa révision a permis notamment d'intégrer les objectifs de la directive cadre européenne sur l'eau qui fixe notamment un bon état d'équilibre pour tous les milieux aquatiques d'ici 2015.

D'un point de vue juridique, le SDAGE est opposable à l'administration (État, collectivités locales et établissements publics), mais pas aux tiers. En effet, la loi sur l'eau n'envisage de relation pour le SDAGE qu'avec « les programmes et les décisions administratives ». Dans ce cadre, personne ne peut se prévaloir de la violation du SDAGE par un acte privé. Par contre, toute personne peut contester la légalité de la décision administrative qui accompagne cet acte, ou toute décision administrative qui ne prend pas suffisamment en considération les dispositions du SDAGE.

Le SDAGE détermine les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les aménagements à réaliser pour les atteindre. Ces orientations sont déclinées en objectifs et règles de gestion précises. Elles sont l'expression politique de la volonté de tous les acteurs et gestionnaires de l'eau. Aujourd'hui, le SDAGE constitue la référence commune pour tous les acteurs de l'eau, puisqu'il bénéficie d'une légitimité politique et d'une portée juridique.

Le PLU de Malrevers doit donc être compatible avec le SDAGE du bassin Loire-Bretagne, au titre de la prise en compte de ses quinze enjeux majeurs répartis en cinq grands thèmes.

ORIENTATIONS FONDAMENTALES DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PLU DE MALREVERS
<p><b>Protéger les milieux aquatiques : le bon fonctionnement des milieux aquatiques est une condition clef du bon état de l'eau</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Repenser les aménagements des cours d'eau</li><li>• Préserver les zones humides et la biodiversité</li><li>• Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs</li><li>• Préserver le littoral</li><li>• Préserver les têtes de bassin versant</li></ul>	<p>Le PLU de Malrevers se construit dans cette ambition de protection des milieux aquatiques. Plus précisément, le PADD prévoit (cf axe 4):</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de préserver les milieux aquatiques, les ripisylves des bords des cours d'eau,</li><li>• de préserver la fonctionnalité des corridors aquatiques.</li></ul>

<p><b>Lutter contre les pollutions : toutes les pollutions sont concernées quelle que soit leur origine</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire la pollution par les nitrates</li> <li>• Réduire la pollution organique</li> <li>• Maitriser la pollution par les pesticides</li> <li>• Maitriser les pollutions dues aux substances dangereuses</li> <li>• Protéger la santé en protégeant l'environnement</li> </ul>	<p>Le PADD insiste sur la préservation et la valorisation des paysages agricoles et naturels de la commune ; concernant les milieux aquatiques. Il est précisé que (cf axe 4) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les trames bleues et notamment les ripisylves, les zones humides, les corridors aquatiques doivent être préservées.</li> </ul>
<p><b>Maitriser la ressource en eau : ressource et prélèvements doivent être équilibrés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maitriser les prélèvements d'eau</li> </ul>	<p>Aucune orientation du PADD ne contredit cet objectif.</p>
<p><b>Gérer le risque inondation : développer la conscience et la prévention du risque</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire le risque d'inondations par les cours d'eau</li> </ul>	<p>Le PLU de Malrevers affirme la prise en compte du risque inondation, et prévoit notamment de (cf axe1):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• développer et renforcer la prévention du risque d'inondation afin de protéger les biens et les populations.</li> </ul>
<p><b>Gouverner, coordonner, informer : assurer une cohérence entre les politiques et sensibiliser tous les publics</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques</li> <li>• Mettre en place des outils réglementaires et financiers</li> <li>• Informer, sensibiliser, favoriser les échanges</li> <li>• Projets susceptibles de déroger au principe de non détérioration</li> <li>• Objectifs et annexes</li> </ul>	<p>Le PLU, en tant que document d'urbanisme, ne possède que peu de leviers d'actions pour être compatible avec cette orientation du SDAGE. Aucune orientation du PADD ne contredit cet objectif.</p>

Dans l'ensemble, le PLU de Malrevers propose bien des mesures et des projets en adéquation avec les 5 grands thèmes du SDAGE Loire-Bretagne de 2009, répondant ainsi à ses exigences en termes de réglementations.



#### 4. Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE)

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) est issu de la loi sur l'eau de 1992. Il correspond à un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère...). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Le SAGE est un document élaboré par les acteurs locaux (élus, usagers, associations, représentants de l'Etat...) réunis au sein de la **commission locale de l'eau (CLE)**. Ces acteurs locaux établissent un projet pour une gestion concertée et collective de l'eau.

Le périmètre du SAGE Loire amont a été arrêté le 03 novembre 2003. **Le SAGE est donc toujours en cours d'élaboration.**

Plusieurs enjeux ont été validés par le CLE début 2009, parmi lesquels :

- Améliorer la qualité physico-chimique et biologique des cours d'eau
- Sécuriser la ressource en eau potable et son approvisionnement
- Lutter contre les espèces exotiques envahissantes
- Protéger, préserver et restaurer les zones humides

Le PLU de la commune de Malrevers devra donc prendre en compte les orientations et les enjeux identifiés par le SAGE Loire amont.

## D. État Initial de l'Environnement

### 1. Qualité de l'Air

Les activités humaines sont génératrices de nombreux polluants atmosphériques qui dégradent fortement la qualité de l'air que nous respirons, provoquant des incidences sur la santé humaine et l'environnement. Parmi les pollutions incriminées nous retrouvons celles issues de l'industrie, du transport (routier et non routier), du résidentiel et du tertiaire ainsi que celles issues de la production et de l'acheminement d'énergie.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) doit, en tant que document de planification, identifier les sources de polluants atmosphériques responsables de la dégradation de la qualité de l'air, afin d'anticiper dans les modes d'aménagement qu'il proposera et d'influer positivement par son projet de développement sur la qualité de l'air ambiant. L'État Initial de l'Environnement (EIE) doit ainsi caractériser la qualité de l'air de la commune de Malrevers, base future de l'évaluation environnementale qui tentera d'évaluer l'influence du PLU sur cette composante de l'environnement, en identifiant et hiérarchisant clairement les causes de la dégradation de la qualité de l'air du territoire.

### 2. Climat

L'Auvergne en raison de sa situation centrale possède un climat très contrasté qui prend une partie des spécificités du climat océanique avec des précipitations assez élevées mais aussi des amplitudes thermiques élevées caractéristiques du climat continental. Et le relief relativement marqué induit des influences montagnardes. Les hivers sont rigoureux et les étés sont chauds et orageux.

La Haute-Loire, connaît des phénomènes locaux tels que les « pluies cévenoles » qui se produisent essentiellement en automne et se caractérisent par des précipitations intenses et souvent orageuses, qui peuvent durer 36 à 48 heures. On trouve aussi l'effet de Foehn, particulièrement marqué et efficace avec les pluies orageuses des mois de juin et de juillet qui restent sur la Margeride en épargnant l'ensemble du département. Et " La Burle", vent de Nord-Ouest froid, caractéristique de la période hivernale, ramène des neiges froides légères.

Faute de données propres à la commune de Malrevers, les relevés météorologiques effectués par Météo France sur la commune du Puy en Velay sont représentatifs du climat de Malrevers.

mois	jan.	fév.	mar.	avr.	mai	juin.	juil.	août.	sep.	oct.	nov.	déc.	année
Température minimale moyenne (°C)	-2,4	-1,6	0	1,7	5,5	8,5	10,7	10,5	7,6	4,9	0,5	-1,3	3,8
Température moyenne (°C)	1,3	2,6	4,9	6,9	11,1	14,5	17,5	17,3	13,9	9,8	4,6	2,4	8,9
Température maximale moyenne (°C)	5,1	6,8	9,8	12	16,8	20,5	24,2	24,1	20	14,7	8,7	6	14,1
Précipitations (mm)	39,8	34,1	37,8	61	82,2	62,8	59,3	69,8	71,5	71,7	48,8	43,9	682,7
Record de froid (°C)	-23,2	-23,3	-21,8	-10,2	-4,4	-1,3	1,8	-0,8	-3,1	-9,2	-13,1	-19,7	-23,3
Record de chaleur (°C)	17,8	23,8	24,9	27,9	29,4	34,1	37,5	35,8	33,5	27,8	21,7	17,5	37,5

Relevés climatiques au Puy en Velay (en °C et mm, moyennes mensuelles 1971/2000 et record depuis 1956)



### 3. Généralités sur l'air et les polluants atmosphériques

L'air n'est jamais totalement pur. Le diazote ( $N_2$ ) et le dioxygène ( $O_2$ ) représentent environ 99 % de sa composition. Dans le pourcentage restant, se trouve une grande variété de composés plus ou moins agressifs pour l'homme ou son environnement.

Les polluants sont libérés dans l'air par :

- des sources naturelles : volcans, océans, végétation, animaux...
- des sources liées aux activités humaines : industrie, transport, chauffage...

Il existe deux catégories de polluants :

- ceux qui sont émis directement par une source, comme le dioxyde de soufre ( $SO_2$ ) ou le monoxyde d'azote ( $NO$ ) ; ce sont des polluants dits primaires.
- ceux qui ne sont pas émis directement par une source mais qui sont le résultat d'une transformation chimique des polluants primaires émis dans l'air. Il s'agit des polluants secondaires. C'est le cas de l'ozone ( $O_3$ ) qui résulte, sous l'action du rayonnement solaire, de la transformation chimique des oxydes d'azote ( $NO_x$ ) et des Composés Organiques Volatils (ou COV) ; on parle des précurseurs de l'ozone.

Le transport et la transformation chimique des polluants dépendent des paramètres suivants :

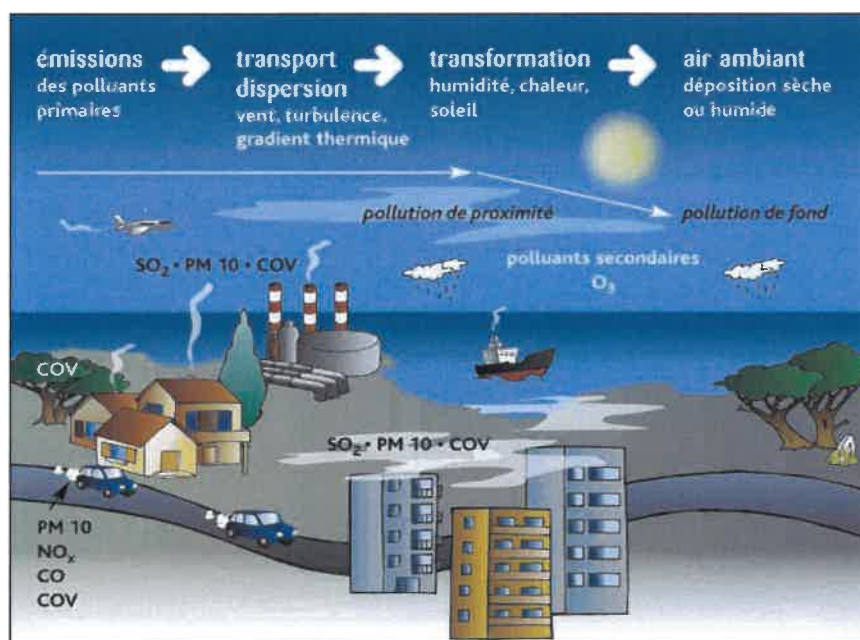
- source du polluant (hauteur de rejet, débit, température...),
- conditions météorologiques et climatiques (rayonnement solaire, température, turbulence, vitesse et direction du vent...),
- topographie.

Ces paramètres ont une incidence importante sur les niveaux de pollution observés au sol. Les conditions météorologiques et climatiques varient fortement en fonction des saisons, expliquant certaines fluctuations des concentrations saisonnières des polluants primaires et secondaires.

La concentration des polluants dans l'air ambiant ou immission est variable :

- concentrations maximales à proximité des sources,
- concentrations en baisse avec la distance car il y a dilution des polluants dans l'air.

L'évaluation de la qualité de l'air repose sur une comparaison des concentrations de polluants mesurés dans l'air ambiant avec des valeurs réglementaires de référence. Ces valeurs sont des indicateurs représentatifs soit d'une pollution dite de fond, soit de pointe de pollution.



Cycle de la pollution atmosphérique (source Airfobep)

La pollution de fond correspond à des niveaux de polluants dans l'air sur des périodes de temps relativement longues et s'exprime généralement par des concentrations moyennées sur une année. Il s'agit des niveaux de pollution auxquels la population est exposée le plus longtemps et auxquels il est attribué l'impact sanitaire le plus important.

La pollution de pointe reflète des variations de concentrations de polluants sur des périodes de temps courtes et s'exprime généralement par des concentrations moyennées sur la journée ou l'heure.

#### **4. Prise en compte dans la réglementation**

##### **→ Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA)**

La région Auvergne est couverte, depuis le 7 septembre 2000, par un Plan Régional pour la Qualité de l'Air, dont les dispositions doivent être prises en compte par la commune. Ce document établit le bilan de la pollution atmosphérique et fixe les orientations pour atteindre les objectifs de qualité de l'air à l'échelle de la région. Initialement élaboré sous la responsabilité du Préfet de région assisté d'un comité régional, il est réévalué au maximum tous les cinq ans, cette évaluation est, depuis 2004, sous la responsabilité du Conseil Régional.

##### **→ Le Plan de Protection de l'Atmosphère**

Cet outil vise, par un renforcement des mesures préventives, à ramener la concentration en polluants atmosphériques sous les valeurs limites dans les agglomérations de plus de 250 000 habitants et dans les zones où ces valeurs limites sont susceptibles d'être dépassées. Il est élaboré sous la responsabilité des Préfets de département. La commune de Malrevers n'est pas concernée par la prise en compte de ce document.

##### **→ Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) Auvergne**

Le SRCAE pour la région Auvergne, élaboré par l'État et la région, a été approuvé le 20 juillet 2012. Ce document est un outil de planification issu du Grenelle de l'environnement. Le SRCEA est composé :

- d'un rapport, présentant l'état des lieux dans les domaines du climat, de l'air et de l'énergie, et les perspectives d'évolution aux horizons 2020 et 2050,
- d'un document d'orientation, qui définit les objectifs régionaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de lutte contre la pollution atmosphérique, de développement des filières d'énergies renouvelables et d'adaptation aux changements climatiques,
- d'un volet annexe consacré à l'éolien : le schéma régional éolien.



## 5. Qualification de l'air sur la commune de Malrevers

La DREAL Auvergne a été contacté et nous a orientés vers les données issues d'ATMO Auvergne. ATMO Auvergne est l'organisme responsable de l'étude et de la surveillance de la qualité de l'Air en région Auvergne.

Il n'existe pas de site de mesures de la qualité de l'air sur la commune de Malrevers.

Les données disponibles sont donc plus générales et concernent principalement le département.

Cependant, en 2010, durant la période de mai à septembre, ATMO Auvergne a lancé une campagne de mesure de l'ozone dans le département de la Haute-Loire. Plusieurs points de mesures ont été installés sur des sites ruraux, semblables à Malrevers, comme la commune de Mazet Saint Voy.

### Résultats de la campagne de mesures

Les résultats montrent que la pollution photochimique en provenance de la vallée du Rhône a ponctuellement affecté le Sud-Est du département de la Haute-Loire, en raison notamment de la configuration du territoire (zone d'altitude exposée aux masses d'air chargées en ozone en provenance du Sud-Est de la France). Il serait ainsi intéressant de disposer d'une station fixe de mesure de l'ozone dans le Sud-Est de la Haute-Loire pour évaluer sur le long terme le transfert de la pollution photochimique depuis le Sud de la région Rhône-Alpes.

### Les autres sources de polluants en Haute Loire

L'inventaire du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie Auvergne, en cours d'élaboration, permet de fournir d'autres données concernant les polluants en Haute Loire. Il présente en effet, les sources d'émission des principaux polluants sur ce département. La figure suivante montre la répartition par type de source émettrice, des oxydes d'azotes (Nox), du dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et des particules PM<sub>10</sub>.

Répartition par secteurs d'activité des émissions en 2007 (%)



\*Hors UTCF. Le secteur UTCF (Utilisation des Terres, leur Changement et la Forêt) représente un bilan des absorptions et des sources d'émissions de CO<sub>2</sub> sur le territoire (forêts, cultures, prairies, etc.)

Les oxydes d'azote (NOx) proviennent essentiellement de la combustion de produits énergétiques et de quelques procédés industriels, et contribuent à l'accroissement de l'effet de serre. Les principaux émetteurs sont alors ici, les installations de combustion et surtout les véhicules motorisés. L'agriculture/sylviculture est le deuxième contributeur, principalement en raison de la combustion dans les moteurs des engins agricoles.

D'une manière générale, les rejets de SO<sub>2</sub> sont dus en grande partie à l'utilisation de combustibles fossiles soufrés (charbon, fuel lourd, fuel domestique, gazole). Ils contribuent également, de façon indirecte au phénomène de l'effet de serre.

Les plus gros émetteurs sont généralement les centrales thermiques, les raffineries, les grandes installations de combustion, etc. Le gaz naturel, le GPL, le bois sont des combustibles pas ou très peu soufrés. On constate ici, que le plus grand contributeur est le secteur résidentiel.

Le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) est un produit issu de la combustion des énergies fossiles et de la biomasse. Le transport routier constitue la première source de CO<sub>2</sub>, avec environ 52 % des émissions totales, suivi du résidentiel/tertiaire (31%) et de l'industrie manufacturière (10%).

Les PM 10 sont des particules en suspension de petite taille, issue des activités d'origine anthropique (agricoles, combustion, érosion..) ou naturelle (sables, volcans...).

Le résidentiel/ tertiaire est le principal contributeur. L'agriculture arrive en deuxième position devant l'industrie manufacturière.

#### **La qualité de l'air sur le Puy-en-Velay**

Par ailleurs, l'indice ATMO ou indice de la qualité de l'air peut être déterminé sur l'agglomération du Puy-en-Velay, pour le troisième trimestre 2011. Il prend en compte les quatre polluants suivants : le SO<sub>2</sub>, le NO<sub>2</sub>, l'ozone et les PM 10.




On constate alors que pour cette période, sur l'agglomération du Puy-en-Velay, l'état est globalement « bon ».

#### **Contexte communal**

Il est actuellement très difficile de définir le niveau de la qualité de l'air sur la commune de Malrevers car il n'existe aucune station de mesure. Sur la commune, la circulation automobile est limitée au passage des RD 26 et RD 71, où le trafic est peu important. Il n'existe pas d'installation industrielles ou tertiaires sur la commune ou à proximité. Cependant, ces voies routières ou le résidentiel participent au développement de cette pollution, même de façon peu importante. La qualité de l'air respiré sera donc à priori peu dépendante de l'action communale, sauf à un niveau très localisé (centre village par exemple).



## Grille AFOM<sup>1</sup>

Situation actuelle		Tendance au fil de l'eau	
-	Peu de dispositifs de mesures et de connaissances sur la qualité de l'Air		Aucune mise en place de dispositif prévue
+	Territoire peu soumis à la pollution Ozone		Augmentation des activités humaines favorisant la pollution
			Les changements climatiques attendus risquent de provoquer une augmentation des concentrations en polluants en Ozone.
+	État de la qualité de l'air globalement « bon » sur l'agglomération du Puy-en-Velay		Augmentation des activités humaines favorisant la pollution

<sup>1</sup> AFOM : Atout/Faiblesse, Opportunité/Menace : il s'agit d'une méthodologie préconisée par le ministère de l'environnement pour élaborer les diagnostics de territoire afin d'identifier les pressions et contraintes qui pèsent sur l'environnement et les tendances d'évolutions attendues de ces pressions

## 6. Environnement sonore

Le bruit est perçu comme la principale source de nuisance de leur environnement pour près de 40 % des français. La sensibilité à cette pollution, qui apparaît comme très suggestive, peut provoquer des conséquences importantes sur la santé humaine (troubles du sommeil, stress...).

*Exemple de barème de sensibilité lié aux niveaux sonores*

Possibilité de conversation	Sensation auditive	Niveaux sonores en dBA	Sources de bruit
	Seuil de l'audibilité	0	
A voix chuchotée	Très calme	15	Bruissement dans les feuilles
	Calme	25	Conversation à voix calme
A voix normale	Assez calme	40	Bureau
A voix assez forte	Bruits courants	60	Conversation normale, Bateau à moteur
	Bruyant mais supportable	65	Circulation importante
		70	Circulation très importante
Difficile		85	Circulation intense à 1 mètre
	Pénible à entendre	95	
Obligation de crier		100	Marteau piqueur à 5 mètres
		110	Atelier de chaudronnerie
Impossible	Seuil de douleur	120	Moteurs d'avion à quelques mètres
	Lésions irréversibles	130	Explosion violente

### Les différentes sources de bruit sur la commune

Sur la commune de Malrevers, les nuisances dues au bruit émanent essentiellement des diverses infrastructures qui traversent la commune : la RD26 et la RD71 avec une incidence particulière en centre-bourg.

Le bruit de la circulation, qu'elle soit routière ou ferroviaire, est un phénomène essentiellement fluctuant. La mesure instantanée (au passage d'un camion par exemple), ne suffit pas pour caractériser le niveau d'exposition des riverains.

Les enquêtes et études menées ces vingt dernières années dans différents pays ont montré que c'est le cumul d'énergie sonore reçue par un individu qui est l'indicateur le plus représentatif des effets du bruit sur l'Homme et, en particulier, de la gêne issue du bruit de trafic. Ce cumul est traduit par le niveau énergétique équivalent noté **LAeq**.



Il peut être caractérisé par une valeur sur un temps donné qui répond à la définition suivante : « le niveau équivalent LAeq d'un bruit variable est égal au niveau d'un bruit constant qui aurait été produit avec la même énergie que le bruit perçu pendant la même période. Il représente l'énergie acoustique moyenne perçue pendant la durée d'observation ». (Norme NF S 31-110 « caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement – Grandeurs fondamentales et méthodes générales d'évaluation »).

Le LAeq s'exprime en dB (A). En France, ce sont les périodes (6h – 22h) et (22h – 6h) qui ont été adoptées comme référence pour le calcul du LAeq : on parle de niveaux diurne et nocturne. Le classement des voies en fonction de leur niveau sonore de référence est résumé dans le tableau ci-après.

Niveau sonore de référence LAeq(6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq(22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 76	Catégorie 1	300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	Catégorie 2	250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	Catégorie 3	100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	Catégorie 4	30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	Catégorie 5	10 m

Sur le territoire communal, les RD 26 et 71 ne sont pas classées, et ne sont donc pas considérées comme voies bruyantes.

### Grille AFOM

Situation actuelle		Tendance au fil de l'eau	
+	Le fort caractère rural épargne le territoire communal de nuisances routières importantes		Pas de nouvelles voies routières prévues, ni d'implantation d'activités engendrant des nuisances sonores.
	Une part très majoritaire de zones « calmes » sur le territoire		

## 7. Eau

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification décentralisé instauré par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Le SDAGE bénéficie d'une légitimité politique et d'une portée juridique.

Le 18 novembre 2009, le Comité de bassin Loire-Bretagne, où sont représentés tous les acteurs de l'eau, a adopté à l'unanimité le SDAGE Loire-Bretagne, faisant suite au SDAGE de 1996. Il intègre les objectifs de la directive cadre européenne sur l'eau qui fixe notamment un bon état d'équilibre pour tous les milieux aquatiques d'ici 2015. Le SDAGE définit, à partir de décembre 2009 et pour une période de 6 ans, les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau, les objectifs de qualité des milieux aquatiques et de quantité des eaux à maintenir ou à atteindre dans le bassin, ainsi que les actions à entreprendre pour atteindre ces objectifs.

Par ailleurs la commune de Malrevers est située dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire Amont, actuellement en cours d'élaboration. Le SAGE porte 4 enjeux prioritaires :

- Améliorer le fonctionnement naturel des cours d'eau et la gestion quantitative de la ressource
- Réduire la vulnérabilité face au risque d'inondation
- Améliorer et préserver la qualité des eaux
- Préserver et gérer les milieux aquatiques.

### Ressources superficielles

D'après le SDAGE Loire Bretagne, la commune de Malrevers est située dans le périmètre de deux bassins versants.

- la Suisse et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Loire,
- le bassin de Sumène et ses affluents depuis la source jusqu'à Blavozy

Le bassin versant de la Suisse est prédominant sur le territoire communal ; il comprend par ailleurs les ruisseaux de Courbeyre et de Planhol (appelé aussi Roudesse) qui sont des affluents de la Suisse. C'est pourquoi sa présentation sera davantage détaillée.

### → La Suisse et ses affluents depuis la source jusqu'à sa confluence avec le Loire

#### Caractéristiques du bassin versant

Le bassin versant de la Suisse se situe au Nord du Puy-en Velay, il est délimité par les communes de Mézères au Nord, de Saint-Etienne-Lardeyrol au Sud, Lavoûte-sur-Loire à l'Est et Le Pertuis à l'Ouest. La Suisse s'étend sur environ 83,5 km et la superficie de son bassin versant est de 90 km<sup>2</sup>. La Suisse prend sa source à 950 mètres d'altitude sur le plateau au pied du suc de Charbonnière. Elle draine le Sud-Est du bassin de l'Emblavez sur 13,1 km et se jette dans la Loire à 545 mètres d'altitude en aval de Lavoûte-sur-Loire.



Le Courbeyre qui s'étend sur une superficie de 35 km<sup>2</sup>, prend sa source au Sud de la commune, dans la plaine du Riou, à 760 mètres d'altitude, et près du Mont Fracelier, et conflue avec la Suisseuse en aval de Beaulieu après avoir parcouru 7,6 km.

Le ruisseau de Planhol (ou Roudesse), est situé en limite communale, à l'Est de Malrevers. D'une surface de 15,8 km<sup>2</sup>, il constitue le principal affluent de la Suisseuse. Il prend sa source au « Rouchas » à 916 m d'altitude et conflue après 11,6 km avec la Suisseuse, entre Rosières et Beaulieu. Son lit paraît fixé par des blocs de taille importante, certainement issus des colluvions basaltiques. On constate cependant, que par endroit, le lit a subi un abaissement localisé, le plus souvent engendré par des survitesses dans les secteurs où le lit est relativement incisé.



***Le Courbeyre***



***Le Planhol***

Le débit du Planhol est plus important que celui du Courbeyre ; cela peut s'expliquer par le profil des ruisseaux, qui présentent, pour le premier, une pente allant de 1,2 % à 3,3 %, tandis qu'elle est comprise entre 1,4 et 1,9 % pour le second.

Une crue importante en 1996 a engendré des désordres morphologiques majeurs sur la Suisseuse, mais peu sur le Courbeyre dont seule la partie terminale a été touchée (communes de Lavoûte-sur-Loire et Beaulieu).

Suite à cette crue de 1996, notamment, un Contrat de Restauration et d'Entretien (CRE) sur la Suisseuse. Il a été déclaré d'intérêt général en mars 2004. D'une durée de 5 ans, il a été signé en novembre 2006 entre l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, le Syndicat Intercommunal d'Aménagements de la Loire et de ses Affluents de Haute-Loire (SICALA) et le Conseil Général de Haute Loire. Il a pour objectifs de restaurer les rives de la Suisseuse (gestion des embâcles, des déchets, stabilisation végétale...), de limiter les plantes invasives et le piétinement des bovins, de mettre en place un suivi d'indicateurs afin de mesurer la pertinence de la restauration,... . La particularité de ce contrat est de comprendre un volet expérimental pour la résolution des désordres lié à la morphologie.

## Qualité de l'eau

Peu de données existent sur la qualité des ruisseaux de Courbeyre et de Planhol. Les données prises en compte sont donc celles de la Suisse.

La qualité des matières organiques et oxydables, est qualifiée de très bonne. Celle des matières azotées, et phosphorées est jugée bonne, tandis que la qualité de l'eau vis à vis des nitrates est moyenne. L'effet des proliférations végétales entache la qualité de l'eau de la Suisse qui est qualifiée de mauvaise.

L'état écologique est, quant à lui, globalement moyen, puisque la qualité est mauvaise pour les diatomées et très bonne vis-à-vis de la présence des invertébrés.

L'objectif d'atteinte du bon état chimique et écologique a été retenu pour l'horizon 2015.

Les études menées par le SICALA lors de l'élaboration du CRE Suisse datent de 1999, et s'étendent sur la période estivale. Elles permettent d'identifier la qualité de l'eau des deux ruisseaux.

Concernant le Courbeyre, cette étude montre sur Malrevers que des pollutions d'origine domestique ont été localisées au Riou et à Charraix, que des pollutions liées aux rejets de la station d'épuration ont été constatées en aval du Riou et de la commune.

Concernant le Planhol, la qualité est jugée bonne de la source jusqu'à Saint-Hostien. Dans la traversée du Bourg, elle se dégrade notablement. Sur le linéaire restant, la qualité s'améliore et redevient bonne dans sa partie aval. Les points de pollution principaux sont dus également à des rejets d'origine domestique et agricole, ainsi qu'aux rejets liés à la lagune de station d'épuration.

### → Le bassin de Sumène et ses affluents depuis la source jusqu'à Blavozy

#### Caractéristiques du bassin versant

La **Sumène** est une petite rivière, affluent de rive droite de la Loire. Longue de 25 km, c'est une rivière torrentielle qui prend sa source sur le Massif du Meygal dans la commune de Queyrières au Nord-est du village de Monedeyres, près du lieu-dit les Chalayes, et à moins d'un kilomètre au Nord-Est du Mont Chabrier (1230 m), à 1185 m de hauteur.

Puis elle traverse les communes de Saint-Julien-Chapteuil, de Saint-Pierre-Eynac, où elle passe au pied de la butte d'Eynac et de Blavozy où se trouve le Pont-de-Sumène, construit en 1359.

La Sumène traverse encore la commune de Saint-Germain-Laprade et se jette dans la Loire, rive droite, au Sud du hameau de Peyredeyre, commune de Chaspinhac, à l'altitude de 582 mètres.

La Sumène traverse six communes de la Haute-Loire, qui sont, dans le sens amont vers aval : Queyrières (source), Saint-Julien-Chapteuil, Saint-Pierre-Eynac, Saint-Germain-Laprade, Blavozy, Chaspinhac.

La Sumène a plusieurs affluents référencés dont :

- le **ruisseau de Neyzac** : 3,1 km sur la commune de Saint-Julien-Chapteuil,
- le **ruisseau du Fraisse** : 4,6 km sur la commune de Saint-Julien-Chapteuil avec un affluent :



- le **ruisseau de la Ribe** : 2,4 km sur les deux communes de Montusclat et Saint-Julien-Chapteuil,
- le **Riou Merlan**, ou **ruisseau du Merlan** : 7,7 km sur les trois communes de Queyrières, Saint-Julien-Chapteuil et Saint-Pierre-Eynac,
- le **ruisseau de Grande-Raze** : 3,5 km sur les deux communes de Blavozy et Saint-Germain-Laprade avec un affluent :
- le **ruisseau de la Trende** : 2,3 km sur Saint-Germain-Laprade,
- le **ruisseau de Chaspinhac** : 2,5 km sur la seule commune de Chaspinhac,

Une station hydrologique est implantée à Blavozy. Le débit moyen calculé sur 4003 jours est d'environ 3,5 m<sup>3</sup>/s.

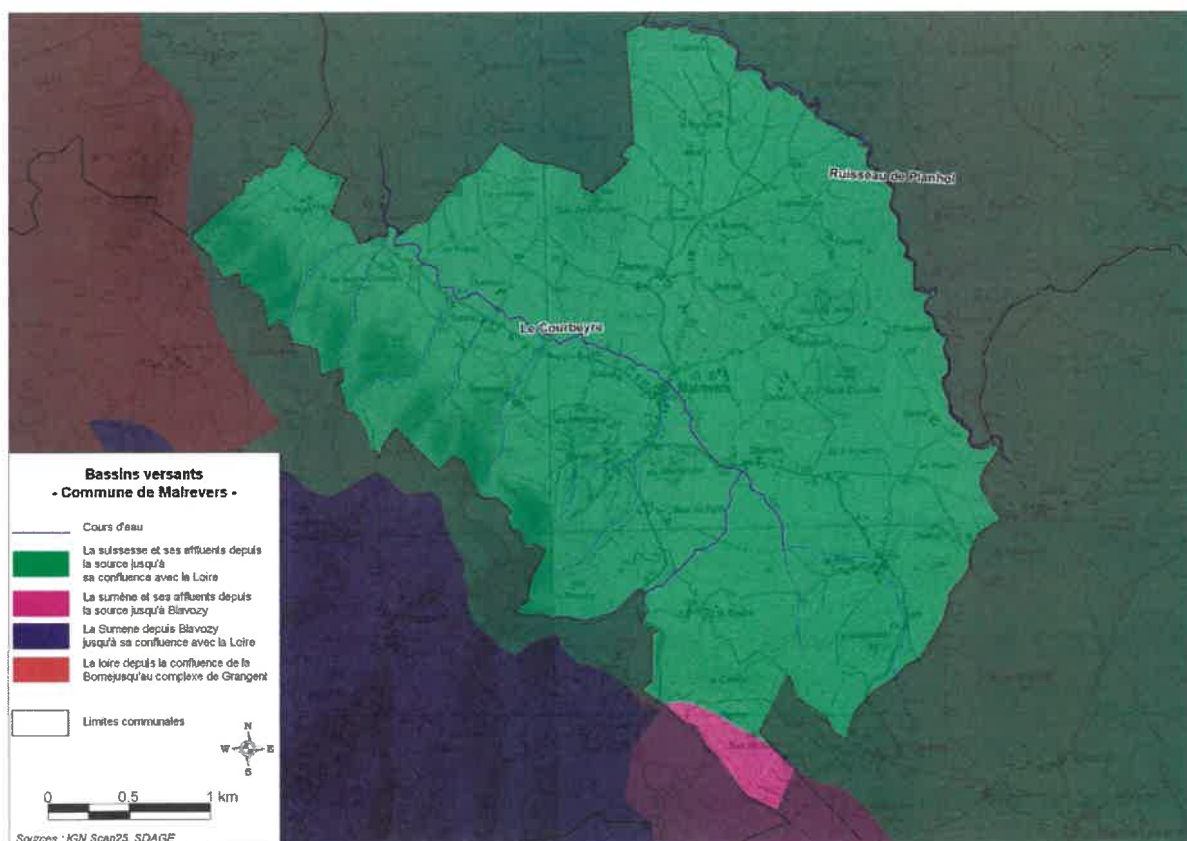
Le débit instantané maximal a été de 162 m<sup>3</sup>/s le 2 novembre 2008 pour un débit journalier maximal de 77,10 m<sup>3</sup>/s le même jour.

### Qualité de l'eau

La qualité des matières organiques et oxydables, ainsi que celle des matières azotées, des nitrates, des matières phosphorées de la Sumène est jugée bonne. L'effet des proliférations végétales n'entachent pas la qualité de l'eau de la Sumène qui est qualifiée de très bonne.

Le bon état chimique et écologique doit être atteint à l'horizon 2015.

### Réseau hydrographique superficiel sur la commune de Malrevers



### Ressources souterraines

Les eaux souterraines proviennent de l'infiltration de l'eau issue des précipitations et des cours d'eau. Cette eau s'insinue par gravité dans les pores, les microfissures et fissures des roches, jusqu'à rencontrer une couche imperméable. Là, elle s'accumule, remplissant le moindre vide et formant ainsi un réservoir d'eau souterraine. En revanche dans les aquifères karstiques, les eaux s'engouffrent rapidement dans le sous-sol pour rejoindre des conduits et galeries de drainage souterrain structurés de la même manière que les réseaux hydrographiques de surface. Les eaux cheminent en sous-sol, parfois pendant des dizaines voire des centaines de kilomètres, avant de ressortir à l'air libre, alimentant une source, un cours d'eau ou la mer.

Les eaux souterraines représentent une ressource majeure pour la satisfaction des usages et en particulier l'alimentation en eau potable. Les eaux souterraines ont également un rôle important dans le fonctionnement des milieux naturels superficiels : soutien des débits des cours d'eau, en particulier en période d'étiage, et maintien de zones humides dépendantes. Suivant le niveau de la ligne d'eau, et les saisons, la nappe alimente le cours d'eau ou est alimentée par celui-ci notamment lors des inondations.

D'après le SDAGE, la commune de Malrevers est concernée par deux masses d'eau souterraines distinctes.

#### → La Loire de sa source à Bas en Basset

Cette masse d'eau d'une superficie totale de 1 643 km<sup>2</sup> entièrement affleurante est de type libre. 220 ha soit 2,2 km<sup>2</sup> sont situés sur la commune de Malrevers.

Cette masse d'eau présente un état quantitatif et un état chimique qui sont jugés bons. Les paramètres nitrates et pesticides sont jugés bons. Aucun paramètre ne fait l'objet d'un report d'objectif qualitatif ou quantitatif.

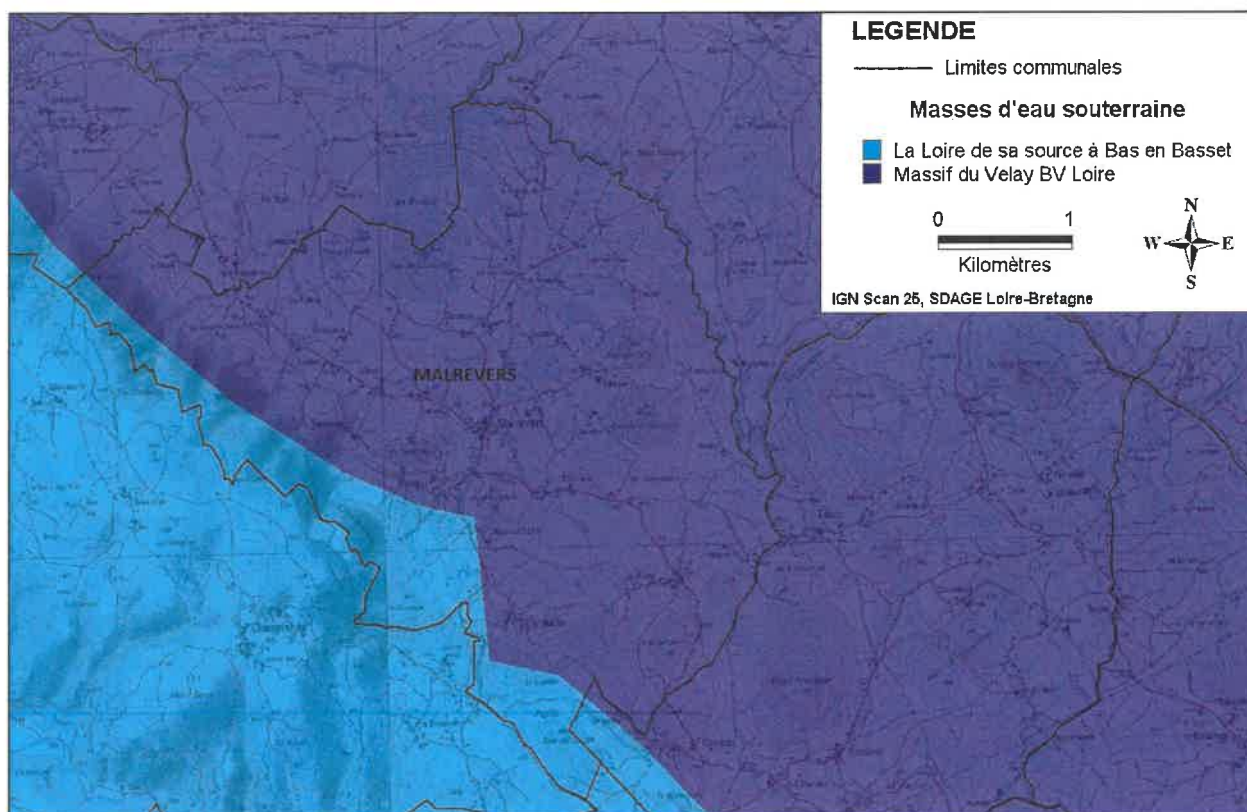
Les bons états chimique et quantitatif doivent donc être atteints à l'horizon 2015.

#### → Le Massif du Velay dans le bassin versant de la Loire

Cette masse d'eau occupe une superficie totale de 492,6 km<sup>2</sup> et 11,82 km<sup>2</sup> sont situés sur la commune de Malrevers.

Cette masse d'eau, tout comme la précédente, présente un état quantitatif et un état chimique qui sont jugés bons. L'horizon 2015 est retenu pour les objectifs qualitatifs comme quantitatifs.

## Les masses d'eau souterraine sur la commune de Malrevers



### L'eau potable : approvisionnement et consommation

#### → Origine de l'eau potable et réseau de distribution

Sur la commune, le service en termes d'eau potable est du ressort, à la fois du Syndicat des Eaux de l'Emblavez, qui est chargé de la production, du transfert et de la distribution, et du Syndicat Intercommunal d'Adduction et d'Eau Potable de l'Emblavez (SIAEP), qui gère la production et le transfert.

Le Syndicat des Eaux de l'Emblavez : dessert 18 834 habitants dont ceux de la commune de Malrevers.

Les mesures de qualité montrent que la conformité microbiologique de l'eau potable est de 81,8 %, et la conformité physico-chimique de 100 %.

La ressource en eau est bien protégée, puisque la commune dispose d'un captage d'eau destiné à la consommation : il est situé et protégé sur la commune de Jabruzac, et géré par le SIAEP.

Notons que l'alimentation peut être complétée par le réseau de l'Emblavez (grâce aux sources de Besson-Roulon)

L'eau potable de la commune est traitée par le centralisateur de Besson-Roulon.








## → Qualité de l'eau potable

L'Agence Régionale de Santé (ARS) a établi un diagnostic de l'eau potable distribué par le Syndicat de l'Emblavez au niveau du Bourg de la commune, entre 2006 et 2010.

Les résultats montrent que la qualité bactériologique est satisfaisante. Par ailleurs, l'eau distribuée est très peu calcaire, mais naturellement agressive, et qu'elle ne contient peu ou pas de nitrates.

### Grille AFOM

Situation actuelle		Tendance au fil de l'eau	
-	La qualité des eaux superficielles est globalement de bonne qualité, mais est toutefois altérée par les matières phosphorées issus des rejets domestiques, et agricoles.		La persistance des pressions anthropiques entraîne l'augmentation de la dégradation de la qualité des cours d'eau.
			Le SAGE Loire-amont, en cours d'élaboration devrait permettre d'améliorer la qualité des cours d'eau.
			Le SDAGE prévoit des actions de lutte renforcées de réduction des rejets de substances dangereuses et de lutte contre les pesticides, pour atteindre le bon état chimique.
+	Les eaux souterraines sont de bonne qualité		Le SDAGE prévoit des mesures afin d'atteindre les bons états quantitatif et qualitatif.
+	La qualité des eaux distribuée est globalement de bonne qualité		Les mesures de suivi actuellement en place devraient permettre de maintenir ce niveau de qualité.

## 8. Assainissement

### La réglementation

Les lignes directrices de la politique d'assainissement française découlent de la Directive Européenne du 21 mai 1991 relative à la collecte et au traitement des eaux résiduaires urbaines transposées par la loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 et actualisée suite à la loi sur l'eau de 2006.

La responsabilité de la commune en matière d'assainissement a considérablement été accrue. Elle est ainsi tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées. Elle est compétente en matière de gestion des eaux pluviales.

La réglementation, et notamment l'article L 2210 du Code général des collectivités territoriales, stipulent que chaque commune doit, après enquête publique fournir :

- Les zones d'assainissement collectif où la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux ;
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

### L'assainissement collectif

L'assainissement collectif désigne l'ensemble des moyens de collecte, de transport et de traitement d'épuration des eaux usées avant leur rejet dans les rivières ou dans le sol. On parle d'assainissement collectif pour une station d'épuration traitant les rejets urbains. En général, les stations d'épuration reçoivent à la fois les eaux usées domestiques et les eaux issues des activités.

La directive impose à toutes les agglomérations de plus de 2 000 équivalents - habitants (EH) de mettre en œuvre la collecte et le traitement de leurs eaux usées conformément à des exigences définies par celle-ci. Les agglomérations de moins de 2 000 EH sont également soumises à cette directive lorsqu'elles ont mis en place un assainissement collectif. Les échéances de la directive dépendent de la taille et du lieu de rejet de chaque agglomération et sont fixées :

- au 31/12/1998 pour les agglomérations d'assainissement de plus de 10.000 EH en zone sensible;
- au 31/12/2000 pour les agglomérations de plus de 15 000 EH hors zone sensible 1998 ;
- au 31/12/2005 pour toutes les agglomérations d'assainissement 2 000 EH à 10 000 EH et celles de 10 000 à 15 000 EH hors zones sensibles 1998 ;
- au 31/12/2005 pour toutes les agglomérations d'assainissement de moins de 2 000 EH.

Sur le territoire communal, le traitement collectif s'applique au niveau des secteurs du Bourg, de Boissier, de Mercœur, de Charraix, du Riou, et de la Blâche.

## → Équipements

La commune de Malrevers a choisi de déléguer sa gestion des services de l'eau et de l'assainissement, ainsi que l'exploitation des stations, au Syndicat de Gestion des Eaux du Velay (SGEV).

La commune dispose de deux stations d'épuration (STEP): celle du Riou et celle du Bourg.

### **La STEP du Bourg**

Mise en service au 1<sup>er</sup> mars 2010, elle permet de desservir les secteurs du Bourg, de Boissier, de Mercoeur et de Charraix.

Elle dispose d'une capacité nominale de 450 équivalent-habitant (EH). Le volume journalier traité est de 67,5 m<sup>3</sup>/j.

Le réseau de collecte des eaux usées est de type unitaire.

Cette station fonctionnait à l'origine par lagunage ; en 2009, la lagune a été remplacée par des filtres plantés de roseaux. Les eaux traitées sont rejetées dans le ruisseau de Courbeyre.

Des travaux ont été réalisés en 2012 afin de remplacer une partie des réseaux unitaires par un réseau séparatif étanche. L'ouvrage, destiné au transit des eaux usées domestiques, collectait en effet une quantité importante d'eaux claires parasites, telles que les eaux agricoles, ainsi que des eaux pluviales. La station fonctionnait également dans des conditions de surcharge organique.

Suite à ces travaux, une visite a été réalisée le 15 mars 2013 par le Syndicat d'assistance technique, pour évaluer la conformité et la performance de la STEP. Le rapport de visite conclut à un rejet de qualité moyenne de la STEP. Bien que l'ouvrage collecte encore des eaux parasites, la réhabilitation d'une partie du réseau a néanmoins permis de diminuer de moitié la quantité d'eaux collectée..

### **La STEP du Riou**

La station du Riou, mise en service au 1<sup>er</sup> janvier 1994, dispose d'une capacité nominale de 150 EH (équivalent habitant). Le volume journalier traité est de 22,5 m<sup>3</sup>/j.

Le réseau de collecte des eaux usées est de type séparatif.

Cette station fonctionne par un lagunage composé de 2 bassins. Les eaux traitées sont également rejetées dans le ruisseau de Courbeyre.

L'auto-surveillance des deux STEP est réalisée par le moyen d'une procédure simplifiée ; des contrôles sont effectués régulièrement par le SATEA (Service d'Assistance Technique à l'Eau et à l'Assainissement).



## Réseau pluvial

Les réseaux de collecte ou "égouts" ont pour fonction de recueillir les eaux usées de toutes origines, dont les eaux pluviales et de les acheminer vers les stations d'épuration. Ces réseaux sont de deux types :

- **Les réseaux unitaires (les plus anciens)**

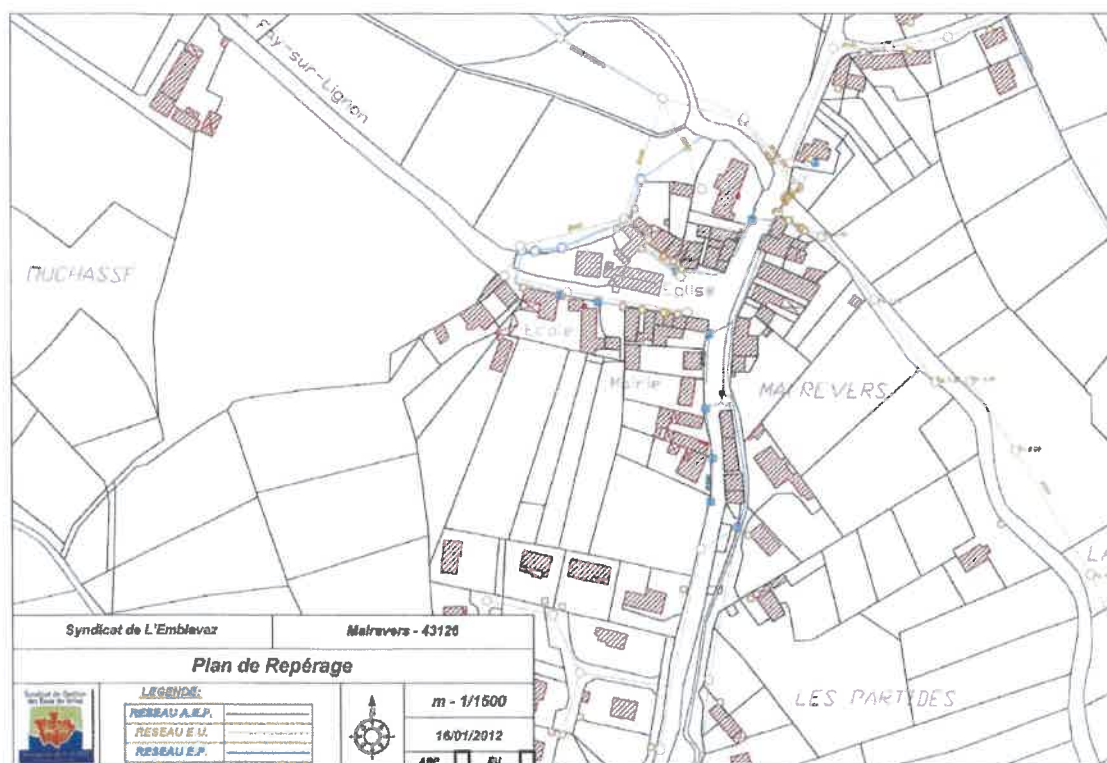
Dans les réseaux unitaires, les eaux usées et les eaux pluviales sont regroupées. Ce système est le plus ancien et il équipe la plupart des centres villes historiques. Il présente l'inconvénient de court-circuiter une partie de la charge polluante de la station d'épuration par temps de pluie. Les à-coups hydrauliques liés aux flux d'eaux pluviales compliquent la bonne gestion de la station d'épuration.

- **Les réseaux séparatifs (les plus récents)**

Les eaux usées sont captées dans un réseau et les eaux de pluie dans un réseau différent. Par temps de pluie, les eaux usées ne risquent plus d'être court-circuitées et vont toutes en station d'épuration. L'avantage de ce type de réseau est de ne pas introduire de charges de pollution contaminante minérale ou chimique du flux d'eaux pluviales dans la station d'épuration.

Sur la commune de Malrevers, le réseau de récupération des eaux pluviales est présent uniquement dans le centre ancien du bourg. Le reste du village, ainsi que les habitations éparses n'y sont pas raccordées. C'est ce que montre le plan de situation suivant. En centre bourg, des travaux de réhabilitation ont été effectués pour remplacer une partie des réseaux unitaires en réseaux séparatifs.

Les réseaux d'eau sur la commune de Malrevers



Source : Syndicat de Gestion des Eaux du Velay

### Assainissement non collectif

Par « assainissement non collectif », on entend « tout système effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement ».

L'assainissement non collectif recouvre :




- L'ensemble des installations d'assainissement individuel (ou autonome) composées d'une fosse septique ou d'une fosse toutes eaux et d'un dispositif de traitement et d'infiltration dans le sol.
- Les installations liées à des activités de type commercial ou artisanal non raccordés à un réseau public d'assainissement.
- Les lotissements desservis par un réseau et une station d'épuration privés.

La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, est à l'origine de la création des Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Deux arrêtés ministériels pris en date du 7 septembre 2009 déterminent précisément les missions du SPANC ainsi que les prescriptions applicables en matière d'assainissement non collectif. Ces missions ont été confirmées par la Loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006.

Le Syndicat de Gestion des Eaux du Velay, qui gère les services d'eau et d'assainissement sur Malrevers, a mis en place un service public d'assainissement non collectif (SPANC) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

L'ensemble des habitations situées le plus au Nord de la commune se trouvent en assainissement non collectif.

### Grille AFOM

Situation actuelle		Tendance au fil de l'eau	
-	Deux stations d'épuration dont la capacité nominale a atteint ses limites		Les récents travaux de mise en séparatif du réseau d'eaux usées permettent de décharger la STEP du Bourg
+	Des travaux de mise en séparatif du réseau d'eaux usées dans le bourg		Ces travaux de mise en séparatif du réseau, permettent de réduire l'infiltration d'eaux pluviales dans les réseaux.
-	Des zones communales au nord en assainissement non collectif		Le SPANC devrait permettre une amélioration de la gestion des équipements autonomes

## 9. La Gestion des déchets

### Présentation générale

#### → Définition

Un déchet correspond à « tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou tout bien meuble que son détenteur destine à l'abandon ».

Il existe différentes catégories de déchets :

#### ➤ **Les ordures ménagères et assimilés (Déchets non Dangereux)**

- Déchets produits par les ménages
- Déchets des collectivités
- Déchets de l'agriculture
- Déchets banals des entreprises
- Déchets non dangereux des mines, carrières et du BTP

#### ➤ **Les déchets dangereux**

- Déchets industriels dangereux
- Déchets dangereux des ménages
- Déchets d'activités de soins et de risques infectieux (DASRI)

#### ➤ **Les déchets inertes**

- Gravats
- Terre
- Béton ...

Les principales catégories de déchets sont les deux premières. Les déchets inertes ne sont pas traités dans l'évaluation environnementale car ils ne sont pas été identifiés comme un enjeu pour le territoire de la commune.

#### → Réglementation

De nombreux textes, lois, décrets... prenant en compte la problématique des déchets existent et évoluent au cours du temps. (cf encadré).

Aujourd'hui, le code de l'environnement regroupe également l'ensemble des obligations en matière de déchets.



### Quelques définitions

**Déchets ménagers et assimilés** : ce sont les déchets produits par les ménages, y compris les déchets dits "occasionnels" tels que les encombrants, les déchets verts et les déchets de bricolage. Ce sont également les déchets industriels banals produits par les artisans, les commerçants et les activités diverses de service, collectés en mélange avec les déchets des ménages. Ils sont collectés soit par la collecte traditionnelle, la collecte sélective et l'apport volontaire en déchèterie.

**Déchets ménagers au sens strict** : ils représentent les tonnages produits par les ménages exclusivement, issus de la collecte traditionnelle, des collectes sélectives et des apports en déchetterie hors gravats.

**Déchets assimilés aux déchets ménagers** : Déchets provenant des entreprises industrielles, des artisans, commerçants, écoles, services publics, hôpitaux, services tertiaires et collectés dans les mêmes conditions que les déchets ménagers.

### Principaux textes réglementaires

Décret n° 92-377 du 1 avril 1992 portant application, pour les déchets résultant de l'abandon des **emballages**, de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée (JO du 3/04/92), modifié par le décret n° 99-1169 du 21 décembre 1999 (JO du 30/12/99).

Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée et relatif notamment aux **déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages** (JO du 21/07/94).

Décision de la Commission du 3 mai 2000 (2000/532/CE) (JOCE du 6/09/00) établissant une **liste de déchets**, modifiée par les décisions de la Commission du 16 janvier 2001 (2001/118/CE) (JOCE du 16/02/01), du 22 janvier 2001 (2001/119/CE)(JOCE du 16/02/01) et du 23 juillet 2001 (2001/573/CE)(JOCE du 28/07/01).

Décret n° 2000-404 du 11 mai 2000 relatif au **rapport annuel sur le prix et la qualité** du service public d'élimination des déchets (JO du 14/05/00).

Circulaire du 28 juin 2001 relative à la gestion des **déchets organiques**.

Circulaire du 17 janvier 2005 relative à la décentralisation des **plans d'élimination** des déchets ménagers et assimilés (PEDMA) – Bilan planification au 31 décembre 2004 (BOMEDD n° 7 du 15/04/05).

Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des **circuits de traitement** des déchets (JO du 31/05/05).

Code de l'environnement, Parties Législative et réglementaire livre V, Titre IV.

### → Prise en compte

Le département de la Haute-Loire est concerné par la Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés, censé prédéfinir la stratégie en matière de filière déchets sur l'ensemble du département, a été approuvé le 21 mai 2001, et est entré en révision au 30/01/2009. La commune de Malrevers est donc tenue de s'y référer et de respecter les attentes du Plan.

Le Syndicat Intercommunal de Traitement des Ordures Ménagères (SICTOM) Emblavez-Meygal, qui existe depuis 1973, est l'organisme compétent en termes de collecte, de transport et de tri des déchets pour les 21 communes adhérentes. Parmi elles, font parties les 11 communes de la Communauté de Communes de l'Emblavez, dont Malrevers.

## → Production

Le rapport d'activité annuel 2010 donne des données chiffrées sur la quantité de déchets collectés et produits par les habitants de la commune de Malrevers.

Les 714 habitants du territoire communal produisent environ 205,3 tonnes de déchets chaque année.

La commune a plus particulièrement produit 183,1 tonnes d'ordures ménagères, soit un ratio de 256,44 kg/an/hab. Cette même année, 22,2 tonnes de déchets recyclables ont été collectés, soit un ratio de 31,09 kg/an/hab.

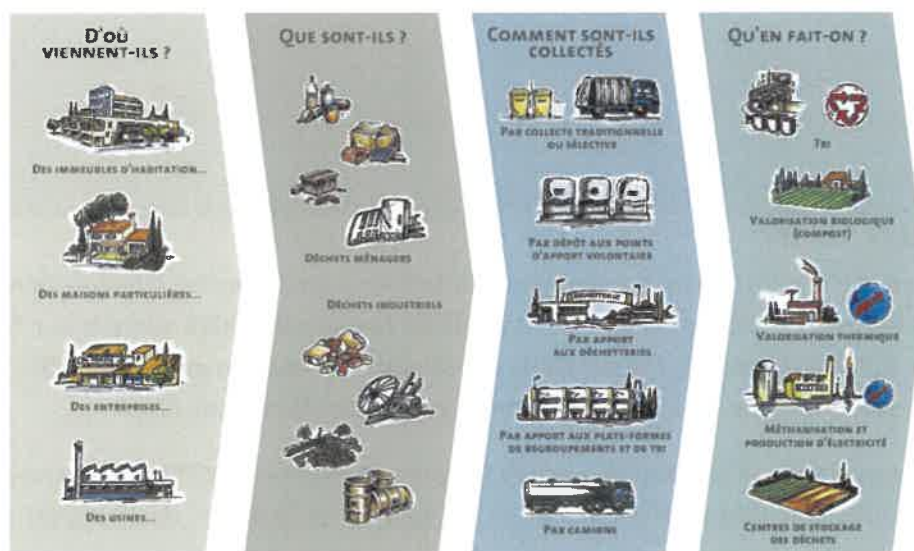
La moyenne nationale de production annuelle de déchets ménagers par habitants est estimée à 360 kg. Avec environ 256 kg/hab/an en 2010, la commune de Malrevers se situe bien au-dessous de la moyenne nationale.

A titre de comparaison, le ratio des déchets ménagers collectés sur le territoire de la Communauté de Commune de l'Emblavez est de 246,47 kg/an/hab pour l'année 2010. Il était de 268 kg/an/hab en 2009. Ce qui montre d'une part que des efforts ont été fournis dans la diminution des déchets ménagers sur le territoire de l'Emblavez, et d'autre part, que la commune de Malrevers, avec 256,44 kg/an/hab, n'est pas très loin derrière la moyenne de l'intercommunalité et a donc encore quelque effort à faire.

Le ratio des déchets recyclables est de 48,2 kg/an/hab, ce qui montre que la commune, avec environ 31 kg/an/hab, est en dessous de la moyenne intercommunale. Là encore, des efforts sont à appliquer en terme de gestion du tri. (La mise en place de bacs jaune en 2010 devrait contribuer à cette amélioration).

## → La Filière Déchets

La filière se divise en trois catégories, la collecte, le transport et le traitement. Les trois étapes sont actuellement à la charge du SICTOM Emblavez-Meygal. Le schéma ci-dessous présente de manière simple l'ensemble de la filière.



(source [www.eauxdemarseille.fr](http://www.eauxdemarseille.fr))

## **Collecte**

### ***Collecte des ordures ménagères***

La collecte en porte à porte n'existe pas sur la commune ; elle est réalisée par le biais d'apport volontaire. En effet, les habitants sont invités à déposer leurs déchets ménagers dans des bacs collectifs, disposés de façon régulière et à proximité des habitations. La collecte des ordures ménagères sur le territoire communal s'organise les vendredis. Les déchets collectés sont à la fois les déchets issus des ménages et une partie des déchets provenant des commerçants et artisans. Le rapport d'activité de l'année 2010 indique qu'un peu plus de 180 tonnes d'ordures ménagères ont été collectées cette année-là.



### ***Collecte sélective***

La collecte sélective sur le territoire de l'Emblavez s'effectue de 2 façons.

#### **Le réseau d'Ecopoints**

On considère un écopoint, l'ensemble des conteneurs à verre, à papiers et à emballages plastiques. 38 Ecopoints sont implantés sur le territoire du SICTOM Emblavez-Meygal. Ils permettent la collecte du verre, des papiers et cartons, et des emballages plastiques et métalliques. Sur ce réseau de 38 écopoints, 4 sont situés sur la commune de Malrevers.

Pour 2010, la commune de Malrevers a produit 11,368 tonnes de verre, soit 15,3 Kg/an/hab. La quantité de papiers et cartons collectés est de 8,580 tonnes, soit 11,5 Kg/an/hab. Et 2,230 tonnes de plastiques et métaux ont été récupérés, ce qui correspond à 3 Kg/an/hab.

#### **La collecte des bacs jaunes**

La collecte sélective en bacs jaunes qui a débuté en juin 2010, permet la récupération en mélange des journaux, magazines, cartons, et les emballages plastiques et métalliques. La mise en place de ce dispositif permettra d'améliorer la gestion du tri sur la commune.

### ***Déchetterie***

La commune de Malrevers ne dispose pas de déchetterie sur le territoire communal. Néanmoins, trois déchetteries sont ouvertes aux habitants des 11 communes de la Communauté de Communes de l'Emblavez. Il s'agit des déchetteries de Saint-Vincent, Retournac et Saint-Germain Laprade.

Les déchets autorisés sont les gravats, la ferraille, les déchets verts, le bois, le carton, les pneumatiques, les batteries, les plastiques, les huiles. Les Déchets D'Équipements Électriques et Électroniques ne sont acceptés que sur les déchetteries de Retournac et Saint Vincent. Le verre, lui, n'est accepté que sur la déchetterie de Saint Germain Laprade.



Déchetterie Saint Vincent



Il n'existe pas de données précises sur les tonnages des déchets arrivant en déchetterie et produits par les habitants de Malrevers. Les données disponibles sont généralisées pour l'ensemble des habitants de la Communauté de Communes.

Le tableau suivant présente les tonnages de l'ensemble des déchets collectés sur chacune des 3 déchetteries pour l'année 2010 et l'évolution par rapport à l'année précédente.

	Tonnage en 2010	Evolution (en %)
Saint Vincent	1226,7	5,6
Retournac	941	7,2
Saint-Germain-Laprade	1212,4	10,3

On obtient ainsi 3380,1 tonnes de déchets récupérés sur ces trois déchetteries en 2010, soit une nette augmentation par rapport à 2009 où 2 232 tonnes avaient été collectées.

Les tonnages collectés pour 2010, sur l'ensemble des déchetteries, se répartissent de la façon suivante :

	TONNES			
	SAINT GERMAIN L	RETOURNAC	ST VINCENT	TOTAL
GRAVATS	295.4	489.0	331.3	1115.8
FERRAILLES	77.8	72.2	116.1	266.1
DECHETS CLASSE 2	107.5	200.0	183.1	490.6
DECHETS VERTS	235.7	185.1	347.2	768.1
BOIS	115.1	164.6	152.1	431.7
CARTONS	38.5	42.8	45.4	126.8
PNEUMATIQUES	4.8	0.0	5.4	10.2
BATTERIES	1.6	0.0	0.0	1.6
PLACOPLATRE	11.9	0.0	0.0	11.9
PLASTIQUES	19.3	0.0	0.0	19.3
HUILE	2.2	0.0	0.0	2.2
DMS	6.0	8.7	4.6	19.3
D3E		49.8	41.5	91.4
CORPS CREUX	1.4			1.4
CORPS PLATS	15.2			15.2
VERRE	8.7			8.7
TOTAL	941.0	1212.4	1226.7	3380.1
MOYENNE TONNES/MOIS	78.4	101.0	102.2	281.7

Source : rapport SICTOM Emblavez-Meygal 2010

Le rapport d'activités de 2010, montre que les habitants de Malrevers vont très préférentiellement sur le site de la déchetterie de Saint-Germain. Pour l'année 2010, pour ce site, on compte 1 086 entrées effectuées par les habitants de Malrevers, contre 116 entrées sur la déchetterie de Saint-Vincent, et aucune entrée pour la déchetterie de Retournac.

## Transport

L'ensemble des déchets collectés lors de la collecte traditionnelle ou au niveau des Ecopoints est acheminé ensuite par camions ou par bennes à ordures ménagères (BOM) en différentes destinations en fonction du traitement administré aux différents types de déchets.

## Traitement

Les traitements doivent être adaptés en fonction du type de déchet, valorisable ou non.

L'ADEME estime que les déchets putrescibles (restes alimentaires, déchets verts,...) représentent environ 26% du contenu de nos poubelles. Il s'agit d'autant de déchets potentiellement valorisables qui sont incinérés. Le compostage domestique est un moyen efficace de valoriser ces déchets en un compost qui fera un engrais naturel efficace.

Le SICTOM Emblavez-Meygal assure le transport, mais envoie les déchets sur un site extérieur pour assurer leur traitement. L'organisme gère également un Centre d'Enfouissement Technique, qui permet de gérer les déchets ne pouvant être valorisés.

## Gestion des autres déchets

### → Les déchets du BTP

L'Auvergne est couverte par un « Schéma Régional de Gestion et d'Élimination des Déchets du BTP en Auvergne », et par la Charte Régionale « Chantiers Propres d'Auvergne pour une meilleure gestion de déchets de chantiers du BTP et la protection de notre environnement » datant de 1999.

La Haute Loire dispose aussi d'un Plan Départemental de gestion des déchets du BTP, approuvé en novembre 2004. Suite aux lois Grenelle, sa révision a été lancée début 2012. La région dispose également d'une Charte Départementale de Gestion des Déchets de chantier du BTP, datant du 1<sup>er</sup> juillet 2005, permettant une meilleure prise en compte du développement durable, et par ailleurs, signée par le président du SICTOM Emblavez-Meygal dont fait partie la commune de Malrevers.

### → Les déchets non dangereux

Concernant les déchets inertes, il n'existe pas sur la commune, ni sur le territoire de l'Emblavez, d'installation de stockage pour ce type de déchets. Ils peuvent donc être envoyés vers le Centre d'Enfouissement Technique au lieu-dit « Gampalou » sur la commune de Monistrol sur Loire.

### → Les déchets dangereux




L'Auvergne a adopté un « Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux » le 17 novembre 2009. La commune de Malrevers doit donc s'y référer le cas échéant.

Les déchets dangereux de type « amiante liée » (plaques en fibrociment) peuvent être accueillis :

- dans certaines déchetteries (site de collecte),
- dans des sites de stockage (structures disposant d'alvéoles aménagées). Le plus près de Malrevers est celui de Monistrol sur Loire.

- dans des centres de transit de déchets dangereux, tel que celui situé sur la zone industrielle de Polignac en Haute-Loire.

#### Grille AFOM

Situation actuelle		Tendance au fil de l'eau
+	La quantité annuelle de déchets ménagers sur la commune est de 256,44 kg/hab en 2010 (moyenne nationale 360 kg/hab)	 Une tendance en baisse depuis quelques années et qui devrait se maintenir
-	La quantité de déchets triés annuellement sur la commune est de 31,09 kg/hab. (moyenne nationale 67 kg/hab).	 La mise en place de bac de tri devrait améliorer le recyclage des déchets
+	Pas de déchetterie sur la commune mais 3 déchetteries à proximité qui prennent en charge une majorité de déchets	 La pérennisation de ces infrastructures devrait maintenir cette bonne gestion des déchets à proximité.



## 10. Risques majeurs

La loi n° 87-565 du 25 juillet 1987 relative à la sécurité civile et à la prévention des risques, par son article 22 est venu compléter le Code de l'urbanisme en insérant dans plusieurs de ses articles la prise en compte des risques naturels (L.121-10, L.122-1, L.123-1, R.123-18,...)

Outre les procédures particulières qui pouvaient jusqu'à la mise en place des Plans de Prévention des Risques être mise en œuvre, les documents de planification locale doivent prendre en compte les risques naturels et technologiques prévisibles existants sur leur territoire.

Ceux-ci sont d'ordre très divers regroupant à la fois les risques d'inondation, d'érosion, d'incendie, d'éboulement, d'affaissement que peuvent subir les constructions existantes ou que l'édification de nouveaux bâtiments est susceptible de provoquer voir d'aggraver.

La commune de Malrevers, à l'image de bon nombre de communes métropolitaines, est soumise à des risques dont la périodicité et l'intensité varient.

Cinq risques sont identifiés sur la commune :

- Feu de forêt
- Inondation
- Mouvement de terrain
- Séisme
- Radon

Sur la commune de Malrevers, sept arrêtés pour catastrophes naturelles pour inondations et coulées de boue, mouvements de terrain, tempête et chutes de neige ont été pris dans l'histoire de la commune entre 1982 et 2008.

### Inondation

#### → Définition

L'inondation est une submersion (rapide ou lente) d'une zone pouvant être habitée. Elle correspond au débordement des eaux lors d'une crue. Les inondations peuvent être de plusieurs types différents.

- Inondation de type torrentielle : lorsque des précipitations intenses tombent sur tout un bassin versant, les eaux ruissellent et se concentrent rapidement dans le cours d'eau, d'où des crues brutales et violentes. Le lit du cours d'eau peut être rapidement colmaté par le dépôt de sédiments et des bois morts peuvent former des barrages, appelés embâcles. Lorsqu'ils viennent à céder, ils libèrent alors une vague qui peut être dévastatrice.

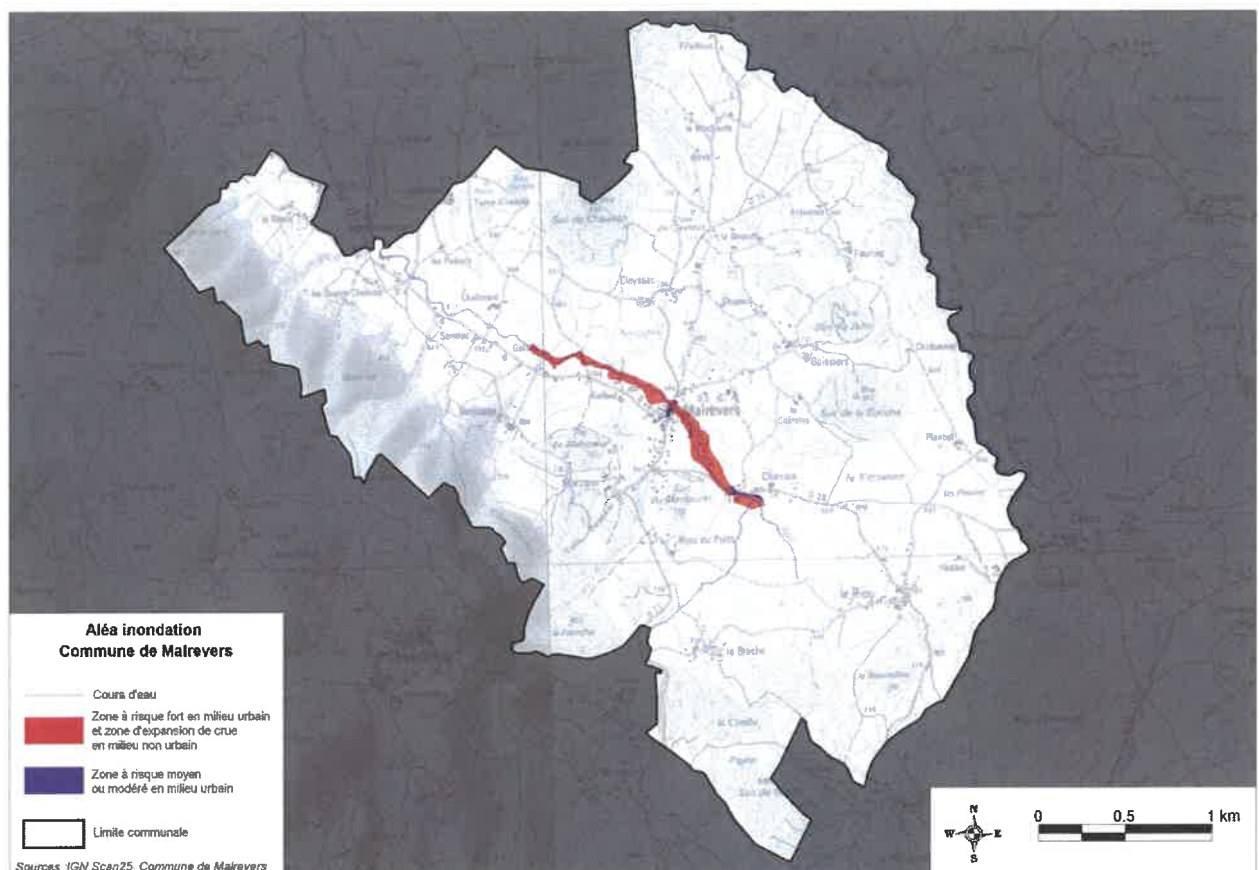
Inondation de type ruissellement pluvial urbain ou périurbain : l'imperméabilisation du sol par les aménagements ainsi que certaines pratiques culturelles limitent l'infiltration des eaux

- et augmentent le ruissellement. Ceci peut occasionner la saturation et le refoulement des réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales. Il en résulte des écoulements plus ou moins importants et souvent rapides dans les rues (temps de montée des eaux parfois inférieure à une heure).
- Inondation de type plaine : chaque cours d'eau, du plus petit torrent aux grandes rivières, collecte l'eau d'un territoire plus ou moins grand, appelé bassin versant. Lorsque des pluies abondantes et/ou durables surviennent, le débit du cours d'eau augmente et peut entraîner le débordement des eaux. Une inondation de plaine est une submersion d'une zone par suite du débordement des eaux d'un cours d'eau de plaine.

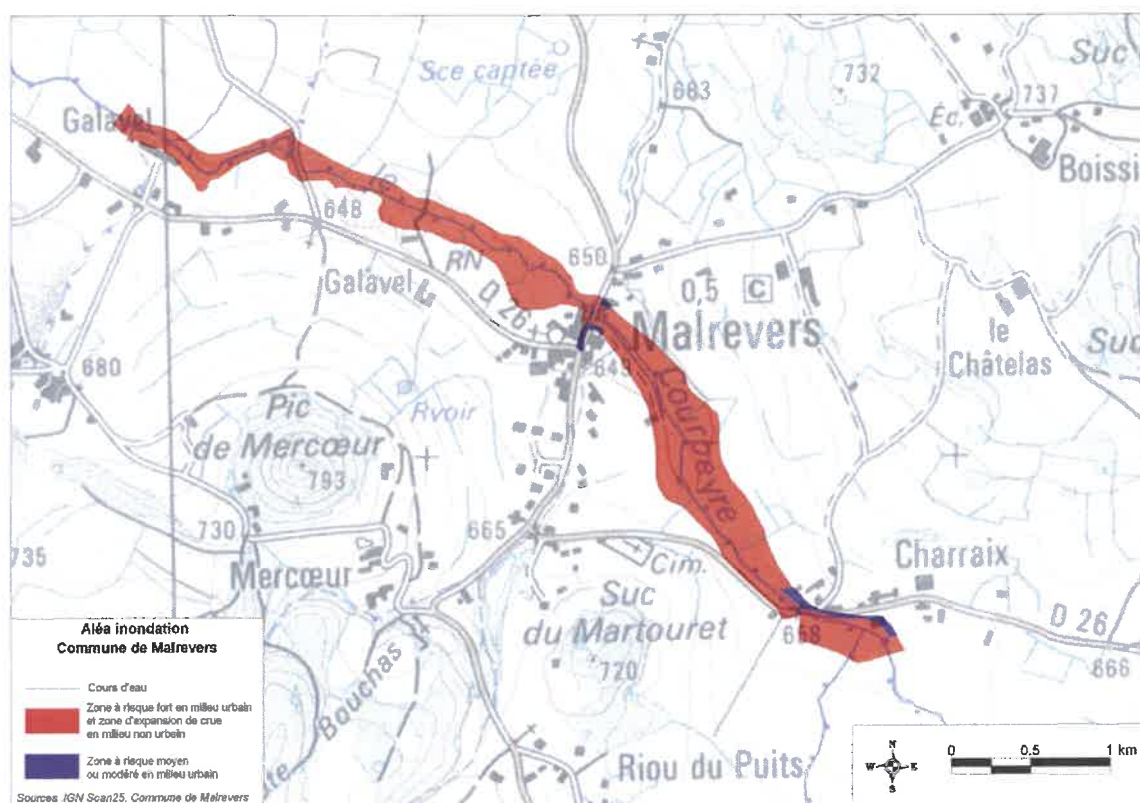
### → Le risque inondation sur la commune de Malrevers

Le territoire communal est situé dans le bassin de risque inondation Suissesse-Roudesse-Courbeyre-Truisson. Il dispose également d'un PPR inondation, prescrit le 09/03/2001, et approuvé depuis le 28/01/2011.

#### Les zones inondables sur la commune de Malrevers



### Zoom sur le secteur exposé au risque inondation



## Mouvement de terrain

### → Définition

Les mouvements de terrain sont les manifestations du déplacement gravitaire de masses de terrain déstabilisées sous l'effet de sollicitations naturelles.

Ils recouvrent des formes très diverses qui résultent de la multiplicité des mécanismes initiateurs (érosion, dissolution, déformation et rupture sous charge statique ou dynamique), eux-mêmes liés à la complexité des comportements géotechniques des matériaux sollicités et des conditions de gisement (structure géologique, géométrie des réseaux de fractures, caractéristiques des nappes aquifères,...).

### Le risque de chute de bloc

Les chutes de masses rocheuses sont des mouvements rapides, discontinus et brutaux résultant de l'action de la pesanteur et affectant des matériaux rigides et fracturés tels que calcaires, grès, roches cristallines,.... Ces chutes se produisent par basculement, rupture de pied, glissement banc sur banc, à partir de falaises, escarpements rocheux, formations meubles à blocs (moraines par exemple), blocs provisoirement immobilisés dans une pente.

Les blocs peuvent rouler et rebondir, puis se stabiliser dans une zone dite d'épandage. La trajectoire la plus fréquente suit en général la ligne de plus grande pente, mais on peut observer des trajectoires



très obliques résultant notamment de la forme géométrique de certains blocs (plaque roulant sur la tranche) et de petites irrégularités du versant. Les distances parcourues sont fonction de la taille, de la forme et du volume des blocs éboulés, de la pente du versant, de la nature du sol, et de la densité de la végétation.

Certains éboulements de grande ampleur peuvent mobiliser des volumes de matériaux atteignant plusieurs dizaines de millions de m<sup>3</sup> et semblent obéir à des lois de propagation faisant intervenir des mécanismes complexes. Ces instabilités qui affectent une partie importante du versant peuvent bouleverser le relief de façon notable. Leurs conséquences socio-économiques sont au moins régionales.

La densité, l'orientation des discontinuités, fracturation et stratification, la structure du massif rocheux et la présence de cavités constituent des facteurs de prédisposition à l'instabilité. La phase de préparation, caractérisée par l'altération et l'endommagement progressifs du matériau, et accompagnée de petites fractures difficiles à déceler, peut être longue.

Les principaux facteurs naturels déclenchant sont les pressions hydrostatiques dues à la pluviométrie et à la fonte des neiges, l'alternance gel/dégel, la croissance de la végétation, les secousses sismiques, l'affouillement ou le sapement du pied de la falaise.

Souvent imprévisibles, les chutes de blocs constituent des dangers pour les vies humaines, même pour de faibles volumes (chutes de pierres). Les éboulements, peuvent causer des dommages importants aux structures pouvant aller jusqu'à leur ruine complète, d'autant plus que l'énergie (fonction de la masse et de la vitesse) des blocs est grande.

#### **L'aléa Retrait-Gonflement des argiles**

Le retrait par dessiccation des sols argileux lors d'une sécheresse prononcée et/ou durable produit des déformations de la surface du sol (tassements différentiels). Il peut être suivi de phénomènes de gonflement au fur et à mesure du rétablissement des conditions hydrogéologiques initiales ou plus rarement de phénomènes de fluage avec ramollissement.

La nature du sol est un élément prépondérant à la manifestation du phénomène : les sols argileux sont à priori sensibles, mais dans les faits, seuls certains types d'argiles donnent lieu à des variations de volume non négligeables. Par ailleurs, la présence d'arbres ou d'arbustes au voisinage de constructions constitue un facteur aggravant.

Les effets du phénomène se voient sur le long terme, la sécheresse durable ou simplement la succession de plusieurs années déficitaires en eau sont nécessaires pour voir apparaître ces phénomènes.

La lenteur et la faible amplitude des déformations rendent ces phénomènes sans danger pour l'homme, mais les dégâts aux constructions individuelles et ouvrages fondés superficiellement peuvent être très importants en cas de tassements différentiels.



Illustrations du phénomène de retrait gonflement des argiles (source <http://www.argiles.fr/>)

### **Le risque de vides souterrains ou « risque carrière »**

Ces mouvements gravitaires résultent soit d'un fléchissement de la surface, sans rupture visible, soit de la rupture brutale du toit d'une cavité souterraine ancienne ou en cours de développement localisée dans une roche ou dans un sol.

En surface, la descente du sol en direction du vide sous-jacent peut donc être brutale ou non. Le mouvement commence fréquemment par un fléchissement déterminant une dépression topographique à grand rayon de courbure, puis suivant l'importance de la cavité sous-jacente, il peut y avoir rupture et apparition d'une ouverture.

Les causes sont à rechercher dans les réactions chimiques ou mécaniques avec soit une dissolution des calcaires et des gypses, c'est le phénomène de karstification, soit une érosion mécanique dans les sols hétérogènes à granularité étendue comme les alluvions, c'est le phénomène de suffosion.

Les effondrements brutaux peuvent entraîner la ruine des constructions et causer des victimes. En revanche, les affaissements à grand rayon de courbure, qui affectent les constructions et les ouvrages (fissuration, rupture de canalisations enterrées), présentent rarement un danger pour l'homme.

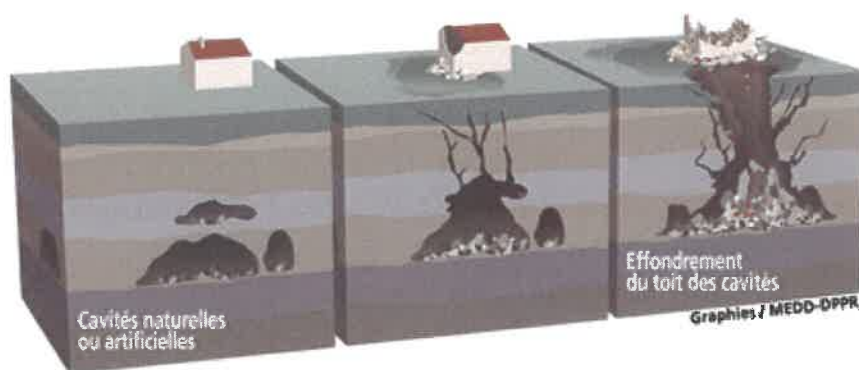


Illustration du phénomène d'effondrement des cavités souterraines (source MEDO-DPPR)

### Les coulées boueuses et torrentielles

Elles sont caractérisées par un transport de matériaux sous forme plus ou moins fluide. Les coulées boueuses se produisent sur des pentes, par dégénérescence de certains glissements avec afflux d'eau. Les coulées torrentielles se produisent dans le lit de torrents au moment des crues.

## → Les outils de prévision, prévention et protection mis en place

### La prévision

Les mouvements de terrain ne se produisent que dans les secteurs où plusieurs facteurs (géologique, topographique, météorologique, anthropique...) se conjuguent. Il est donc possible par une étude secteur par secteur de ces paramètres, de tracer des cartes des zones où ces phénomènes sont susceptibles de se produire.

Mais du fait de la variété des mécanismes (glissement, éboulement) générateurs eux-mêmes liés à la complexité de comportements géotechniques des matériaux mobilisés, à la nature géologique de formations et à la géométrie des fractures, l'expert est démuni devant les nombreux facteurs spécifiques. Plutôt que de parler d'intensité et de probabilité de survenance comme pour les inondations par exemple, et qui ne peuvent être évaluées quantitativement pour les mouvements de terrain, on préfère utiliser la notion de prédisposition du site à produire un événement donné et si possible dans un délai retenu.

C'est l'importance des différents facteurs de prédisposition qui permet de déterminer la carte des aléas chutes de blocs, glissements, etc.

Ceci étant, la cartographie des zones à risques, basée sur une évaluation qualitative des paramètres qui régissent ces phénomènes, ne peut être absolument exhaustive. Les aléas les plus importants peuvent être répertoriés mais, lors de conditions météorologiques exceptionnelles, on ne peut exclure des mouvements de terrain apparaissant dans des zones précédemment non répertoriées.

Pour les mouvements de terrain de grande ampleur identifiés, ne pouvant être traités et présentant de forts enjeux, une instrumentation permettant de suivre leur évolution peut être mise en place afin de déterminer des seuils d'alerte et, le cas échéant, déclencher l'évacuation des populations.

Malheureusement, dans la plupart des cas, il est difficile de prévoir où et quand va se déclencher le mouvement rapide et quel est le volume concerné.

### Prévention et protection

La prévention nécessite la connaissance des zones à risques d'où l'obligation de disposer d'une cartographie de celles-ci, qui entre dans le cadre de l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRn). Ces derniers définissent des règles d'urbanisme qui sont transcrites dans les POS et PLU et des règles de construction.



## → Le risque mouvement de terrain sur la commune de Malrevers :

Le risque mouvement de terrain est présent sur la commune de Malrevers, notamment sous la forme de l'aléa retrait gonflement des argiles.

Afin de prendre en compte ce risque dans l'aménagement, un PPRn Mouvement de terrain - Tassements différentiels a été prescrit le 26 décembre 2012. Une étude sur les mouvements de terrains a été réalisée par le CETE Lyon/ laboratoire de Clermont-Ferrand en janvier 1997.

Le dernier arrêté de reconnaissance de catastrophe naturelle en date a été pris le 11 juillet 2012 pour l'épisode de mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 30 juin 2011.

### **Aléa retrait-gonflement des argiles sur la commune de Malrevers**



## Séisme

### → Le phénomène séisme sur le territoire communal

#### Définition et causes

Un séisme provient d'une rupture brutale des roches. Il se traduit en surface par une vibration du sol. La faille active est la zone où se génère la rupture. Cette rupture peut se propager jusqu'à la surface du sol, on parle alors de « rupture en surface ».

Les séismes sont, avec le volcanisme, l'une des manifestations de la tectonique des plaques. L'activité sismique est concentrée le long de failles, en général à proximité des frontières entre ces plaques. Lorsque les frottements au niveau d'une de ces failles sont importants, le mouvement entre les deux

plaques est bloqué. De l'énergie est alors stockée le long de la faille. La libération brutale de cette énergie permet de rattraper le retard du mouvement des plaques.

### Les effets

En surface, un tremblement de terre peut dégrader ou détruire des bâtiments, produire des décalages de la surface du sol de part et d'autre des failles. Il peut aussi provoquer des glissements de terrain, des chutes de blocs, une liquéfaction des sols meubles imbibés d'eau, des avalanches ou des raz-de-marée.

La déstabilisation résulte de la sollicitation dynamique du versant par les ondes sismiques. Cette sollicitation peut, même si elle est limitée, produire seulement des modifications dans les écoulements naturels souterrains, dont l'effet est différé. Les chenaux peuvent en effet se trouver obstrués et induire une augmentation progressive des pressions interstitielles, qui provoquera ultérieurement des glissements de terrain ou aggravera des glissements existants.

Ces phénomènes induits peuvent se produire en chaîne et revêtir un caractère catastrophique comme le cas d'un glissement de terrain dans la retenue d'un barrage, consécutif à un séisme et qui, sans briser le barrage, provoque une onde de submersion dévastatrice à l'aval de l'ouvrage.

Faisant suite au Plan Séisme qui s'est étalé sur une période de 6 ans entre 2005 et 2010, le Ministère en charge de l'écologie a rendu publique le nouveau zonage sismique de la France entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2011.

Les différentes zones correspondent à la codification suivante :

Zone 1 = Sismicité très faible

Zone 2 = Faible sismicité

Zone 3 = Sismicité modérée

Zone 4 = Sismicité moyenne

Zone 5 = Sismicité forte

La commune de Malrevers est soumise au risque séisme, elle est classée en zone de sismicité 2, faible sismicité. La commune n'est pas couverte par un PPR Séisme.

### → Les outils de prévision, prévention et protection mis en place

#### Prévision

Une prévision qui permettrait de connaître à l'avance la date, le lieu et la magnitude d'un séisme n'est actuellement pas possible.

Une méthode statistique développée par les sismologues russes est basée sur le relevé de la sismicité historique d'un secteur donné et sur des calculs de probabilités suivant l'hypothèse que les futurs grands séismes de la péninsule du Kamtchatka auront lieu dans les zones qui n'auraient pas subi de séismes depuis au moins un siècle (théorie des lacunes sismiques). Appliquée en Californie, elle a donné des résultats encourageants.

Actuellement, de vastes programmes de recherche sont menés dans des pays comme le Japon, les États-Unis, la Chine, Taiwan... pour capter et mesurer les petites déformations du sol, au voisinage des failles, et d'autres paramètres physiques (anomalies magnétiques, chimiques, électriques).

### **Prévention / Protection**

La prévention consiste à minimiser les effets d'un séisme sur les aménagements par l'application de certaines mesures dont les règles de la construction parasismique. L'objectif principal de la réglementation parasismique est la sauvegarde d'un maximum de vies humaines pour une secousse dont le niveau d'agression est fixé pour chaque zone de sismicité. La construction peut alors subir des dommages importants, voire irréparables, mais elle ne doit pas s'effondrer sur ses occupants. En cas de secousse plus modérée, l'application de ces règles doit aussi permettre de limiter les destructions et donc les pertes économiques.

La prévention concerne aussi l'organisation des secours (d'autant plus importante que la majorité des constructions existantes n'est pas parasismique) et l'information du public, des administrations et des responsables politiques, voire leur formation aux conduites à tenir en cas de séisme, tant sur le plan individuel que collectif.

### **Feu de forêt**

On définit le feu de forêt comme un incendie qui a atteint une formation forestière ou sub-forestière (garrigues, friches et maquis) dont la surface, d'un seul tenant, est supérieure à 1 hectare.

L'origine des départs de feux est presque exclusivement humaine. C'est en cela que le risque feu de forêt se différencie des autres risques « naturels ». L'imprudence ou l'accident sont à la base d'environ 90 % des départs d'incendie, la plupart due à l'emploi du feu (brûlage, barbecue), aux mégots, aux dépôts d'ordures... Autre cause importante, la malveillance (mise à feu volontaire) qui génère souvent les feux les plus grands.

### **→ Gérer le risque par des outils de prévision, prévention et protection**

#### **Les Plans de Prévention des Risques Incendies de forêt et les autres documents d'urbanisme**

Afin de diminuer l'aléa (nombre d'éclosion), tout en réduisant la vulnérabilité (zones exposées), il est nécessaire d'y maîtriser l'urbanisation, tout en protégeant l'existant. Les Plans de Prévention des Risques (PPR) sont les outils privilégiés de la prévention.

Le PPR, dont l'élaboration est conduite sous l'autorité du Préfet, permet de délimiter les zones concernées par les risques et d'y définir ou d'y prescrire des mesures de prévention. Il couvre ainsi les domaines de l'utilisation et de l'exploitation du sol, de la construction et de la sécurité publique. Il propose des mesures appropriées à l'importance des risques et proportionnées à l'objectif de prévention recherché.

### **→ Contexte communal**

La commune de Malrevers est concernée par le risque feu de forêt, mais ne dispose pas de plan de prévention des risques lié aux incendies de forêt.

Notons que la commune de Chaspinhac limitrophe de la commune de Malrevers a été concernée par un feu de forêt, il y a une dizaine d'années.



## Le radon

### → Définition

La commune de Malrevers comme plusieurs communes de Haute-Loire est concernée par le risque radon. Sur la commune, le risque radon est jugé important.

Le radon est un gaz radioactif naturel généré dans le sous-sol par désintégration du radium, lui-même produit par désintégration de l'uranium. Ce gaz provient donc des minéraux contenant de l'uranium généralement présent dans les roches granitiques, mais aussi dans d'autres formations géologiques comme celles contenant des phosphates ou des grès. Ce gaz invisible et sans odeur peut s'accumuler dans l'atmosphère confinée de certains bâtiments et atteindre des concentrations dangereuses pour la santé. A l'air libre, la concentration est faible car il est dilué par le vent.

### → Les conséquences sur les personnes

Dans plusieurs parties du territoire national, le radon accumulé dans certains logements ou autres locaux, peut constituer une source significative d'exposition de la population aux rayonnements ionisants. Il existe des techniques efficaces pour empêcher le radon de rentrer dans les habitations et pour l'évacuer. Les techniques de réduction du radon consistent à :

- améliorer l'aération des pièces en mettant en place un système de ventilation adaptée et en assurant une ouverture régulière des fenêtres,
- assurer l'étanchéité des sous-sols, des vides sanitaires des murs, des planchers et des passages de canalisation,
- ventiler le sol en dessous du bâtiment et les vides sanitaires.

### → Les actions préventives au niveau régional

De 1962 à 1999, des campagnes de mesure d'exposition ont été menées dans les habitations. Ces mesures ont conduit à identifier sur le territoire national 31 départements dans lesquels les propriétaires, ou à défaut les exploitants de certains lieux ouverts au public sont tenus de disposer, depuis avril 2006, et en application de l'article R 1333-15 du code de la santé publique, d'un diagnostic radon de leurs locaux. Les quatre départements de la région Auvergne sont inclus dans cette liste prioritaire. C'est ainsi qu'une étude relative à la cartographie du potentiel d'émanation du radon en région Auvergne a été conduite par le BRGM en 2007, à la demande de la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales et de la direction Régionale de l'Équipement d'Auvergne.

Son objectif était l'amélioration de la connaissance de la problématique radon dans l'habitat de la région Auvergne avec deux finalités :

- pour les services chargés des questions de construction, il s'agissait de se donner les moyens d'adapter les conseils techniques donnés aux maîtres d'ouvrages en fonction de la localisation de leur projet,
- pour les services chargés des questions de santé publique, l'amélioration de la connaissance visait à mieux appréhender la distribution géographique des expositions au radon dans l'habitat, afin de progresser dans l'évaluation des risques sanitaires induits pour la population.

- Son objectif final pour les services de l'Etat était de disposer de données pertinentes pour informer les personnes concernées (habitants, collectivités, architectes, constructeurs) et documenter une approche épidémiologique.

### → Les actions préventives dans le département de la Haute-Loire

Chaque maison étant particulière, un diagnostic devrait être réalisé par un entrepreneur qualifié qui proposera une ou des techniques d'atténuation. Dans la plupart des cas, ces mesures sont simples et relativement peu coûteuses. Comme :






- dépressuriser les gaz sous la dalle de béton en installant de petites pompes qui aspireront et rejetteront le radon vers l'extérieur,
- poser un système de ventilation,
- sceller toutes les fissures et les ouvertures dans les murs et les planchers de fondation et autour des tuyaux et des drains,
- veiller à ce qu'il y ait toujours de l'eau dans le drain du sol.

Pour les nouvelles habitations et lors de la construction d'une maison, on ne peut généralement pas prévoir le niveau de radon qui s'y trouvera. Il s'avère cependant plus simple et moins coûteux de prendre des mesures de prévention lors de la construction de la maison que d'intervenir par la suite. Par exemple, pour réduire les voies d'infiltration du radon, il est possible :

- d'utiliser un béton très résistant,
- d'ajouter un plastifiant au béton,
- d'installer une membrane de polyéthylène sous le béton,
- d'installer un système de ventilation équilibré,
- d'installer un tuyau qui traverse la dalle de béton pour y raccorder un système de dépressurisation si nécessaire.

Pour savoir, si l'on est exposé au radon dans son logement, il est nécessaire de mesurer la concentration en radon. La mesure se fait à l'initiative de l'occupant. Elle s'effectue sur une période de deux mois, à l'aide d'un dosimètre. Ce dernier est très facile d'emploi. Les dosimètres sont disposés dans les pièces où l'on séjourne le plus longtemps, situées au rez-de-chaussée (la concentration de radon est d'autant plus élevée que la pièce est proche du sol).

## Grille AFOM

Situation actuelle		Tendance au fil de l'eau	
+	Territoire sensible aux inondations disposant d'un PPR Inondation		L'évolution climatique est susceptible d'aggraver le phénomène sur le territoire de la commune.
-	Territoire soumis au risque incendie feux de forêt et ne disposant pas de PPR		L'évolution climatique est susceptible d'aggraver le phénomène sur le territoire de la commune.
-	Territoire soumis au risque mouvement de terrain et ne disposant pas de PPR		L'évolution climatique est susceptible d'aggraver le phénomène sur le territoire de la commune.
-	La commune est soumise au risque sismicité et ne dispose pas de PPR		L'amplification des flux de transport risque d'aggraver le phénomène sur la commune.
-	La commune est exposée au radon		Les différentes actions entreprises au niveau régional et départemental pour sensibiliser au risque doivent permettre d'améliorer la prise en compte de ce risque et de réduire l'exposition des personnes



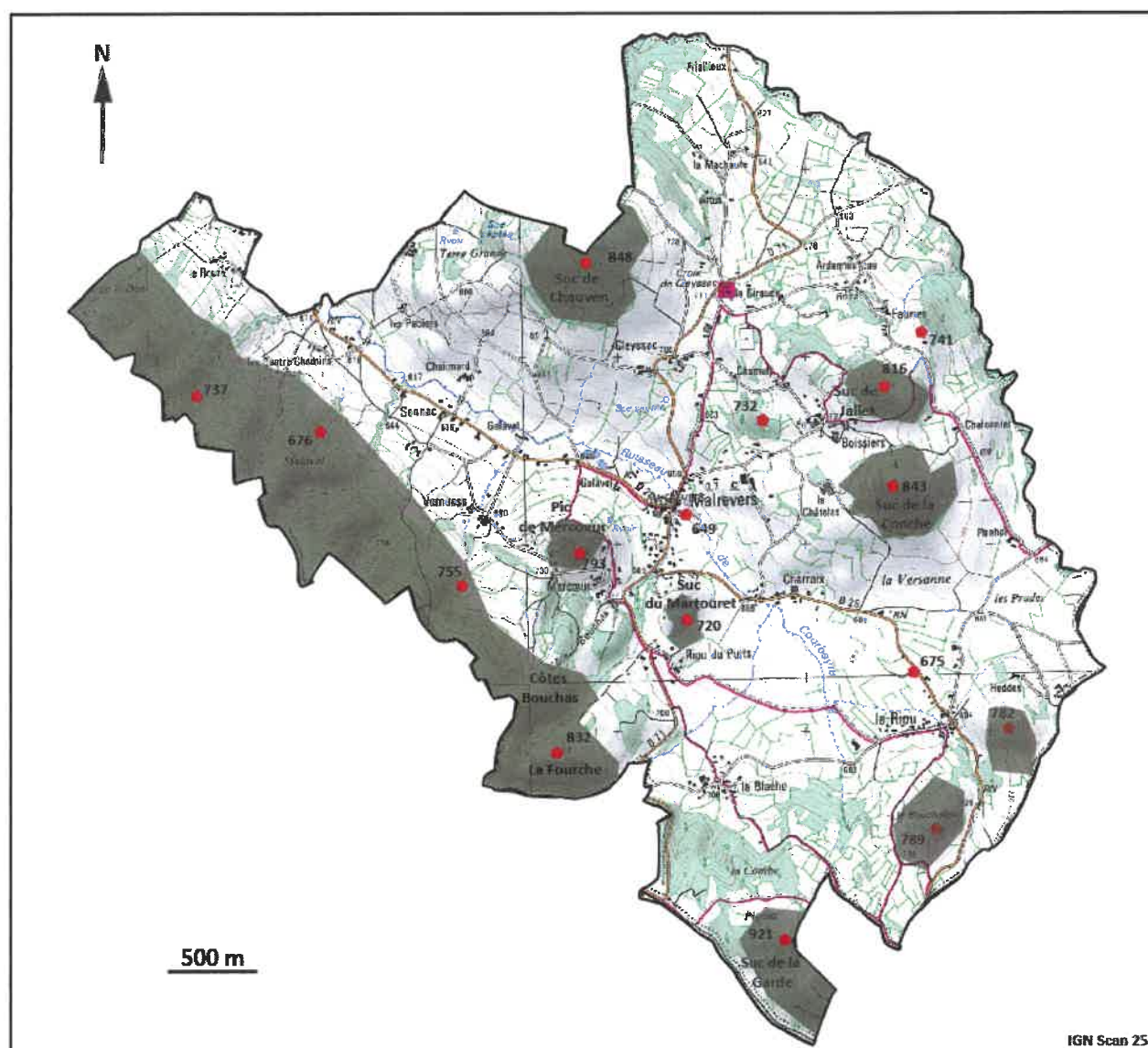
## 11. Sols et sous-sols

### Topographie

La commune de Malrevers connaît un relief de basse montagne compris entre 600 m et 800 m. elle est caractérisée par la présence de deux vallons bien distincts que sont ceux de Courbeyre et de Planhol.

Plusieurs suc dominant le territoire communal. Il s'agit de reliefs d'origine volcanique, formes en pain de sucre ponctuant le paysage. Le bourg est situé dans une zone relativement basse à 650 m d'altitude.

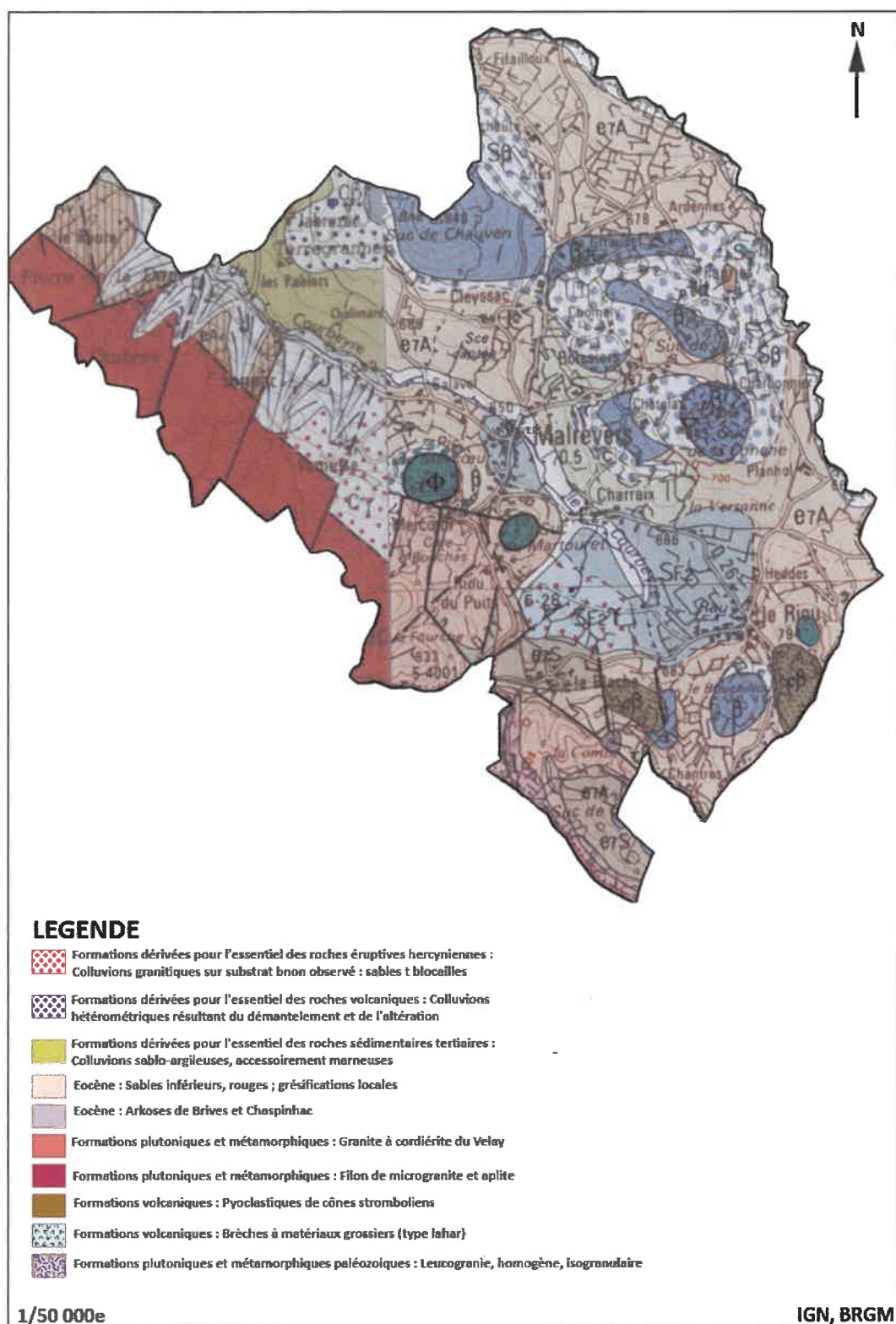
Le contexte topographique sur la commune de Malrevers



## Géologie

Le socle géologique de la commune est composé de roches granitiques, formation principalement dérivée de roches éruptives. La caractéristique du territoire communal est la présence de nombreux sucs. Ces sucs sont des formations géologiques constituées de lave, refroidie au sortir des points de sortie. L'érosion a par la suite dégagée une roche appelée phonolite.

Le contexte géologique sur la commune de Malrevers



### **Les sites potentiellement pollués**


Les renseignements issus des bases de données BASOL et BASIAS permettent de recenser la liste des sols potentiellement pollués sur un territoire. La base de données BASOL identifie les sites pollués les plus problématiques, et qui nécessitent un traitement particulier. La base de données BASIAS recense quant à elle l'ensemble des sites dont l'activité (actuelle ou passé) est « potentiellement » polluante. Il ne s'agit donc en aucun cas de site où la pollution est avérée.

Sur la commune de Malrevers, ni la base BASOL ni la base BASIAS ne recense de site pollué ou potentiellement pollué.

### **Les carrières**

La commune de Malrevers ne compte aucune carrière sur son territoire.

### **Grille AFOM**

Situation actuelle		Tendance au fil de l'eau	
+	Aucun site pollué avéré sur le territoire communal.		La réglementation de plus en plus contraignante limitera les implantations éventuelles de nouvelles activités polluantes
+	Aucune carrière sur le territoire communal		Les besoins en granulats sont intégrés dans le Plan Départemental des Carrières



## 12. Énergie

### Transports

#### → Le trafic sur le territoire de la commune

Les principales infrastructures routières présentes sur la commune de Malrevers, sont la RD26 reliant le Nord-Ouest au Sud-Est et la RD71 qui traverse la commune du Nord au Sud.

#### → L'absence de modes de déplacements doux

Aujourd'hui la commune de Malrevers est largement dévolue à la circulation automobile. En effet, l'étalement urbain et le relief de la commune rendent obligatoire l'usage de la voiture jusqu'au bourg.

#### → Les transports en commun

L'absence de transport en commun sur le territoire communal est particulièrement significative.

Aucune ligne de transport public ne dessert la commune. De même, il n'y a aucun passage de ligne ferroviaire. La halte la plus proche se situe à plus de 6 km.

### Gaz à effet de serre

L'atmosphère est principalement composée d'oxygène (21 %) et d'azote (78 %), gaz qui laissent passer les rayonnements visibles et infrarouges. D'autres molécules absorbent quant à elles une partie des rayonnements infrarouges : ce sont les gaz à effet de serre (GES). Les GES sont nécessaires à la vie sur terre. Ils empêchent, en effet, certains rayonnements solaires d'être renvoyés de la Terre vers l'espace, ce qui participe au maintien d'une température moyenne terrestre de 15 °C. Sans eux, la température moyenne serait de - 18 °C.

Une très grande partie de ces gaz ont une origine naturelle : la vapeur d'eau (H<sub>2</sub>O), le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>), le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) et l'ozone (O<sub>3</sub>).

Cependant les activités humaines émettent en forte quantité ces gaz naturellement présents. A ceux-là, viennent s'ajouter des gaz à effet de serre « strictement » anthropiques dont les principales familles sont les chlorofluorocarbures, le perfluorométhane (CF<sub>4</sub>) et l'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>). La convention de Rio, adoptée le 9 mai 1992, vise à stabiliser les concentrations de GES à un niveau qui évite toute **perturbation anthropique** dangereuse du système climatique. L'application chiffrée de cet objectif a été traduit dans le protocole de Kyoto en décembre 1997. L'engagement de l'Europe consiste à réduire de 8 % les émissions de GES en 2010 par rapport aux émissions en 1990. La France doit maintenir ses émissions au niveau de celles de 1990 en 2050.



Source : site internet agirr.org ; GIEC.

## Énergies renouvelables

### → Le potentiel de développement des énergies renouvelables (territoire auvergnat)

Une étude de 2008 sur le « bilan énergie et gaz à effet de serre en Auvergne » a montré que le territoire a un fort taux de dépendance énergétique, mais qu'il dispose aussi d'atouts importants pour le développement des énergies renouvelables locales.

Sur les 14% d'électricité consommée du territoire, l'hydraulique est la forme d'énergie la plus utilisée.

En Haute-Loire, l'éolien se développe beaucoup depuis 2005, ainsi que le solaire thermique. Le photovoltaïque et la filière bois doivent être développés.

Ces filières sont en développement sur l'ensemble du territoire et mises en avant dans le Plan d'Action du Plan Energie Climat Régional 2010/2015.

Cependant, concernant l'éolien, la commune de Malrevers n'est pas située, par le Schéma Régional Éolien, en zone favorable pour le développement de l'énergie éolienne.

### → Les enjeux liés à la maîtrise de l'énergie

En matière de maîtrise de l'énergie, parmi les enjeux identifiés au niveau national, deux d'entre eux peuvent s'appliquer à l'échelle du territoire auvergnat.

Le premier enjeu consiste à réduire les besoins en transports et déplacements : positionnement des activités, densité des aménagements et notamment du tissu urbain, mixité des fonctions.

Le second enjeu consiste à identifier les opportunités de développement des énergies alternatives faiblement émettrices de GES : potentialités d'implantation d'équipements photovoltaïques et éoliens, recommandations d'équipement pour l'habitat (photovoltaïque et thermique, performances énergétiques, besoins en réhabilitations)...

Pour cela, il est nécessaire de s'inscrire dans la politique, décidée au niveau national relative aux économies d'énergie et à l'obtention d'un pourcentage significatif de fourniture de l'électricité consommées, tous secteurs d'activités confondus (industrie, tertiaire, résidentiel) à partir d'énergies primaires renouvelables.

Par ailleurs, le Plan Énergie Climat Régional 2010/2015, adopté en novembre 2009, a été élaboré en cohérence avec l'action n°1 de son Agenda 21. Ce programme d'actions vise à améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre des collectivités de plus de 50 000 habitants. Son objectif est également de diminuer la vulnérabilité énergétique et climatique des territoires, tout en répondant aux attentes des lois Grenelle.

Le plan auvergnat permet de mettre en place un plan d'actions sur les cinq années à venir et de répondre à trois objectifs principaux :

- Diminuer sa dépendance énergétique et augmenter les parts des énergies renouvelables,
- Accompagner l'agriculture et les transports, qui sont les secteurs les plus consommateurs en produits pétroliers,
- Prévoir la rareté des ressources énergétiques dans les politiques régionales et les futurs investissements.

#### → Sur la commune

Sur la commune, l'absence d'installation d'énergie renouvelable est particulièrement significative. Il n'existe pas, par exemple, d'installation collective (type chaudière à bois) mais, on peut noter que de nombreux particuliers utilisent une cheminée ou un poêle à bois pour se chauffer ou en complément de leur mode de chauffage habituel.

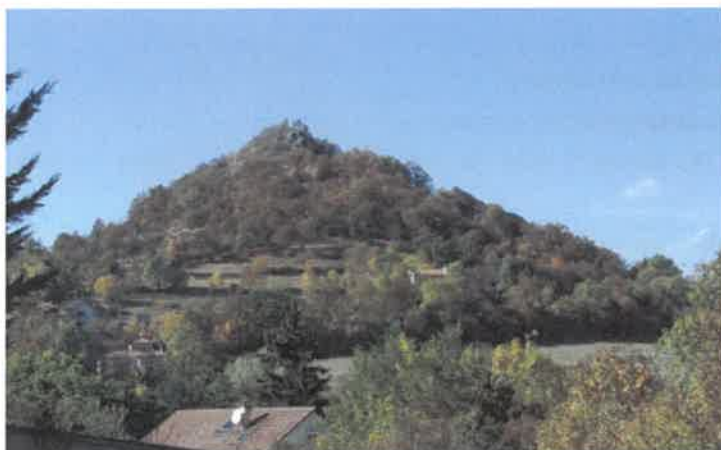
#### Grille AFOM

	Situation actuelle		Tendance au fil de l'eau
-	Très peu de possibilités de déplacements doux sur la commune du fait de l'étalement urbain et de la configuration territoriale		La réalisation d'un diagnostic devrait permettre de proposer des pistes d'amélioration
+	Peu d'émissions des GES sur le territoire communal à mettre en relation avec le trafic peu significatif.		Aucune augmentation significative de trafic n'est attendue
+	Un potentiel important de développement des énergies renouvelables sur le territoire auvergnat		La mise en œuvre du Plan Climat Énergie 2010/2015 cadre un certain nombre d'actions





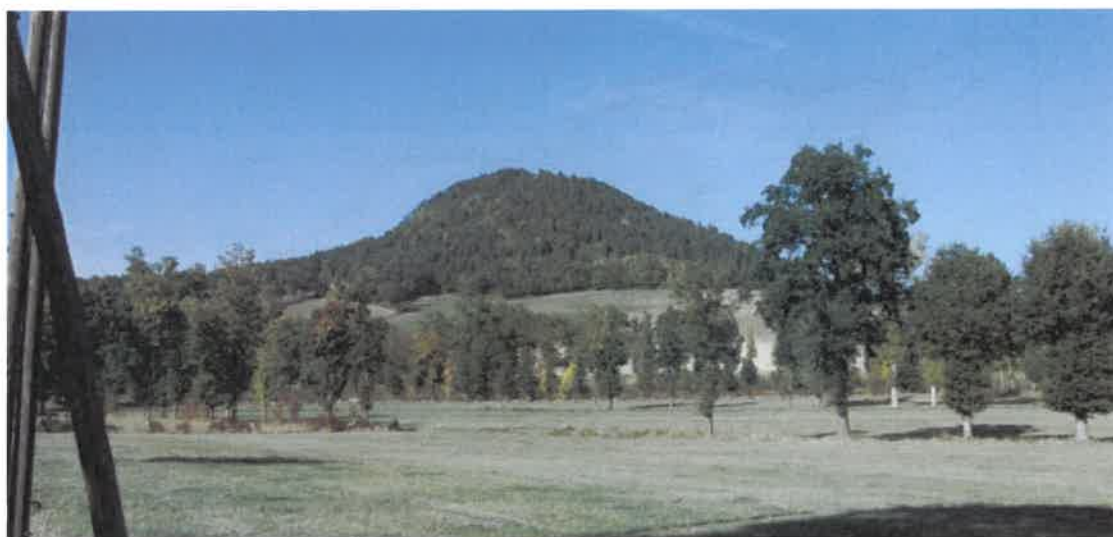
## Les reliefs volcaniques identitaires du Meygal :



Suc de Mercœur



Suc de Chauven



Suc de la Conche

## Autrefois des reliefs moins boisés, des arbres taillés en têtard.



Source : [www.delcamp.net](http://www.delcamp.net)









Vers la Blache: un espace fermé par un maillage dense, des alignements d'arbres fruitiers qui bordent l'entrée du hameau



Au pied du Suc de la Conche : de larges parcelles cultivées ont remplacé le bocage.

Les murets en pierres bordant les parcelles sont peu présents à l'échelle de la commune mais restent des éléments importants notamment à l'entrée des hameaux.







## Le tissu urbain

### Un tissu urbain dispersé:

- des fermes dispersées
- un chef-lieu de taille modeste dont l'urbanisation s'étire le long d'un arc sud-nord-est.



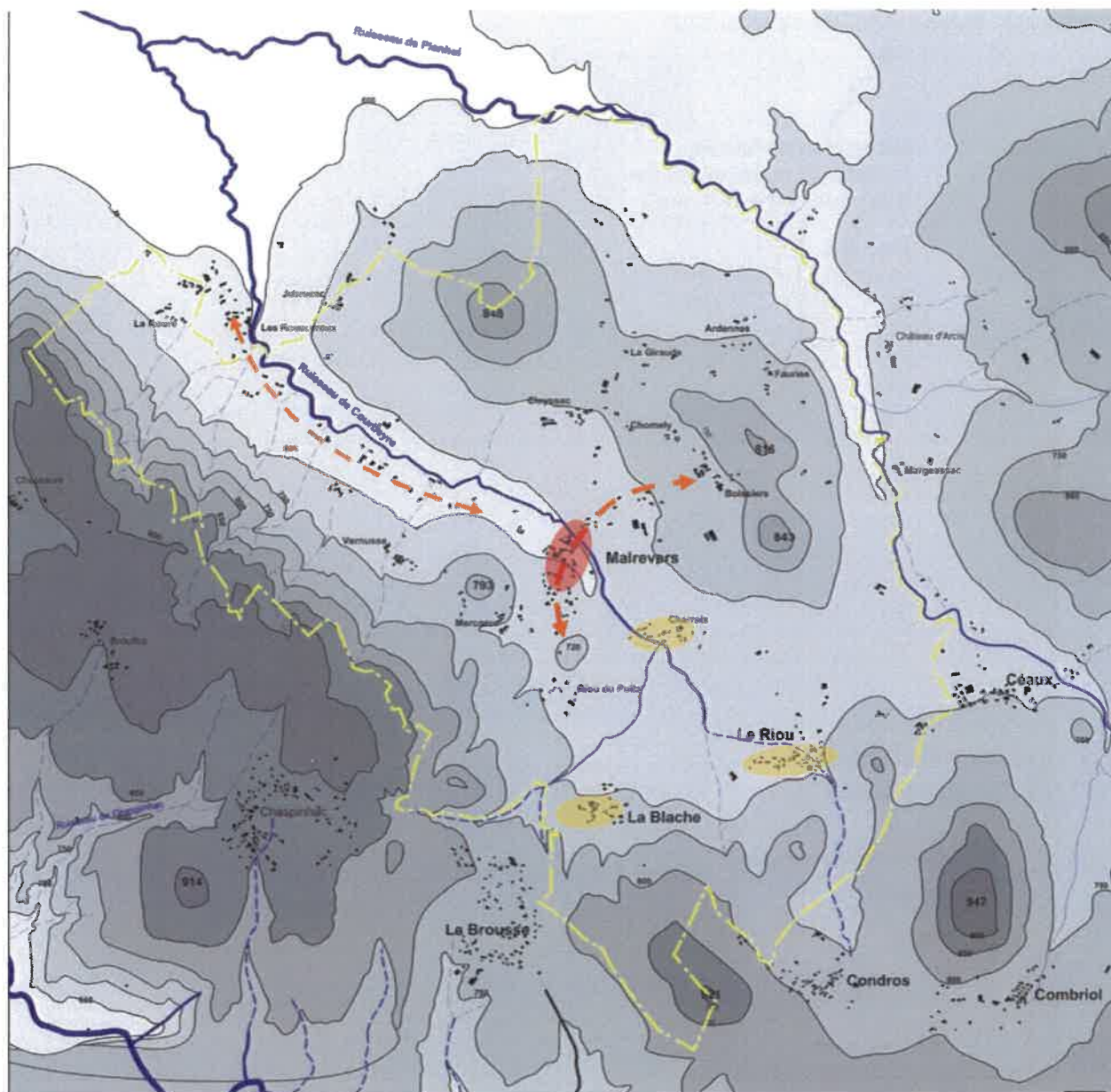
- Des hameaux plus importants au sud (La Blache et le Riou, Charraix)

- Au nord de Malrevers : une urbanisation linéaire en pied de relief le long de la RD 26





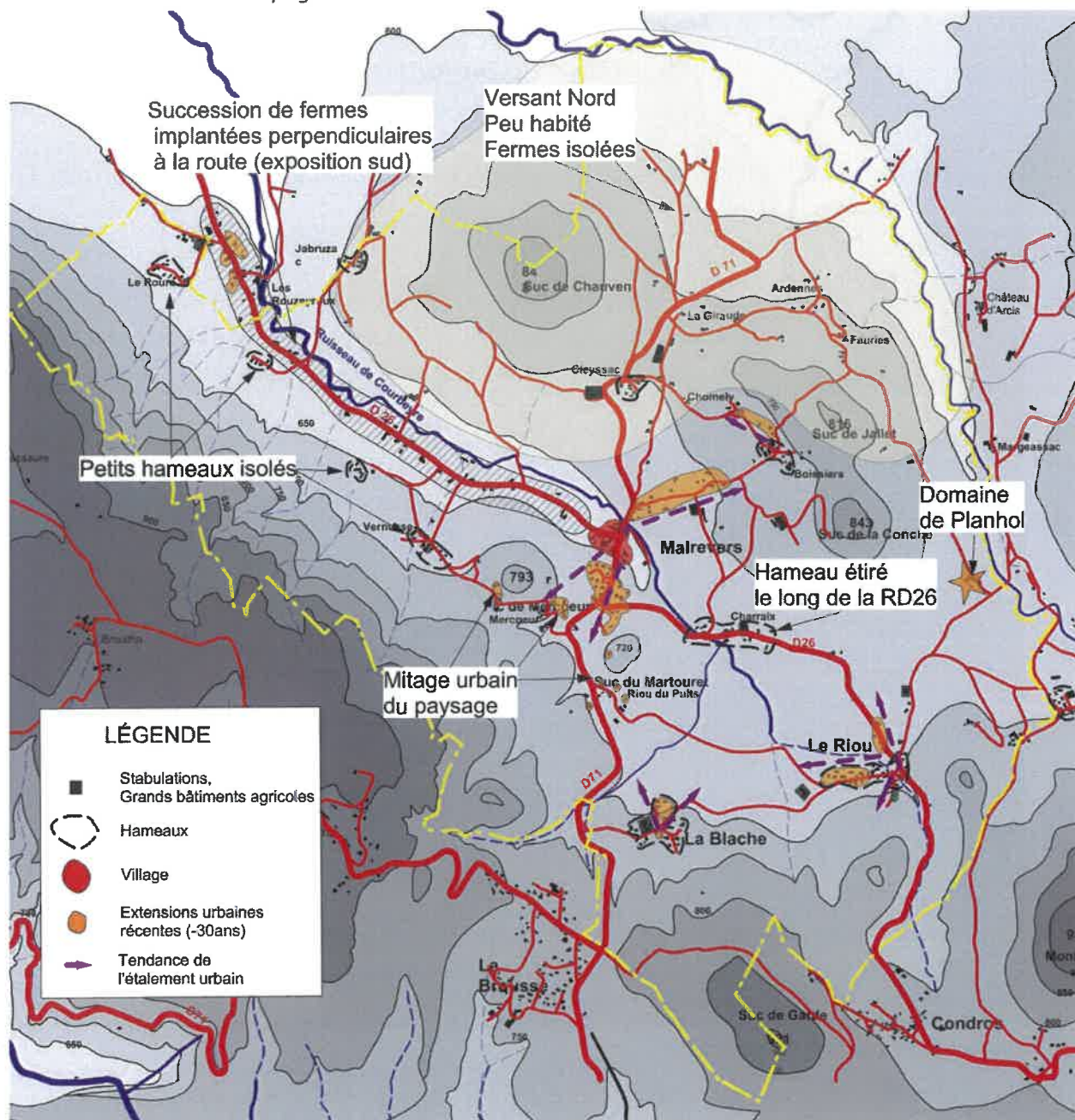
## La répartition du bâti sur la commune



Source : Bureau d'études Alpaves 2012

## Carte du bâti et tendance d'évolution

Source : Bureau d'études Alpes 2012





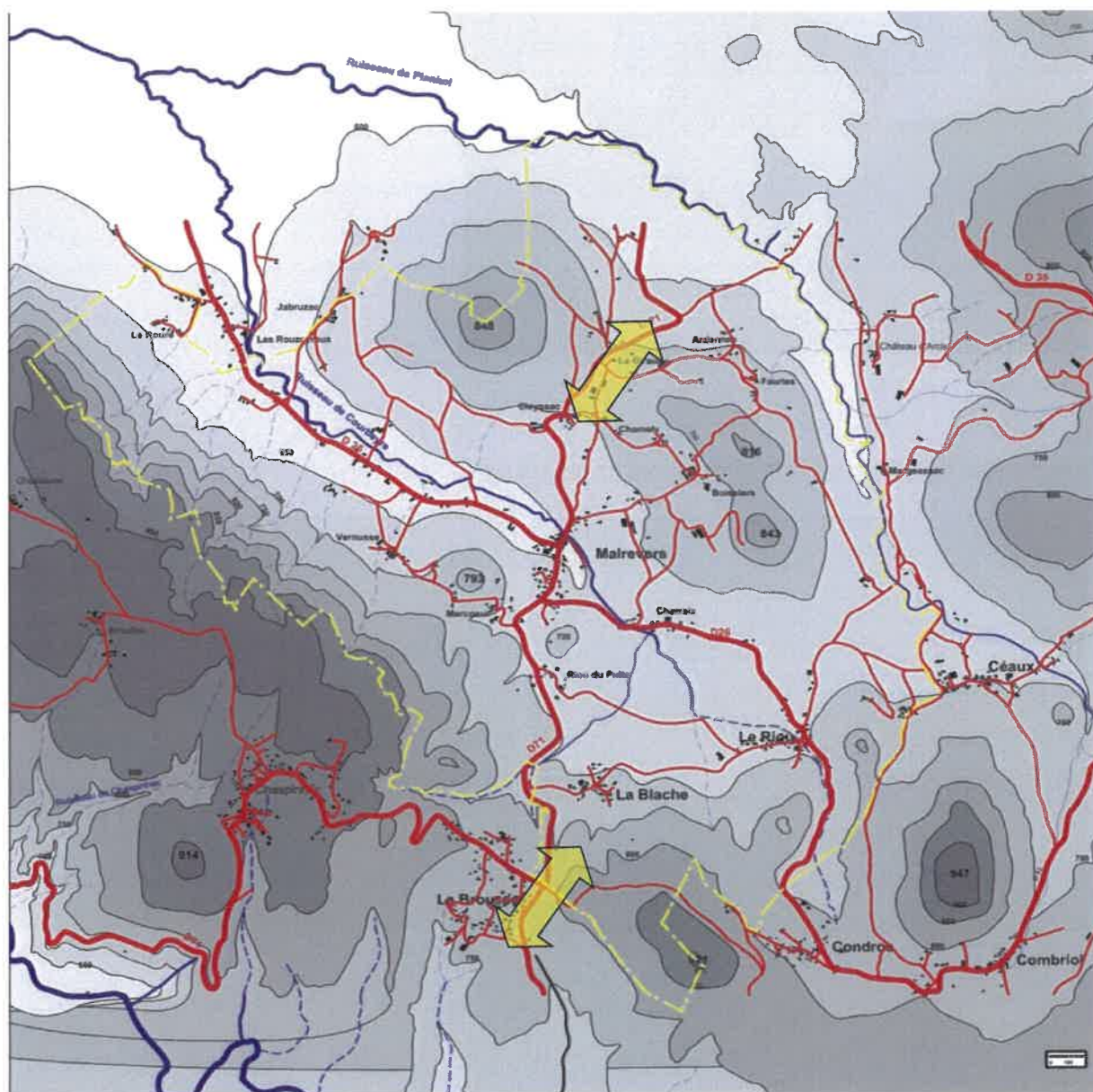
## Le réseau routier

Un réseau routier offrant deux routes départementales principales :

- La RD 26 empruntant le fond de vallon de Courbeyre
- La RD 71 franchissant les reliefs dans un axe nord-sud
- Des petites routes communales desservant les fermes et hameaux aux pieds des succs.



Le réseau routier sur la commune et les principaux axes de passage des reliefs



Source : Bureau d'études Alpes 2012



## L'architecture

### Un cœur de bourg limité, regroupé autour de la place de l'église



Source : [www.delcamp.net](http://www.delcamp.net)

### Des entrées du village qui ont conservé un caractère rural



Un habitat pavillonnaire contemporain qui se disperse autour des hameaux et s'étire sur les pentes des suc de Mercœur et de Jallet



Des bâtiments agricoles offrant de grands volumes et qui se fondent plus ou moins bien dans le paysage



Un bâti traditionnel très caractéristique offrant un volume monobloc rassemblant la partie habitation, la partie grange-étable, caractérisée par la présence du montoir.



Des restaurations ou extensions qui sont parfois problématiques.



Certaines constructions se distinguent par leur richesse patrimoniale (fenêtre Renaissance dans le hameau de Cleysac, ferme de Planhol).





**Un petit patrimoine riche** faisant partie de l'histoire des habitants de Malrevers peu mis en valeur :

- - Couderc des hameaux avec le four à pain, la fontaine, le lavoir
- Croix en pierre,

Les éléments de patrimoine les plus remarquables pourraient faire l'objet d'une identification au titre de l'article L123-1-5 7° du Code de l'urbanisme.



Croix



Lavoir



Four à pain



Four à pain

La pierre est un matériau fortement présent dans les nombreux éléments du patrimoine des villages du Meygal, tel que celui de Malrevers (croix, fours, lavoirs, bachas...).



*La pierre, caractéristique des paysages du Meygal*

### Les monuments historiques

On ne dénombre qu'un seul monument inscrit, il s'agit de la croix en pierre à Cleyssac, inscrite depuis le 11 juin 1930.

Cette croix, datant du 15<sup>ème</sup> siècle, est taillée dans un seul bloc de grès (croix et fût). Le fût est pyramidal. La face antérieure porte une statuette du Christ sous un lambel, avec cotillon à la ceinture. La face postérieure porte la Vierge vêtue d'une tunique s'arrêtant aux genoux et d'une seconde descendant jusqu'aux pieds qu'elle recouvre. Les deux bras de la Vierge sont ramenés devant elle et tiennent l'Enfant qui a les bras placés de la même façon. Sur les croisillons à droite de la tête de la Vierge, un cercle figure la lune, à gauche une autre figure le soleil.

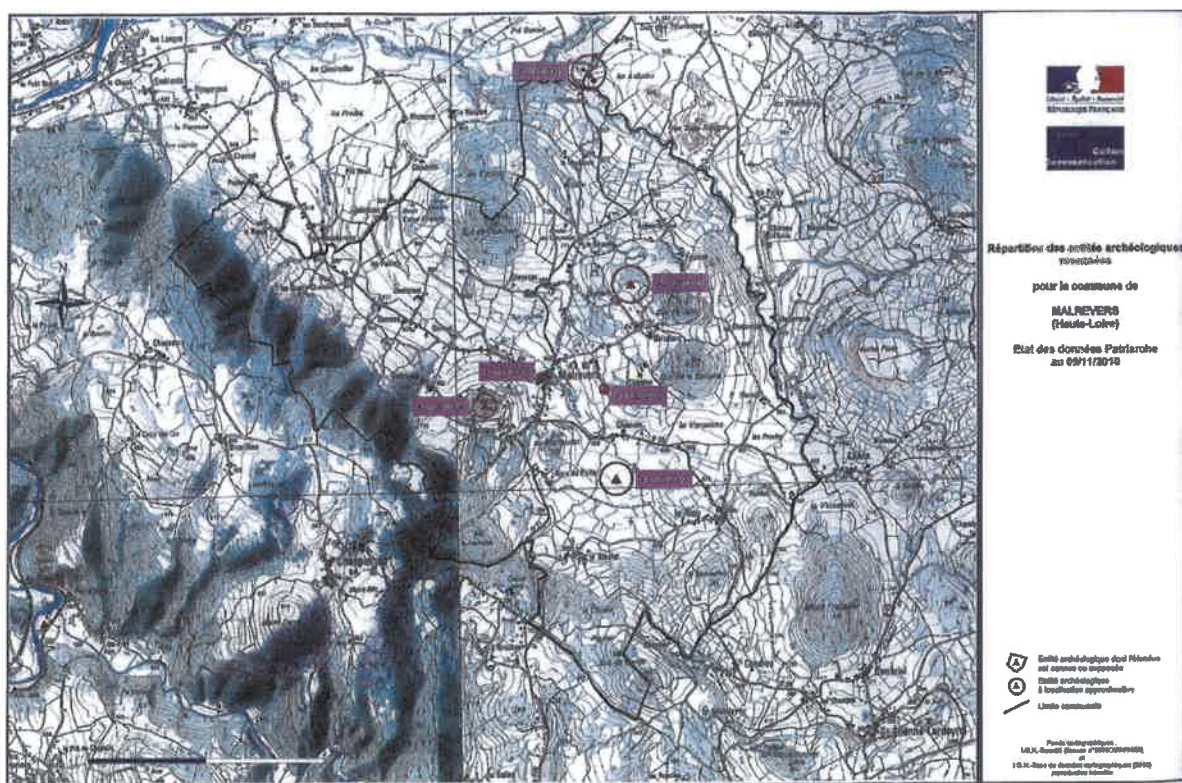


### Le patrimoine archéologique

La Direction Régionale des Affaires Culturelles présente une liste des sites archéologiques et des indices de sites recensés sur la commune, ainsi qu'une carte de répartition de ces données. Il s'agit de l'état actuel des connaissances, et non pas de données exhaustives.

Six sites sont recensés sur la commune de Malrevers, comme le montre la carte suivante.

Répartition du patrimoine archéologique sur la commune de Malrevers



Source : PAC communal

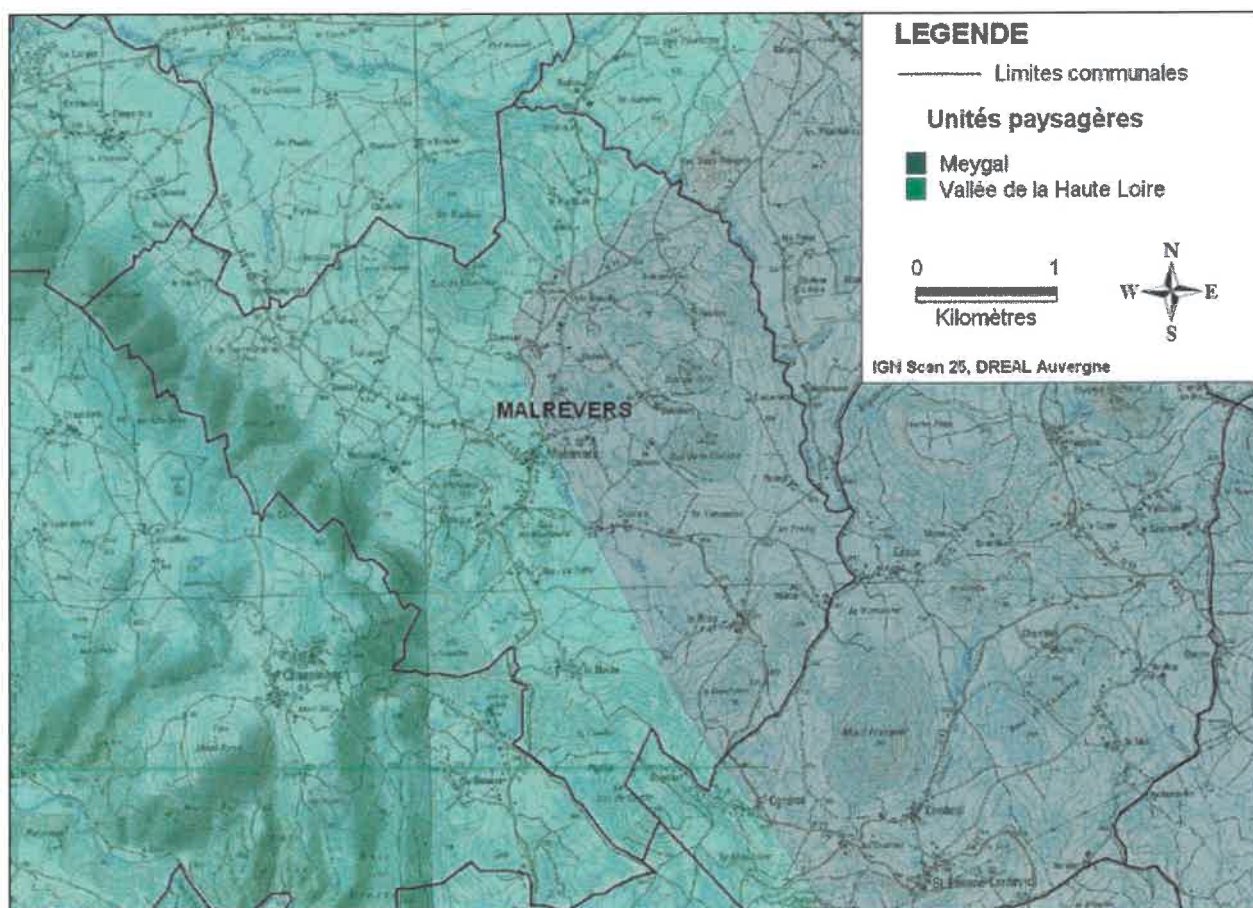


## Les unités paysagères

### Un paysage typique, marqué par l'interaction entre 2 grandes unités paysagères.

Le « Meygal », « pays de la pierre » caractérisé son histoire géologique volcanique, son maillage bocager venant s'étendre au pied des Sucs.

La « Vallée de la Haute-Loire », marquée ici à la limite nord de la commune par la présence d'une plaine alluvionnaire « l'Emblavez »,



- **Le Meygal**

L'unité de paysage du Meygal se caractérise par un ensemble de prés pâturés et de prairies. Les parcelles sont relativement petites rendant d'autant plus perceptible la présence des haies et des arbres (frênes, noisetiers, robiniers, saules, peupliers,...) qui délimitent les parcelles. Le territoire est marqué par un motif paysager récurrent, les pierriers naturels.



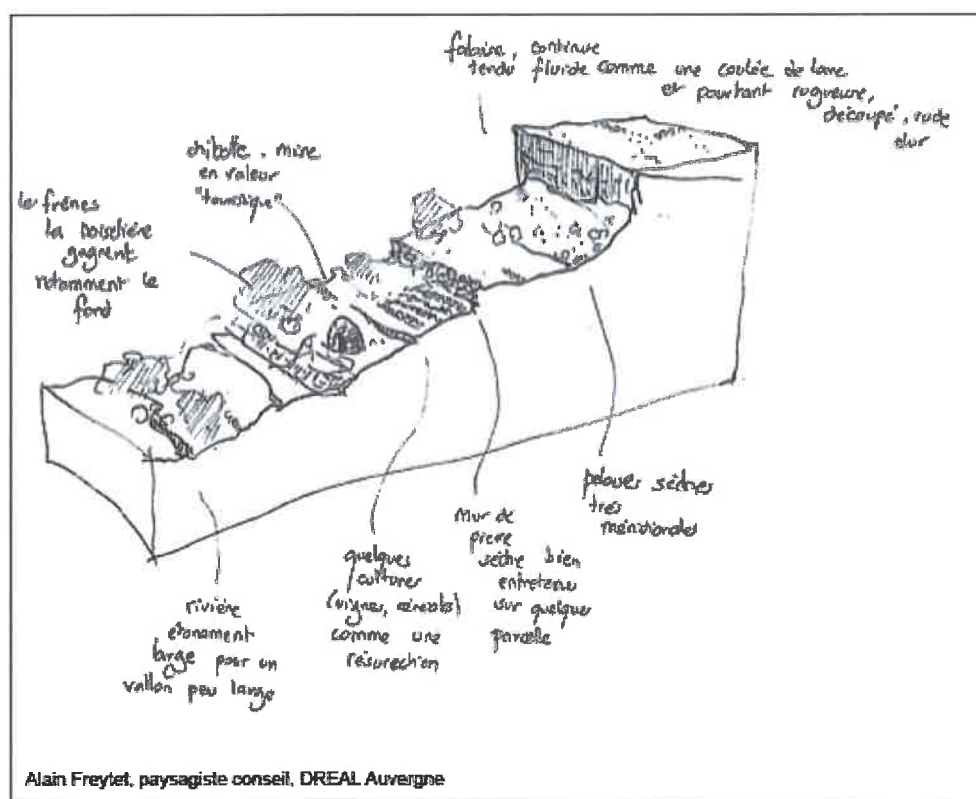


- La vallée de la Haute-Loire

Entre les falaises et les escarpements rocheux qui délimitent la vallée, on observe de nombreux prés pâturés par les vaches ponctués de



cultures de vignes et d'espaces de reconquête forestière (bosquets denses de noisetiers sur le versant ensoleillé et forêts de feuillus avancées sur le versant plus à l'ombre). Des murs d'épierrement, la plupart du temps accompagnés d'arbres, délimitent les terrains. On observe également quelques chibottes (cabanes en pierres sèches), qui rappellent l'importance jouée par ce type de constructions en pierres sèches dans l'occupation passée de la vallée.



*Coupe représentant l'unité paysagère de la vallée de la haute Loire*

### Contexte intercommunal

La Communauté de Communes de l'Emblavez dispose d'une Charte Architectural et Paysagère. Les éléments suivants sont issus du diagnostic, préalable à son élaboration, et réalisé en janvier 1999.

La Communauté de Communes rassemble quatre entités paysagères.

- Le Meygal, en Emblavez, couvrant l'Est du territoire,
- La plaine de la Loire, cœur de l'Emblavez,
- Les gorges de la Loire,
- Le plateau, balcon de l'Emblavez.

La commune de Malrevers s'inscrit dans l'entité du Meygal.

Les paysages prédominants du Meygal sont marqués par la présence de suc, successions de petits reliefs, qui émergent et s'élèvent d'une centaine de mètres. Ils sont issus d'éruptions volcaniques phonolitiques aujourd'hui bien érodées. Leur base ne dépasse pas les 300 m, leurs pentes sont fortes et les sommets pointus. Ils sont reliés entre eux par des vallons beaucoup plus doux dont certains sont parcourus de ruisseaux.

Les pentes des suc sont généralement boisées avec une dominance de conifères, tandis qu'au pied des suc, les lisières feuillues sont plus fréquentes. Les vallons sont quant à eux composés de prairies et de champs cultivés.

Les paysages du Meygal se différencient également par la présence d'un maillage bocager parfois très dense, délimitant de petites parcelles ; ce maillage est composé d'érables, de frênes, de sorbiers, de noisetiers, surmontant parfois des murets de pierre sèche, au bord des petits ruisseaux qui circulent entre les suc, où l'on trouve cette fois, aulnes, peupliers, saules...



*Paysages du Meygal*

Le paysage du Meygal est donc en grande partie dû à son caractère volcanique et à ses cônes boisés sombres qui émergent d'un paysage travaillé par l'homme ; cependant il est possible de distinguer quelques variations :

- Le Meygal « profond », autour de Malrevers, de Saint-Etienne Lardeyrol, au Sud de Rosières et au Nord au pied du suc de Jalore, au pied du Mont Gerbizon et au niveau du suc de Miaune. Le paysage bocager est là, beaucoup plus dense. Le paysage se cloisonne

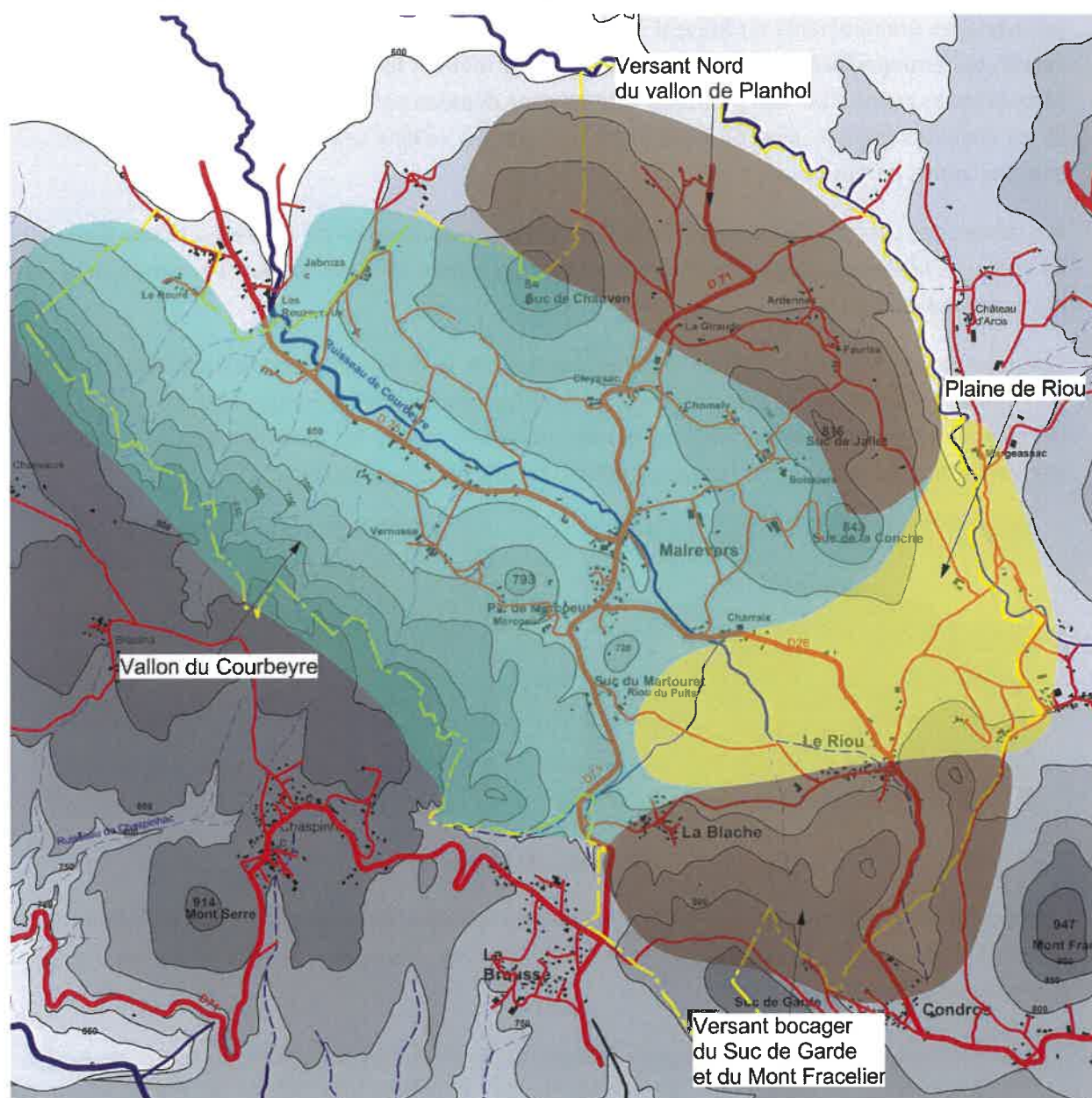
progressivement et l'on passe d'un espace à l'autre comme dans une maison dont on découvre successivement les pièces.

- Le Meygal « ouvert », vers Varenne ou au pied du rocher de Costaros. L'espace est plus ouvert, le bocage a disparu. Plus à l'Ouest, le paysage s'ouvre sur la plaine, le paysage s'apparente plus à celui du plateau de Saint-Pierre Duchamp.

### Contexte communal

Les paysages de la commune sont donc très proche des paysages du Meygal, décrit précédemment. Ils correspondent à des paysages très nuancés, parmi lesquels il est possible d'y distinguer quatre grandes entités :

- Le vallon du ruisseau de Courbeyre
- La plaine du Riou au Sud
- Le versant Nord du vallon du Planhol
- Au sud le versant nord au pied du Suc de Garde



Source : Bureau d'études Alpes 2012





Le versant Nord du vallon du Planhol marqué par un maillage bocager dense



La plaine du Riou vue depuis le pied du Suc de la Garde avec en arrière plan le vallon du ruisseau de Courbeyre cadré par le plateau de Chaspinhac à l'ouest et le Suc de Chauven à l'est.

Le territoire est très marqué par le relief des suc qui émergent du socle. Les suc de Mercoeur, de Chauven, de Jallet, de Conche et de Martouret sont des reliefs volcaniques typiques du paysage communal, que l'on retrouve au sein des deux entités du Meygal et de la Haute Vallée de la Loire. Ce sont des reliefs boisés où la présence de pins sylvestres est prédominante.



Aux abords de la commune de Malrevers, le paysage se complexifie, occupé par de petites plaines, de champs de céréales et de pâturages divisées par des haies de grands arbres. De nombreux arbres fruitiers sont plantés autour des maisons et dans les champs (cerisiers, pommiers, pêchers, poiriers...), reflétant les paysages du Meygal.

La partie Ouest de la commune, est marquée, quant à elle, par un paysage davantage linéaire, rythmé par les thalwegs, creusant les côtes de façon perpendiculaire au ruisseau de Courbeyre.

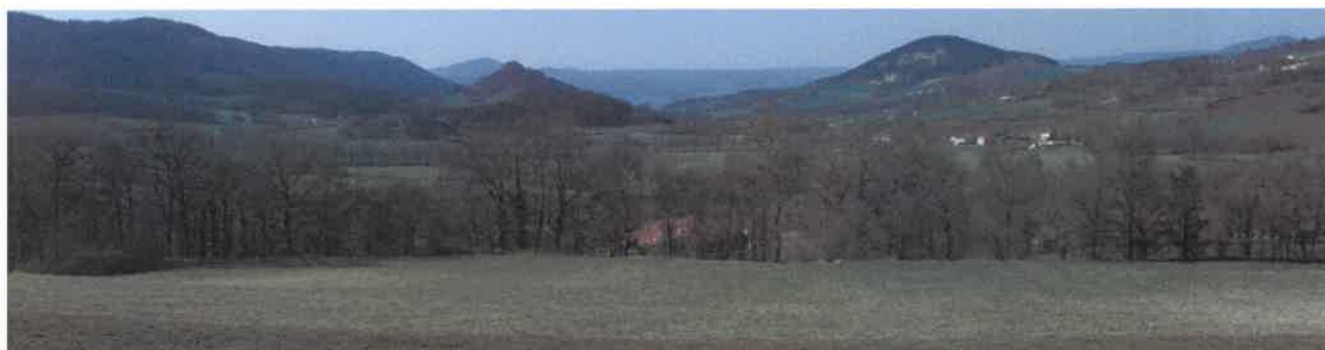
La plaine au Sud, se présente comme un cirque ouvert sur Céaux à l'Est. Cette plaine montre une densification en bocage vers le Sud à l'approche des reliefs.

### **Les enjeux paysagers de la commune**

#### **Objectif : Préserver les grandes caractéristiques paysagères du territoire communal :**

Préserver les structures végétales identitaires du paysage de Malrevers à savoir :

- Conservation du maillage bocager, des haies d'arbres fruitiers
- Préservation des boisements des suc, éléments structurants du paysage ainsi que les boisements du versant du Plateau de Chaspinhac

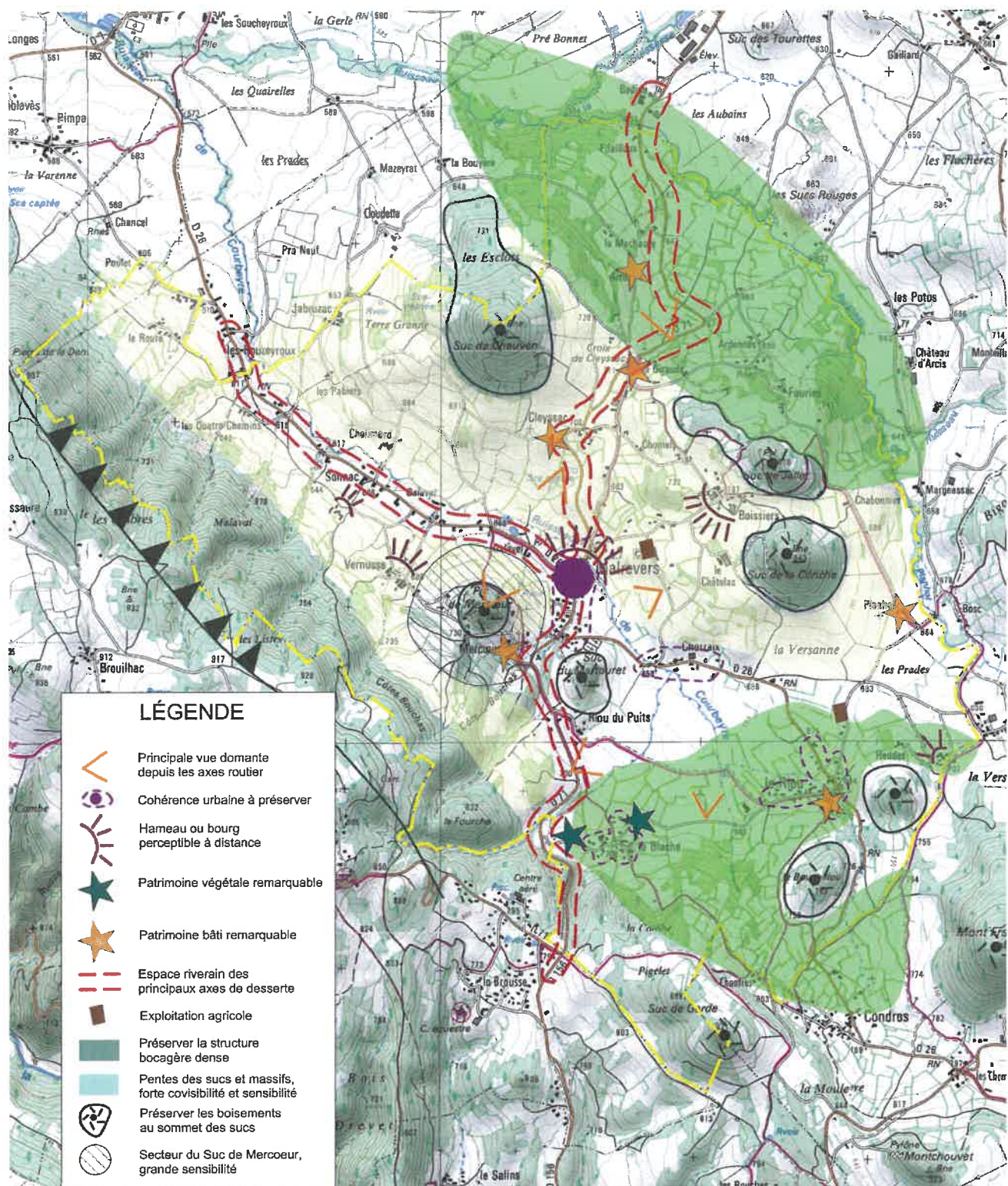


- La ripisylve accompagnant les ruisseaux de Courbeyre et Planhol et les milieux humides
- Préserver la cohésion urbaine du village de Malrevers et des hameaux en limitant l'étalement urbain notamment
  - le long de la RD 26
  - sur les pentes ouest des Suc de Jallet et de la Conche
  - en privilégiant les extensions dans le cœur du village de Malrevers et au sein des hameaux existants
- Préserver et valoriser le patrimoine architectural et le petit patrimoine (couderc, four, croix, lavoir...)



## Carte des enjeux paysagers

Source : Bureau d'études Alpes 2012

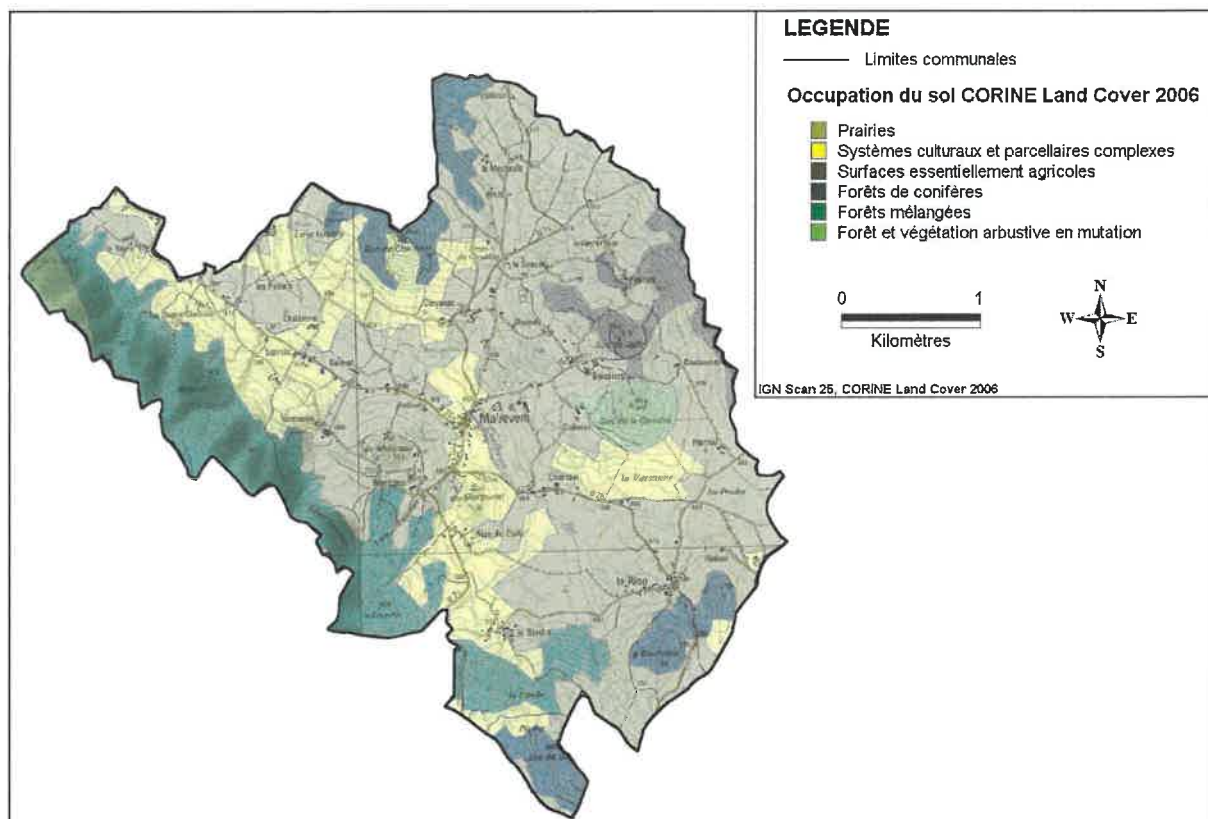




## Occupation du Territoire

L'occupation du territoire se traduit très largement par une part naturelle et agricole du territoire, comme le montre la carte suivante.

### Occupation des sols de la commune de Malrevers



Source: Corine Land Cover 2006, IGN Scan 25

## Le bâti

Avec une population de 714 habitants, le bâti est faible et concentré essentiellement au sein du bourg principal, autour de la place de l'église. Il couvre environ 28 hectares soit 2 % du territoire communal. Les RD 26 et RD 71 partagent le territoire en quatre. Le centre-bourg est situé au croisement de ces deux routes. Par ailleurs, on observe une urbanisation viaire, en pied de relief, le long de la RD26. Le territoire est d'abord marqué par la présence de quelques hameaux, comme les lieux-dits, le Riou, Vernusse, la Blâche ou Charraix. Les habitations sont généralement des volumes simples, tout en longueur, implantés perpendiculairement à la pente pour profiter d'une exposition Est/Ouest. Quelques fermes et de grands bâtiments agricoles sont présents, de manière dispersée, mais s'intégrant bien dans le paysage. Les données de la Direction Départementale des Territoires permettent d'identifier que la majeure partie des constructions datent d'avant 1945. Traditionnel et caractéristique, le bâti propose un volume monobloc composé d'une partie « habitation », et d'une partie « grande étable » caractérisée par la présence d'un montoir. Autour des hameaux s'est développé un habitat de type pavillonnaire contemporain et qui s'étire sur les pentes des suc de Mercœur et du Jallet. Les constructions les plus récentes, se sont d'ailleurs érigées depuis une dizaine d'années en continuité avec le bâti existant, entre les hameaux de Mercoeur et de Martouret,

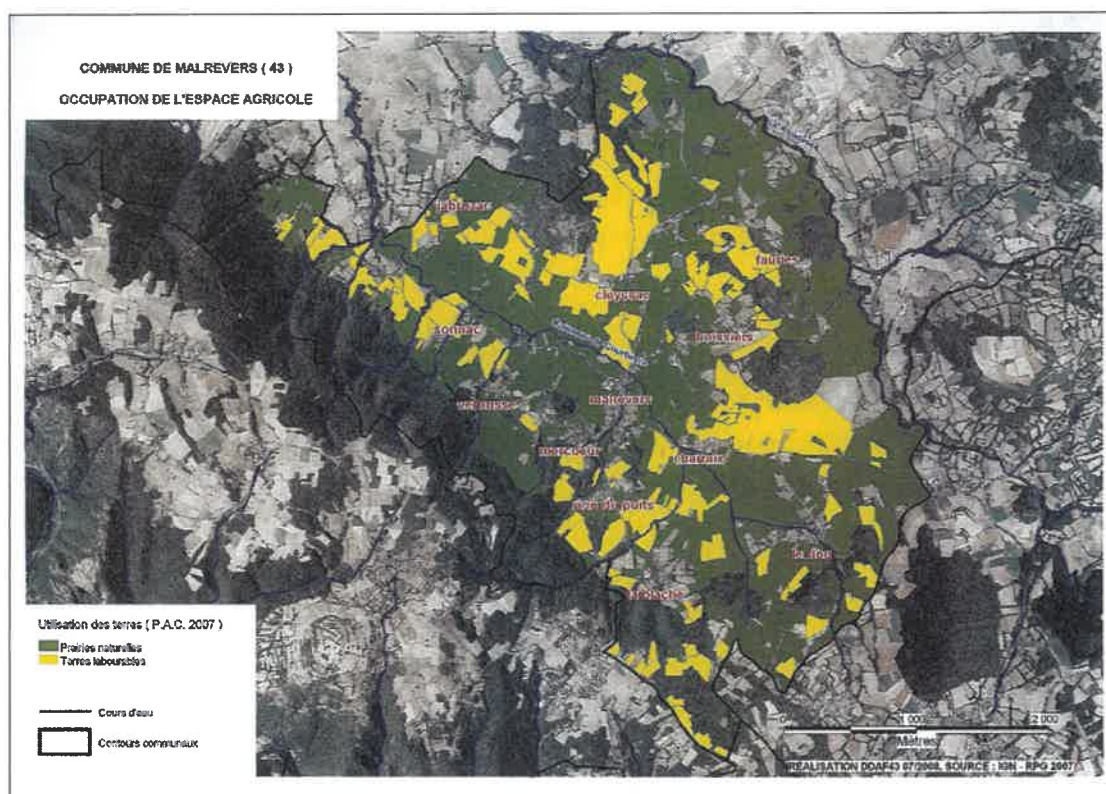
au niveau du Riou, de la Blache et aux alentours de Boissier. On constate également qu'un grand nombre de constructions a gardé ses caractéristiques d'origine et conserve, en dehors des volumes, les matériaux qui manifestent leur appartenance au pays. Les bâtiments construits en pierre non appareillées, sont couverts en lauze, matériau local dont la pente voisine les 40 %, et dégagant des proportions où la hauteur des murs est largement supérieur à l'épaisseur des toits.

L'impression générale est celle d'un territoire très faiblement urbanisé, au caractère naturel fort. Cette identité naturelle participe à la qualité du cadre de vie de Malrevers.

### L'espace agricole

L'espace agricole occupe la plus large part du territoire, couvrant 72,8 % de la commune. Le patrimoine agricole sur la commune de Malrevers se répartit entre prairies naturelles et terres labourables ; il est composé essentiellement de systèmes culturaux et parcellaires complexes, ainsi que par des surfaces agricoles, interrompues par des espaces naturels importants. En effet, les parcelles concernées sont localisées sur l'ensemble du territoire.

#### Occupation de l'espace agricole sur la commune



Source : PAC communal

En 2000, le recensement général agricole dénombrait 21 sièges d'exploitation sur le territoire communal, qui s'étendaient sur 716 hectares. En 2007, seules 11 exploitations étaient recensées sur 604 hectares, ce qui représentait 67,5 % de la Surface Agricole Utile (SAU).

Les exploitations agricoles sont de tailles importantes ; les élevages sont conséquents, les troupeaux ont besoins d'espaces pour assurer principalement la production de lait.

Notons aussi, qu'une exploitation agricole est en cours de certification « agriculture biologique ». Afin de limiter leur « disparition », ces exploitations agricoles doivent être protégées et le morcellement des terres évité.

D'autre part, Malrevers est intégrée dans le périmètre de l'aire géographique de production de l'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) « Lentilles Verte du Puy », ainsi que dans le périmètre de l'aire géographique d'abattage de l'AOC « Fin Gras du Mézenc ».

### **Les boisements**

Cette typologie n'est pas dominante sur la commune de Malrevers. Les espaces boisés sont localisés principalement à l'Ouest du territoire communal où il s'agit de forêts mélangées, constituées de feuillus et de conifères. Plus spécifiquement, le taux de boisement sur la commune atteint presque 25 %, ce qui touche environ 347 hectares, constitués à 87 % de taillis. Au Sud et au Nord du territoire, localement, on trouve des forêts de conifères. Autour du suc de la Conche, se localise un ensemble de forêt et de végétation arbustive en mutation. Ces espaces sont des réservoirs de biodiversité qui doivent être protégés. Ils participent également à l'attractivité du cadre de vie de la commune et représente pour les habitants des lieux de détente et de promenade, donc une aménité qu'il convient de préserver.

Il existe sur la commune, depuis le 27 février 1980, un règlement de boisement ; mais aucun d'entre eux n'est soumis au régime forestier.

Les plantations d'alignements, les éléments remarquables à l'entrée du bourg et du village, ainsi que les cheminements ombragés, de par leur caractère remarquables, méritent d'être mis en valeur.

### **Les espaces bocagers**

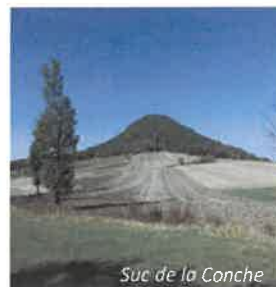
D'après le rapport du bureau d'études paysagères ALPAGES, la commune de Malrevers présente un maillage bocager dont la densité varie sensiblement, en agissant sur la perception d'ouverture de l'espace et de bâti. Cette maille bocagère crée en effet des liens visuels entre les forêts sur les reliefs et les ruisseaux en fond de vallon. Ainsi, vers la Blâche, au Sud de la commune, on constate que l'espace est plutôt fermé par un maillage dense, et que l'alignement d'arbres fruitiers borde l'entrée du hameau. Ces arbres sont principalement constitués de pommiers, autrefois éléments typiques de la commune, qui a peu à peu disparu. Aujourd'hui quelques essences ont cependant été replantées.



Toujours au Sud de la commune, le tissu bocager forme de grandes parcelles ouvertes et aérées.



Au pied du suc de la Conche, vers le centre-est du territoire communal, le bocage a été remplacé par de larges parcelles cultivées.



La commune est donc recouverte dans son quasi ensemble de territoires naturels et agricoles, dans lesquels s'immiscent les habitations. Les espaces boisés sont quant à eux composés majoritairement de pins sylvestres. Les espaces agricoles sont soignés et valorisent ce territoire.

Les essences principales qui couvrent le territoire sont composées de frênes, de chênes, de peupliers, d'érables champêtres, de noyers, de merisiers, de sureaux, d'égantiers, de pruniers sauvages, de diverses espèces de saules ou encore de camérisier à balais. On y trouve également des groseilliers à maquereau qui marquent la présence de haies très anciennes.

Le caractère naturel de Malrevers, participe à son attractivité, tant du point de vue économique que paysager, il est à préserver et à valoriser.

### Les haies

Les haies constituent un élément prépondérant sur la commune de Malrevers. Elles jouent un rôle important à la fois en termes de préservation des espaces, des espèces et du bâti. Elles représentent un linéaire de près de 40 km sur la commune.

Plusieurs critères peuvent être appréhendés pour permettre de justifier la préservation des haies. Il s'agit des critères :

- paysager (le long des chemins),
- bioclimatique (vent),
- aquatique (proximité et connexion aux zones humides, ripisylves, captages...),
- lié à la présence de congères (le long et à proximité des routes).






Les haies de bords de route et de chemin ont ainsi l'intérêt de protéger contre les ruissellements, et les fossés de participer à la préservation des espèces et notamment des amphibiens. La plupart des haies jouent un rôle également dans l'évacuation des eaux, ainsi que dans la protection du bâti contre le vent.

### **Activités de plein air**

La commune de Malrevers appartient la Communautés de Communes de l'Emblavez. La qualité des paysages de la commune et des territoires voisins encourage les activités de randonnées et les circuits en vélo. La commune dispose ainsi d'un véritable potentiel pour ces activités qui peuvent être développées en établissant des continuités et des passerelles avec les territoires des communes voisines. A ce titre, l'Emblavez a édité une carte touristique valorisant le patrimoine des 11 communes de la communauté de communes, cette région abrite en effet les plus anciens volcans du département de la Haute-Loire. Il existe un sentier balisé de 1h30 sur la commune de Malrevers permettant de découvrir les jardins de Mercure et le suc de Mercoeur.

### **Grille AFOM**

Situation actuelle		Tendance au fil de l'eau	
+	Un paysage typique, marqué par l'interaction entre deux grandes unités paysagères		Les projets en cours et en prévision visent à valoriser et à développer cet aspect du territoire.
+	Un caractère identitaire agricole et naturel fort, participant à l'attrait de la commune.		Le territoire communal est soumis à des pressions mesurées qui ne tendent pas à réduire son caractère agricole et naturel
+	Un potentiel pour les activités de plein air		Les projets en cours et en prévision visent à valoriser et à développer cet aspect du territoire.

## 14. Milieux naturels et biodiversité

### Inventaires et dispositifs de protection

La commune bénéficie de plusieurs sites naturels exceptionnels. On y recense un site Natura 2000 au titre de la directive Oiseaux et une Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO). On recense également deux Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II sur la commune, ainsi que plusieurs ZNIEFF de type I à proximité immédiate du territoire communal.

### → Le réseau Natura 2000

#### Présentation

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale. En la matière, les deux textes de l'Union européenne les plus importants sont les directives « Oiseaux » (1979) et « Habitats » (1992). Elles établissent la base réglementaire du grand réseau écologique européen. Les sites désignés au titre de ces deux directives forment le réseau Natura 2000.

La directive « Oiseaux » propose la conservation à long terme des espèces d'oiseaux sauvages de l'Union européenne en ciblant 181 espèces et sous-espèces menacées qui nécessitent une attention particulière. Plus de 3 000 sites ont été classés par les Etats de l'Union en tant que Zones de Protection Spéciale (ZPS).

La directive « Habitats » établit un cadre pour les actions communautaires de conservation d'espèces de faune et de flore sauvages ainsi que de leurs habitats. Cette directive répertorie plus de 200 types d'habitats naturels, 200 espèces animales et 500 espèces végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection. Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), actuellement plus de 20 000 pour 12% du territoire européen, permettent une protection de ces habitats et espèces menacées.

Les ZICO sont des sites d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou Européenne. Leur inventaire a été établi par le ministère de l'Environnement suite à l'adoption de la directive européenne dite "Directive Oiseaux". A terme, chaque ZICO devrait logiquement être « transformée » en zone Natura 2000.

#### Contexte communal

**Le site Natura 2000 FR8212014 "Gorges de la Loire", Zone de Protection Spéciale (ZPS), au titre de la Directive Oiseaux.**

Ce site occupe 378,7 ha du territoire communal, soit près de 27% de la commune de Malrevers.

Les gorges de la Loire constituent le dernier tronçon du fleuve à travers les Monts du Vivarais et du Velay, juste avant son débouché dans la plaine du Forez, où il prend une tout autre physionomie. Le fond des gorges est depuis 1957 occupé par les eaux du barrage hydroélectriques de Grangent.

Ce site abrite de nombreuses espèces d'oiseaux intéressantes. Le statut a pu être précisé pour quelques espèces de rapaces comme le Circaète Jean-le-Blanc, le Milan royal, le Milan noir, la Bondrée apivore, le Grand Duc d'Europe ou plus rarement le Faucon Pèlerin. Ce site sert de dortoir



hivernal pour le Grand Cormoran, avec des effectifs variables selon les années (jusqu'à 300 individus lors des pics de fréquentations). La grande richesse ornithologique de ce site est due notamment à la grande variété des milieux naturels, qui constituent une véritable mosaïque. Le site est composé à 34% de forêts caducifoliées, à 20 % de forêts mixtes. On trouve des milieux de landes, broussailles à hauteur de 12 % et des espaces occupées par des eaux douces intérieures (12%).

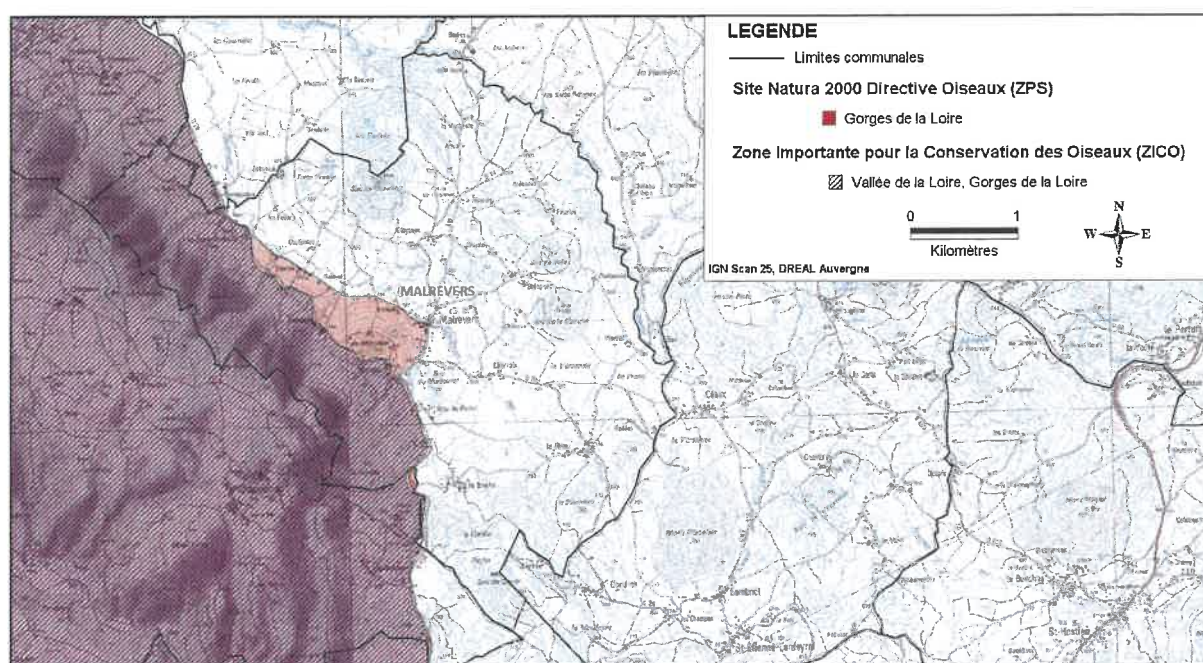
Le Document d'Objectifs du site a été validé le 25/02/2004.

**La Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux AE09 "Vallée de la Loire, gorges de la Loire", (ZICO).**

Le site d'une superficie de 63 000 hectares, occupe 310 ha du territoire communal, soit près de 22% de la commune de Malrevers. L'emprise de ce site correspond au périmètre de la ZPS présentée ci-dessus. Il comprend 27 espèces d'oiseaux dont 14 nicheuses (Bondrée apivore, Milan noir, Milan royal, Circaète Jean le Blanc, Busard St Martin, Busard cendré, Faucon pèlerin, Grand Duc d'Europe, Engoulevent d'Europe, Martin pêcheur d'Europe, Pic noir, Alouette lulu, Pie grièche écorcheur, Bruant ortolan).



## Zones de protections réglementaires sur la commune de Malrevers



### Présentation

Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. On distingue deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- les ZNIEFF de type II qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Toutefois l'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis à vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

### Contexte communal

La commune de Malrevers n'est traversée par aucune ZNIEFF de type I. Cependant 7 ZNIEFF de type I sont situées aux alentours. De par leur proximité, leur localisation et leur interaction possible en tant que corridor avec le territoire communal, les trois ZNIEFF les plus proches, seront succinctement présentées dans ce rapport.

Par ailleurs, deux ZNIEFF de type II sont présentes sur la commune. Il s'agit des ZNIEFF du « Bassin du Puy-Emblavez » et de la « Haute Vallée de la Loire ».

### ZNIEFF de type I « Les aubains, les sucs rouges, suc des Tourettes et les potus »

Cette ZNIEFF est localisée au Nord-Est de Malrevers ; elle est située en bordure des limites communales. En grande partie agricole, avec des parcelles de céréales cultivées de façon relativement extensive (car enrichies périodiquement en marnes), la ZNIEFF abrite des cortèges exceptionnels d'espèces messicoles patrimoniales (la très rare *Turgenia latifolia*). Les pelouses écorchées sur marnes sont également riches en espèces intéressantes (quelques Orchidées par exemple, ou quelques espèces sténoméditerranéennes comme *Echinaria capitata*) et peuvent servir également de refuge pour certaines espèces messicoles. Le maintien de l'intérêt de cette ZNIEFF est conditionné à une agriculture respectueuse de l'environnement avec notamment la suppression ou la diminution de l'utilisation d'herbicides.

Parmi les espèces déterminantes recensées, certaines populations sont avérées et bien représentées, comme *Turgenia latifolia*, *Galium tricornutum* ou *Adonis aestivalis*. D'autres populations sont moins présentes (*Adonis flammea*) tandis que pour d'autres, la présence reste à confirmer ; c'est ainsi le cas de *Gagea lutea*, ou de *Xeranthemum cylindraceum*.

L'ensemble des espèces animales et végétales déterminantes localisées sur ce site sont les suivantes :

Espèces (nom latin)	Espèces (nom commun)	Date d'observation
<i>Adonis aestivalis</i>	Adonis d'été	2002
<i>Adonis flammea</i>	Adonis flammée (rouge)	2002
<i>Androsace maxima</i>	Androsace des champs	2000
<i>Bupleurum rotundifolium</i>	Buplèvre à feuilles rondes	2002
<i>Carlina acanthifolia acanthifolia</i>	Carline à feuilles d'Acanthe	1999
<i>Conringia orientalis</i>	Roquette d'orient	2002
<i>Gagea lutea</i>	Gagée jaune	2003
<i>Gagea villosa</i>	Gagée des champs	2003
<i>Galium tricornutum</i>	Gaillet à trois cornes	2001
<i>Legousia hybrida</i>	Spéculaire hybride	1999
<i>Myagrum perfoliatum</i>	Myagre perfolié	2003
<i>Neslia apiculata</i>	Neslie à fruits apiculés	2002
<i>Orchis militaris</i>	Orchis guerrier	2003
<i>Turgenia latifolia</i>	Turgénie à larges feuilles	2002
<i>Xeranthemum cylindraceum</i>	Xéranthème cylindrique	2003
<i>Xeranthemum inapertum</i>	Xéranthème fermé	2002

### ZNIEFF de type I « Gorge de la Sumène »

Cette ZNIEFF est située au Sud-Ouest de Malrevers, sur les communes de Blavozy, Chaspinhac et Saint-Germain-Laprade.

La Sumène, avant de rejoindre la Loire, traverse une vaste zone de gorges granitiques d'orientation Est-Ouest. Les flancs des gorges sont essentiellement occupés par de la chênaie pubescente. La ZNIEFF englobe également quelques zones de plateau. Au Nord, celui-ci est granitique et est exploité en prairies de fauches et cultures. Au Sud, il est principalement marneux et occupé par des pelouses ou par des cultures. Celles-ci peuvent accueillir une flore messicole (qui habite les moissons) de fort



intérêt patrimonial. C'est notamment sur substrat marneux que pousse *Aegilops cylindrica*, exceptionnel en Auvergne.

Diverses espèces animales et végétales déterminantes sont localisées sur ce site.

Espèces (nom latin)	Espèces (nom commun)	Date d'observation
<i>Adonis flammea</i>	Adonis flammée (rouge)	1999
<i>Androsace maxima</i>	Grande androsace	1999
<i>Conringia orientalis</i>	Coringie / Roquette d'Orient	1999
<i>Gagea pratensis</i>	Gagée des prés	2003
<i>Galium tricornutum</i>	Gaillet à trois cornes	1999
<i>Orchis provincialis</i>	Orchis de Provence	2000
<i>Serapias lingua</i>	Sérapias en langue	2006
<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit rhinolophe	1999
<i>Circaetus gallicus</i>	Circaète Jean-le-Blanc	2006
<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe	2006
<i>Milvus milvus</i>	Milan royal	2006
<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore	2006

#### **ZNIEFF de type I « Bois de Chamblas »**

Cette ZNIEFF est présente sur la commune de Saint-Etienne-Lardeyrol, à moins d'un kilomètre au Sud-Est de Malrevers.

Cette zone comprend des petits massifs forestiers, dominés par des plantations de résineux. Les secteurs ouverts sont constitués essentiellement de pâtures mésophiles (relatif à une vie dans des conditions de température modérée (entre 5 et 65 °C)). En bordure du cours d'eau, l'Aulnaie-frênaie est bien présente. Les prés de fauche sont peu amendés et assez riches floristiquement mais l'intérêt floristique global du site est limité. La ZNIEFF présente en effet davantage un intérêt faunistique, de par la présence d'une colonie de reproduction de chauve-souris d'Auvergne, les Petits Rhinolophes (*Rhinolophus hipposideros*).

#### **ZNIEFF de type II « Bassin du Puy-Emblavez »**

La ZNIEFF « Bassin du Puy-Emblavez s'étend sur une superficie de 31 575 hectares sur une quarantaine de communes. Elle occupe 1024,86 hectares, à l'Est, sur le territoire communal. La zone est constituée de pelouses médio-européennes sur débris rocheux, et calcaréo-siliceuses de l'Europe Centrale, de lisières forestières thermophiles, ainsi que de roselières. La zone est également caractérisée par la présence de pelouses sub-atlantiques semi-arides, de fourrés, de lisières humides à grandes herbes, de pâtures mésophiles, de prairies de fauche de basse altitude, de hêtraies et chênaies, de champs, de zones de cultures, de petits bois, bosquet, de forêts de pins sylvestres... et traversée par des eaux douces.

Des mammifères sont également présents, parmi lesquels la loutre commune (*Lutra lutra*), ou encore différentes espèces de chauve-souris : le murin de Natterer (*Myotis nattereri*), le grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*), ou l'oreillard gris (*Plecotus austriacus*)

De très nombreuses espèces d'oiseaux sont dénombrées ; certaines d'entre elles assurent leur cycle de reproduction. C'est par exemple le cas, de la pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*), de la sarcelle

d'été (*Anas querquedula*), du milan noir (*Milvus migrans*), du faucon pèlerin (*Falco peregrinus*), du grand-duc d'Europe (*Bubo bubo*) ou encore du râle d'eau (*Rallus aquaticus*)....

### **ZNIEFF de type II « Haute-Vallée de la Loire »**

D'une superficie totale de 61 830 hectares, la ZNIEFF couvre 378,70 hectares soit environ 26% du territoire communal.

Elle est composée d'habitats variés. S'y étendent des landes parmi lesquelles on distingue les landes à Genêts ou à *Cytisus purgans*, des lisières humides ou mésophiles, des pâtures et des prairies. La ZNIEFF est également caractérisée par la présence de hêtraies et de chênaies, ou encore de forêts mixtes, de pins sylvestres, de Frênes et d'Aulne. Des habitats plus « typiques » des milieux humides, comme des bas-marais, des tourbières, des lagunes et des canaux, des bois marécageux, des bancs de graviers de cours d'eau, de banc de sable s'y distinguent.

327 espèces déterminantes sont répertoriées au sein de cette ZNIEFF. Elles y assurent pour la plupart leur cycle de reproduction, mais certaines sont présentes en période d'hibernation. Parmi elles, des espèces de batraciens comme le Triton crêté (*Triturus cristatus*), d'insectes tels que le caloptéryx vierge (*Calopteryx virgo*), l'azuré du serpolet (*Maculinea arion*), la mélitée des linaires (*Melitaea deione*) ou la thècle du prunier (*Satyrrium pruni*).

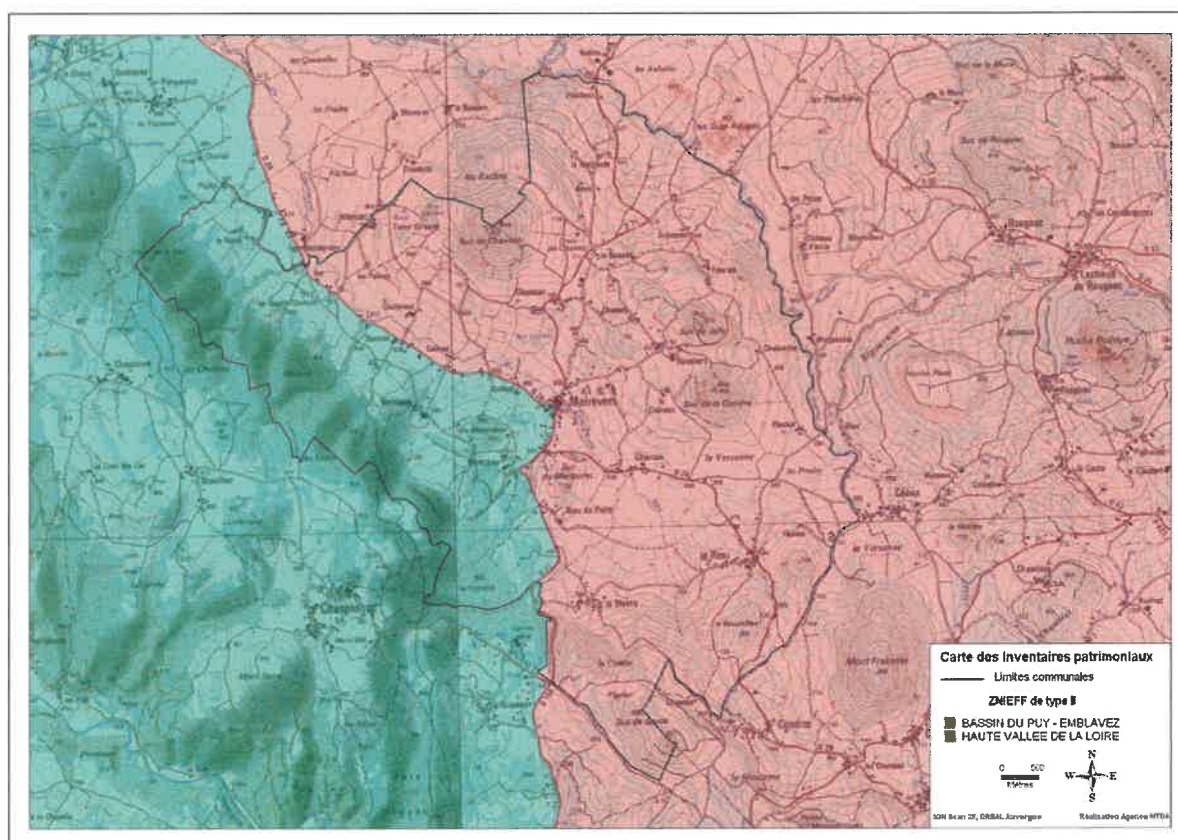
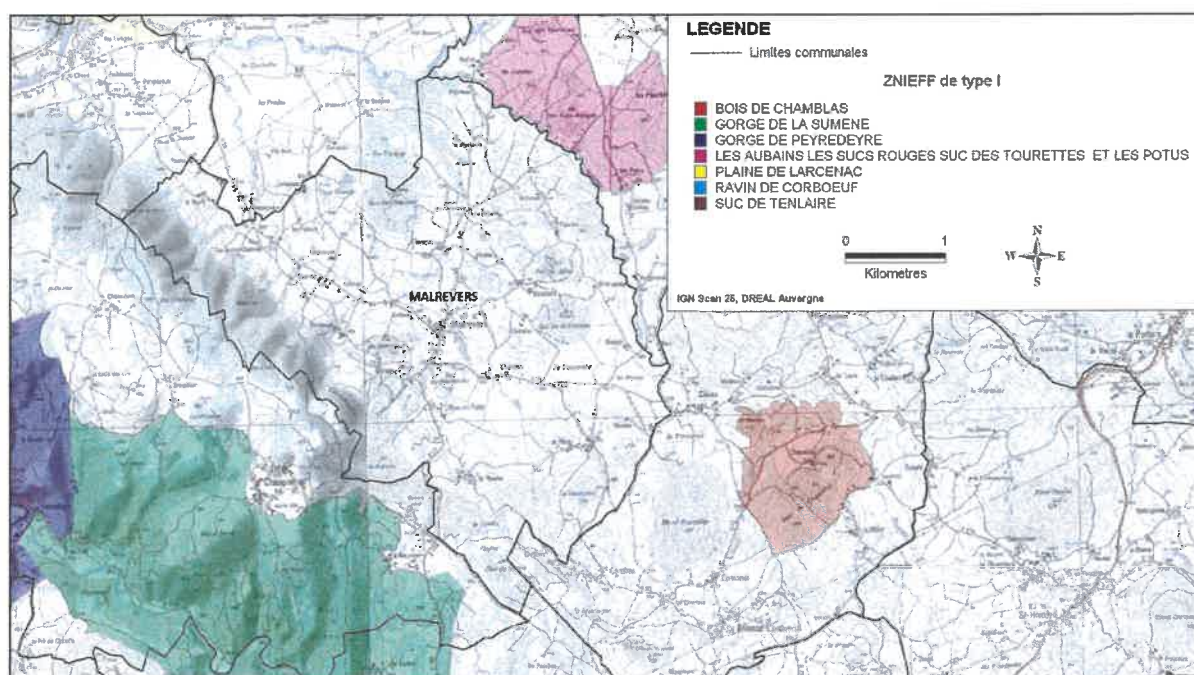
### **→ Les espèces présentes sur la commune**

Différentes espèces d'oiseaux ont été observées sur le territoire communal ; certaines d'entre elles font d'ailleurs partie des espèces identifiées dans les ZNIEFF : il s'agit, par exemple, du hibou grand Duc, du pic-vert, de l'hirondelle, du pigeon, du milan noir et du martin-pêcheur.

D'autres espèces, plus courantes, ont également été recensées : le moineau, la perdrix rouge et grise, le rouge-gorge, la tourterelle de Turquie, la chouette effraie, la bergeronnette, la mésange, le bouvreuil, le merle, le coucou, la pie, le corbeau, le grand corbeau, la buse, le roitelet, le faucon crécerelle, le martinet ou encore le colvert.

Parmi les espèces végétales déterminantes localisées au sein des ZNIEFF de type I, certaines d'entre elles ont pu être situées sur la commune de Malrevers. Il s'agit par exemple de l'Adonis flammée, la Gagée des champs et de la Gagée des près. Il est possible de voir également la grande androsace.

## Zones d'inventaires patrimoniaux sur et à proximité de Malrevers





## Continuités écologiques

### → Contexte réglementaire

Le concept de Trame Verte et Bleue (TVB) est issu des lois portant engagement national pour l'environnement dites lois Grenelle de 2007 et 2010.

Cependant, en France, un certain nombre d'initiatives locales ont été lancées avant le Grenelle de l'Environnement pour créer ou restaurer le « maillage ou réseau écologique ». Depuis 2007, la « Trame verte et bleue » fait partie des grands projets nationaux portés par le ministère.

La loi n°2009-967 du 3 août 2009 de mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement dite "Loi Grenelle I" instaure dans le droit français la création de la Trame Verte et Bleue, d'ici à 2012, impliquant l'État, les collectivités territoriales et les parties concernées sur une base contractuelle.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite "Loi Grenelle II", propose et précise ce projet parmi un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant. Elle prévoit notamment l'élaboration d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, ces dernières devant être prises en compte par les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) co-élaborés par les régions et l'État. Les documents de planification et projets relevant du niveau national, notamment les grandes infrastructures linéaires de l'État et de ses établissements publics, devront être compatibles avec ces orientations. Les documents de planification et projets des collectivités territoriales et de l'État (donc les PLU) doivent prendre en compte les schémas régionaux. Plus particulièrement la Région Auvergne a pris l'initiative d'élaboration son SRCE : dans ce cadre, l'Etat et le Conseil Régional se sont engagés, en janvier 2011, dans la réalisation d'un pré-diagnostic des continuités écologiques sur l'ensemble de la région.

### → Présentation : objectif et rôle de la TVB

La TVB est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire...En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre service à l'homme.

Plus précisément, la Trame Verte et Bleue vise à :

- la diminution de la fragmentation et de la vulnérabilité des écosystèmes et des habitats naturels et semi-naturels, et la préservation de leur capacité d'adaptation,
- l'identification et la liaison des espaces importantes pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques,
- la facilitation des échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces,
- la prise en compte de la biologie des espèces migratrices,
- la possibilité de déplacement des aires de répartition des espèces sauvages et des habitats naturels dans le contexte du changement climatique,
- l'atteinte ou la conservation du bon état écologique ou du bon potentiel des masses d'eau superficielles,
- l'amélioration de la qualité et la diversité des paysages.

Comme son nom l'indique, la trame verte et bleue est constituée de deux composantes, une composante verte et une composante bleue.

La composante verte comprend :

- des espaces naturels importants,
- des espaces concernés par certaines parties du Code de l'Environnement,
- les corridors écologiques (espaces naturels ou semi-naturels, formations végétales linéaires ou ponctuelles) permettant de relier ces espaces,
- des surfaces en couvert environnemental permanent mentionnées dans certaines parties du Code de l'Environnement.

La composante bleue comprend :

- les cours d'eau, des parties de cours d'eau ou canaux figurant sur des listes établies conformément à certaines dispositions du Code de l'Environnement,
- tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation d'objectifs définis dans le code de l'Environnement,
- mais aussi des cours d'eau, des parties de cours d'eau, des canaux et des zones humides importants pour la préservation de la biodiversité mais non visés par ces dispositions.

La TVB, à l'échelle communale permet ensuite de s'imbriquer dans le réseau national.

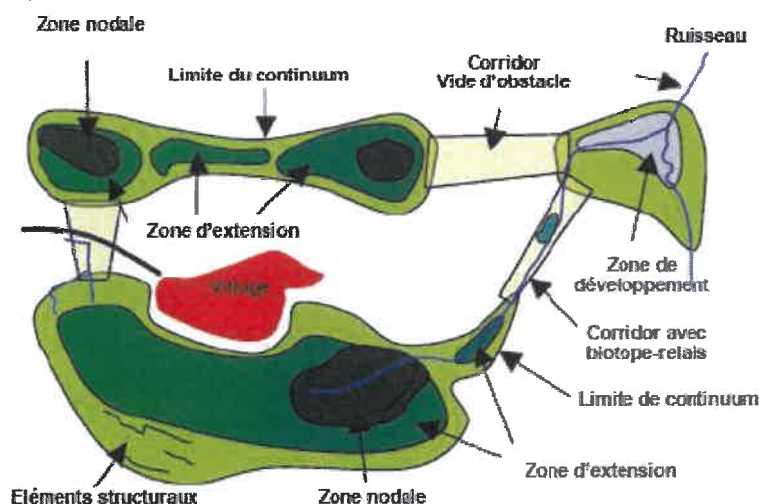
La démarche d'élaboration de la Trame Verte et Bleue s'effectue en plusieurs temps.

Il faut en effet, d'abord connaître les espèces faunistiques ou floristiques susceptibles d'être concernées par une telle démarche de conservation et de protection, puis identifier leurs milieux de vie et de développement préférentiels, pour enfin déterminer les différentes liaisons qui permettent de relier ces milieux.

## → Définitions

Ce concept dispose de terminologies qui lui sont propre. C'est pourquoi afin de faciliter sa compréhension, une brève présentation de ces termes, présentés par ailleurs dans le schéma suivant, s'avère utile et nécessaire.

*Schéma présentant plusieurs modèles de continuités écologiques, donc de future trame verte et bleue. (Source : DREAL)*



**Zone nodale = réservoir de biodiversité = trame = continuum** : C'est dans ces espaces que la biodiversité est la plus riche et la mieux représentée. Les conditions indispensables à son maintien et à son fonctionnement y sont réunies. Également nommés « cœurs de nature », ce sont les zones vitales où les individus réalisent la plupart de leur cycle (reproduction, alimentation, repos, etc.), ces zones pouvant éventuellement être éloignées les unes des autres pour certaines espèces.

**Zone d'extension** : il s'agit de zones, situées à proximité des zones nodales, où les espèces peuvent encore se déplacer et se développer facilement, mais où leur présence sera moins avérée.

**Corridor écologique**: il s'agit de cheminements, de liaisons naturelles ou artificielles qui permettent aux plantes et aux animaux de se déplacer d'un réservoir de biodiversité à l'autre. Ils sont indispensables pour satisfaire d'autres besoins de circulation, comme ceux liés aux besoins de dispersion d'une espèce (recherche de nouveaux territoires, de nouveaux partenaires...), donc de favoriser la connectivité du paysage.

**Continuité écologique** : elle correspond à l'ensemble des réservoirs (ou continuums) et des corridors écologiques qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder à ces réservoirs.

**La Trame Verte et Bleue est ainsi constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.**

### → Contexte régional

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique Auvergnat est actuellement en cours d'élaboration.

Dans le cadre de sa réalisation, un pré-diagnostic des continuités écologiques en Auvergne a été réalisé, ayant lui-même donné lieu à un pré-diagnostic pour le Pays du Velay, auquel s'intègre la commune de Malrevers.

La définition suivante des continuums prend donc en compte les éléments qui en sont issus.

### → Contexte communal

La commune de Malrevers est très riche d'un point de vue du patrimoine naturel remarquable et est donc concernée de très près par cette approche TVB.

L'état initial du PLU s'attache donc dans un premier temps à décrire les continuités écologiques existantes sur le territoire. Ensuite, ces continuités seront croisées avec les discontinuités, ce qui permettra de caractériser la future Trame Verte et Bleue communale.

#### ➤ **Une approche par grand continuums**

Le pré-diagnostic des continuités écologiques du Velay fait ressortir six continuums (ou trames) :

- trame aquatique et humide
- trame forestière
- trame des milieux cultivés
- trame agropastorale
- trame des landes et pelouses d'altitude
- trame thermophile (milieux secs et chauds)

Pour le cas de la commune de Malrevers, la méthodologie choisie pour caractériser les continuités écologiques est une méthodologie basée sur une approche par espèces simplifiées, soit par grand types d'habitats.

Quatre continuums majeurs ont ainsi été caractérisés, chacun d'entre eux ayant été construit en visant une ou plusieurs espèces emblématiques du territoire que l'on qualifie d'espèces indicatrices.



Chaque espèce indicatrice est associée à un cortège d'espèces, soit à d'autres espèces parfois plus difficiles à identifier, mais qui vivent et évoluent dans le même type d'habitat que les espèces indicatrices précitées.

Les quatre continuums retenus pour la commune de Malrevers correspondent, pour trois d'entre eux, à des sous-trames identifiées dans le diagnostic des continuités écologiques identifiées pour le Pays du Velay. Il s'agit des :

- **zones agricoles extensives (pelouses, prairies, parcours)**

Les zones agricoles sont très largement présentes sur le territoire communal ; elles sont régulièrement marquées sur Malrevers par un réseau de haies bocagères qui structure l'espace.

Concernant la faune, la variété et la complexité des pratiques agricoles interviennent dans la diversité faunistique. Les espèces recensées sur la commune sont, par exemple, le rouge-gorge, la mésange, la buse, ou encore l'œdicnème criard.

- **zones boisées**

Ces zones boisées sur l'ensemble du territoire, et en limite de commune, sont constituées par les massifs boisés et les forêts présentes essentiellement sur les reliefs, comme les succs. A cela s'ajoute, une trame bocagère structurante. Le réseau de haies s'organise en maillage riche souvent à partir de grands cordons boisés.

La richesse faunistique y est importante, on y retrouve des espèces de chauves-souris, telles que le grand rhinolophe, des espèces d'oiseaux tels que le Grand-Duc d'Europe, le faucon crécerelle, et des mammifères comme les cervidés.

- **milieux aquatiques et humides (réseaux hydriques et leurs annexes, zones humides, ripisylves)**

Les milieux aquatiques et humides sur la commune sont principalement composés des réseaux hydriques formés par les ruisseaux de Courbeyre, et de Planhol. Ces secteurs représentent des enjeux environnementaux moyens à fort en termes de préservation des ripisylves, des réserves piscicoles et des biotopes. Ces milieux humides sont également constitués des zones humides identifiées sur la commune. Notons que seules les zones humides reconnues selon leurs caractéristiques paysagères, et donc ayant un intérêt en terme de préservation de la biodiversité, permettront d'alimenter la Trame Bleue communale.

Les espèces aquatiques que l'on retrouve sur le territoire de la commune de Malrevers sont la grenouille rousse, la salamandre et le triton. Dans les rivières, on trouve plus particulièrement la truite, le vairon, le goujon et le chevesne barbeau.

- **milieux bocagers**

Le territoire communal présente un système bocager prépondérant, jouant un rôle non négligeable dans le maintien de la biodiversité. Ce système est largement composé de haies constituées principalement d'arbres fruitiers, de prairies et de parcelle cultivées.

Les espèces typiques inféodées à ce genre de végétation sont des espèces d'oiseaux (pie grièche écorcheur), de chauves-souris, de mammifères (hérisson), de batraciens (triton) et de nombreux insectes.

Chacun de ces continuums joue donc un rôle majeur dans le maintien de la biodiversité. Ils sont pour partie la structure de la future trame verte et bleue.

➤ **Le choix des espèces**

Plusieurs critères ont participé au choix des espèces :

- **Intérêt patrimonial** : espèces pour lesquelles le territoire étudié et les territoires voisins ont une responsabilité particulière,
- **Représentativité** : espèces représentatives des grands types de peuplements faunistiques et floristiques qui caractérisent le territoire,
- **Dynamique des populations** : espèces présentant de fortes potentialité de dispersions, dans le contexte paysager actuel,
- **Niveau de connaissance** : espèces pour lesquelles les distributions sont bien connues à l'échelle des territoires étudiés,
- **Pertinence d'échelle** : espèces dont les modes de distribution sont adaptés à la dimension de l'aire étudiée.

Les espèces qui ont donc été retenues pour définir les quatre continuums identifiés sont présentées ci-dessous :

### Continuum des zones boisées



### Continuum des zones agricoles extensives



### Continuum des milieux humides



### Continuum des milieux bocagers



Une première analyse cartographique a été menée aux moyens d'outils SIG. La base de données utilisée a été Corine Land Cover. Des vérifications ont ensuite été réalisées par photo-interprétation d'orthoplan, afin d'affiner l'occupation Corine Land Cover qui présente un maillage trop large, manquant de précision à l'échelle de l'étude d'un Plan Local d'Urbanisme. Enfin, des campagnes de terrain ont également permis de conforter le choix de ces quatre continuums pour Malrevers, en enrichissant le travail de photo-interprétation.



Pour chaque type de continuum, il a été identifié :

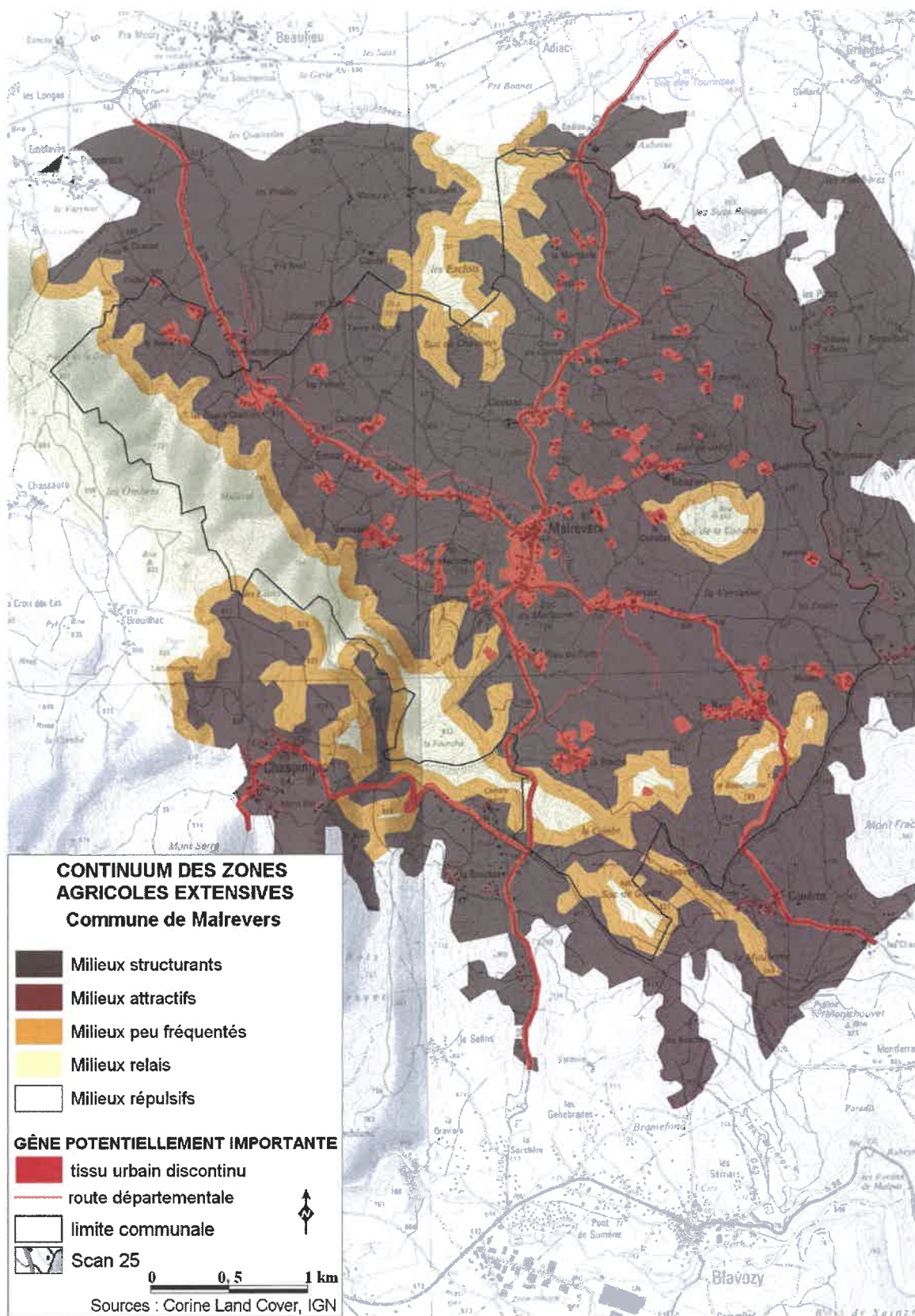
- *des milieux structurants* (équivalents à des zones nodales, avec une forte présence des espèces, grâce à un habitat optimal)
- *des milieux attractifs* (considérés comme des zones d'extension, c'est-à-dire de moindre qualité que les zones nodales, mais correspondant au même type générique de milieux, et à relative proximité des zones nodales, où les déplacements sont encore faciles),
- *des milieux relais* (soit des milieux du même type que les milieux attractifs, mais trop éloignés des milieux structurants)
- *des milieux peu fréquentés* (connexes aux milieux structurants et attractifs, les déplacements y sont plus difficiles)
- *des milieux répulsifs* (à priori non fréquentés par les espèces, ils représentent un obstacle au déplacement)

Une première carte a donc été réalisée pour chacun des quatre continuums, représentant les différents milieux allant de structurants à répulsifs, ainsi que les obstacles et éléments de fragmentations. Il s'agit des tissus urbains continus et discontinus, des infrastructures (routes...). Afin de prendre en compte la gêne générée par les tissus urbains et les routes, une zone tampon de 20 m de part et d'autre des constructions et des infrastructures a été prise en compte. Cette zone tampon correspond à l'ensemble des nuisances générées par la présence et les activités humaines (éclairage, nuisances sonores...).

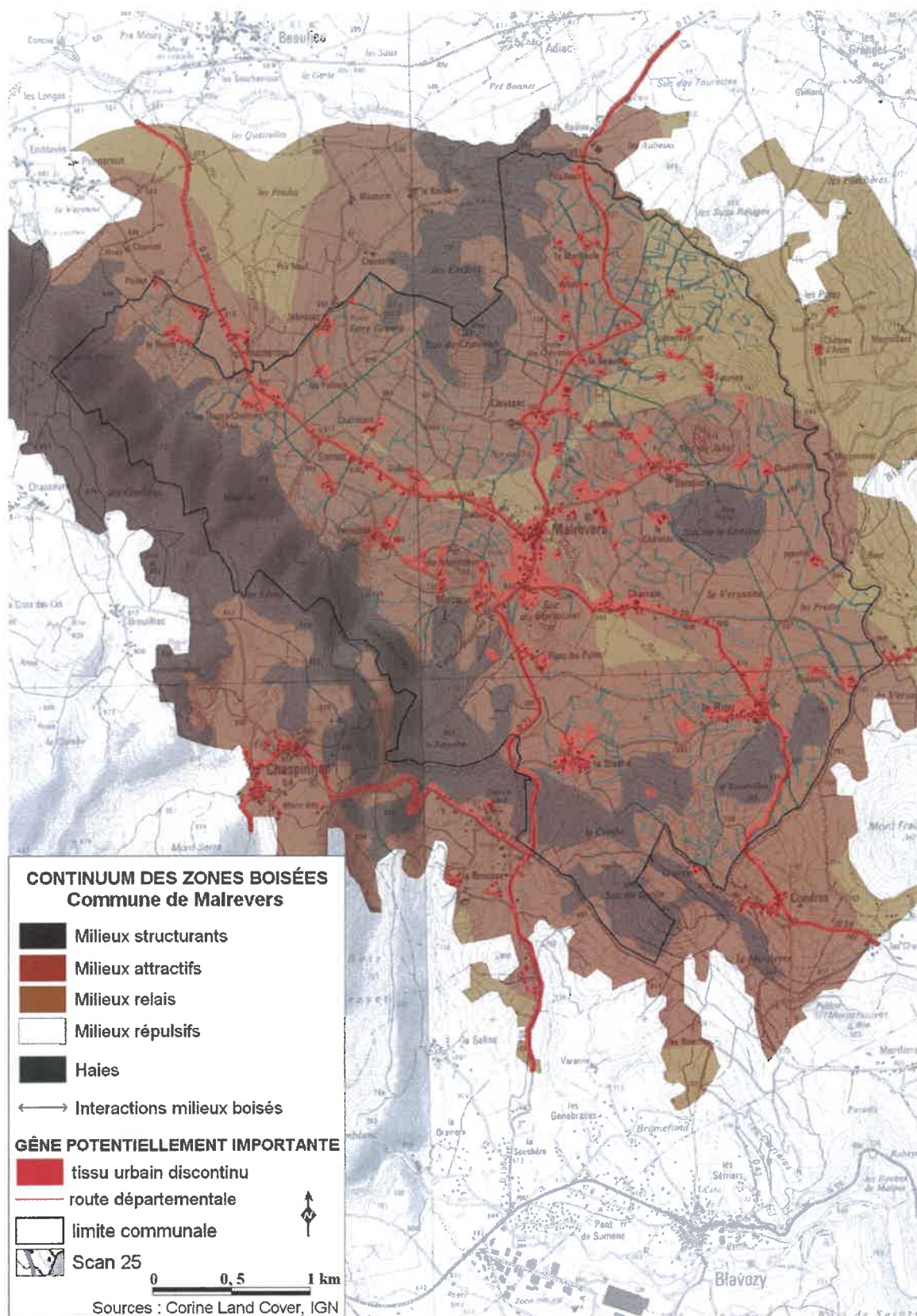
Ces quatre cartes sont représentées ci-dessous.

Pour les continuums des zones boisées, des milieux aquatiques et humides, et des zones bocagères, une première interprétation des interactions potentielles a également été cartographiée. Il s'agit d'espaces de liaisons qui permettent aux espèces indicatrices choisies de se déplacer et de rejoindre les milieux structurants identifiés. Ils permettront de servir de support lors de la cartographie des futurs corridors.

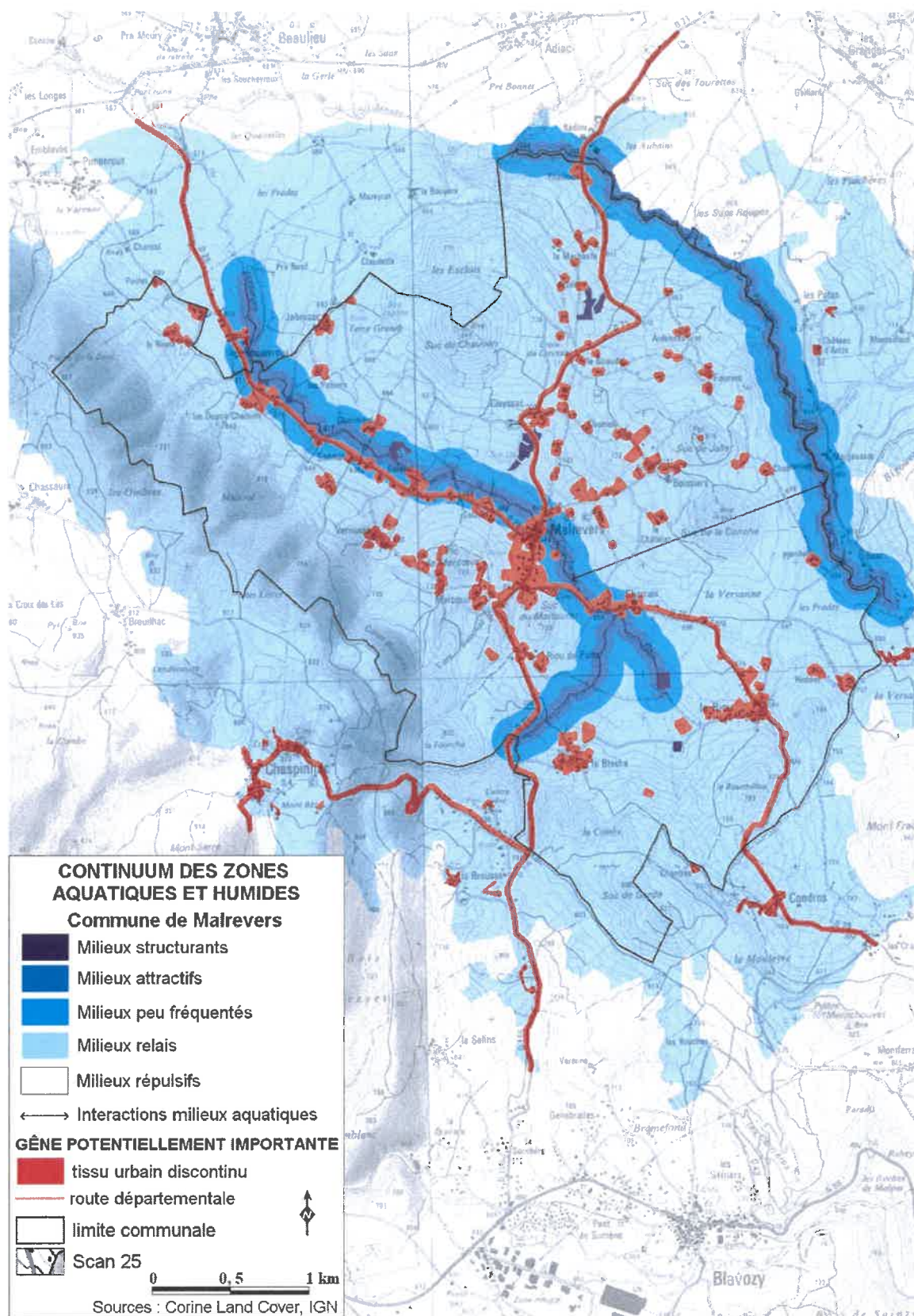
Compte tenu de la prépondérance des espaces agricoles sur la commune, ceux-ci ont été identifiés en tant que milieux structurants sur la quasi-totalité du territoire. Au vu de ce constat, on peut donc supposer l'absence de fragmentation majeure de la sous-trame des milieux agricoles ; le choix a ainsi été fait de ne pas réaliser ce travail de base d'identification des corridors. Ce milieu ne sera donc pas représenté dans les cartographies suivantes.







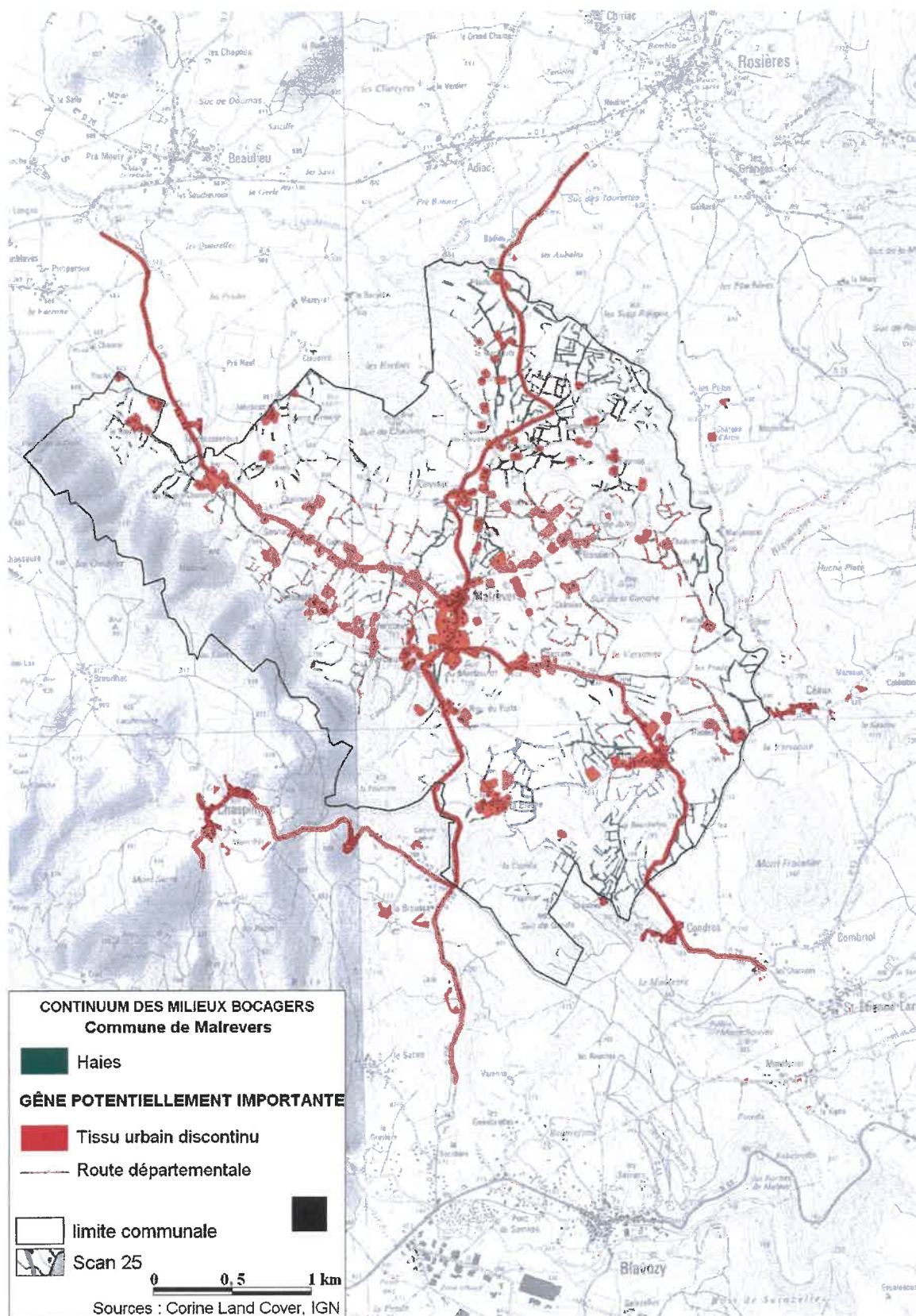












Ensuite, une deuxième phase cartographique a été menée afin d'identifier les réservoirs de biodiversité et les principaux corridors, et ce, pour chacun des trois continuums aquatiques et humides, boisés et bocagers.

### → **Identification des réservoirs de biodiversité**

Les réservoirs de biodiversité retenus sont ainsi constitués des milieux structurants, propres à chacun des trois continuums aquatiques et humides, boisés et bocagers, auxquels ont été ajoutés les zonages de protections réglementaires et d'inventaires. Sur la commune de Malrevers il s'agit du site Natura 2000 « Gorges de la Loire », de la ZICO « Vallée de la Loire, Gorges de la Loire ». Afin d'avoir une vision sur un territoire plus large que la commune, les deux ZNIEFF de type I, les plus proches, à savoir « Gorges de la Sumène » et « Les aubains, les sucs rouges, sucs des Tourettes et les Potus », ont également été prises en compte.

L'identification des réservoirs de biodiversité de la trame bocagère, s'est appuyée non seulement sur la présence des milieux structurants, mais également par un travail d'interprétation de densité du réseau des haies. En effet, ont été intégrés en réservoirs de biodiversité, les secteurs présentant une densité supérieure à 250 mètres de haies à l'hectare.

### → **Identification des corridors**

L'identification d'une Trame Verte et Bleue fonctionnelle et pérenne sur le territoire communal, nécessite un croisement entre la TVB établie et les projets d'aménagement du territoire. Cette étape de croisement est nécessaire pour :

- intégrer la Trame Verte et Bleue au projet global de territoire, voire en constituer un des piliers du projet de territoire pour aboutir à un aménagement « écologiquement cohérent »,
- aboutir à une Trame Verte et Bleue partagée, issue d'un consensus entre enjeux écologiques et enjeux d'aménagements.

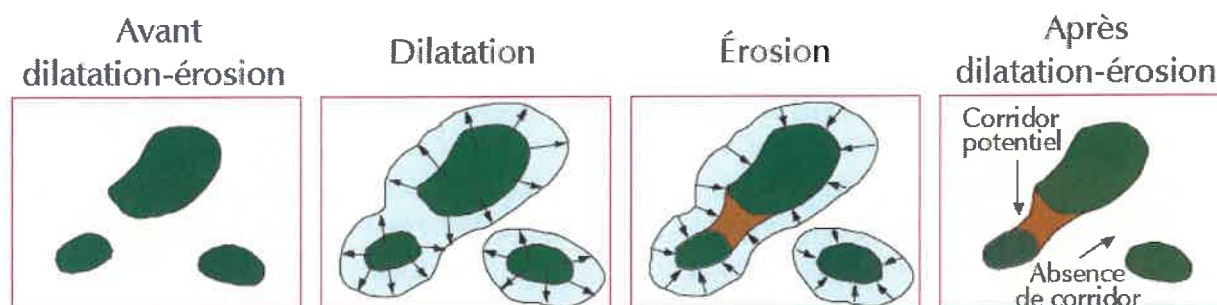
Pour ce faire, une analyse poussée doit être menée sur les corridors, afin de mettre en évidence les corridors existants, ceux à conforter ou à créer. L'un des objectifs fondamentaux est en effet de conserver, renforcer et/ou restaurer la connectivité entre les principaux ensembles d'espaces naturels, en l'occurrence, il s'agit d'assurer la liaison entre les différents réservoirs de biodiversité, situés aussi bien au sein de l'aire d'étude que dans sa proche périphérie.

Le travail d'identification des corridors s'est alors déroulé en deux temps : tout d'abord, une analyse « cartographique » a été réalisée afin de mettre en évidence les principaux corridors pour chacun des trois continuums. Ensuite, une analyse plus approfondie, basée sur la superposition du futur zonage du PLU, a permis d'affiner les corridors ainsi prédéfinis.

### ➤ Analyse « cartographique »

La définition des corridors a dans un premier temps été faite par application du concept de dilatation-érosion.

*Illustration du phénomène dilatation-érosion*

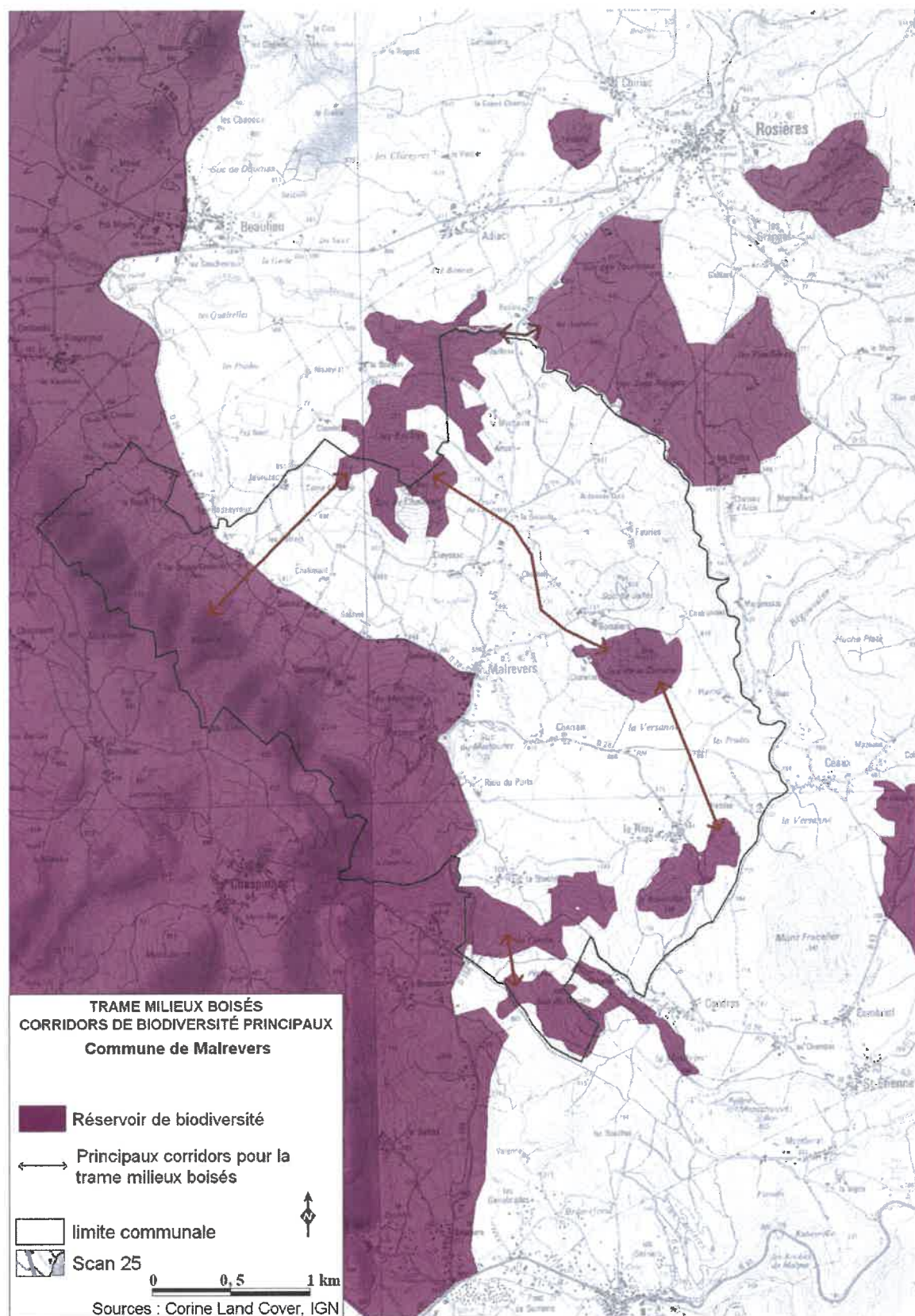


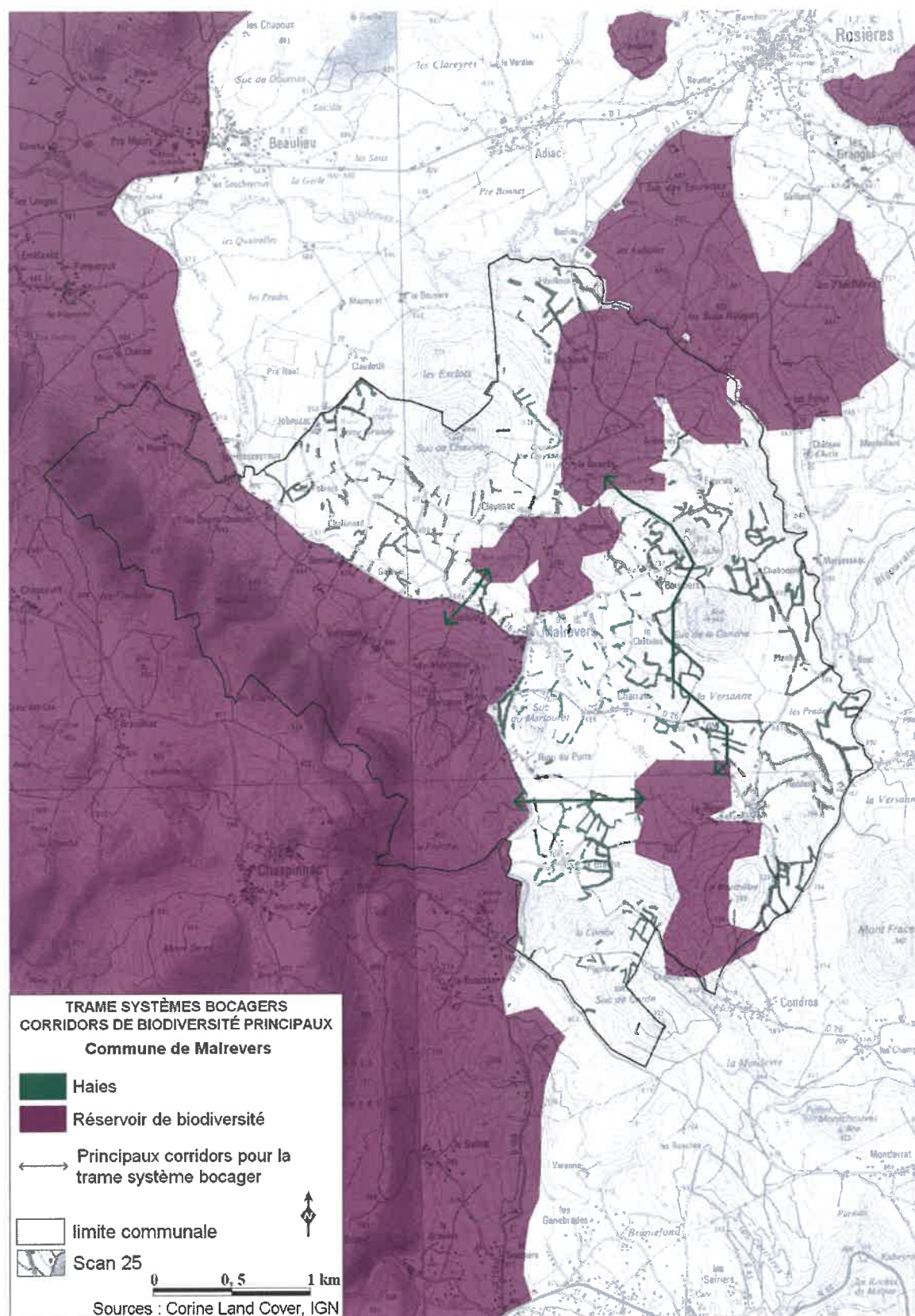
La méthode est basée sur l'utilisation de l'outil SIG, et permet, de cartographier des connexions potentielles entre les réservoirs de biodiversité. Pour ce faire, les différentes zones nodales des continuums des milieux boisés, des milieux humides et aquatiques et des milieux bocagers ont été élargies cartographiquement par dilatation. Un buffer positif est donc appliqué autour des cœurs de nature. La zone de contact entre deux zones nodales ainsi modifiées correspond alors au « chemin de moindre coût », c'est-à-dire à l'espace de liaison, au corridor, qui nécessitera le moins de difficulté à l'espèce pour rejoindre deux zones nodales. Cette étape peut être complétée par une étape d'érosion, d'une largeur identique à la dilatation, où un buffer négatif cette fois, est appliqué, et à l'issue de laquelle les zones de connexions potentielles entre les réservoirs de biodiversité apparaissent. La présence des obstacles présents sur le territoire, bien que n'apparaissant pas sur ces premières cartes, ont été pris en compte dans ce tracé. La confrontation avec l'occupation du sol, et la carte de synthèse des continuums (la position des corridors mis en évidence, suit prioritairement les milieux attractifs), permet alors d'affiner la position des corridors projetés.

### ➤ Analyse approfondie des différents corridors

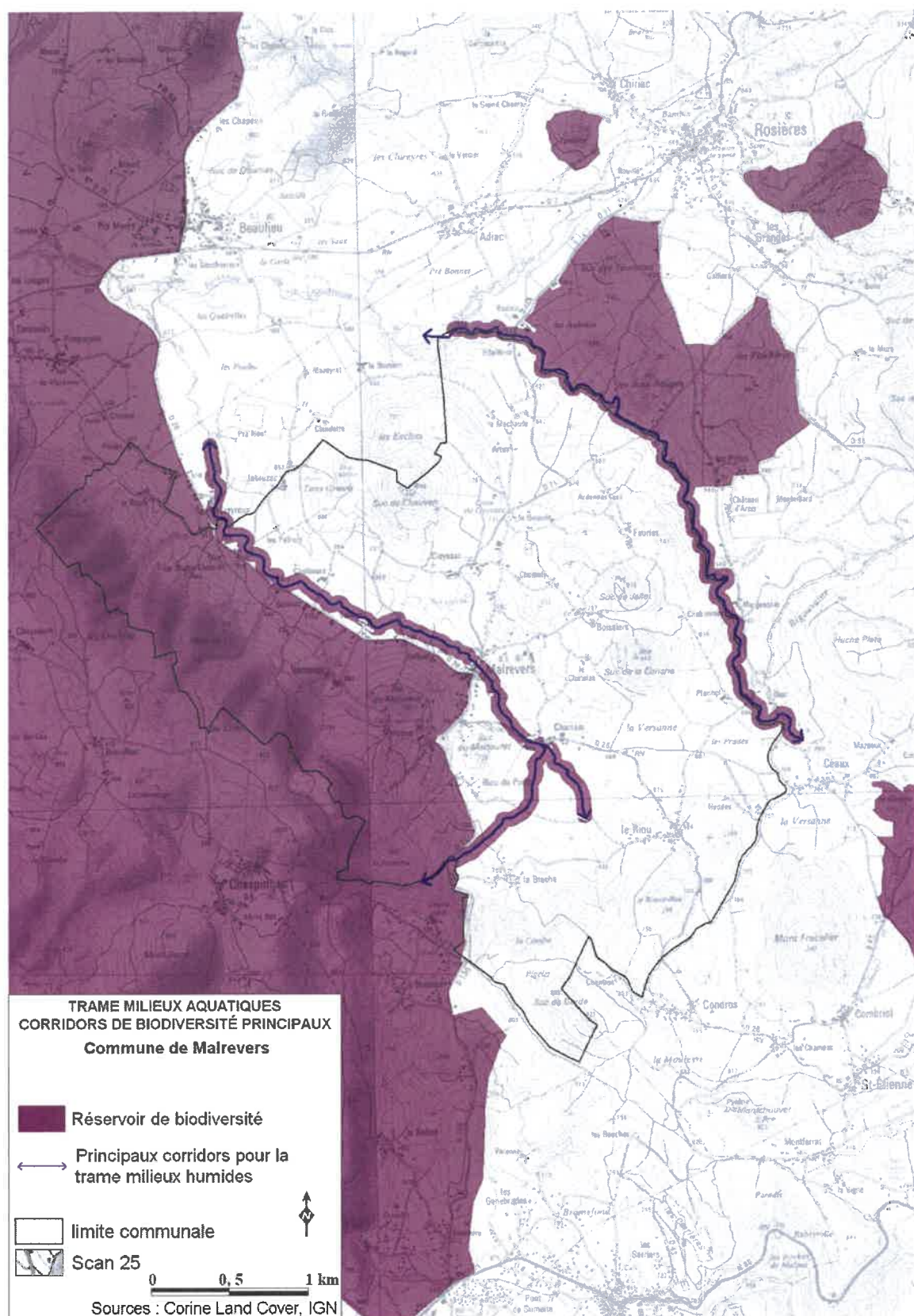
Comme cela a été précisé ci-dessus, leur localisation a préalablement été adaptée à la réalité du terrain, en se basant sur la photo aérienne et l'occupation du sol. Cette localisation, et donc le tracé des corridors préétablis, peut être affiné davantage, en y superposant le zonage du PLU projeté. Les trois couches obtenues ont ensuite été cumulées, ce qui a permis d'obtenir la carte des continuités écologiques.



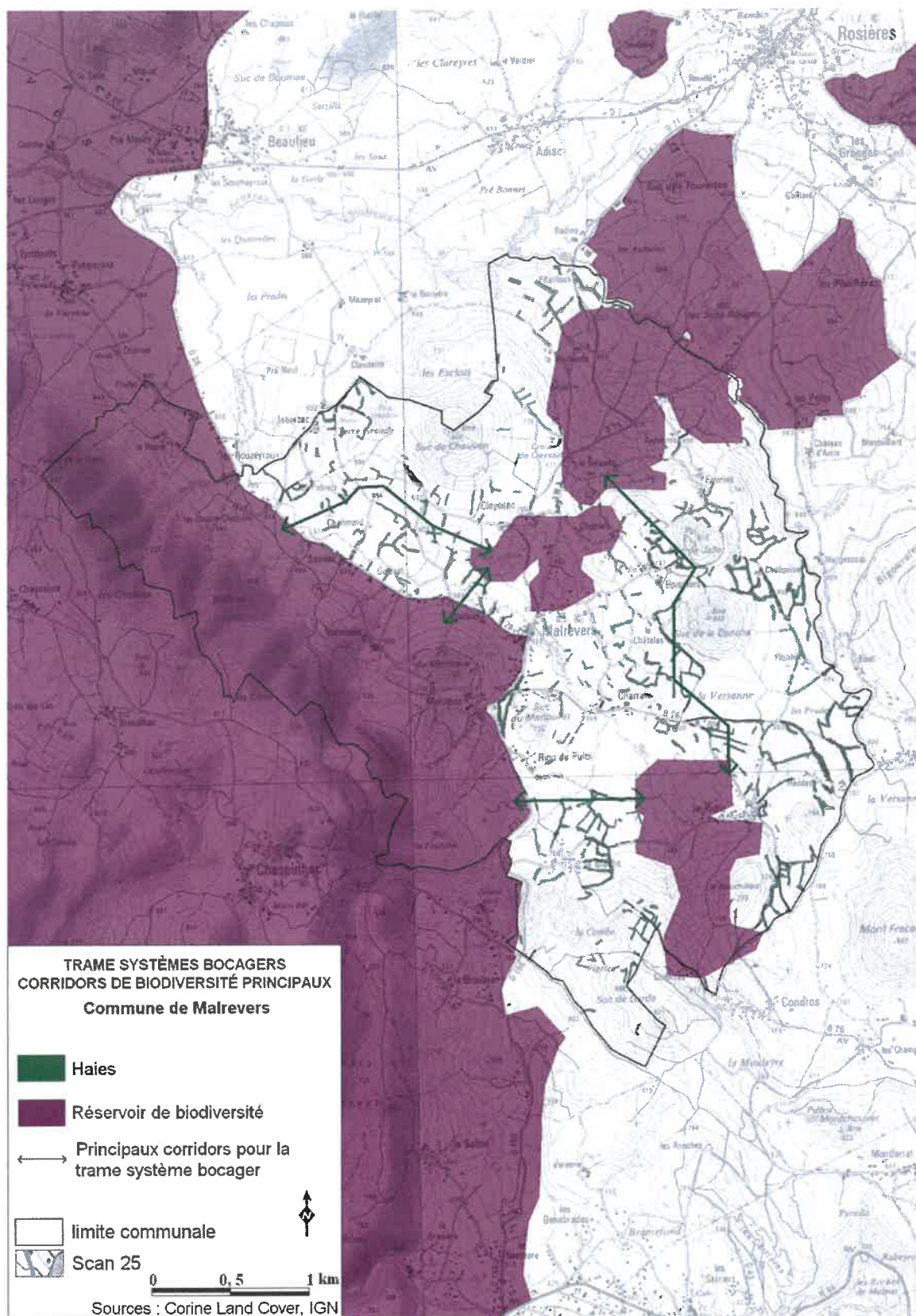




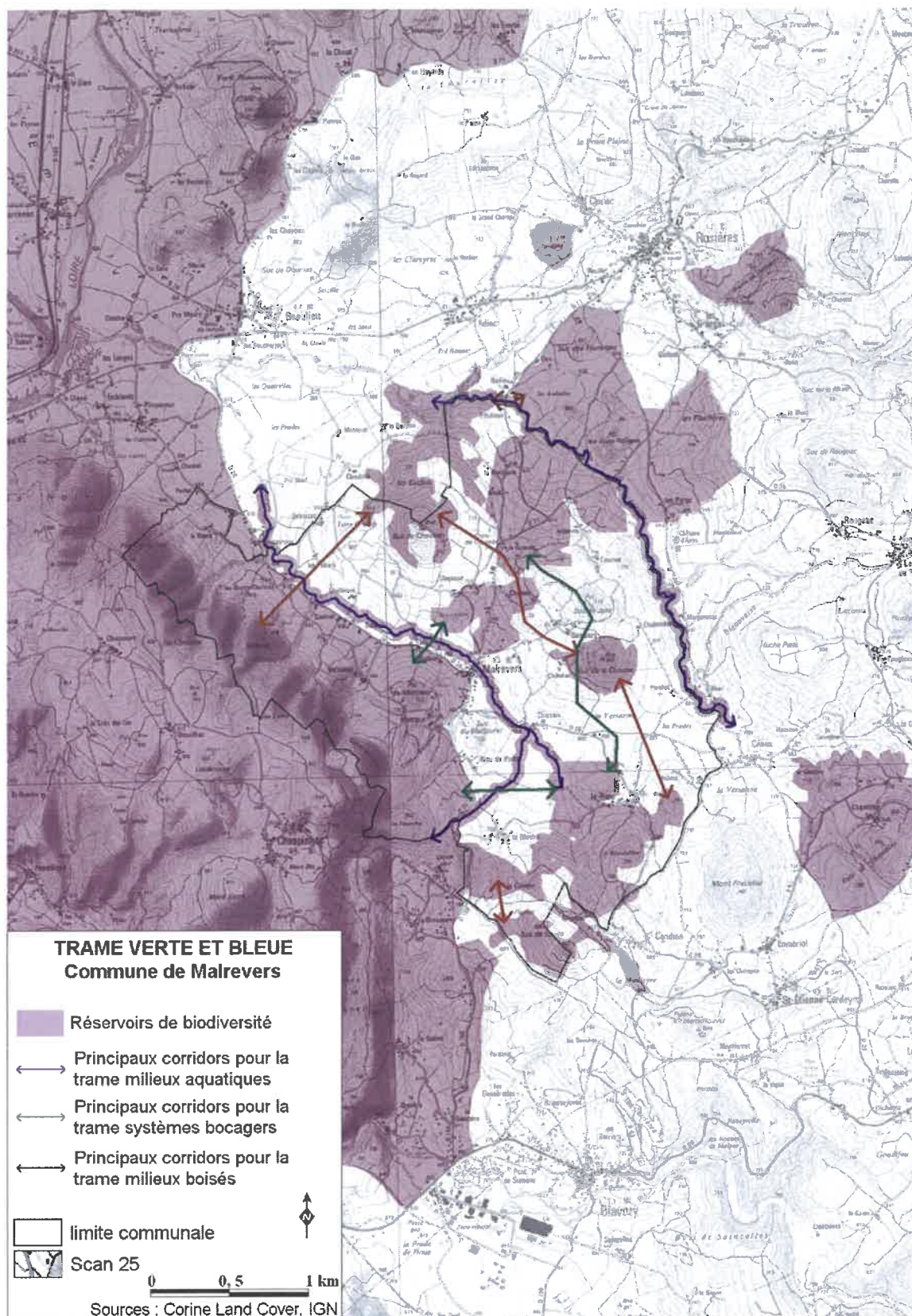






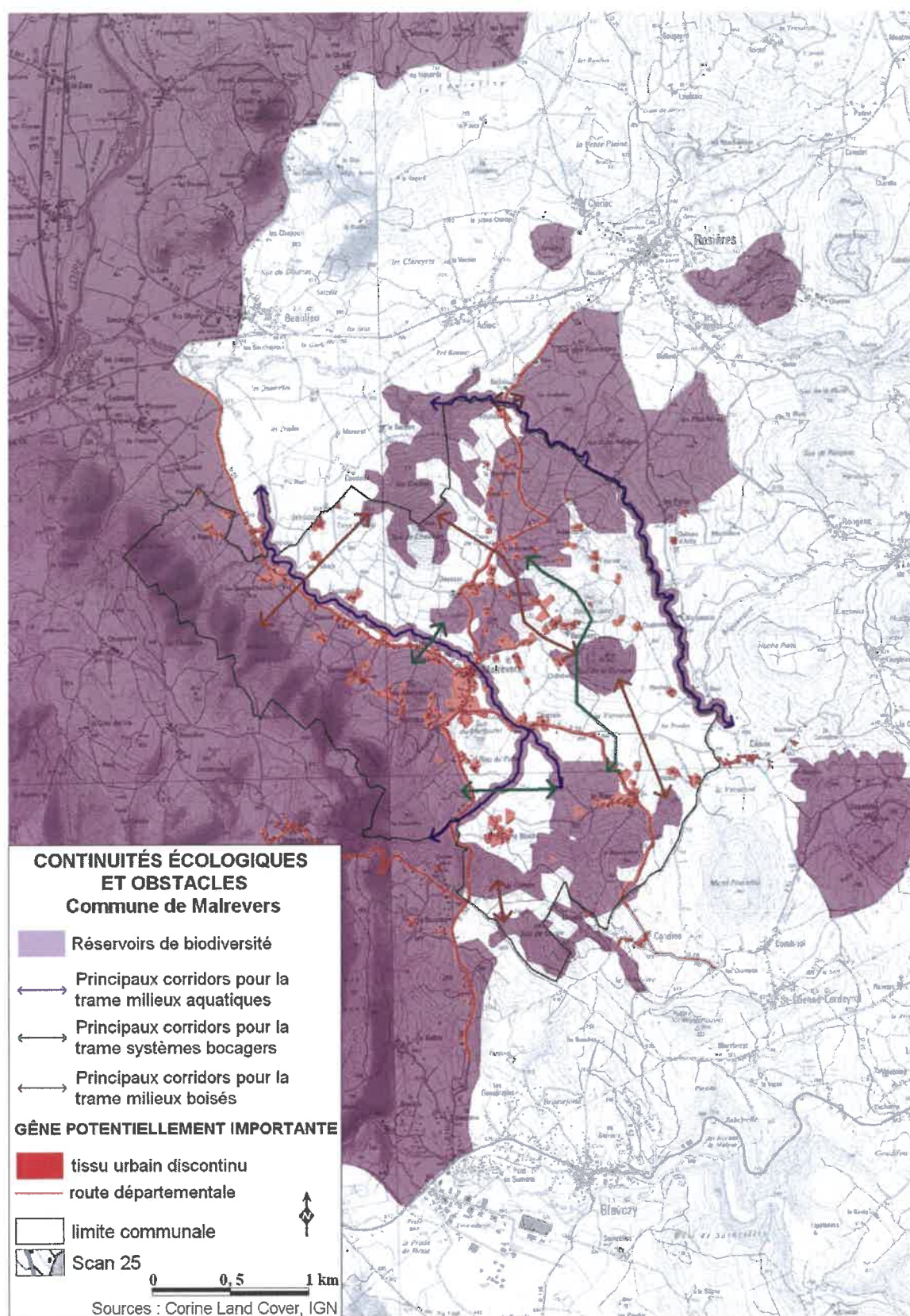






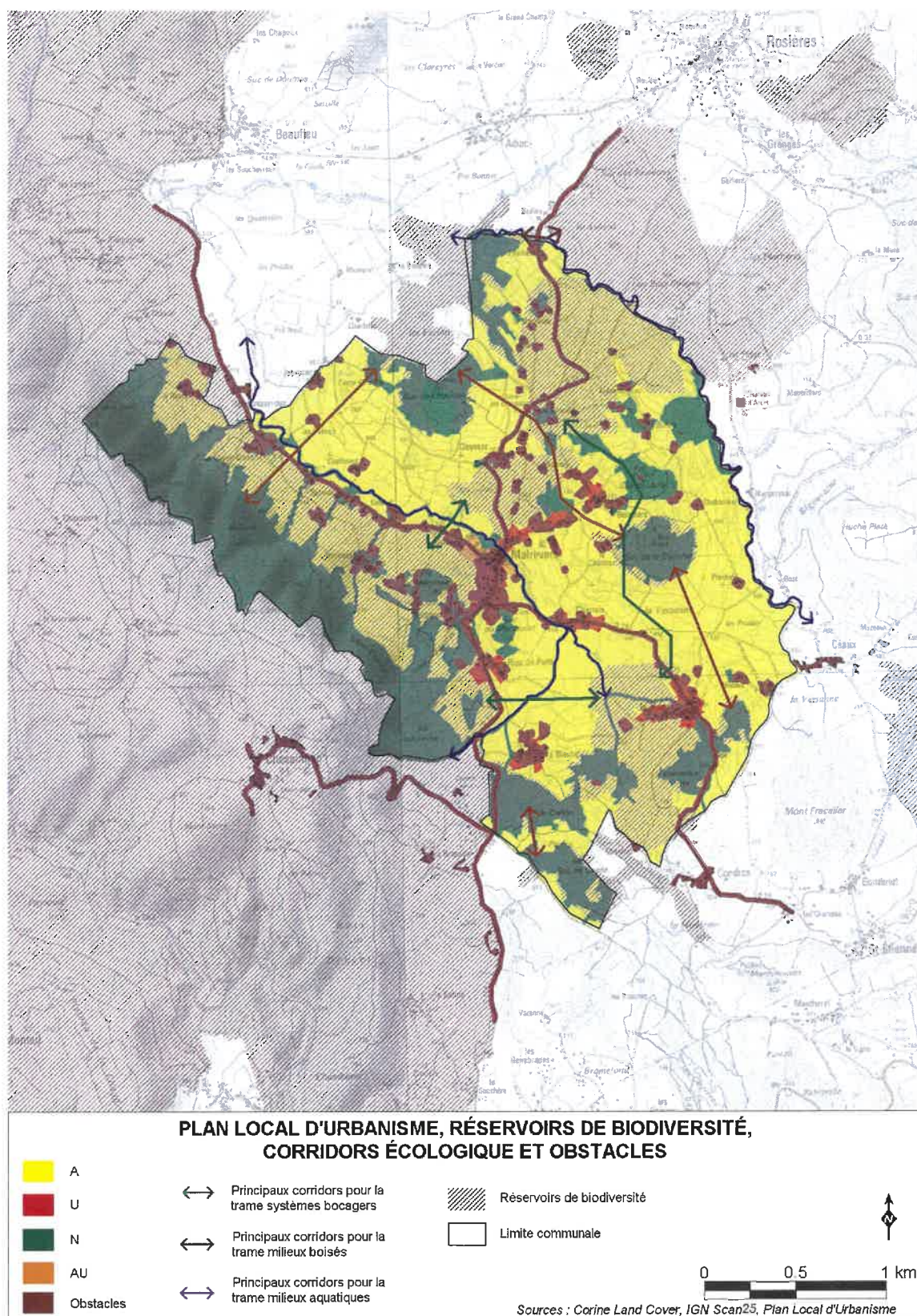


Sur la dernière carte réalisée ci dessous, figurent les continuités écologiques, auxquelles ont été ajoutés les obstacles et les éléments fragmentant du territoire.





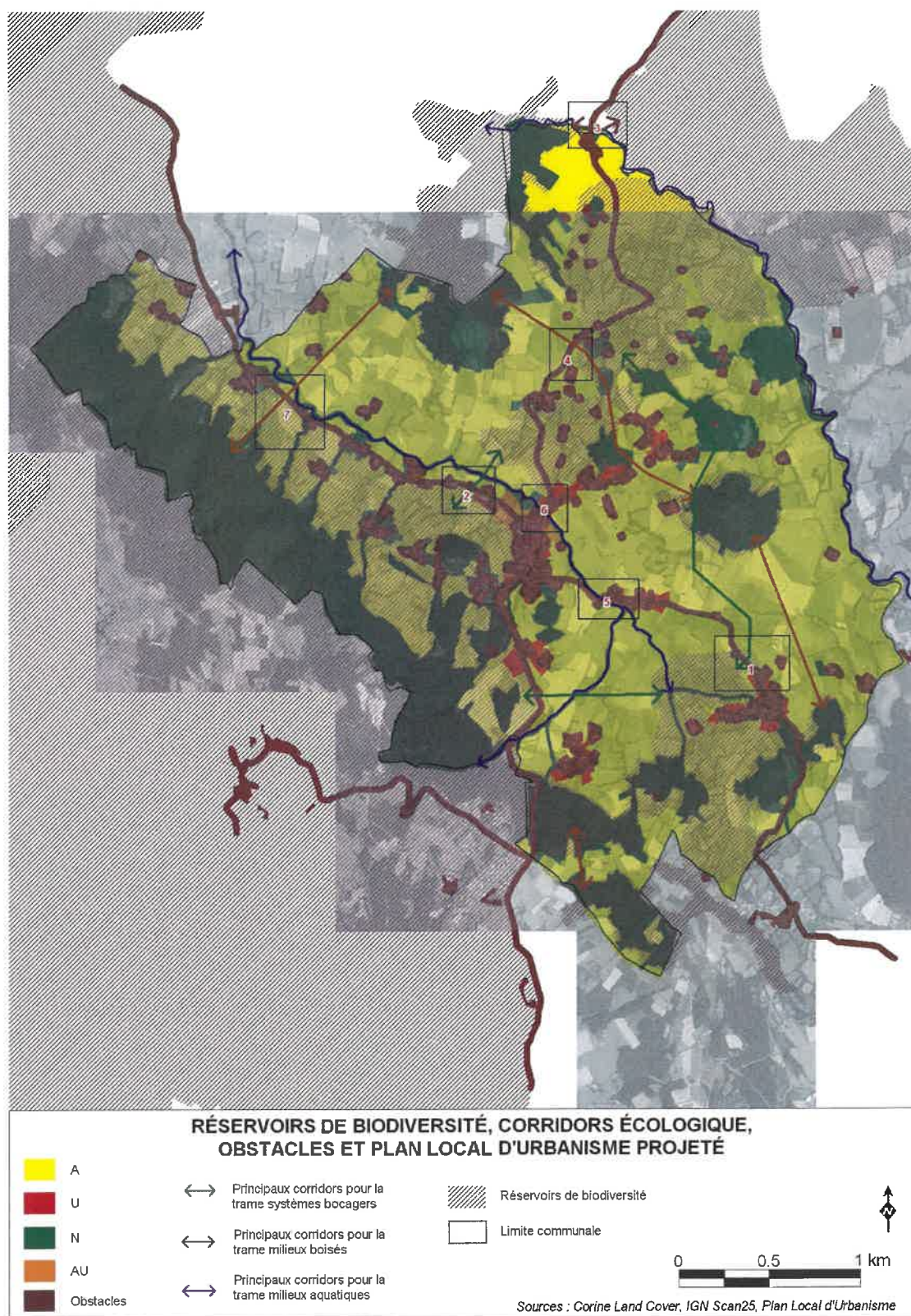
Ce travail nous a ainsi permis de proposer des corridors fonctionnels, où les secteurs à restaurer sont peu importants. Il apparaît cependant, au vue de la carte suivante où le zonage du PLU projeté apparaît, que certaines liaisons présentent un aspect fragmenté, et méritent qu'une attention particulière y soit portée.





➤ **Propositions de mesures visant à restaurer les corridors**

7 zooms ont alors été effectués sur certaines parties de corridors, afin de pouvoir juger du « traitement » à leur accorder. Ces zooms ont en effet pour objectif de proposer des mesures en vue de restaurer ou d'améliorer certaines parties de corridors fragmentés.



## Trame des milieux bocagers

### Zoom 1 : secteur le Riou



Ce corridor traverse un vaste secteur agricole où l'on retrouve un système bocager bien présent ; il permet de relier les réservoirs de biodiversité au Nord-Est de la commune, à ceux situés plus vers le Sud. Le zoom montre qu'à cet endroit, le principal risque de remise en cause du corridor est le passage de la Route Départementale 26. Cependant la route n'est pas enclavée, et est bordée d'un côté, par un alignement d'arbres qui maintient une certaine « facilité » dans le franchissement de cet obstacle par les espèces. Afin d'encourager la faune à employer ce passage, un linéaire de haies pourrait être planté sur l'accotement de la route non végétalisé. De plus, il est nécessaire de confirmer et de conserver une occupation du sol adéquate et limiter le développement de l'urbanisation. Une limitation de vitesse pourrait également être considérée, sur une zone relativement large de part et d'autre de ce corridor.



## Zoom 2 : secteur de Galavel



Ce corridor permet de relier le réservoir de biodiversité situé au Nord du village au réservoir correspondant à la forêt de Chaspinhac. Il est relativement bien conservé et passe par des parcelles appartenant à la fois, à la trame des milieux agricoles extensifs et à celle des milieux bocagers. Malgré ce bon état de conservation, il se trouve coupé par le passage de la RD 26. Cependant, les alentours boisés, de part et d'autre de la route, sur le tracé du corridor, n'en font pas une coupure infranchissable. Afin de préserver le bon état de cette partie du corridor, l'urbanisation ne doit pas être développée.

## Trame des milieux boisés

### Zoom 3 : secteur Fifailloux, en limite communale



Ce corridor est localisé en dehors du territoire communal, à proximité du secteur de Fifailloux. Il traverse un cordon boisé permettant de relier les deux réservoirs de biodiversité identifiés au Nord de la commune. Le corridor est en apparence bien conservé, mais il est coupé par la RD 71, ce qui est susceptible de le remettre en cause. A cet endroit, la route est surélevée par un pont qui assure l'écoulement du Planhol. Comme le montre la photo du zoom, les abords du cours d'eau sont bien arborés ; certaines espèces peuvent alors emprunter ce passage pour se déplacer d'un réservoir à un autre. Mais ce n'est pas le cas de mammifères tels que les cervidés, inféodés au milieu boisé. Bien que ce pont ne soit pas situé sur la commune de Malrevers, nous pouvons tout de même proposer, ici, que des aménagements d'agrandissement du pont, ou la mise en place de passage à faune soient envisagés. D'autre part, une gestion forestière pourrait, ici, rompre le continuum forestier. Pour éviter cela et empêcher la fragmentation du corridor, il est nécessaire que soit conservé l'aspect boisé de la zone, de part et d'autre de la limite communale.

#### Zoom 4 : secteur de Cleysac



Le corridor étudié ici, permet notamment de relier le suc de la Conche à celui de Chauven. Il traverse une vaste zone agricole, et au niveau du secteur de Cleysac, se trouve coupé par la RD 71. Une limitation de la vitesse pourrait être prévue, sur une zone relativement large, de part et d'autre de ce corridor, ainsi que la création d'une allée d'arbres ou de haies de chaque côté de la voie.



## Trame des milieux aquatiques et humides

### Zoom 5 : secteur de Charraix



Le corridor étudié ici correspond au ruisseau de Courbeyre, qui constitue l'axe aquatique principal sur la commune. Il traverse, sous la RD 26, le secteur bâti de Charraix. Le cours d'eau et sa ripisylve apparaissent bien conservés. La végétation arbustive de la ripisylve permet alors d'assurer ses fonctions d'abri, de source de nourriture pour les animaux qui y sont inféodés. Une sensibilisation aux propriétaires, aux exploitants agricoles des parcelles riveraines, ainsi qu'aux services techniques communaux qui encadrent la gestion autour du Courbeyre, peut cependant être envisagée pour les informer de la fragilité de ces milieux aquatiques, des conséquences de leurs interventions et donc de l'intérêt de préserver ces zones.

## Zoom 6 : secteur centre du village



Le corridor aquatique du ruisseau de Courbeyre traverse également le secteur proche du centre du village. Le secteur est plus « fortement » urbanisé que précédemment. La végétation est néanmoins bien présente sur cette portion permettant de maintenir et d'assurer le passage de la faune inféodée à ce type de milieu. Des actions de sensibilisations peuvent tout de même être envisagées, et le développement de l'urbanisation par empiètement sur ce milieu naturel ne doit pas être poursuivi.



## Zoom 7 pour le corridor boisé



Cette zone est localisée au Nord-Ouest de la commune, à proximité des secteurs de Chalimard et Sonnac. Le corridor de la trame boisée est coupé par la RD 26. Il permet de relier le réservoir correspondant au suc de Chauven, à celui de la forêt de Chaspinhac. Une limitation de la vitesse pourrait être prévue, sur une zone relativement large, de part et d'autre de ce corridor. La restauration du tissu arbustif le long de la route peut aussi être considérée.



→ **Proposition de mesures de préservation et/ou de restauration (se référer au règlement du zonage)**

La définition de la trame verte et bleue dans le diagnostic doit permettre de prendre en compte les différents éléments (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) la constituant dans le zonage du PLU et ainsi de préserver et/ou de reconstituer les éléments de la trame verte et bleue.

Des propositions de zonage et les prescriptions associées ont ainsi été faites dans cet objectif de préservation.

**Protection et préservation des réservoirs de biodiversité**

Les réservoirs de biodiversité présentent une biodiversité particulièrement importante permettant aux espèces animales de satisfaire leurs besoins vitaux.

Une grande partie des zones bâties sur la commune est située dans ou à proximité immédiate des réservoirs de biodiversité. Afin de conserver l'intégrité et la biodiversité de ces zones, il semble nécessaire de rendre non constructible l'ensemble de ces réservoirs. Pour cela, possibilités s'offrent :

- classer ces secteurs en « N strict » ou « A strict »,
- classer ces secteurs en « Ab » lorsque le réservoir de biodiversité est situé en zone agricoles, et en « Nb », lorsqu'il se trouve en zone naturelle.

Ce classement doit s'accompagner de prescriptions particulières à définir.

**Préservation et/ou restauration des corridors écologiques**

Un corridor écologique a pour fonction de permettre les possibilités d'échange de populations entre les réservoirs de biodiversité. Un corridor écologique vient donc relier deux réservoirs de biodiversité

Afin de garantir leur pérennité dans le nouveau zonage, il est fait recours à un zonage indicé spécifique. Ainsi, il peut être proposé :

- De classer en « Nco », les corridors localisés en zone naturelle. Il s'agit essentiellement sur la commune des corridors de la trame humide et aquatique, suivants les cours d'eau.

**Proposition de prescriptions pour le zonage Nco :**

- « Seuls sont autorisés les aménagements strictement nécessaires à l'entretien, à la gestion de l'espace, et à l'exploitation hydraulique. »
- « Les clôtures doivent être perméables pour permettre la libre circulation de la petite faune. »

- De classer en « Aco » les corridors en zone Agricole ; il s'agit donc de l'ensemble des corridors de la trame bocagère et de l'ensemble des corridors de la trame bocagère et boisée, à l'exception de celui présenté ci-dessus.

**Propositions de prescriptions pour le zonage Aco :**

L'objectif n'est pas d'interdire de façon stricte toute possibilité de constructibilité.

La mise en valeur de ces sites, les nouvelles localisations ou le développement d'activités agricoles, qui participent au maintien de la qualité de ces espaces de corridors, doivent pouvoir être autorisés et encadrés.

- « Dans ces secteur « Aco », certaines constructions peuvent être admises sous certaines conditions, notamment qu'elles garantissent la libre circulation de la faune, et une bonne intégration environnementale. »
- « Les équipements, constructions et installations strictement nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisés à condition que toutes les précautions soient prises pour leur insertion dans le paysage et qu'ils soient compatibles avec l'équilibre des exploitations agricoles et la qualité des corridors concernés. »
- « Les clôtures doivent être perméables pour permettre la libre circulation de la petite faune. Les haies de clôture seront constituées par des essences locales et variées. »
- « Les haies (champêtres et bocagères) et les plantations seront réalisées avec des essences locales et variées. »

→ D'avoir recours à l'article L 123-1-5-7° du code de l'urbanisme

L'article L 123-1-5-7° du Code de l'Urbanisme intègre à la fois une protection de l'usage du sol et la notion de « protection paysagère », qui est plus vaste pour son interprétation réglementaire. Il autorise l'aménagement de chemins, d'équipements pour l'accueil du public, des places de stationnement... pour autant qu'ils ne mettent pas en péril l'intérêt paysager du site.

Son application dans un PLU demande en premier lieu que les corridors écologiques ou espaces protégés soient justifiés dans le rapport de présentation. Chaque élément protégé doit, non seulement être répertorié, mais aussi présenté de façon à en faire ressortir l'intérêt. Le renvoi à un inventaire inclus dans le PLU est envisageable. Il est aussi nécessaire que les servitudes correspondant aux éléments naturels identifiés soient expliquées et justifiées au regard des objectifs du document.

L'article L 123-1-5-7° repose également sur un repérage graphique des éléments ou des secteurs protégés (art. R.123-11-h CU) et sur des prescriptions intégrées au règlement. Le zonage et le règlement doivent tenir compte de la présence d'espèces protégées (articles L.411-1 et L.411-2 du Code de l'Environnement) le cas échéant.

A travers cet article, la commune peut par exemple protéger son petit patrimoine tel que le réseau de haies, les mares ou zones humides.

→ Le recours au classement en EBC.

Peuvent être classés en espaces boisés classés les bois, forêts, à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations.

Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements, une ripisylve.

## 15. Les Zones Humides

### → Réglementation

La Convention Ramsar, est un traité intergouvernemental qui sert de cadre à l'action nationale et à la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources. Entrée en vigueur en 1975, c'est le seul traité mondial du domaine de l'environnement qui porte sur un écosystème particulier et les pays membres de la Convention couvrent toutes les régions géographiques de la planète.

Dans la législation française, l'Article 2 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, codifié à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement donne une définition des zones humides : « on entend par zone humide, les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année. »

Depuis la Loi sur l'Eau de 1992, la législation s'est considérablement enrichie en faveur de la protection et de la gestion des zones humides. Les zones humides jouent un rôle fondamental pour la conservation de la biodiversité et contribuent à la qualité de la ressource en eau. L'amélioration de la connaissance est une exigence renforcée par le Grenelle de l'Environnement qui confie aux agences de l'eau et au Conservatoire du littoral l'acquisition d'ici 2014 de 20 000 hectares de zones humides.

Face à la disparition de la moitié des zones humides en France, en 30 ans, différentes mesures ont été prises pour enrayer leur disparition à l'échelon national dans le Plan d'Actions Zones Humides et au niveau bassin dans le cadre du SDAGE Loire-Bretagne.

### → Définition

Selon la convention Ramsar, les zones humides sont « des étendues de marais, tourbières,... d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, où l'eau est stagnante ou courante, douce, saumâtre ou salée, y compris des étendues d'eau marine dont la profondeur n'excède pas 6 m de profondeur ». Ce sont des espaces de transition entre la terre et l'eau. En France, les zones humides abritent environ 25 % de la biodiversité. Ces espaces permettent de réguler les débits des cours d'eau (atténuation des crues, prévention des inondations...). Grâce à leur biocénose (ensemble des êtres vivants coexistant dans un espace défini), elles favorisent l'épuration et participent donc à la préservation de la qualité des cours d'eau.

L'identification des zones humides peut se faire sur une simple observation du terrain, qui fournit des informations sur sa nature. Quelques critères permettent souvent de déterminer s'il s'agit d'une zone humide :

- les paysages,
- la végétation : certaines plantes signalent presque à coup sûr la présence d'une zone humide : roseaux en plumet (phragmites) ou en massette (typha), iris jaune, grandes laïches (carex)...
- l'eau : les zones humides sont marquées par la forte présence de l'eau. Il peut s'agir d'une nappe d'eau présente à la surface du sol ou d'une nappe souterraine baignant le sol à quelques dizaines de centimètres de profondeur durant une bonne partie de l'année,



- le sol : dans de nombreuses zones humides, le sol peut être noir et fibreux (aspect de « tourbe »), reflet d'une grande richesse en matière organique, mais aussi prendre des couleurs ocre ou/et bleu-gris en fonction de la présence ou de l'absence d'oxygène. La présence d'eau dans le sol empêche de manière permanente ou temporaire l'activité des micro-organismes (champignons, bactéries...),
- la toponymie des lieux.

#### → Au niveau départemental

La Haute-Loire est riche d'une grande diversité de zones humides : lacs, tourbières, étangs et marais, vallées et plaines alluviales. Le département est engagé dans ce domaine et intervient à deux niveaux, d'une part en tant que maître d'ouvrage ou animateur d'opération de sensibilisation, planification, restauration, gestion, d'autre part en tant que soutien technique et financier à des porteurs de projets qu'ils soient collectivité ou association.

En Haute-Loire un inventaire des Zones humides et de leurs espaces fonctionnels a été entrepris. Parmi elles : les zones humides du Devès qui compte une vingtaine de zones humides, ou encore les zones humides de Landos tel que Les Narcès de la Sauvetat.

- Dans le cadre de la révision du SDAGE, une démarche d'inventaire des zones humides sur le territoire Loire-Bretagne a d'abord permis de réaliser une pré-localisation des zones humides. Il s'agit d'un travail amont élaboré à partir d'enquêtes. Cette pré-localisation est issue d'une prospection des secteurs susceptibles de contenir des zones humides. Sur le territoire communal, cette pré-localisation permet de faire apparaître la présence de quelques secteurs en zones humides.

### Prélocalisation des zones humides sur la commune de Malrevers



#### Légende

- Prélocalisation des zones humides - Loire Bretagne
- Commune
- zone humide
- Baie, bassin, estuaire, traict

#### Sources

##### Prélocalisation des zones humides - Loire-Bretagne

Source(s) : Agence de l'eau Loire Bretagne

##### Commune

Source(s) : 2008 - Fond cartographique GEOSIGNAL®

##### Zones humides

Source(s) : 2011 - RPDZH - Multi-partenariat

Carte réalisée avec le site Internet du " Réseau Partenarial des Données sur les Zones Humides - RPDZH "  
<http://www.sig.forum-marais-atl.com/RPDZH.php>

### → Contexte communal

La carte de préfiguration des zones humides présentées ci-dessus a été vérifiée par un premier travail de photo-interprétation puis par un travail de terrain.

Sur le territoire communal de Malrevers on recense près de 18 ha de zones humides. Il s'agit essentiellement des ripisylves le long des ruisseaux de Courbeyre et de Planhol.

Une campagne de terrain effectuée en mars 2012 a permis d'identifier, de façon non exhaustive, les zones humides sur la commune. Leur identification a été réalisée selon une reconnaissance végétale et pédologique.

En effet, les terrains caractéristiques des zones humides présentaient par endroit, une végétation typique des zones humides. Des Géraniums de bois ainsi que des Populages des marais ont ainsi été identifiés. A ces endroits, la végétation était également plutôt « sèche » en raison d'une longue période sans épisode pluvieux.



*Géranium des bois*



*Populage des marais*

D'autre part, des carottages ont été effectués. La présence de matière organique, mais surtout la présence typique d'une couleur ocre/rouille marquant la présence d'eau dans les terres ont permis d'identifier des parcelles en tant que zones humides. C'est notamment le cas des parcelles situées dans le secteur de Charraix, visibles sur la carte de pré-localisation.

Les zones humides ont été localisées :

- Au niveau du Galavel, au Nord-Ouest du bourg, près de la station d'épuration par filtre planté de roseaux :



- Au niveau du Riou, à gauche de la route, en allant vers le centre bourg :





***Carottage réalisé***






- Au niveau du Riou, sur les parcelles face à la lagune :



- Au niveau de Charraix :



## Grille AFOM

Situation actuelle		Tendance
+ Les espaces arborés sont des réservoirs de biodiversité et présentent un intérêt paysager qui participe grandement à la qualité du cadre de vie.		Volonté de préservation des espaces naturels.
+ Présence d'une Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)		Volonté de protection des espaces naturels, et mesures conservatoires déjà mises en place.
+ Le territoire communal intersecte avec le périmètre d'un site Natura 2000		Volonté de protection des espaces naturels, et mesures conservatoires déjà mises en place.
+ Des continuités écologiques particulières préservées		Compte tenu du caractère naturel et agricole de la commune, et des obligations réglementaires du GRENELLE 2 qui vont être pris en compte dans le nouveau règlement et zonage du PLU, les continuités écologiques doivent être préservées.
+ Présence de nombreuses zones humides		L'exploitation agricole pourrait entraîner le drainage de ces zones et donc amener à leur assèchement

## 16. Synthèse du diagnostic

### Les points forts et les faiblesses de la commune

Thème	Atouts	Faiblesses
<b>Air</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Territoire peu soumis à la pollution à l'ozone</li> <li>- Qualité de l'air globalement bonne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Peu de dispositifs de mesures et de connaissances sur la qualité de l'air</li> </ul>
<b>Environnement sonore</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une part très majoritaire de zones calmes</li> </ul>	
<b>Eau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Eaux superficielles globalement de bonne qualité</li> <li>- Eaux souterraines de bonne qualité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quelques altérations des eaux superficielles par les matières phosphorées</li> </ul>
<b>Assainissement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des travaux de mises en séparatif du réseau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Deux STEP qui semblent atteindre la limite de leur capacité nominale</li> <li>- Une partie des habitations en assainissement non collectif</li> </ul>
<b>Déchets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une gestion de qualité des déchets</li> <li>- Une quantité annuelle de déchets ménagers inférieure à la moyenne nationale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une pratique du tri encore trop limitée</li> </ul>
<b>Risques naturels et technologiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque inondation pris en compte par un PPR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Territoire soumis aux risques incendie de forêt, mouvement de terrain et séisme et ne disposant pas de PPR</li> <li>- Territoire soumis au risque radon</li> </ul>
<b>Sols et sous-sols</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucun site pollué avéré sur le territoire communal</li> <li>- Aucune carrière sur le territoire communal</li> </ul>	
<b>Énergie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Peu d'émissions de GES</li> <li>- Un potentiel important pour le développement des énergies renouvelables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Peu de moyens de déplacements doux</li> </ul>
<b>Paysage et patrimoine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un paysage d'une grande typicité</li> <li>- Un caractère agricole et naturel fort</li> <li>- Un potentiel pour les activités de plein air</li> </ul>	
<b>Milieus naturels et biodiversité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un territoire d'une richesse écologique remarquable</li> <li>- Présence d'un site Natura 2000, d'une ZICO</li> <li>- Des continuités écologiques préservées</li> <li>- Présence de zones humides</li> </ul>	



## E. Les 15 enjeux majeurs d'un point de vue environnemental

L'identification des atouts et des faiblesses communales, d'abord par thématique, puis par recoupement transversal, a permis de faire émerger un certain nombre d'enjeux environnementaux sur la commune de Malrevers.

Thématique	Enjeux
<b>Air</b>	Préserver le bon niveau de la qualité de l'air sur la commune
<b>Bruit</b>	Préserver les zones calmes, en intégrant l'enjeu environnement sonore dans les projets d'aménagement
<b>Eau &amp; assainissement</b>	Préserver la qualité des ressources en eau (superficielle et souterraine)
	Encourager des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, pour atteindre le bon état écologique des cours d'eau
	Encadrer et améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement, collectif comme non collectif
<b>Déchets</b>	Poursuivre et améliorer encore une gestion de qualité des déchets
	Diminuer la production de déchets à la source, en intégrant des campagnes de sensibilisation
<b>Risques</b>	Améliorer la prise en compte des risques dans l'aménagement
<b>Sols &amp; sous-sols</b>	Éviter l'implantation éventuelle d'activités polluantes
<b>Énergie</b>	Permettre les modes de développement d'énergies primaires alternatives, sous réserve d'une bonne qualité environnementale des projets
<b>Paysage &amp; patrimoine</b>	Préserver et valoriser le paysage du territoire
	Préserver et valoriser les éléments remarquables du patrimoine bâti et paysager (article 123-1-5 7° du Code de l'urbanisme)
	Permettre le développement des activités de plein air, en accord avec les autres besoins d'usage du sol.
<b>Milieux naturels</b>	Préserver l'ensemble des milieux naturels remarquables et leurs fonctionnalités
	Favoriser la densification des zones urbaines pour limiter l'étalement urbain et la consommation des zones naturelles

## Hiérarchisation des enjeux

Il s'agit ensuite d'identifier ceux qui possèdent des leviers d'actions propres au PLU, c'est-à-dire des enjeux pour lesquels le PLU est l'outil approprié pour infléchir les tendances. Les enjeux ont ainsi été hiérarchisés selon qu'ils soient jugés structurants, prioritaires ou modérés pour le développement du territoire.

<b>Enjeu structurant</b>	Les enjeux de cette catégorie recouvrent des niveaux de priorité forts pour le PLU sur l'ensemble du territoire, quelque soit l'échelle d'analyse sur laquelle il va se positionner (commune, quartier, zone d'activités, centre-ville...). Ce sont des enjeux pour lesquels le PLU dispose de leviers d'action directs. Ils doivent être intégrés très amont des réflexions de développement.
<b>Enjeu prioritaire</b>	Il s'agit d'enjeux qui apparaissent d'un niveau de priorité élevée pour le territoire communal mais de façon moins homogène que les enjeux structurants. Ils ont un caractère moins systématique et nécessiteront une attention particulière dans les phases plus opérationnelles du PLU : OAP, zonage et règlement.
<b>Enjeu modéré</b>	Bien qu'ils s'agissent d'enjeux environnementaux clairement identifiés lors du diagnostic territorial, ils revêtent un niveau de priorité plus faible pour le PLU au regard du fait notamment d'un manque de levier d'action direct

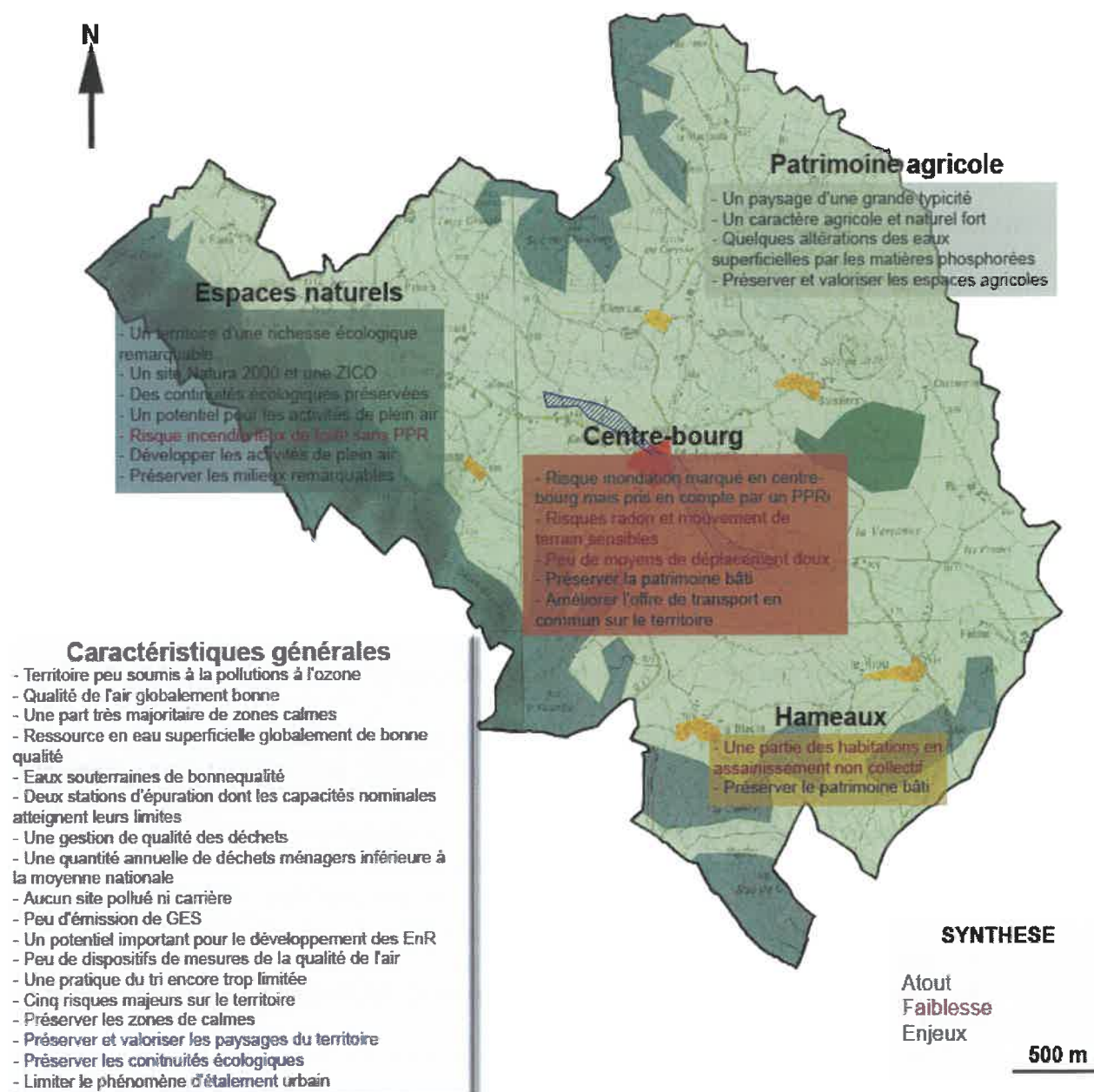
Les 15 enjeux ainsi définis pour la commune de Malrevers sont hiérarchisés dans le tableau suivant.

Hiérarchisation	Thème	Enjeux
<b>Structurant</b>	<b>Milieux Naturels</b>	Préserver l'ensemble des milieux naturels remarquables et leurs fonctionnalités
		Favoriser la densification des zones urbaines pour limiter l'étalement urbain et la consommation des zones naturelles.
	<b>Paysage &amp; patrimoine</b>	Préserver et valoriser le paysage du territoire
<b>Prioritaire</b>	<b>Air</b>	Préserver le bon niveau de la qualité de l'air sur la commune
	<b>Bruit</b>	Préserver les zones calmes, en intégrant l'enjeu environnement sonore dans les projets d'aménagement
	<b>Eau &amp; assainissement</b>	Encadrer et améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement, collectif comme non collectif
		Encourager des pratiques agricoles et industrielles respectueuses de l'environnement, pour atteindre le bon état écologique des cours d'eau
	<b>Déchets</b>	Diminuer la production de déchets à la source, en intégrant des campagnes de sensibilisation
	<b>Risques</b>	Améliorer la prise en compte des risques dans l'aménagement
	<b>Paysage &amp; patrimoine</b>	Préserver et valoriser les éléments remarquable du patrimoine bâti et paysager (article 123-1-5-7° du Code de l'urbanisme)
<b>Modéré</b>	<b>Eau &amp; assainissement</b>	Préserver la qualité des ressources en eau (superficielle et souterraine)
	<b>Déchets</b>	Poursuivre et améliorer encore une gestion de qualité des déchets
	<b>Sols &amp; sous-sols</b>	Éviter l'implantation éventuelle d'activités polluantes
	<b>Énergie</b>	Permettre les modes de développement d'énergies primaires alternatives, sous réserve d'une bonne qualité environnementale des projets
	<b>Paysage &amp; patrimoine</b>	Permettre le développement des activités de plein air, en accord avec les autres besoins d'usage du sol.

## Les quatre grandes zones d'enjeux sur la commune de Malrevers

L'analyse précédente a permis de mettre en évidence, par thématique environnementale, les atouts et les faiblesses du territoire. Ces éléments ont ensuite été cartographiés afin de définir les effets cumulés et de dégager les grands enjeux présents sur la commune. Ce travail a favorisé l'émergence de quatre grandes zones d'enjeux.

### Les grands enjeux sur la commune de Malrevers





## **F. Evaluation des incidences du projet communal**

L'objet de ce chapitre est d'analyser **les effets notables, temporaires ou permanents**, que l'ensemble des pièces du Plan Local d'Urbanisme peut avoir sur **l'environnement au sens large** de la commune de Malrevers, et de montrer d'ores et déjà comment le **plan prend en compte l'environnement** pour en favoriser la préservation.

### **1. Analyse des incidences du PADD**

L'état initial de l'environnement (EIE) a permis d'identifier un certain nombre d'atouts et de faiblesses sur le territoire de la commune, qui, associés à des tendances, ont contribué à faire émerger les enjeux pour le développement durable du territoire (*Ces enjeux sont présentés en synthèse du chapitre "État Initial de l'Environnement"*).

Sur la base d'une synthèse de ces enjeux « détaillés », des enjeux globaux et transversaux ont été identifiés pour la construction et l'adoption du Plan d'Aménagement et de Développement Durable, en réponse aux contraintes et aux besoins du territoire. Pour la commune de Malrevers, ces enjeux sont au nombre de 15.

- Préserver le bon niveau de la qualité de l'air sur la commune
- Préserver les zones calmes, en intégrant l'enjeu environnement sonore dans les projets d'aménagement
- Préserver la qualité des ressources en eau (superficielle et souterraine)
- Encourager des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, pour atteindre le bon état écologique des cours d'eau
- Encadrer et améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement, collectif comme non collectif
- Poursuivre et améliorer encore une gestion de qualité des déchets
- Diminuer la production de déchets à la source, en intégrant des campagnes de sensibilisation
- Améliorer la prise en compte des risques dans l'aménagement
- Éviter l'implantation éventuelle d'activités polluantes
- Permettre les modes de développement d'énergies primaires alternatives, sous réserve d'une bonne qualité environnementale des projets
- Préserver et valoriser le paysage du territoire
- Préserver et valoriser les éléments remarquable du patrimoine bâti et paysager (article 123-1-5-7° du Code de l'urbanisme)
- Permettre le développement des activités de plein air, en accord avec les autres besoins d'usage du sol.
- Préserver l'ensemble des milieux naturels remarquables et leurs fonctionnalités
- Favoriser la densification des zones urbaines pour limiter l'étalement urbain et la consommation des zones naturelles

En plus de répondre à ces 15 objectifs, le PADD doit se construire dans un cadre de croissance démographique prédéfini, intégrant à la fois la réalité de la demande et de l'évolution possible du territoire en termes de logements et de démographie, mais aussi les notions de développement

durable. Les objectifs de développement retenus par la commune conjuguent donc les réflexions spécifiques au territoire communal.

En effet, au regard des perspectives démographiques attendues, d'environ 1 à 2 % en moyenne par an, un développement restreint est ainsi envisagé et souhaité par la commune. C'est pourquoi, le conseil municipal a élaboré un Projet d'Aménagement de Développement Durable qui permet d'affirmer une nouvelle dynamique tout en assurant un développement équilibré et maîtrisé. Le projet de Malrevers vise l'amélioration et la préservation du cadre de vie, et permettra de développer la vie dans la ville "sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins" (rapport Brundtland). Il s'attache aussi aux critères écologiques du développement durable et cherche à atteindre un équilibre entre développement et préservation.

Le PADD prévoit donc un certain nombre de mesures visant à économiser largement l'espace communal, tout en cherchant à proposer une offre diversifiée en logements, en proposant un cadre de vie de qualité, et en améliorant les déplacements. L'ensemble de ces aménagements s'accompagnera d'une prise en compte de l'environnement, que ce soit à travers les risques majeurs, la valorisation du patrimoine et la préservation des paysages et des milieux agricoles et naturels.

Le projet communal entend tout d'abord renforcer la centralité et les fonctions villageoises, en promouvant le développement de l'urbanisation au sein de l'enveloppe urbaine existante, et en limitant les extensions périphériques ; les nouveaux projets d'aménagement seront donc restreints. Le projet encourage également le développement d'une offre diversifiée en logements, et de la mixité sociale par la production de quelques logements locatifs. L'ensemble de ces projets permettra d'adapter le développement à la capacité des réseaux techniques. De surcroît, cette « reconstruction » du village s'accompagnera d'une mise en valeur du patrimoine bâti, qui présente une qualité architecturale évidente.

Le PADD pose également la nécessité de conforter et diversifier l'ensemble des structures de services, d'activités économiques ou encore d'équipements. Le déploiement d'une activité multiservices de proximité, en centre-bourg, pourrait ainsi voir le jour. L'activité agricole, très prégnante sur le territoire communal, sera également confortée : le développement des exploitations existantes sera permis de façon à limiter les conflits entre agriculture et urbanisation. Le PADD propose, par ailleurs, de valoriser et de développer le tourisme en relation avec cette activité.

Un autre volet important du projet de la commune est de favoriser une politique de déplacements soucieuse du développement durable ; ce choix en terme de transport permettra de rendre la ville plus accessible, en limitant les déplacements automobiles et cherchant à faciliter les connexions inter-quartiers. Il s'agira pour cela de réaliser des itinéraires piétons sécurisés, notamment entre le quartier de l'école et la boulangerie, et sur la traversée de la RD 26 qui permettra de rejoindre le pôle de service. L'offre en stationnement bénéficiera aussi d'une nouvelle gestion, avec la création d'un parc de stationnement fonctionnel en centre-bourg. La qualité de vie dans le centre villageois devrait s'en trouver nettement améliorée, la circulation plus fluide et apaisée.

Enfin, le PADD affirme la nécessité de préserver et de valoriser l'ensemble des espaces naturels et agricoles, ainsi que les paysages et le patrimoine remarquable de la commune. Il insiste plus particulièrement sur la compatibilité entre le développement prévu et la conservation des espaces

agricoles qui façonnent le territoire. Les grandes structures végétales et paysagères, les espaces boisés, situés sur les sucus et le plateau de Chaspinhac, et les ruisseaux de Courbeyre et de Planhol, qui participent grandement au caractère identitaire de la commune seront également préservés. La protection des continuités écologiques et des cœurs de nature permettra de garantir la fonctionnalité des milieux.

De plus, afin de protéger le territoire, les biens et les populations, la prévention des risques sera prise en compte et renforcée, notamment le risque lié aux inondations.

Le projet de la commune témoigne donc d'une bonne cohérence vis-à-vis de l'ensemble des contraintes et des besoins du territoire. Il est le reflet d'une réflexion concertée et intelligente, qui a entouré sa construction, et dont le but est de satisfaire les objectifs de développement durable, ainsi que l'ensemble des objectifs de protection de l'environnement établi au niveau national et communautaire auquel est soumise la commune de Malrevers, en tant que commune française et européenne.

Par ailleurs, l'ensemble de ces enjeux, issus de l'État Initial de l'Environnement, doivent être en adéquation avec les orientations du PADD. En effet, c'est en croisant chacune des orientations du PADD avec chacun des enjeux environnementaux que sont mises en évidence les incidences prévisibles du PLU sur l'environnement. Cette démarche permet donc de mettre en avant la pertinence du PADD. C'est ce que présente le tableau suivant.



## **Croisement des axes du PADD et des enjeux issus de l'EIE :**

**L'ensemble des enjeux est bien pris en compte.**

### **Axe1 : Conforter la vocation résidentielle de la commune de façon progressive et raisonnée**

- Encourager des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, pour atteindre le bon état écologique des cours d'eau
- Encadrer et améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement, collectif comme non collectif
- Améliorer la prise en compte des risques dans l'aménagement
- Préserver et valoriser le paysage du territoire
- Favoriser la densification des zones urbaines pour limiter l'étalement urbain et la consommation des zones naturelles

### **Axe 2 : Soutenir et promouvoir l'économie locale**

- Préserver le bon niveau de la qualité de l'air sur la commune
- Préserver les zones calmes, en intégrant l'enjeu environnement sonore dans les projets d'aménagement
- Poursuivre et améliorer encore une gestion de qualité des déchets
- Diminuer la production de déchets à la source, en intégrant des campagnes de sensibilisation
- Permettre les modes de développement d'énergies primaires alternatives, sous réserve d'une bonne qualité environnementale des projets

### **Axe 3 : Pérenniser et conforter l'activité agricole**

- Encourager des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, pour atteindre le bon état écologique des cours d'eau
- Préserver et valoriser le paysage du territoire
- Permettre le développement des activités de plein air, en accord avec les autres besoins d'usage du sol (tourisme)

### **Axe 4 : Préserver les valeurs paysagères, les milieux naturels et la biodiversité de la commune**

- Préserver et valoriser le paysage du territoire
- Préserver l'ensemble des milieux naturels remarquables et leurs fonctionnalités
- Préserver et valoriser les éléments remarquable du patrimoine bâti et paysager (article 123-1-7° du Code de l'urbanisme)
- Préserver la qualité des ressources en eau (superficielle et souterraine)
- Favoriser la densification des zones urbaines pour limiter l'étalement urbain et la consommation des zones naturelles

## 2. Évaluation générale des incidences du PADD sur l'ensemble du territoire de la commune

L'évaluation des incidences des orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durable porte à la fois sur les composantes de l'environnement et sur les critères de développement durable qui sont soulignés par la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (loi dite SRU n° 2000-1208 du 13 décembre 2000).

Les Plans Locaux d'Urbanisme doivent permettre d'assurer les objectifs de développement durable suivants :

- « l'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
- la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;
- une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».

Pour rappel, le PADD de Malrevers se décline en 4 grands axes, chacun d'eux se précisant en un certain nombre d'objectifs. Il s'agit tout d'abord d'évaluer les **incidences générales** de chacun des 4 axes du PADD en passant en revue les incidences possibles sur chacune des thématiques environnementales développées dans l'État Initial de l'Environnement.

Le système de notation ci-dessous a été utilisé pour classer les incidences de chacun des 4 axes du PADD sur l'environnement :

Note	Signification
---	Incidences négatives importantes
-	Incidences négatives
0	Incidences globalement neutres
+	Incidences positives
++	Mesures importantes en faveur de la protection de l'environnement
NC	Non Concerné

### 3. Analyse par axe

#### → Axe 1 : Conforter la vocation résidentielle de la commune de façon progressive et raisonnée

Thème	Incidences	Notes
Air	NON CONCERNE	NC
Bruit	NON CONCERNE	NC
Eau	Le développement urbain sera adapté à la capacité des réseaux.	+
Assainissement	Le développement urbain sera adapté à la capacité des réseaux.	+
Déchets	NON CONCERNE	NC
Risques	Les risques, et notamment les inondations, seront pris en compte dans l'aménagement pour réduire l'exposition des biens et des personnes.	+
Sols et sous-sols	Le renouvellement urbain sera privilégié de manière à limiter l'étalement et donc la consommation d'espace.	+
Énergie	Le développement urbain sera privilégié de façon à limiter les déplacements motorisés.	+
Paysages et patrimoine	Les nouvelles opérations de construction se feront en corrélation avec la préservation des activités agricoles.	++
Milieux naturels et biodiversité	Le développement urbain tiendra compte de la préservation de la qualité paysagère.	+
	La préservation du couvert végétal en place, sera prise en considération dans le développement de certains hameaux.	+

#### → Axe 2 : Soutenir et promouvoir l'économie locale

- Pérenniser et conforter l'activité commerciale du centre-bourg
- Faciliter les connexions inter-quartiers
- Permettre de développer l'économie verte

Thème	Incidences	Notes
Air	NON CONCERNE	NC
Bruit	La mise en place d'itinéraires piétons sécurisés et d'un parc de stationnement en centre bourg permettra de limiter les émissions sonores sur le village.	+
Eau	NON CONCERNE	NC
Assainissement	NON CONCERNE	NC
Déchets	Le PADD vise à améliorer et à pérenniser la filière des déchets, en optimisant le système de collecte	+
Risques	NON CONCERNE	NC
Sols et sous-sols	La construction d'une halle multiservice et de quelques logements est susceptible d'entraîner une consommation d'espace supplémentaire, mais le phénomène sera limité par le souci de limiter la consommation d'espace.	+
Énergie	La création d'un parc de stationnement fonctionnel ainsi que la mise en place de liaisons piétonnes permettront de d'atténuer la circulation et de diminuer les émissions de GES.	++
	Le développement des énergies renouvelables est recherché dans le cadre des nouvelles opérations d'aménagement public (toiture solaire, chaudière bois).	++
Paysages et patrimoine	NON CONCERNE	NC
Milieux naturels et biodiversité	NON CONCERNE	NC



### → Axe 3 : Pérenniser et conforter l'activité agricole

- Permettre le développement des exploitations existantes
- Permettre le développement d'activités touristiques en lien avec l'activité agricole

Thème	Incidences	Notes
Air	NON CONCERNE	NC
Bruit	NON CONCERNE	NC
Eau	NON CONCERNE	NC
Assainissement	NON CONCERNE	NC
Déchets	NON CONCERNE	NC
Risques	NON CONCERNE	NC
Sols et sous-sols	NON CONCERNE	NC
Énergie	NON CONCERNE	NC
Paysages et patrimoine	Des « limites » seront adaptées entre zones agricoles et urbaines afin de préserver les espaces agricoles.	+
	Le PADD veillera à l'intégration paysagère des bâtiments agricoles.	+
	Le PADD met en avant le développement du tourisme en lien avec les activités agricoles.	+
Milieux naturels et biodiversité	NON CONCERNE	NC

### → Axe 4 : Préserver les valeurs paysagères, les milieux naturels et la biodiversité de la commune

- Préserver les grandes caractéristiques paysagères du territoire communal
- Préserver et renforcer les continuités écologiques

Thème	Incidences	Notes
Air	NON CONCERNE	NC
Bruit	NON CONCERNE	NC
Eau	NON CONCERNE	NC
Assainissement	NON CONCERNE	NC
Déchets	NON CONCERNE	NC
Risques	NON CONCERNE	NC
Sols et sous-sols	L'étalement urbain sera limité, en particulier le long de la RD 26 et au niveau des suc de Jallet et de la Conche.	+
Énergie	NON CONCERNE	NC
Paysages et patrimoine	Le PADD pose la nécessité de préserver les espaces naturels et agricoles, et notamment le maillage bocager, les haies ou alignements d'arbres, les prairies, qui structurent le paysage et participent au caractère identitaire de la commune.	++
	Les espaces boisés présents sur les suc et sur le plateau de Chaspinhac seront eux aussi préservés.	++
	Les milieux humides ainsi que les ripisylves bordant les ruisseaux de Planhol et de Courbeyre seront protégés.	++
	Le patrimoine architectural ainsi que le petit patrimoine présents sur la commune seront mis en valeur et feront notamment l'objet d'une prise en compte au titre de l'article L123-1-5-7° du code de l'urbanisme.	++
Milieux naturels et biodiversité	Les continuités écologiques majeures du territoire seront préservées par le maintien des zones remarquables et leurs liaisons, permises par les corridors terrestres (haies) et aquatiques (zones humides).	++

## 4. Synthèse de l'impact sur l'environnement du projet de PADD

Le tableau suivant synthétise l'ensemble des incidences, positives ou négatives, du Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Malrevers.

Chaque thème s'est vu affecté une note par orientation, en fonction de la moyenne des notations accordées à chacune des orientations prises par le PLU.

Thème	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Bilan par thème
Air	NC	NC	NC	NC	NC
Bruit	NC	+	NC	NC	+
Eau	+	NC	NC	NC	+
Assainissement	+	NC	NC	NC	+
Déchets	NC	+	NC	NC	+
Risques	+	NC	NC	NC	+
Sols et sous-sols	+	+	NC	+	+
Énergie	+	++	NC	NC	++
Paysages et patrimoine	++	NC	+	++	++
Milieus naturels et biodiversité	+	NC	NC	++	++
<b>Bilan par axe</b>	++	++	+	++	++

L'analyse fait apparaître une plus-value majeure avec de nombreuses incidences positives ; l'effet du PADD de Malrevers est donc globalement positif au regard des enjeux environnementaux du territoire.

Le PADD apportera une très large amélioration quant à la préservation et la valorisation des milieux naturels et agricoles, de la biodiversité et du patrimoine écologique, du patrimoine architectural et paysager, sur l'ensemble du territoire communal, ainsi qu'à la prise en compte de l'énergie par la diminution des émissions de GES. De plus, les changements des modes d'urbanisation devraient permettre de limiter l'étalement urbain, et donc de consommer moins de ressource « espace ». Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable de Malrevers permet ainsi de pérenniser les caractères identitaires de son territoire, en mettant largement en valeur ses principaux atouts.

Le PADD affiche une évidente plus-value environnementale au regard du document d'urbanisme en vigueur :

- La volonté de développer un aménagement urbain équilibré et réfléchi, fondé sur le renfort de la centralité villageoise et sur la densification de l'existant, associé à la valorisation des espaces verts, dans le centre-bourg, tout autant qu'au niveau des hameaux.
- Le dessein communal vise à élaborer un nouveau schéma de déplacement, en permettant d'une part, l'intégration de liaisons douces, qui incitera ainsi la population à des modes de déplacements piétonniers, et d'autre part, à proposer une nouvelle offre en stationnement, dans le centre-bourg, ce qui permettra une circulation plus apaisée. Cette nouvelle perspective permettra ainsi de limiter non seulement les émissions de polluants et de gaz à effet de serre, mais également les nuisances sonores. Il s'agit donc d'un projet structurant très positif vis-à-vis du cadre de vie des Malreversoises, qui accordera aussi plus de sécurité dans les déplacements.


- Le projet communal entend préserver et valoriser ce qui fait la force de son identité, tant du point de vue du patrimoine bâti architectural et paysager, que de sa richesse écologique. Le territoire naturel et agricole voit donc sa protection renforcée ; et la commune s'attachera plus particulièrement à préserver les continuités écologiques, les réservoirs de biodiversité et les corridors terrestres et aquatiques. Les espaces boisés sur les suc's et le plateau de Chaspinhac seront eux aussi mis en valeur. Enfin, certains projets d'aménagement feront l'objet d'une intégration paysagère, en particulier ceux concernant les bâtiments agricoles.
- Les risques majeurs présents sur le territoire, en particulier le risque lié aux inondations, seront pris en considération et intégrés dans le nouveau projet communal.

## 5. Évaluation générale des incidences du zonage sur l'ensemble du territoire communal

L'objectif de ce sous-chapitre est d'analyser les incidences générales, temporaires ou permanentes, que le nouveau zonage du plan d'urbanisme peut avoir sur l'environnement au sens large du territoire de Malrevers. L'analyse du zonage permet également, en croisant des données de surface, d'avoir une approche un peu plus quantitative des incidences du plan sur l'environnement.

### Comparaison simplifiée des zonages du Plan d'Occupation des Sols et du Plan Local d'Urbanisme

On considère ainsi l'évolution logique des zones du POS vers le PLU sur la commune.

Zones POS	Evolution	Zones PLU
U		U
NA		AU
NC		A
ND		N

Le tableau suivant présente les superficies<sup>2</sup> en hectares des différentes zones et leurs évolutions relatives.

	POS (ha)	% POS	PLU (ha)	% PLU	Delta POS vers PLU	% surface communale	% d'évolution relative
U	80,4	5,67 %	39,11	2,76 %	- 41,29	- 2,91 %	- 51,36 %
AU	8,7	0,61 %	4,62	0,33 %	- 4,08	- 0,29 %	- 46,94 %
A	940	66,25 %	917,16	64,77 %	- 22,84	- 1,61	- 2,43 %
N	389,78	27,47 %	457,68	32,26 %	+ 67,90	+ 4,79 %	+ 17,42 %
Surf. Totale	1418.88 ha						

Cette analyse montre premièrement que le nouveau zonage du PLU ne bouleverse pas l'existant : les changements observés dans la répartition des différentes vocations de zones se trouvent peu modifiés, à l'exception des zones à vocation urbaine, qui diminuent presque de moitié. Le nouveau

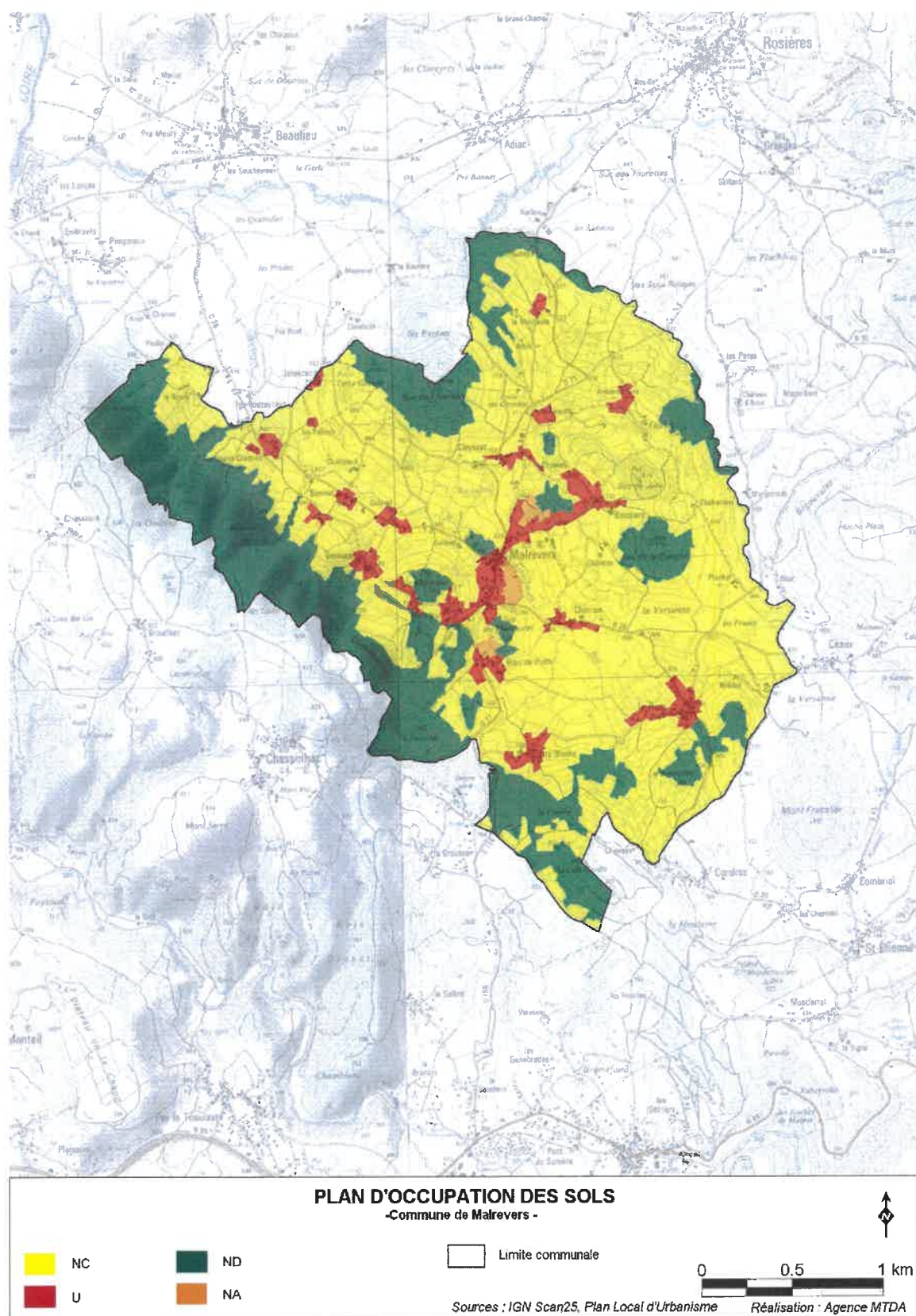
<sup>2</sup> Les outils Système d'Information Géographique (SIG) permettent de calculer les superficies de chaque zone. Les méthodes de calcul entraînent dans la présente étude des erreurs de moins de 0,04 %, ce qui est négligeable.



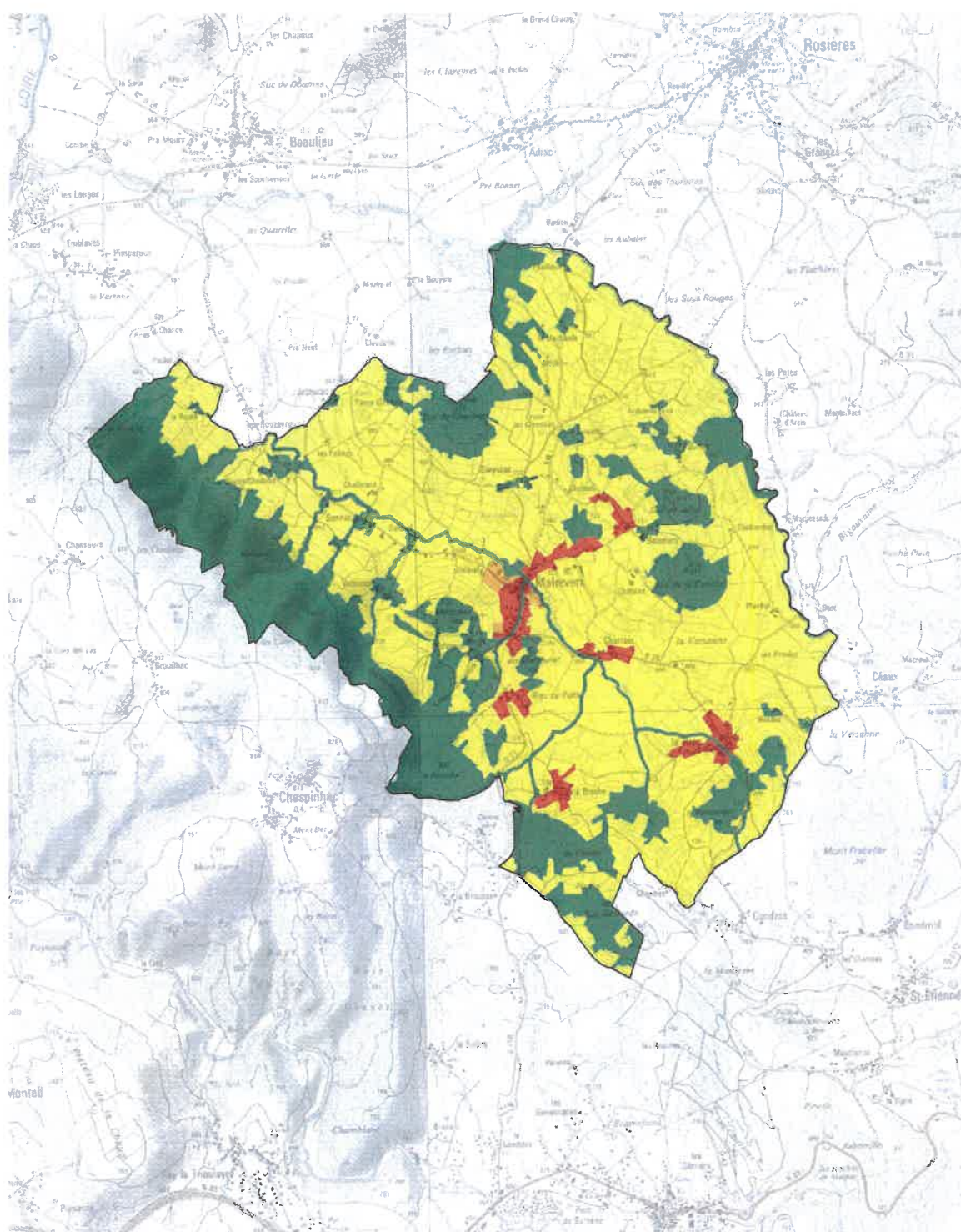
zonage accomplit son objectif en permettant un accompagnement maîtrisé du projet urbain communal ; les zones « constructibles » (U et NA au POS) passent de 89,1 hectares, soit 6,28 % du territoire, à 43,73 ha (zones U et AU au PLU), ce qui ne représente plus que 3,08% du sol communal, et qui permettront à la commune d'accueillir conformément à son projet de nouveaux habitants. Et cela, tout en assurant la préservation des zones naturelles, puisque plus de 67 hectares sont classés en zones naturelle alors qu'ils ne présentaient pas cette vocation au POS. Parmi les zones naturelles, on peut distinguer les zones Nh, qui comportent des constructions. Ces zones représentent 15,22 ha sur le territoire communal. En incluant les zones Nh en zones constructibles, la part des zones « constructibles » est de 58,95 ha soit 4,15% du sol communal. Les zones naturelles, hors zones Nh, couvrent 442,46 ha au PLU, ce qui représentent encore 31 % du territoire.

Si près de 23 hectares de zones agricoles sont désormais classés en zones N, U ou AU, les zones agricoles ne s'en voient pas impactées puisque concrètement près de 65 % du territoire restent à vocation agricole. Cela révèle l'adéquation existante entre le nouveau zonage et le PADD, dont l'ambition affirmée est de permettre un développement urbain harmonieux tout en préservant et en valorisant d'avantage les caractéristiques environnementales et naturelles de la commune.

## Cartes représentant la comparaison des zonages des POS et PLU de Malrevers







### PLAN LOCAL D'URBANISME

-Commune de Mallevers -



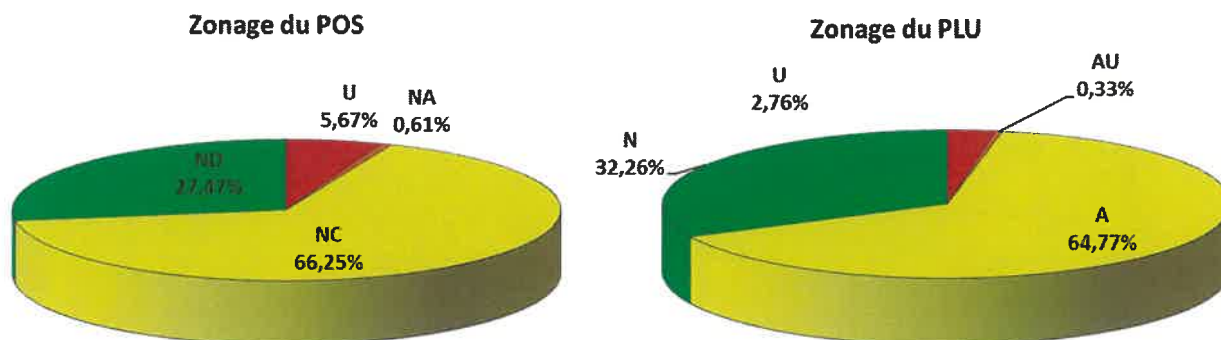
Limite communale

0 0,5 1 km

Sources : IGN Scan25, Plan Local d'Urbanisme

Réalisation : Agence MTDA

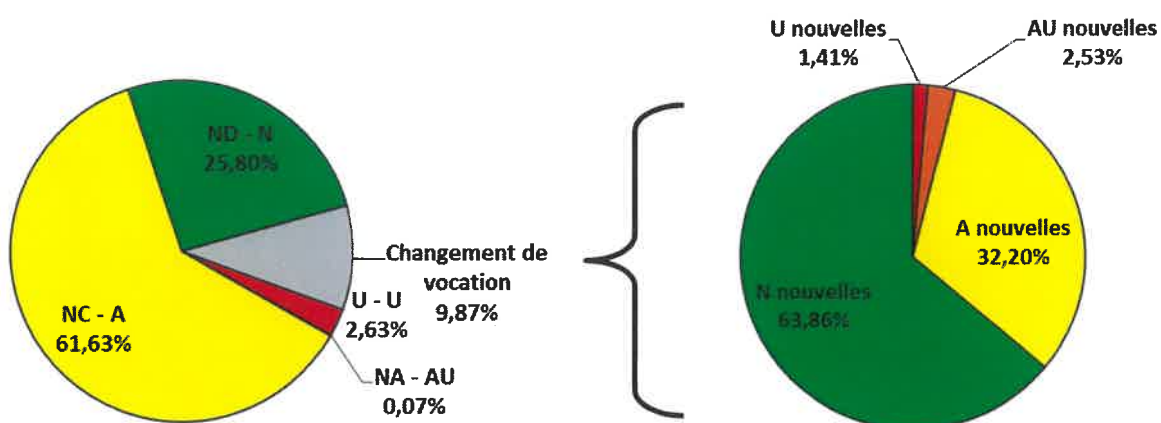




Comme le révèlent bien les deux cartes présentées plus haut, ainsi que les diagrammes ci-dessus, les entités naturelles sont maintenues, préservées et même augmentées comme le montre le nouveau zonage avec environ 32 % de zones N au PLU contre 27,47 % de zones ND au POS. Les zones agricoles sont de manière générale bien conservées, puisque seule une légère diminution (22,84 ha de moins entre le POS et le PLU) est constatée. Cette « disparition » s'explique par la reconquête de zones naturelles.

Les zones à vocation urbaine (U et NA au POS et U et AU au PLU) diminuent presque de moitié entre le POS et le PLU, passant ainsi de 89,1 ha au POS à 43,73 ha au PLU. Cette réduction des surfaces à vocation urbaine représente une économie sur la ressource « espace » permise par le nouveau document d'urbanisme.

Les graphiques suivants permettent de synthétiser l'évolution entre les deux zonages, et illustrent encore une fois les grandes incidences attendues vis-à-vis du zonage projeté, soit une conservation affirmée des espaces naturels, et la diminution des zones à vocation urbaine.



Les modifications apportées par le nouveau PLU peuvent être résumées ainsi :

Sur les 80,4 hectares d'anciennes zones U :

- 37,28 hectares restent en U, soit 2,63 % de la superficie communale,
- 17,13 hectares deviennent des zones A, soit 1,21 % de la superficie communale,

- 26,22 hectares sont transformés en zones N, soit 1,85 % de la superficie communale.

Sur les 8,7 hectares d'anciennes zones NA :

- 1 hectare reste à vocation à urbaniser, en AU, soit 0,07 % de la superficie communale,
- 0,68 hectare deviennent de nouvelles zones N, soit 0,05 % de la superficie communale,
- 7,08 hectares deviennent des zones A, correspondant à 0,5 % de la superficie de la commune.

Sur les 940 hectares d'anciennes zones NC :

- 873,7 hectares restent en zones agricoles, A, soit 61,58 % de la surface communale,
- 1,98 hectares se transforment en zones U, soit 0,14 % de la surface communale,
- 2,02 hectares se transforment en zones AU, soit 0,14 % de la surface communale,
- 62,45 hectares deviennent des zones N, c'est-à-dire 4,4 % de la surface communale.

Sur les 389,78 hectares d'anciennes zones ND :

- 365,82 hectares conservent leur vocation de zone naturelle, N, soit 25,8 % de la superficie de la commune,
- 1,52 hectares deviennent des zones AU, soit 0,11 % de la surface communale,
- 20,84 hectares se transforment en zones A, c'est-à-dire 1,47 % de la surface de la commune.

De façon évidente, le zonage du PLU présente dans l'ensemble une grande similitude à celui du POS en vigueur, permettant ainsi de conserver l'équilibre existant sur la commune. Cependant, 139,91 hectares, c'est-à-dire 9,86 % du territoire communal, voient leur vocation transformée.

Ainsi, sur les 139,91 hectares de zones ayant changé de vocation, on observe :

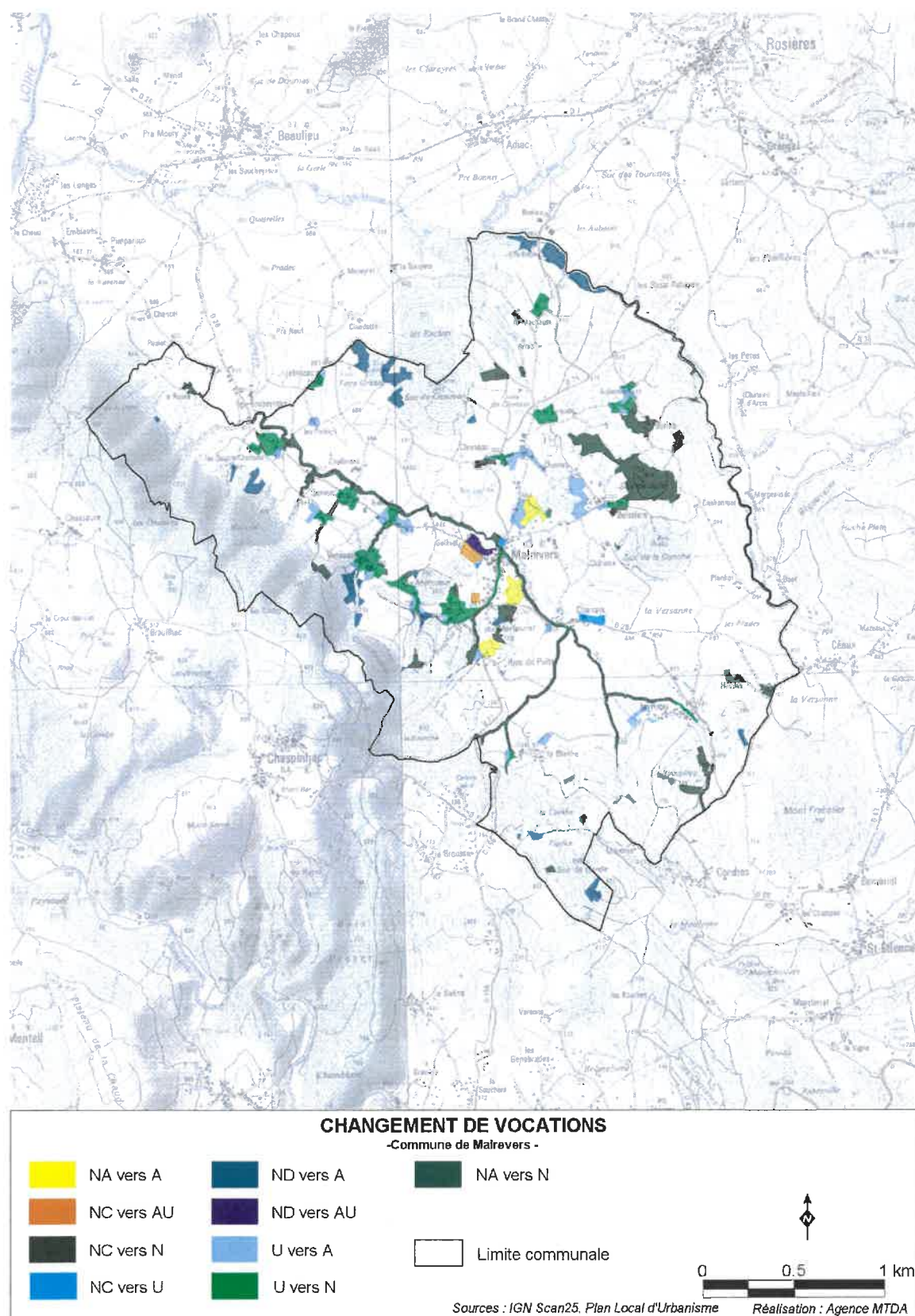
- 1,41 % de nouvelles zones U, issues d'anciennes zones NC,
- 2,53 % de nouvelles zones AU, issues d'anciennes zones NC et ND,
- 32,2 % de nouvelles zones A, issues d'anciennes zones U, NA et ND,
- 63,86 % de nouvelles zones N, issues d'anciennes zones U et NC.

Le tableau suivant détaille ces changements de vocation (données en hectares).

Zones nouvelles au PLU		Vocation originale au POS			
		U	NA	NC	ND
U	1,98	0	0	1,98	0
AU	3,53	0	0	2,02	1,52
A	45,06	17,13	7,08	0	20,84
N	89,34	26,22	0,68	62,45	0
<b>Total</b>	<b>139,91</b>	<b>139,91</b>			

La carte suivante présente le devenir des 9,86 % du territoire communal n'ayant pas évolué vers le nouveau PLU en présentant une similitude exacte, selon l'évolution considérée comme « naturelle ».

## Carte représentant les changements de vocation entre les zonages du POS et du PLU de Malrevers





## 6. Ouverture à l'urbanisation

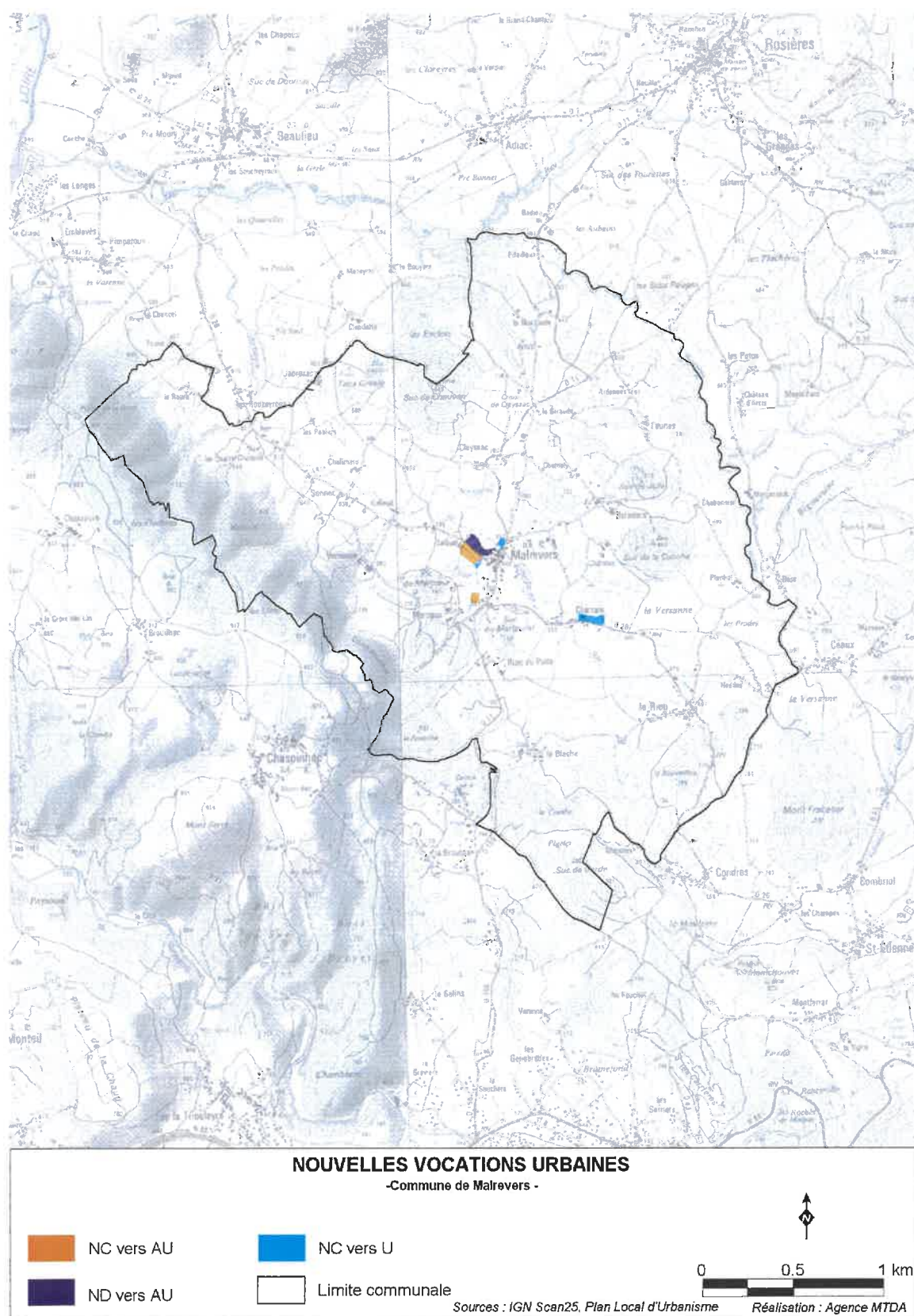
Un certain nombre de parcelles sont ouvertes à l'urbanisation, c'est à dire qu'elles sont classées en U ou AU dans le PLU, alors qu'elles n'étaient zonées ni en U ni en NA au POS. Le tableau suivant synthétise les superficies de ces parcelles.

Évolution du POS au PLU	Superficie (en ha)	% du territoire communal
De NC vers U	1,98	0,14 %
De NC vers AU	2,02	0,14 %
De ND vers AU	1,51	0,11 %
Ouverture depuis NC	3,99	0,28 %
Ouverture depuis ND	1,52	0,11 %
Ouverture en U	1,98	0,14 %
Ouverture en AU	3,53	0,25 %

L'augmentation globale des zones U et l'ouverture de certaines zones AU laissent présager d'une certaine consommation de nouvelles parcelles, jusqu'ici non urbanisées. Toutefois, cette évolution paraît justifiée, compte tenu du caractère attractif de Malrevers, et le besoin d'adaptation au contexte de développement démographique envisagé. D'autre part, cette évolution paraît totalement maîtrisée puisque, globalement, l'augmentation de zones U, c'est-à-dire directement urbanisables, reste très modérée, ne représentant que 1,98 hectares, soit 0,14% du territoire communal, et pour l'essentiel en continuité avec les espaces urbains existants.

Les ouvertures en zones AU, elles aussi en continuité avec le noyau urbain existant, correspondent à des réserves foncières pour le développement futur de la commune. Elles représentent 0,25 % du territoire communal.

## Cartographie des nouvelles zones à vocation urbaine sur la commune de Malrevers



## **7. Protection des milieux naturels et agricoles**

### **Les milieux naturels**

On observe, dans le nouveau projet communal, une augmentation des zones naturelles. En effet, on constate une évolution de 17,42% des surfaces naturelles, correspondant à 67,90 ha nouvellement classés au PLU. Cette modification est en adéquation avec la volonté exprimée dans le PADD de protéger l'environnement, les paysages naturels, et de préserver la biodiversité.

Ce remaniement est issu de la reconquête de certaines parcelles, en majorité agricoles, mais également urbaines, comme le présente la carte suivante. L'ensemble de ces parcelles devient donc inconstructibles (sauf conditions particulières).

En outre, on remarque que la majorité de ces reconquêtes « naturelles », concerne des secteurs écologiques particulièrement intéressants sur la commune de Malrevers ; en effet, les zones nouvellement classées « N » au PLU se situent au sein des continuités écologiques identifiées sur la commune dans le cadre du tracé de la Trame Verte et Bleue.

Cependant, on peut noter également que trois parcelles ouvertes à l'urbanisation, à proximité du village et du pic de Mercoeur, sont localisées au sein des réservoirs de biodiversité identifiés dans la Trame Verte et Bleue. Il s'agit de 1,37 ha issus d'une ancienne zone ND, et de deux parcelles de 2,02 ha issues de zones classées NC au POS.

### **Les milieux agricoles**

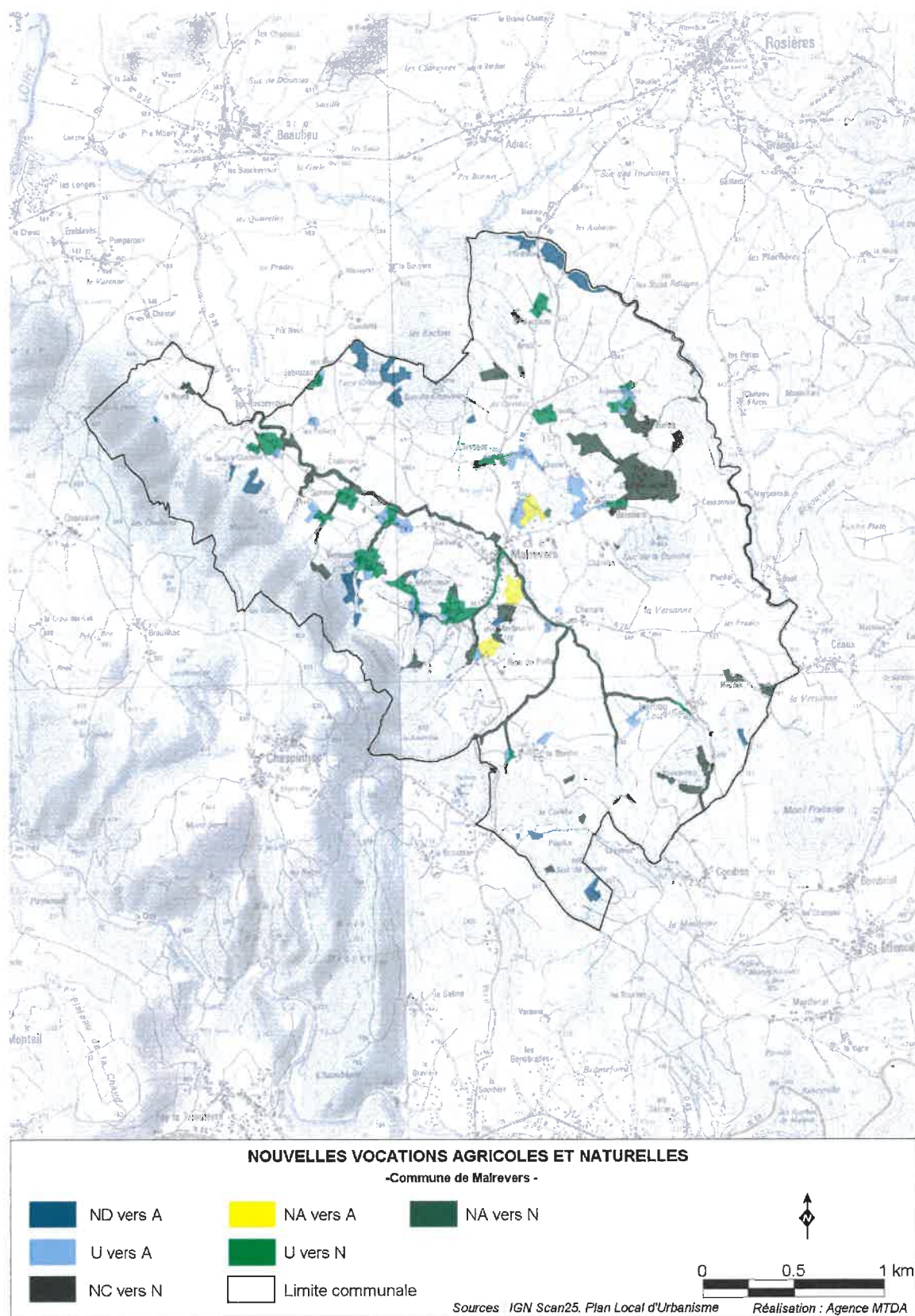
Les espaces agricoles occupent une part considérable du territoire, représentant plus de 60 % de la surface communale. L'objectif affiché dans le PADD est donc de conforter les activités agricoles, de maintenir les exploitations existantes, et également de développer le tourisme en lien avec l'activité.

L'évolution de 62,45 ha de zones A en zones N, soit 4,4 % de la superficie de la commune va dans ce sens. En outre, bien que ces 62,45 ha d'anciennes zones A soient classées en zones N, ils gardent leur vocation agricole sur le terrain.

Cette diminution des zones agricoles, se fait de façon presque équivalente, au détriment d'anciennes zones U (17,13 ha en moins), ND (20,84 ha en moins) et NA (7,08 ha en moins) au POS.



## Carte représentant les zones nouvellement naturelles ou agricoles sur Malrevers



## **G. Études des risques d'incidences Natura 2000 : zoom sur des secteurs spécifiques**

L'objectif de ce sous-chapitre est d'analyser succinctement les « risques » d'effets notables, temporaires ou permanents, que les travaux ou aménagements peuvent avoir sur l'état de conservation des habitats naturels ou des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites Natura 2000 situés sur ou à proximité de la commune de Malrevers.

### **Les projets de la commune**

Le dessein communal de Malrevers présente 6 projets d'ouverture à l'urbanisation, susceptibles d'avoir un impact sur la zone Natura 2000 intersectant le territoire communal.

Les 6 projets sont les suivants :

- 1) Ouverture de terrains à l'urbanisation au niveau de la route de Beaulieu :
  - secteur Les Rivaux /Ouchasse
  - secteur Près Moulin
- 2) Extension du bourg de façon limitée sur le secteur Les Partides
- 3) Réalisation de quelques logements locatifs, (notamment à proximité de la boulangerie)
- 4) Création d'une zone dédiée à la construction d'une halle multi-activités
- 5) Création d'un parc de stationnement fonctionnel.
- 6) Réalisation d'une liaison piétonne sécurisée entre le quartier de l'école et la boulangerie

Tous les projets sont concentrés au niveau du centre du village ; ils sont localisés sur la carte et le zoom présentés page suivante.

### **La zone Natura 2000 concernée par le projet**

Le site Natura 2000 présent sur la commune de Malrevers correspond au site FR8212014 "Gorges de la Loire" ; il s'agit d'une Zone de Protection Spéciale (ZPS), au titre de la Directive Oiseaux. Ce site s'étend sur 2 490 ha, et occupe 378,7 ha du territoire communal, soit près de 27% de la commune de Malrevers.

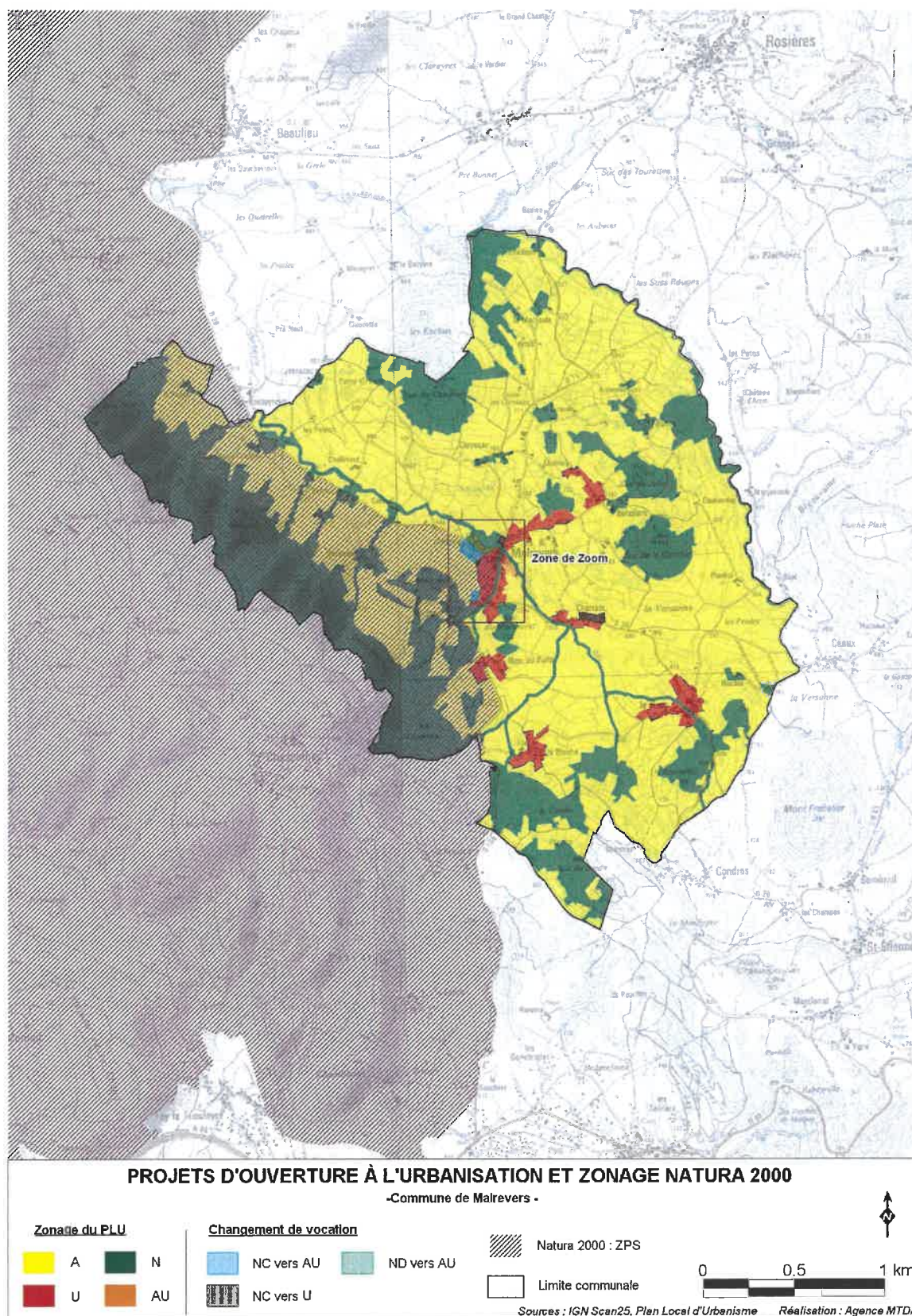
Les Gorges de la Loire sont composées d'une mosaïque de milieux variés qui abritent une avifaune exceptionnelle. La fermeture progressive des milieux et sa fréquentation importante sont autant de menaces potentielles pour la survie de certaines espèces d'oiseaux menacées au niveau national. La cohabitation entre l'utilisation du territoire et sa protection est un enjeu majeur de ce site.

Ce site abrite de nombreuses espèces d'oiseaux intéressantes. Le statut a pu être précisé pour quelques espèces de rapaces comme le Circaète Jean-le-Blanc, le Milan royal, le Milan noir, la Bondrée apivore, le Grand Duc d'Europe ou plus rarement le Faucon pèlerin. Ce site sert de dortoir hivernal pour le Grand Cormoran, avec des effectifs variables selon les années (jusqu'à 300 individus lors des pics de fréquentations).

Il s'agit donc de vérifier quels impacts peuvent avoir les 6 projets précités sur les habitats et les espèces localisées sur les parcelles concernées par les projets d'ouverture à l'urbanisation en périmètre Natura 2000 porté par le PLU de Malrevers.

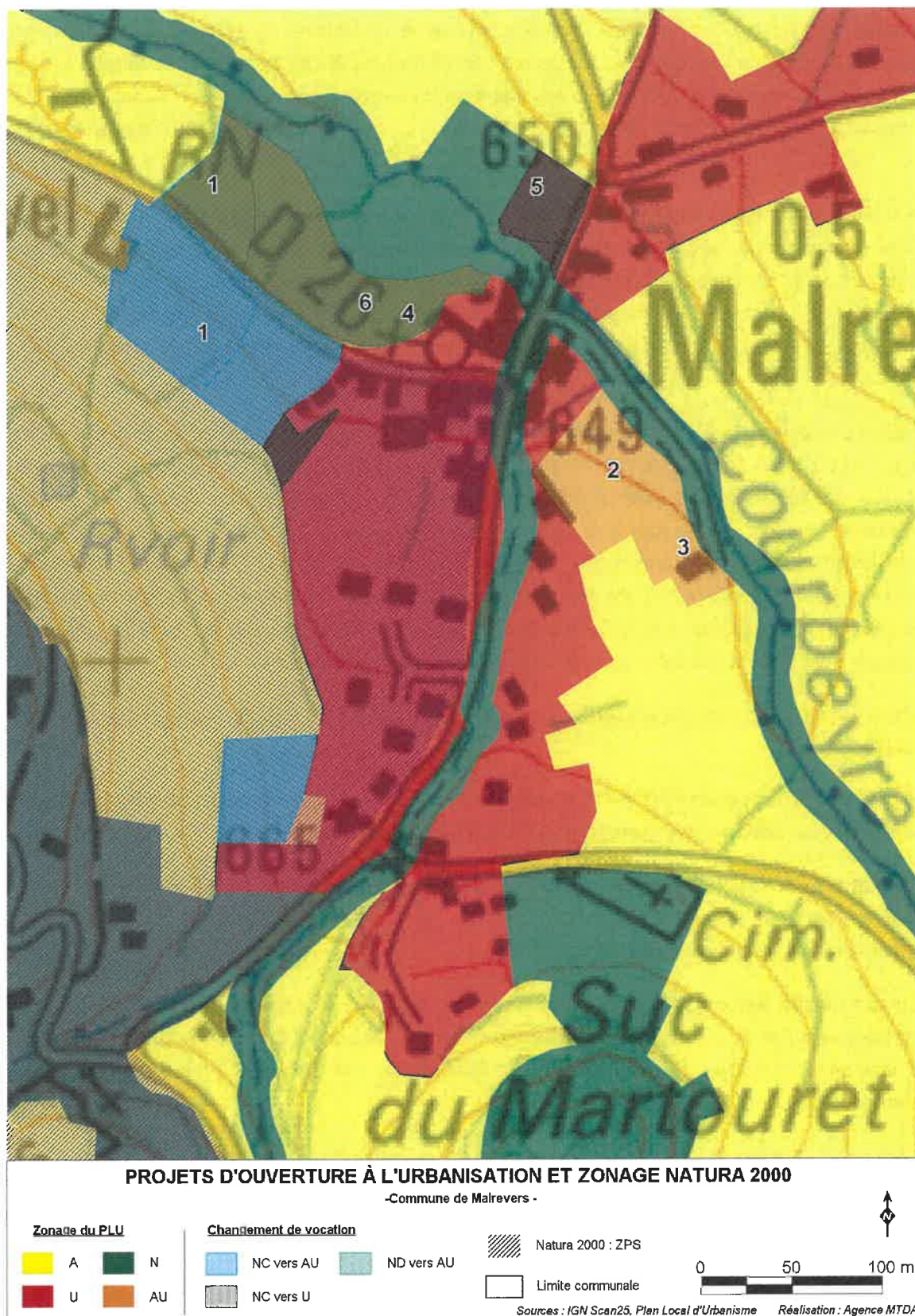


**Vue d'ensemble sur les projets d'ouverture à l'urbanisation et la localisation de la zone Natura 2000 sur la commune de Malrevers**





## Zoom sur l'ensemble des projets et la localisation du site Natura 2000



### **Ouverture de zones AU pour permettre le développement autour du centre bourg, au niveau des quartiers Ouchasse/Les Rivaux et Près Moulin**

Le projet n°1 localisé sur le zoom précédent concerne l'ouverture de terrains à l'urbanisation au niveau de la route de Beaulieu pour les secteurs « Les Rivaux /Ouchasse » et « Près Moulin ».

Le quartier Ouchasse/Les Rivaux est actuellement peu, voire non urbanisés. Situés vers l'Est du centre communal, ce secteur est actuellement situé en zones NC au POS : 1,46 ha deviennent AU au PLU.

Par ailleurs, il se situe entièrement dans le périmètre de la zone Natura 2000. Cette parcelle est située pour partie en continuité avec le bâti existant du centre bourg, mais également en grande partie au contact de zones naturelles et agricoles. La présence de l'existant à proximité immédiate de la ZPS, est déjà susceptible d'impacter les habitats et les espèces du site. On peut donc dire que les incidences possibles du projet d'ouverture à l'urbanisation de cette parcelle apparaissent peu significatives.

Situé un peu plus au Nord du secteur précédent, le quartier Près Moulin est lui aussi aujourd'hui peu, voire non urbanisé. La parcelle concernée, classée ND au POS, représente 1,51 ha, et devient AU au PLU. Ce secteur se situe en limite immédiate de la ZPS. La configuration est proche du secteur précédent, à savoir qu'une partie de cette parcelle se trouve en continuité de l'existant, et que le reste est en continuité avec des zones à vocations naturelles et agricoles. La présence de l'existant à proximité immédiate de la ZPS, est déjà susceptible d'impacter les habitats et les espèces du site. On peut donc dire également que les incidences possibles du projet d'ouverture à l'urbanisation sur le secteur « Près Moulin » de cette parcelle apparaissent peu significatives.

### **Extension du bourg sur le secteur « Les Partides » et réalisation de quelques logements locatifs**

Les projets 2 et 3 localisés sur le zoom précédent sont situés vers le Nord-Est du village. L'ouverture à l'urbanisation pour ces deux projets doit s'effectuer sur 0,97 ha.

Le projet n°2 correspond plus précisément au secteur « Les Partides », où est prévue une extension modérée, sur une parcelle actuellement agricole. Le projet n°3 quant à lui concerne une faible surface, présentant déjà du bâti.

La limite du site Natura 2000 la plus proche de ces parcelles se situe à environ 50 m vers l'Ouest. Étant donné qu'entre les parcelles concernées et le site Natura 2000 se trouve une zone urbanisée, les incidences possibles de l'ouverture à l'urbanisation des secteurs 2 et 3 apparaissent peu significatives.

### **Ouverture à l'urbanisation pour la création d'une halle multi-activité**

La création d'une halle multi-activité correspond au projet n°4, qui est situé au Nord du centre bourg, à proximité du secteur « Près Moulin ». La zone concernée est actuellement cultivée, elle se situe en limite du site Natura 2000. Cette parcelle est en majeure partie en continuité avec le bâti existant du centre bourg. La présence de l'existant à proximité immédiate de la ZPS, est déjà susceptible d'impacter les habitats et les espèces du site. Ainsi, et au vu de la faible surface destinée à la création



de la halle multi-activité, on peut dire que les incidences possibles du projet d'ouverture à l'urbanisation de cette parcelle apparaissent peu significatives.

### **Création d'un parc de stationnement fonctionnel**

Le projet n°5 de création d'un parc de stationnement fonctionnel est situé au Nord du village et en zone agricole. Ce secteur se situe à une centaine de mètres de la ZPS. Cependant, la zone entre le secteur du projet et le site Natura 2000 est une zone déjà urbanisée. De ce fait, les incidences du projet sur les espèces et les habitats qui ont engendrés la désignation du site semblent faibles.

### **Réalisation d'une liaison piétonne sécurisée entre le quartier de l'école et la boulangerie**

La création d'une liaison piétonne sécurisée se ferait au niveau du secteur « Près Moulin » à proximité du projet n°4. De ce fait, pour les mêmes raisons que le projet n°4, les incidences éventuelles de l'urbanisation de ce secteur sont peu représentatives.

### **Conclusion**

Conformément à l'article R. 414-22 du Code de l'Environnement, l'évaluation environnementale tient lieu de dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 dans la mesure où elle satisfait aux prescriptions de [l'article R. 414-23](#), c'est-à-dire que le dossier doit comprendre :

*1° Une présentation simplifiée du document de planification, accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque des travaux, ouvrages ou aménagements sont à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ;*

*2° Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ; dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du document de planification, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation.*

*II.-Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le document de planification peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres documents de planification, ou d'autres programmes, projets, manifestations ou interventions dont est responsable l'autorité chargée d'approuver le document de planification, le maître d'ouvrage, le pétitionnaire ou l'organisateur, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites.*

*III.-S'il résulte de l'analyse mentionnée au II que le document de planification, ou le programme, projet, manifestation ou intervention peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou*



*après sa réalisation ou pendant la durée de la validité du document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables.*

Ainsi, le présent rapport de présentation, qui comprend une évaluation environnementale au sens de l'article R 123-2-1 du code de l'urbanisme, satisfait bien aux exigences de l'article R 414-23 du Code de l'Environnement.

Il conclut à l'absence d'effets significatifs dommageables sur l'unique zone Natura 2000, la Zone de Protection Spéciale site FR8212014 "Gorges de la Loire". Devant ce constat, aucune mesure particulière d'accompagnement n'est préconisée.

## **H. Les mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement**

Compte tenu des choix qui ont été faits lors de l'élaboration du projet du Plan Local d'Urbanisme à savoir la préservation du site Natura 2000 et la création de près de 65 hectares de nouvelles zones naturelles, aucune mesure n'est à prévoir.

### **1. Mesures de réduction**

Néant

### **2. Mesures de suppression**

Néant

### **3. Mesures de compensation**

Néant

## I. Modalités de suivi du PLU : indicateurs

### 1. Notion d'indicateurs

Conformément aux dispositions de l'art R.123-2-1 du Code de l'Urbanisme, le PLU doit faire l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans, à compter de son approbation. Dans ce cadre, le suivi du PLU devra être réalisé à travers l'analyse d'indicateurs.

Un indicateur est un outil d'évaluation et d'aide à la décision (pilotage, ajustements et rétro-correction) grâce auquel on va pouvoir mesurer une situation ou une tendance, de façon relativement objective, à un instant donné, ou dans le temps et/ou l'espace. Un indicateur se veut être une sorte de résumé d'informations complexes, qui permettra aux acteurs concernés de dialoguer entre eux, et d'adapter éventuellement les mesures de compensation en cours de l'application du projet.

L'indicateur (qualitatif ou quantitatif) décrit généralement un état, une pression et/ou une réponse ne pouvant être appréhendés directement. L'utilité d'un indicateur dépend d'abord de sa capacité à refléter la réalité, mais aussi de sa simplicité d'acquisition et de compréhension. En fournissant des données quantifiées, il permet de déterminer concrètement le nombre et la qualité des dispositifs à mettre en place lors de la perturbation d'un milieu par l'Homme et ses activités.

Un indicateur efficace doit répondre à plusieurs critères :

- Il doit être robuste, fiable, précis et donc spécifique (il doit refléter effectivement les variations de ce qu'il est censé synthétiser ou mesurer).
- Il doit être compréhensible et utilisable par tous les acteurs (protocole simple et applicable dans le temps, d'année en année par exemple).
- Il doit être pertinent par rapport à l'objectif concerné (par exemple, pour mettre en évidence les liens entre les différents composants du système ou de l'écosystème).
- Il doit représenter un coût acceptable par rapport au service qu'il rend.
- Il doit avoir une temporalité déterminée (ou parfois une échéance).

Le modèle d'indicateurs Pression, État, Réponse a été mis en place par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Il est basé sur la notion de causalité : les Hommes et leurs activités exercent des pressions sur les écosystèmes et modifient leur qualité et leur quantité. La société (ou un système) répond à ces modifications, par des mesures dont l'ampleur et les effets peuvent aussi être évalués (si ce n'est mesuré) par des indicateurs.

Les indicateurs de pression décrivent souvent les altérations d'un système. On distingue :

- Les pressions directes (ex : pollutions, prélèvements de ressources,...).
- Les pressions indirectes (ex : activités humaines à l'origine d'altérations d'écosystèmes, de systèmes urbains,...).

Les indicateurs d'état mesurent à l'instant T l'état d'un système, soit pour le comparer avec un ou des états antérieurs, soit pour le comparer ensuite avec des mesures successives pour mesurer une tendance. Tant que possible, ces indicateurs se rapporteront à la qualité et à la quantité (ex : consommation d'énergie, production d'énergie, démographie,...).



Les indicateurs de réponse illustrent l'état d'avancement des mesures prises (ex : nombre d'arbres protégés, surface d'EBC supplémentaires,...)

## 2. Les indicateurs retenus par le PLU

Ce cadrage général étant établi, les indicateurs suivants sont proposés, pour des mesures annuelles.

*Notons, en préalable, qu'une mesure de l'ensemble de ces indicateurs à l'instant t=0, c'est-à-dire avant la mise en œuvre du PLU, devrait être retenue afin de quantifier l'impact réel de son application future et pas d'en assurer simplement le suivi.*

Indicateur	Variable	A t=0	Pression État Réponse	Source
Affirmer des limites d'urbanisation claires et lisibles	Surface artificialisée sur la commune.		État	Service Urbanisme de la Mairie
Travailler en priorité sur le renouvellement urbain	Nombre de permis de construire et de requalification à l'intérieur de la tâche urbaine (zone U)		Réponse	Service Urbanisme de la Mairie
Diversifier l'offre de logements	Nombre d'habitants	711 habitants en 2009	Pression	INSEE
	Nombre de logements autorisés		Réponse	Service Urbanisme de la Mairie
	Nombre de logements construits		Réponse	Service Urbanisme de la Mairie
	Taux de logements sociaux		État	INSEE
	Taux de logements vacants		État	INSEE
Favoriser la création d'emploi en confortant les pôles d'activités existants	Superficie en surfaces commerciales		État	Service Urbanisme de la Mairie
	Nombre de commerces		Réponse	INSEE
Améliorer la prévention des risques et des nuisances	Population en zone d'aléa fort pour les risques inondations et incendie feux de forêt		État	INSEE
	Évolution de la production de déchets générés (en kg / habitant)	256,44 kg/hab/an	Pression	Rapport d'activité annuel du délégataire
Assurer une gestion économe et efficace de l'eau et de l'assainissement	Quantité d'eau potable consommée par habitant		Pression	Rapport d'activité annuel du délégataire
	Indice Linéaire de Perte (ILP) en eau potable		État	Rapport d'activité annuel du délégataire
	Capacité des systèmes d'épuration en nombre d'équivalent habitant	600 EH pour les deux STEP	Réponse	Portail d'informations sur l'assainissement communal
	Nombre d'installations d'assainissement autonomes défavorables à l'environnement		État	SPANC

Indicateur	Variable	A t=0	Pression État Réponse	Source
Sécuriser et faciliter la pratique du chef-lieu et améliorer les échanges inter-quartiers pour tous les usagers	Nombre de places de stationnement		Réponse	Service Urbanisme de la Mairie
	Linéaire de voies de déplacement modes doux		Réponse	Service Urbanisme de la Mairie
Renforcer le niveau d'équipements et de services publics	Nombre d'équipements de proximité par grandes catégories		Réponse	Service Urbanisme de la Mairie
Préserver la qualité et la diversité des paysages et espaces naturels et agricoles de Malrevers	Taux d'occupation artificielle des sols hors tâche urbaine		Réponse	Service Urbanisme de la Mairie
	Part d'espaces protégés par rapport à la surface du territoire		État	DREAL Auvergne
	Taux d'occupation des espaces agricoles	72.8%	État	Service Urbanisme & Chambre d'Agriculture de la Haute-Loire
	Nombre de gîte ruraux, chambres d'hôtes, camping à la ferme, construits et/ou aménagés		Réponse	Service Urbanisme de la Mairie
	Taux d'éléments inscrits au L123-1-5-7° requalifiés et/ou valorisés		Réponse	Service Urbanisme de la Mairie

## **J. Analyse de la façon dont l'environnement a été pris en compte**

L'évaluation environnementale est réalisée conformément à l'ordonnance du 3 juin 2004 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et au décret du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement. De même, elle suit scrupuleusement les recommandations de l'Article R123-2-1 du Code de l'Urbanisme.

L'évaluation environnementale est une démarche qui permet de s'assurer que l'environnement est effectivement pris en compte, dans les mêmes conditions que les autres thématiques abordées dans le document d'urbanisme, afin de garantir un développement équilibré du territoire. Elle est l'occasion de répertorier les potentialités environnementales de celui-ci et de vérifier que les orientations, envisagées dans le document d'urbanisme, ne leur portent pas atteinte.

L'évaluation environnementale doit s'appuyer sur l'ensemble des procédés qui permettent de vérifier la prise en compte :

- Des objectifs de la politique de protection et de mise en valeur de l'environnement, qui doivent se traduire par des engagements aussi précis que ceux relatifs à l'aménagement et au développement.
- Des mesures pour limiter les incidences négatives et renforcer les effets positifs des orientations retenues.
- Des résultats des débats de la concertation sur la compatibilité des différents enjeux territoriaux : économiques, sociaux et environnementaux.

La démarche de l'évaluation environnementale comporte plusieurs phases d'étude :

- L'analyse de l'état initial de l'environnement dégagant les enjeux et les objectifs environnementaux.
- L'évaluation des incidences des orientations sur l'environnement, à chaque étape de l'élaboration du projet.
- La recherche de mesures réductrices et correctrices d'incidences, sur la base de l'évaluation.
- Le suivi et le bilan des effets sur l'environnement, lors de la mise en œuvre du document d'urbanisme au moyen d'indicateurs.

Il est précisé que l'avis du Préfet est préparé sous son autorité par la Direction Régionale de l'Environnement, en liaison avec les services de l'État concernés. L'avis porte à la fois sur l'évaluation environnementale contenue dans le rapport de présentation et sur l'intégration de l'environnement dans le projet d'urbanisme.

### **1. L'évaluation environnementale du PLU de Malrevers**

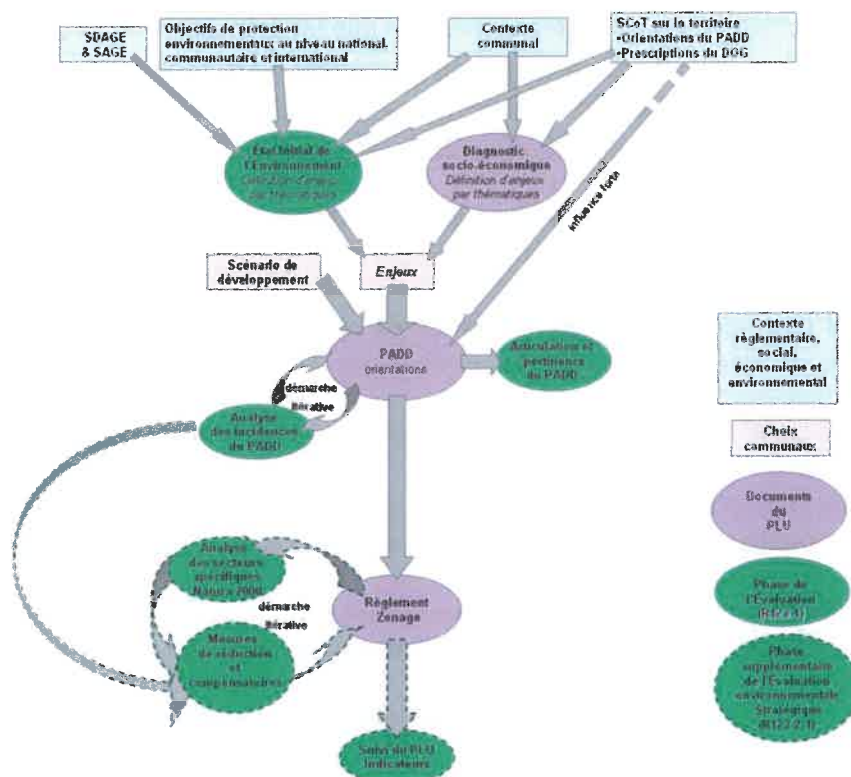
La méthode utilisée a consisté à intégrer les préoccupations environnementales tout au long des différentes phases d'élaboration du PLU :

- Identification des grands enjeux environnementaux du territoire (État Initial de l'Environnement).
- Évaluation pour chaque thématique environnementale des incidences susceptibles d'être produites par la mise en œuvre du PADD.



- Proposition de recommandations et de mesures d'accompagnement susceptibles de contribuer à développer, renforcer, optimiser les incidences potentiellement positives, ou prendre en compte et maîtriser les incidences négatives.

La représentation schématique ci-contre présente les grandes étapes de la méthodologie d'évaluation environnementale utilisée.



## 2. Caractérisation de l'état initial

Différents moyens ont été mis en œuvre afin de collecter les informations nécessaires à la réalisation de l'état initial :

- Visites de terrain pour une connaissance élargie du territoire et des analyses sectorielles en fonction des sensibilités rencontrées (éléments patrimoniaux, perceptions paysagères, organisation des déplacements,...).
- Contact avec les administrations régionales, départementales et organismes divers, contacts avec les acteurs locaux de l'aménagement de l'espace, afin de compléter les données recueillies préalablement et de connaître leurs points de vue sur l'état du site, ses tendances d'évolution, ses sensibilités.

L'analyse de l'état initial de l'environnement du territoire permet d'établir une synthèse des caractéristiques et des sensibilités du territoire. On soulignera cependant que l'ensemble de ces contacts ou documents a été pris en compte à une date donnée et que le présent dossier ne peut intégrer l'ensemble des évolutions qui auraient vu le jour ultérieurement.

### 3. L'évaluation des incidences du PLU

L'évaluation des impacts prévisibles du PLU a porté sur l'ensemble des volets de l'environnement analysé au stade de l'état initial de l'environnement et a conduit à mettre en évidence, à partir des sensibilités recensées dans l'état initial de l'environnement, les impacts généraux (directs et indirects) et de définir les principales mesures permettant de supprimer, réduire ou compenser les effets négatifs.

La méthode d'évaluation environnementale reprend, en l'adaptant, le contenu de l'étude d'impact des projets, à la différence près que, visant des orientations d'aménagement du territoire, les projets qui en découlent ne sont pas encore localisés et/ou définis avec toutes leurs précisions sur ce territoire. L'évaluation environnementale ne dispense donc pas les projets d'une étude d'impact particulière, dès lors que la nature des travaux envisagés l'exige. Il est donc précisé que les enjeux à prendre en compte et les mesures à proposer ne sont ni de même nature, ni à la même échelle et au même degré de précision que ceux évalués dans le cadre d'un projet précisément localisé et défini dans ses caractéristiques techniques.

Précisons enfin que l'évaluation du PLU a porté, conformément aux exigences de l'article R123-2-1 du Code de l'Urbanisme, sur les incidences prévisibles sur la globalité du territoire. Dans ce cadre, ce sont les objectifs du PADD et ses mesures associées qui ont été évalués, ainsi que l'impact global du zonage et de son règlement associé.

**L'Évaluation environnementale du PLU a donc bien pris en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement de Malrevers tout au long de son déroulement, et ce aux différentes échelles concernées par la mise en œuvre du PLU.**

## **Partie IV : Justification des choix retenus**



## A. Estimation des besoins en logement

La croissance démographique souhaitée par la commune est de 1 à 2 % par an, cet objectif est fixé dans le PADD.

En 2009, la population communale était de 711 habitants, occupant 256 résidences principales. Soit en moyenne 2,5 personnes par logement. La commune compte 48 logements vacants.

En considérant que la taille moyenne des ménages va tendre à se rapprocher de la moyenne départementale actuelle, qui est de 2,3 personnes par ménage. Notre hypothèse de travail se base sur une moyenne de 2,4 occupants par résidence principale. En considérant qu'un tiers des logements vacants pourrait être remis dans le parc de résidence principale à moyen terme, soit 16 logement sur 15 ans.

La récupération des logements vacants est fortement liée à la mise en place d'opération d'amélioration de l'habitat. Certains de ces logements sont très dégradés et nécessitent la mise en œuvre de travaux d'importance pour être remis en état. Ce pourcentage ambitieux demande une implication forte de la collectivité compétente en matière d'habitat.

Ainsi sur 15 ans, la commune gagne 165 habitants, qui théoriquement devraient occuper 69 logements dont 16 issus du parc vacant. 53 logements neufs seraient nécessaires pour répondre aux besoins des nouveaux habitants.

Le zonage du bourg, comme le prévoit le PADD doit permettre d'accueillir en priorité les nouveaux ménages, tout en permettant le renouvellement de la population de certains villages.

Dans le cas où la commune connaîtrait un apport de population de 2 % par an, comme le définit le haut de la fourchette du PADD. L'augmentation de la population serait de 246 personnes, qui occuperaient 103 logements supplémentaires par rapport au parc de résidences principales actuel. Soit 87 logements neufs et 16 logements vacants réoccupés.

## B. Les zonages définis par le PLU

La municipalité de Malrevers a souhaité rationaliser les zones constructibles sur le territoire communal et ainsi favoriser le développement de son bourg, en concentrant les constructions nouvelles et donc les futurs habitants autour de sa centralité, avec la volonté de pouvoir :

- Redonner de la vie et de l'animation dans un bourg où les commerces ont fermé au fil des années,
- Développer la commune de façon responsable en :
  - o limitant la prise de terre agricole destinée à l'urbanisation
  - o limitant pour la collectivité le coût des extensions de réseaux, de voiries, mais aussi la collecte des déchets,
  - o offrant aux habitants la possibilité de limiter leur déplacement en rapprochant la population des services et commerces existants.

Toutefois, il n'est pas question d'abandonner les villages et les hameaux au seul profil du bourg de Malrevers. La commune est marquée par une identité villageoise forte. Les villages, hameaux et groupes de constructions font partie intégrante du paysage et de l'histoire de l'Emblavez. Sans figer l'évolution des villages, il est primordial de conserver le caractère typique de chaque entité bâtie en évitant tout excès d'implantation de pavillon de constructeur et d'étalement de l'urbanisation.

Les dispositions du Plan Local d'Urbanisme ont donc été élaborées pour répondre aux objectifs de développement et d'urbanisation que la commune s'est fixée dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Les choix retenus dans le PLU s'appuient sur ces orientations essentielles. Ils sont retranscrits dans le règlement et traduits dans les documents graphiques. Les choix retenus répondent aux exigences du Code de l'Urbanisme, de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, de la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 et aux lois Grenelle 1 et 2 respectivement du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010.

Les choix de la commune se traduisent notamment dans le zonage et le règlement applicables à chacune des quatre types de zones qui comprennent :

- les zones urbaines dites U,
- les zones à urbaniser dites AU,
- les zones agricoles dites A,
- les zones naturelles dites N.

**Rappel :** Le zonage est totalement indépendant du parcellaire cadastral. Si une parcelle est située sur deux zonages différents, chaque partie devra respecter les règles de sa zone.

La commune disposant d'un document d'urbanisme antérieur au Plan Local d'Urbanisme, la révision du POS en PLU a permis de remettre en cohérence le territoire, son évolution et son développement futur avec le découpage des différentes zones (N, A, U et AU) ainsi qu'avec les nouvelles réglementations environnementales.

D'autres éléments ont permis d'aboutir au zonage du Plan Local d'Urbanisme :

- Pour la distinction entre les zones naturelles et les zones agricoles :
  - o L'évolution de la couverture forestière et des surfaces agricoles
  - o La présence de terrains dont le potentiel agronomique et biologique est essentielle au maintien et au développement de l'activité agricole et des sièges d'exploitations
- Pour définir les zones urbaines et à urbaniser :
  - o La morphologie des structures urbaines existantes
  - o Les besoins de foncier estimés
  - o La présence de réseaux de capacités suffisantes pour desservir les futures constructions
  - o La topographie, la présence de zones humides, de zones d'écoulement superficielle
  - o La perception de la future urbanisation dans le paysage
  - o Les contraintes foncières et la préservation du patrimoine de la commune.

### **Les zones urbaines**

Les zones urbaines dites zones U sont définies à l'article R 123-5 du Code de l'Urbanisme comme suit :

« Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs ou les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter »

Le Plan Local d'Urbanisme de Malrevers distingue deux types de zone U. La vocation de ces deux zones U est identique, il s'agit de zones mixtes principalement dévolues à l'habitat. Cependant, leur morphologie et leur dynamique urbaine sont très différentes :

- La zone UB correspond au secteur bâti le plus ancien et le plus dense du bourg et dans lequel la plupart des constructions sont édifiées à l'alignement des voies et en ordre continu. Il s'agit de l'hypercentre du bourg, cette zone regroupe les commerces, l'école, les services municipaux, l'église et des logements.
- La zone UC correspond aux quartiers résidentiels de type pavillonnaire, de densité moyenne à faible, qui se sont développés en périphérie du bourg de Malrevers. Mais aussi, aux villages les plus importants (Bonfond, Boissier-Chomely, Charraix, Le Riou, Riou du Puits et La Blache) et qui sont susceptibles de se densifier.

Les zones UB et UC comporte un sous zonage indicé « i » qui est concerné par le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI). Elle permet aux bâtiments qui sont touchés par les risques inondation de continuer d'évoluer à condition de ne pas augmenter l'exposition au risque.



### Les zones UB et UBi

Elles concernent la partie dense et ancienne du bourg de Malrevers, située autour du carrefour entre les routes départementales n° 26 et 71. Les constructions y sont implantées à l'alignement des voies et en limites séparatives. Elles forment un front bâti continu le long des routes départementales.

La seule adaptation, par rapport au POS, est la création d'un sous-zonage UBi soumis au risque inondation. La zone UBi suit les contours définis par le PPRI approuvé le 28 janvier 2011.

Ces zones n'offrent quasiment plus de possibilités de constructions nouvelles. Pour favoriser l'évolution du bâti existant, l'emprise au sol n'est pas réglementée. Toutefois en zone UBi, les nouveaux aménagements ne devront pas augmenter l'exposition au risque des habitants.



## Les zones UC

**Les zones UC périphériques au centre-bourg : Bonnefond (au Nord-Est), Les rivaux-les partides-Martouret (au Sud).**

Ces deux zones englobent la majorité de l'urbanisation récente de la commune, faite sous forme de lotissement ou comblement des dents creuses existantes. Leurs superficies est en diminution par rapport au POS, ces zonages très étendues au Nord et au Sud de la commune privilégiaient une urbanisation linéaire qui s'éloignait au fur et à mesure de la centralité.

**La zone UC de Bonnefond** située au Nord du bourg de Malrevers, cette zone s'étend le long de la route qui lie le bourg au village de Boissier. Dans le POS, cette zone regroupait les entités de Bonnefond, Boissier et Chomely pour ne former qu'un seul zonage. Cette zone longue de presque un kilomètre est naturellement coupée par un couloir d'écoulement des eaux de ruissellement, qui est aussi identifié comme corridor écologique entre les boisements du Suc de Jallet et de Quayres.

La zone ainsi définie par le Plan Local d'Urbanisme se développe essentiellement au Nord de la voie communale ou sont regroupée la plupart des possibilités de nouvelles constructions de la zone. Au Sud de la voie communale, le zonage est plus restreint, se limitant surtout à l'existant. Le village est marqué par la présence d'une exploitation agricole en activité, pour lesquelles la réglementation en vigueur prévoit la mise en place d'un périmètre de protection dans les documents d'urbanisme.





**La zone UC les Rivaux, les Partides et Martouret** située au Sud du cœur ancien du bourg, elle regroupe les extensions récentes du bourg et un tissu urbain de faible densité dans sa partie la plus éloignée du centre-bourg. De même que pour la zone UC précédente son périmètre s'est réduit, distinguant l'urbanisation de Mercœur comme une entité villageoise à part entière. Le zonage UC est peu développé à l'Est de la route départementale n°71, au niveau du lieu-dit les Partides pour deux raisons, la première étant que trouver un accès sécurisé et suffisamment large sans investissement disproportionné est plus que délicat ; la seconde raison est la qualité des terrains et leur usage agricole.





### Les zones UC villageoise.

Ce classement concerne les villages les plus importants en taille où les possibilités de constructions neuves sont multiples et ne se limitent pas uniquement à un remplissage de dents creuses.

Les villages classés en UC sont les suivants :

- Boissier-Chomely
- Charraix
- Riou du Puits
- La Blache
- Le Riou

**La zone UC Boissier-Chomely** située au Nord-Est du bourg après la zone urbaine de Bonnefond. Le périmètre constructible regroupe les lieux dits de Boissier et de Chomely dont les constructions récentes ont permis de lier les deux entités. Le village s'organise de part et d'autre des voies communales et de biens de section. L'urbanisation récente se répartie de chaque côté de la voie qui relie Boissier et Chomely.

Le zonage définit au PLU permet de conforter le lien entre les deux lieux-dits et de développer ce village situé à proximité du bourg. La parcelle 1563 n'est pas constructible, c'est un bien de section ; de plus, cette parcelle est pâturée par des vaches laitières. L'enjeu agricole est élevé sur ce terrain. Les maisons les plus à l'Est de Boissier, en direction du Suc de Jallet n'ont pas été classées en zone UC mais en zone N. En effet, les quelques habitations existantes bénéficient d'un cadre champêtre, qui souffrirait d'accueillir de nouvelles constructions. Le classement en zone N ne signifie pas que les bâtiments présents seront figés dans leur état actuel. En zone N : les extensions, le changement de destination et la réhabilitation sont autorisés, permettant ainsi aux édifices de continuer d'évoluer.



**La zone UC de Charraix** située à l'Est du bourg de Malrevers, le village s'étale de part et d'autre de la route départementale n° 26. Le zonage UC défini au PLU reprend les limites construites du village. Le zonage UC de Charraix a la particularité d'être impacté par les zones à risque délimités par le PPRI. La présence de l'eau dans le village est très forte, on y trouve notamment un ancien moulin.

Par rapport au POS, trois parcelles ont été déclassées :

- deux parcelles au Sud-Ouest sont touchées par le risque inondation et situées en dehors de l'enveloppe villageoise, la rivière jouant un rôle de limite naturelle,
- une parcelle au Nord-Ouest, ce terrain est très exposé visuellement. L'implantation d'un bâtiment sur cette parcelle aurait un impact paysager fort. De plus, le futur édifice ne pourra pas s'intégrer au fonctionnement de ce village dont le développement est linéaire.

Le développement du village tel que le prévoit est essentiellement une densification du tissu existant et le remplissage de dents creuses.



**La zone UC de Riou du Puits** située au Sud du bourg de Malrevers, il est traversé par la route départementale n° 71. Ce village ne s'organise pas autour d'un élément central (place, bien de section, four, ...). Le développement du village s'est fait de façon diffuse, profitant de la départementale qui relie le village au bourg de Malrevers et à l'agglomération ponote.

Le zonage prévu par le PLU permet une densification du village, tout en limitant un mitage des terres agricoles voisines. Les parcelles agricoles de grande taille sont d'ailleurs préservées. Il y a peu d'évolution par rapport au POS, seules les parcelles 295 et 589 (au Nord du village) sont rendues à une vocation agricole. Ces parcelles font parties d'un îlot de culture de grande superficie utilisé en prairie permanente. De plus, elles sont situées de l'autre côté de la voie communale qui borde l'urbanisation actuelle ; permettre l'implantation de construction sur ces deux parcelles contribuerait à développer le village en longueur.



**La zone UC de la Blache** située au Sud de la commune de Malrevers au croisement de nombreuses voies communales, dont la principale relie le départementale n° 71 au village du Riou traverse la Blache. Le bâti le plus ancien et le plus dense du village se trouve autour d'un lieu de vie commune, avec un lien fort entre les habitations et l'exploitation agricole qui est toujours en activité. L'urbanisation plus récente s'est surtout implantée à distance raisonnable de l'exploitation, se coupant ainsi de la centralité du village.

Le zonage du PLU permet un développement de l'urbanisation tout en préservant l'exploitation agricole. Par rapport au POS :

- Les parcelles 913 et 914 sont rendues à une vocation agricole pour éviter que le village ne commence à s'étendre de façon linéaire, évolution qui serait en contradiction avec l'esprit initial du village.
- A l'Ouest du village, les parcelles 793 et 803 ont-elles aussi été déclassé pour éviter un étirement du village en long, mais également pour que le ruisseau reste une limite naturel à l'urbanisation. En outre, ces deux parcelles sont essentielles pour l'exploitation agricole voisine car ce sont des pâturages pour les vaches laitières.
- Au Nord du zonage, la parcelle 1287 est ajoutée à la zone constructible, elle fait partie intégrante de la nouvelle urbanisation du village. Elle permet de densifier le bâti et ne constitue pas un enjeu pour l'agriculture.





**La zone UC du Riou** située à l'Est du bourg et de la commune de Malrevers. C'est le village le plus grand et le plus étendu de la commune. Le village du Riou se trouve au croisement de la route départementale n° 26 et d'une voie communale reliant la RD n° 71. Le Riou s'est développé de part et d'autre de ces voies, de façon linéaire. Les constructions les plus récentes se sont implantées au Nord et à l'Ouest du village, elles sont de type pavillonnaire. Le village s'organise autour de nombreux éléments de petit patrimoine, on y trouve un lavoir, un four à pain, une fontaine et des bachas.

Le zonage constructible du PLU est légèrement remanié par rapport à celui du POS :

- Les parcelles les plus proches de l'exploitation agricole située à l'Ouest du village sont déclassées. La réglementation impose la mise en place d'un périmètre de protection non constructible autour des exploitations agricoles. Les parcelles 675, 728 et 731 sont impactées.
- A l'Est du village, la parcelle 292 est rendue à une vocation agricole, elle fait partie d'un îlot de culture de grande taille et son urbanisation continuera à étendre le Riou de façon linéaire.



### Les zones AU

Les zones AU sont définies comme des zones à urbaniser, c'est-à-dire les secteurs à caractère naturel ou agricole de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Elles sont définies à l'article R 123-8 du Code de l'Urbanisme.

Le plan local d'urbanisme définit deux types de zone AU :

- Une zone AU dite « strictes ». cette zone située sur le secteur Ouchasse est vouées à être urbanisée, mais non équipée et non constructible. L'urbanisation est subordonnée à une modification du PLU. La zone AUs fait fonction de réserve foncière inconstructible tant que la modification du Plan Local d'Urbanisme n'est pas approuvée.
- Des zones AU constructible « immédiatement ». A la différence avec la zone AUs, les réseaux avec une capacité suffisante existent à proximité immédiate de ces zones. Ainsi, l'urbanisation de ces zones peut être engagée dès l'approbation du PLU, sous réserve que la ou les opérations soient compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation définies pour chacune des zones.

Un des principaux objectifs de ce document d'urbanisme est de rationaliser les zones urbanisables et de développer le bourg afin de favoriser la fréquentation des commerces et services existants et de renforcer l'attractivité de la commune pour permettre l'implantation de nouvelles activités en regroupant les nouveaux habitants.

**La zone AU Les Partides** située à l'Est du bourg en continuité avec le bâti existant. Son périmètre a beaucoup diminué par rapport à la zone NA du POS. Cette zone est aussi concernée par un emplacement réservé, elle est destinée à accueillir une greffe urbaine réalisée par un opérateur HLM à destination de jeunes ménages avec ou sans enfant et aux primo-accédants.



**La zone AU de Ouchasse** située à l'Ouest du bourg, elle est principalement destinée à accueillir des logements de type maisons individuelles ou maisons groupées. Le pôle de services de la commune (mairie-école) est excentré géographiquement par rapport à l'urbanisation du bourg. Permettre l'implantation de construction sur le secteur Ouchasse entre les bâtiments existants et le domaine Tittaud donnerait une place centrale à ces services. **La zone AUs Ouchasse** située au Sud-Ouest du bourg dans la continuité de la zone AU Ouchasse constitue une réserve foncière pour le développement du bourg.





La zone AU de Prés Moulin située elle aussi à l'Ouest du bourg, elle est prévue pour fonctionner avec les zones AU et AUs de Ouchasse. Afin d'organiser des carrefours structurants avec la route départementale et des liaisons piétonnes entre les différents quartiers, c'est pourquoi la zone AU de Prés Moulin est classée en emplacement réservé.



La zone **AU les Rivaux** située au Sud-Ouest du bourg. La zone AU vient s'inscrire dans le tissu bâti existant. La raison de son classement en zone à urbaniser est la volonté d'organiser l'implantation de maisons de part et d'autre d'une voie de bouclage et de permettre une utilisation optimale de l'espace.



### Les zones N

Les zones naturelles et forestières dites N sont définies à l'article R 123-8 du Code de l'Urbanisme comme suit : « Peuvent être classés en zones naturelles et forestières, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- a) Soit la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
- c) Soit de leur caractère d'espaces naturels. »

La zone N se décline en quatre sous zonages :

- **La zone Nb**, Ces espaces sont des réservoirs de biodiversité qui doivent être protégés. Ils participent également à l'attractivité du cadre de vie de la commune et représente pour les habitants des lieux de détente et de promenade, donc une aménité qu'il convient de préserver. La zone Nb concerne presque exclusivement des espaces boisés.

- **La zone Nco**, correspond au corridor écologique: il s'agit de cheminements, de liaisons naturelles ou artificielles qui permettent aux plantes et aux animaux de se déplacer d'un réservoir de biodiversité à l'autre. Ils sont indispensables pour satisfaire d'autres besoins de circulation, comme ceux liés aux besoins de dispersion d'une espèce (recherche de nouveaux territoires, de nouveaux partenaires...), donc de favoriser la connectivité du paysage. Il s'agit essentiellement sur la commune des corridors de la trame humide et aquatique, suivants les cours d'eau.
- **La zone Nh** : ce sont des zones délimitant spécifiquement les hameaux susceptibles d'accueillir quelques nouvelles constructions. Le Code de l'Urbanisme prévoit que dans les zones naturelles, agricoles ou forestières, le règlement peut délimiter des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels des constructions peuvent être autorisées à la condition qu'elles ne portent pas atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages.

Les villages classés en zone Nh sont les suivants :

- Les Ardennes
  - Cleyssac
  - Mercoeur
  - Le Roure
  - Les Quatre Chemins
  - Jabruzac
  - La Manissaire
  - Sonnac Haut
  - Sonnac Bas
  - Vernusse
- **La zone NL** est plus spécifiquement réservée à des activités de loisirs de plein air. Elle concerne deux secteurs : le secteur du stade de football et le secteur Prés Moulin en bordure de la rivière.

### Les zones A

Les zones agricoles dites A sont définies à l'article R 123-7 du Code de l'Urbanisme comme suit :  
« Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. ».

La zone A se décline en deux sous zonage :

- **La zone Ab**, Ces espaces sont des réservoirs de biodiversité qui doivent être protégés. Ils participent également à l'attractivité du cadre de vie de la commune et représente pour les habitants des lieux de détente et de promenade, donc une aménité qu'il convient de préserver. La zone Ab concerne presque exclusivement des espaces bocagers.



- **La zone Aco**, correspond au corridor écologique. Un corridor écologique a pour fonction de permettre les possibilités d'échange de populations entre les réservoirs de biodiversité. Un corridor écologique vient donc relier deux réservoirs de biodiversité. Il s'agit donc de l'ensemble des corridors de la trame bocagère et de l'ensemble des corridors de la trame bocagère et boisée.

Les bâtiments emblématiques : L'article R123-12-2° du Code de l'Urbanisme indique que dans les zones A, les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole.

Ils sont au nombre de 2 :

- BE 1 : Domaine Tittaoud
- BE 2 : Domaine de Planhol

## C. Une hypothèse de répartition des constructions

### 1. Potentiel constructible du Bourg

Les dents creuses dans le zonage UC :

- parcelle 237 (2660 m<sup>2</sup>), coupée en deux par l'ER1 création de voirie
  - o Possibilité de faire 4 logements sur des terrains d'environ 450 m<sup>2</sup>.
- parcelle 84 (1550 m<sup>2</sup>)
  - o Possibilité de faire 1 ou 2 maisons
- Parcelles 87-1407 (1890 m<sup>2</sup>), la libération à court terme de la parcelle est peu probable
- Parcelle 1498 (680 m<sup>2</sup>)
  - o Possibilité de faire 1 maison
- Parcelle 1390 (870 m<sup>2</sup>)
  - o Possibilité de faire 1 maison

La réserve foncière directement urbanisable permet la construction de 7 à 8 maisons individuelles ou logements groupés.

Les zones à urbaniser

- zone AU les Partides (6897 m<sup>2</sup>)
  - o Estimation voirie et espace vert : 1000 m<sup>2</sup>
  - o Possibilité de faire 10 maisons sur des terrains d'environ 600 m<sup>2</sup>
- zone AU Ouchasse (5246 m<sup>2</sup>)
  - o Estimation voirie et espace vert : 900 m<sup>2</sup>
  - o Possibilité de faire 11 maisons sur des terrains d'environ 400 m<sup>2</sup>
- zone AU les Rivaux : 5376 m<sup>2</sup>
  - o Estimation voirie et espace vert : 900 m<sup>2</sup>
  - o Possibilité de faire 8 maisons sur des terrains d'environ 550 m<sup>2</sup>
- zone AU Près Moulin (14 390 m<sup>2</sup>)
  - o Partie Est, parcelle 207 et 422
    - Réservé à des équipements publics
  - o Partie Ouest, parcelle 204p, 205p et 206
    - Estimation voirie et espace vert : 1200 m<sup>2</sup>
    - Possibilité de faire 12 maisons sur des terrains d'environ 500 m<sup>2</sup>

La réserve foncière déterminée par les zones à urbaniser permet la construction de 41 maisons individuelles.

## 2. Potentiel constructible des villages

Village	Parcelle	Superficie constructible en m <sup>2</sup>	Variante basse		Variante haute	
			Nombre maison	Terrain en m <sup>2</sup>	Nombre maison	Terrain en m <sup>2</sup>
<b>La Manissaire</b>	337p	2430	3	800	4	600
<b>Sonnac Haut</b>	-	-	0	-	0	-
<b>Sonnac Bas</b>	324p	1500	1	1500	1	1500
	Sous réserve de l'accès sur la RD					
	346 a	1400	1	1400	1	1400
	Sous réserve de l'accès sur la RD					
	349 et 350	2640	2	1320	3	880
Sous réserve de trouver un accès, les parcelles sont longées par un ruisseau						
<b>total</b>	-	-	4	-	5	-
<b>Le Rioux</b>	779p et 780p	2700	2	1350	2	1350
	222p	750	1	750	1	750
	225p	2780	2	1390	3	920
	324p	1080	1	1080	1	1080
	322p	1960	1	1960	2	980
	774p	1500	1	1500	1	1500
	710p	2450	1	2450	2	1225
	759	600	1	600	1	600
	576	1540	2	770	3	513
	687	795	1	795	1	795
	606	2940	3	980	4	735
<b>total</b>	-	-	16	-	21	-
<b>Les Ardennes</b>	342p	1200	1	1200	1	1200
<b>Boissier - Chomely</b>	1561p	990	1	990	1	990
	1436p	1900	1	1900	2	950
	1368p	2600	2	1300	2	1300
<b>total</b>	-	-	4	-	5	-
<b>Jabruzac</b>	1387, 1281 et 1388p	2050	1	2050	2	1025
<b>Vernusse</b>	634	780	1	780	1	780
	365p	960	1	960	1	960
	376p	5330	6	888	8	666
	Sous réserve de la vente du bien de section					
<b>total</b>	-	-	8	-	10	-
<b>Le Roure</b>	-	-	0	-	0	-
<b>Courbes /Riou du Puits</b>	1270 et 1268	1590	1	1590	1	1590
	1516	1150	1	1150	1	1150
	1302 et 844	4480	3	1493	4	1120
	306, 307, 308, 309 et 613	9400	5	1880	10	940
	Sous réserve d'une opération d'ensemble					
<b>Total</b>	-	-	10	-	16	-



Village	Parcelle	Superficie constructible en m <sup>2</sup>	Variante basse		Variante haute	
			Nombre maison	Terrain en m <sup>2</sup>	Nombre maison	Terrain en m <sup>2</sup>
Les Quatre Chemins	1417	1300	1	1300	1	1300
	1009, 1010 et 1011	2800	2	1400	2	1400
	Sous réserve de l'accès sur la RD					
	1317	5450	5	1090	6	908
total	-	-	8	-	9	-
Mercœur	263	1060	1	1060	1	1060
	107	622	1	622	1	622
total	-	-	2	-	2	-
Charraix	1220p et 581p	4130	3	1376	4	1032
	1434p	2175	1	2175	2	1087
	542 et 543	3100	3	1033	4	775
total	-	-	7	-	10	-
La Blache	1566, 1567 et 1568	2890	3	960	3	960
	912	2580	1	2580	2	1290
	882	1510	1	1510	2	755
	804, 805, 806p et 1545	9260	10	926	12	771
	Sous réserve d'une opération d'ensemble					
total	-	-	15	-	19	-

### 3. Bilan des potentialités d'accueil de logements

La variante basse correspond à une gestion de l'espace dans la continuité de la tendance actuelle. La variante haute correspond à une utilisation du foncier raisonné qui prendrait en compte la morphologie de l'entité bâtie, la topographie des terrains et les besoins des habitants.

Village	Nombre maison	
	Variante basse	Variante haute
La Manissaire	3	4
Sonnac Haut	0	0
Sonnac Bas	4	5
Le Rioux	16	21
Les Ardennes	1	1
Boissier - Chomely	4	5
Jabruzac	1	2
Vernusse	8	10
Le Roure	0	0
Courbes	10	16
Les Quatre Chemins	8	9
Mercœur	2	2
Charraix	7	10
La Blache	15	19
Total	79	104

Pour le bourg le potentiel d'accueil estimé est à 47 maisons individuelles ou groupées. Pour les villages, le potentiel est compris entre 79 maisons en variante basse et 104 maisons en variante haute.

Ainsi la commune peut accueillir entre 126 et 151 nouvelles habitations. En considérant, qu'il pourrait y avoir 30 % de rétention foncière, cela laisserait les possibilités de construction dans une fourchette de 88 à 106 maisons.

## **Partie V : Réponses apportées aux observations du public et réponses aux personnes publiques associées**



## A. Analyse et réponses apportées aux observations du public

- **R1 : Cette observation concerne une demande de comparaison entre le POS et le PLU présenté à l'enquête publique.**

Sans objet pour la commission

- **R2 : Parcelle B418 au lieu-dit Le Goudelou**

La demande concerne le classement en zone constructible de cette parcelle.

Avis du commissaire enquêteur : « Bien que située en bordure de route, cette parcelle est en pleine zone A ; elle ne peut faire seule l'objet d'un classement spécifique. Avis défavorable. »

Avis de la commission : La commission constate l'isolement de la parcelle et décide de suivre l'avis du commissaire enquêteur. La parcelle B418 conserve son classement en zone agricole biodiversité.

- **R3 : Parcelle B248 au lieu-dit Les Rivaux**

La demande porte sur le classement en zone constructible de cette parcelle, le demandeur propose de soumettre un projet global pour le terrain.

Avis du commissaire enquêteur : « Cette parcelle, limite zone UC semble toutefois enclavée et aucun projet n'a été présenté au cours de cette enquête. Elle serait évidemment concernée dans le cas d'un réexamen global du secteur « Les Rivaux » pour sa partie située à l'Ouest du lotissement existant. Avis défavorable à titre individuel. »

Avis de la commission : Les réserves foncières de la commune inscrite dans le PLU sont suffisantes pour assurer le développement de Malrevers et remplir les objectifs démographiques fixés dans le PADD, tout en permettant le renouvellement de populations dans les villages et hameaux.

Les impacts de la perte des terrains pour les exploitants agricoles valorisant les parcelles situées aux Rivaux seraient conséquents. Les terrains sont des prairies permanentes, déclarés à la PAC et les chefs d'exploitations ont moins de 50 ans. Le PADD énonce dans son axe 3 de « Pérenniser et conforter l'activité agricole ». L'ouverture à l'urbanisation de cette parcelle est contraire au PADD.

La commission décide de conserver le zonage agricole biodiversité sur la parcelle B248.

- **R4 : La demande concerne des précisions sur le tracé du recul de voirie aux abords de son habitation, cette personne a aussi joint par courrier une réflexion sur le projet de PLU.**

Sans objet pour la commission

- **R5 : Parcelle E323 au lieu-dit La Machaute**

La demande concerne le classement de cette parcelle dans une zone qui permette la reconstruction de la ruine existante.

Avis du commissaire enquêteur : « il semble difficile de donner satisfaction à cette demande pour deux raisons :

- La première étant l'éloignement de toute zone constructible
- La deuxième raison étant que l'état de la ruine fait qu'il s'agirait plus d'une construction neuve que d'une reconstruction. »

Avis de la commission : La commission constate l'isolement de la parcelle concernée et les élus présents à la réunion confirment l'état avancé de dégradation de la ruine. La commission décide de conserver le zonage agricole biodiversité de cette parcelle.

• **R6 : Parcelle E124 et 125 (plan cadastral support du PLU) au lieu-dit Les Ardenes**

La demande porte sur une extension de la zone Nh pour prendre en compte le document d'arpentage effectué en 2012 après division des parcelles E 124 et 125.

Avis du commissaire enquêteur : « la date de l'établissement du document d'arpentage fait que les porteurs de projet de ce PLU ne pouvait pas avoir connaissance des modifications cadastrales. Je demande que soit revu ce secteur en tenant compte des nouvelles limites des parcelles. »

Avis de la commission : La commission examine le document d'arpentage, le plan de zonage du POS et le plan de zonage du PLU arrêté présenté à l'enquête publique. Il s'avère que le document d'arpentage établi en 2012 ne tient pas compte de la limite constructible définie par le POS en vigueur. Le PLU prévoit une légère extension de zonage constructible sur ces parcelles par rapport au POS.

La commission décide qu'il n'appartient pas à la commune de régulariser une situation créée par un découpage de parcelle effectué sans prendre en compte la constructibilité réelle des parcelles ; le zonage reste inchangé par rapport à la situation présentée lors de l'enquête publique.

• **R7 : Parcelles C673, 1265 et 1267 au lieu-dit Courbes**

La demande porte sur le classement en zone UC de l'intégralité de la propriété foncière du demandeur.

Avis du commissaire enquêteur : « Compte tenu de la configuration des lieux et de la situation de ce village sur la route du Puy cette demande peut être prise en compte. »

Avis de la commission : la commission remarque qu'une bonne partie de la propriété du demandeur fait partie de la zone UC du village. De plus, les villages n'ont pas vocation à accueillir toutes les nouvelles constructions de Malrevers, le PLU prévoit de conforter à minima les villages et de développer surtout le bourg (PADD : Axe 1, objectif 1).

La zone constructible du village de Courbes définie dans le PLU, telle qu'elle a été présentée lors de l'enquête publique, comporte déjà un nombre important de parcelles disponibles pour être bâties. Du côté Ouest de la route départementale, les limites de la zone UC sont fixées pour correspondre à l'enveloppe bâtie existante du village et ainsi préserver les boisements et bosquets présents.

La commission décide, au vu des terrains déjà classés en zone constructible, de conserver la limite constructible telle qu'elle est définie dans la PLU.

- **R8**

Sans objet.

- **R9 : Parcelle B250 au lieu-dit Les Rivaux et parcelle D191 au lieu-dit La Plantade**

La demande porte sur le classement en zone constructible de ces parcelles.

Avis du commissaire enquêteur : « concernant la parcelle B191 et compte tenu de sa superficie le classement en zone constructible n'aurait aucun intérêt. Pour ce qui est du secteur « Les Rivaux » même remarque que pour R3. »

Avis de la commission :

- Concernant la parcelle B250 : cette parcelle est située à proximité de la parcelle B248 concernée par la demande R3. Les deux parcelles ont les mêmes caractéristiques. De même que pour la demande R3, la commission décide de ne pas donner une suite favorable à cette demande.

- Concernant la parcelle D191 : Cette parcelle est isolée de toute zone constructible et située dans un secteur connu pour être humide. Le terrain fait partie d'un ilot agricole utilisé en prairie permanente. Au vu de ces éléments, la commission décide de conserver le zonage agricole de cette parcelle, en application de l'objectif 1 de l'Axe 3 du PADD.

- **R10 : Parcelle C209 au lieu-dit Bonnefond et parcelle C306 au lieu-dit La Barthe**

La demande concerne le classement en zone constructible de ces parcelles

Avis du commissaire enquêteur : « Concernant la parcelle C306 et compte tenu des éléments fournis par le demandeur (proximité du village, viabilité, demande de CU, situation entre deux bâtis existants, etc. ...) je propose la création d'une zone Nh qui pourrait englober les deux maisons existantes et la parcelle C306.

Pour ce qui est de C209 je ne pense pas qu'il puisse être donné une suite favorable à cette demande. »

Avis de la commission :

- Pour la parcelle C209 : Cette parcelle dispose d'un accès par le Nord, le chemin d'exploitation qui la dessert ne répond pas aux conditions de desserte demandées pour assurer la sécurité des résidents. En effet, le chemin n'est pas carrossable en tout temps et sa largeur ne permet pas l'accès à un véhicule de pompier. Cette parcelle a actuellement une vocation agricole. Elle est entourée de haies bocagères de qualité, qui sont des habitats privilégiés pour de nombreuses espèces animales, c'est pourquoi elle est classée en zone agricole biodiversité.

La commission décide de conserver les limites actuelles de la zone constructible voisine et de garder le zonage Ab de la parcelle C209, en application de l'objectif 2 de l'Axe 4 du PADD.

- Pour la parcelle C306 : Effectivement la commission constate que cette parcelle est située entre deux bâtiments existants et le long d'une voie communale. Les deux bâtiments sont deux anciennes fermes caractéristiques des fermes monoblocs de la commune, toutes deux transformées en habitation et restaurées avec soin.



Toutefois, la distance entre les deux bâtiments est supérieure à 100 mètres, c'est une autre caractéristique des fermes de la commune, celles-ci sont relativement éloignées les unes des autres. Et cette distance ne permet pas de considérer l'espace entre les deux habitations comme une dent creuse. La commune de Malrevers se situe en zone de montagne au sens de la loi du 9 janvier 1985. Cette loi énonce le principe d'urbanisation en continuité, à savoir que, l'urbanisation doit se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existantes.

Les deux habitations présentes sur les parcelles C305 et C308, bien qu'étant des constructions traditionnelles, leur nombre et leur éloignement ne leur permet pas de constituer « un groupe ». Sur la commune, bon nombre de bâtiments sont dans le même cas que ces deux habitations, c'est pourquoi la commune a pris le parti de ne classer en zone constructible que les groupes de constructions disposant d'une densité suffisante ou organisées autour d'éléments de petit patrimoine constitutif du fonctionnement villageois (puits, bachas, lavoir, four à pain, couderc, maison d'assemblée, ...).

Le demandeur mentionne une demande de CU sur la parcelle C306. Une demande de Certificat d'Urbanisme a bien été déposée à la mairie, elle date du 20 août 2013, second jour de l'enquête publique. Madame le maire, comme le permet l'article L 111-7 du code de l'urbanisme, a procédé à un sursis à statuer.

Le PADD prévoit dans son axe 1 de « Conforter la vocation résidentielle de la commune de façon progressive et raisonnée », les cinq objectifs développés dans cet axe fixent les conditions de développement de l'urbanisme et de sa localisation sur le territoire communal. Ainsi, plusieurs zones UC du POS, qui n'ont pas été construites depuis son approbation en date du 24 octobre 1989, ont été supprimées (la Giraude, Artus, Tempère, ...) et les hameaux ont vu leur zonage réduit conformément aux lois Grenelle et à la politique nationale d'urbanisme. Le resserrement des zonages autour des bâtiments existants permet de protéger les paysages et l'activité agricole ainsi que de préserver les milieux naturels et les habitats accueillant la biodiversité.

Pour la parcelle C306, la commission ne souhaite pas créer de zone Nh englobant les deux bâtiments existants conformément aux engagements pris au PADD.

- **R11 : Parcelle D 631 au village de Riou**

La demande concerne l'extension de la zone constructible du village jusqu'à cette parcelle

Avis du commissaire enquêteur : « le village de Riou est bien en zone UC. Le problème de la limite de zone est le problème de toutes les limites qui s'arrêtent et débutent quelque part. Dans l'optique affichée du PADD de limitation des zones constructibles il ne peut être donné de suite favorable à cette demande. »

Avis de la commission : L'urbanisation linéaire, c'est-à-dire le long de voies existantes, participe très fortement à l'étalement urbain. Inclure la parcelle D631 à la zone constructible correspond à étendre le zonage sur 70 mètres le long de la route départementale, rendant l'entrée Nord du village moins lisible pour les usagers de la route. La limite actuelle s'arrête au droit des deux dernières maisons du village, permettant de créer un effet de porte à l'entrée du village ce qui incite les automobilistes à ralentir. La parcelle est une prairie permanente, elle a donc une vocation agricole, son exploitant à

moins de 50 ans et il a donc besoin de conserver son outil de production pour garantir la pérennité de son activité.

Au vu de tous ces éléments, la commission décide de ne pas donner de suite favorable à cette demande.

- **R12 : Parcelle D481, 482 et 483 au lieu-dit Chantres**

La demande porte sur la création d'une zone constructible autour de ces trois parcelles.

Avis du commissaire enquêteur : « Les secteurs constructibles ont été identifiés au niveau du PADD et les parcelles du demandeur n'en font pas partie. Cette demande prendrait toute sa valeur dans le cas de l'élaboration d'un PLUi par exemple. »

Avis de la commission : Ces parcelles, bien que situées à proximité de deux entités bâties sur la commune de Saint-Etienne Lardeyrol, participeraient à un étalement urbain linéaire. De plus, elles constitueraient une liaison entre le village de Condros et le hameau de Chantres. Les deux entités ont des enveloppes bâties bien définies, la création d'un lien entre Condros et Chantres ferait perdre la typologie caractéristique des deux entités. Les parcelles ont une vocation agricole. En cas de mise en constructibilité de ces parcelles, les habitants seraient tournés vers le territoire de la commune de Saint-Etienne Lardeyrol et n'aurait pas de lien autre qu'administratif avec la commune de Malrevers. Cette situation n'est pas souhaitée par la commune et est contraire au PADD.

La commission décide de conserver le zonage agricole sur ces parcelles. Ces terrains seront réexaminés lorsque la Communauté de Communes de l'Emblavez élaborera un PLU intercommunal.

- **R13 : Elle concerne une demande d'explication sur l'ER5 et la formulation d'une inquiétude sur le manque d'information auprès des habitants.**

Sans objet pour la commission.

- **R14 : Parcelle D602 au village de Riou**

La demande porte sur l'extension de la zone constructible sur l'intégralité de la parcelle.

Avis du commissaire enquêteur : « L'extension pourrait être envisagée sans remettre en cause le projet. »

Avis de la commission : Le village du Riou dispose encore de beaucoup de parcelles à bâtir. La partie non bâtie de la parcelle D602 est enclavée. La commission décide de ne pas donner de suite favorable à cette demande.

- **R15 : Parcelle A 1254 et 1314 au lieu-dit Le Roure**

La demande concerne le classement en zone constructible de ces deux parcelles.

Avis du commissaire enquêteur : « La situation est comparable à R10, et l'extension de la zone Nh pourrait s'effectuer sur la parcelle 1314. »

Avis de la commission : La zone Nh du village du Roure à une superficie de moins de 7000 m<sup>2</sup>, avec une densité de bâti très importante, caractéristique des villages anciens. Les parcelles A 1254 et 1314

ont une surface d'environ 5000m<sup>2</sup> (dont 3500 m<sup>2</sup> pour la seule parcelle 1314), soit plus de la moitié du village actuel. Ces parcelles sont situées en dehors de l'entité villageoise existante, la mise en constructibilité de ces terrains viendrait brouiller la cohérence bâtie du Roure, tout en étalant considérablement la silhouette du village. De plus, les parcelles ont un usage agricole, c'est une prairie permanente servant de pâturage pour les vaches laitières de la ferme voisine. La perte de ces parcelles aurait un impact très fort pour l'exploitant agricole.

Au vu de ces éléments, la commission décide de conserver le zonage agricole existant sur ces parcelles et ainsi de respecter l'objectif 1 de l'Axe 3 du PADD.

- **R16 : Parcelle A216 au lieu-dit Chalimard**

La demande porte sur le classement en zone constructible de cette parcelle

Avis du commissaire enquêteur : « Ce secteur est dans la zone Aco interdisant toute construction. »

Avis de la commission : La parcelle concernée est isolée de toute zone constructible. En outre, elle est incluse dans un corridor écologique et comprend un EBC (Espace Boisé Classé) identifié comme une haie support de déplacement de la faune. La commission décide de suivre l'avis du commissaire enquêteur et de ne pas mettre cette parcelle en zone constructible.

- **R17 : L'exploitant agricole de la parcelle B251 située au lieu-dit Les Rivaux craint que cette parcelle se trouve enclavée du fait de la création d'une zone AU.**

Sans objet pour la commission.

- **C1 : Parcelles C 1264, 1266, 1268 et 1270 au lieu-dit Courbes**

La demande porte sur le classement en zone UC de ces parcelles.

Avis du commissaire enquêteur : « les limites de la zone UC ont été fixées à hauteur de ces parcelles. Comme souvent en pareil cas, les propriétaires pensent qu'englober leurs parcelles dans ce type de zone ne bouleverserait pas l'esprit du projet, ce qui n'est pas faux. Cependant, il faut bien « s'arrêter quelque part ». L'extension existe bien sur 1270 et 1268. »

Avis de la commission : Deux des quatre parcelles demandées sont déjà en zone constructible. La demande est à mettre en parallèle avec la R7. Pour les mêmes motifs que ceux exposés à la R7, la commission décide de suivre l'avis du commissaire enquêteur et de ne pas étendre la zone constructible du village de Courbes.

- **C2 : Parcelle D632 au village du Riou**

La demande concerne le classement en zone constructible de cette parcelle.

Avis du commissaire enquêteur : « Même remarque que pour R11. »

Avis de la commission : La parcelle D632 est au voisinage de la parcelle D631 dont la mise en zone constructible est demandée à la R11. En s'appuyant sur les mêmes éléments que pour répondre à la R11, la commission décide de suivre l'avis du commissaire enquêteur et de ne pas donner de suite favorable à cette demande.



- **C3 : Parcelle B260 au lieu-dit Les Rivaux**

La demande porte sur le classement en zone constructible de cette parcelle

Avis du commissaire enquêteur : « Cette parcelle se situe dans le secteur « Les Rivaux » plusieurs fois cité et qui, s'il doit être révisé, devra faire l'objet d'un réexamen global. »

Avis de la commission : La parcelle B 260 est située à proximité des parcelles B 248 et B 250 concernées par les demandes R3 et R9. Les trois parcelles ont les mêmes caractéristiques. De même que pour les demandes R3 et R9, la commission décide de ne pas donner de suite favorable à cette demande.

- **C4 : La demande concerne un questionnement sur le statut des zones AU et sur le changement de zonage de la parcelle A464 au lieu-dit Tempère.**

Avis du commissaire enquêteur : « la gestion des zones AU étant un peu particulière Madame le Maire devra donner au demandeur toutes les précisions demandées. »

Avis de la commission : Concernant la parcelle A464, celle-ci est située sur le versant Ouest du Pic de Mercœur et a été déclassée comme tout le lieu-dit. Cet endroit de la commune n'a pas été identifié pour accueillir de nouvelle habitation, conformément au PADD.

- **C5 : Parcelle D710 au village de Riou**

La demande porte sur le classement de l'intégralité de cette parcelle en zone constructible

Avis du commissaire enquêteur : « la partie classée en UC permet déjà la réalisation de beaux projets et est cohérente avec l'ensemble du secteur. La limite de zone constructible n'a pas à tenir compte des limites cadastrales. Avis défavorable. »

Avis de la commission : la commission prend acte de l'avis du commissaire enquêteur et émet un avis défavorable pour les mêmes raisons.

- **C6 : Il s'agit d'un complément d'information concernant la demande R10.**

Sans objet pour la commission.

- **C7 : Parcelle A406 au lieu-dit Lachaud**

La propriétaire s'étonne du changement de statut de sa parcelle entre le POS et le PLU.

Avis du commissaire enquêteur : « tout le secteur autour de Lachaud a été classé en zone A. »

Avis de la commission : Le secteur de Lachaud a été déclassé pour limiter un étalement linéaire de l'urbanisation le long de la route départementale et le secteur où est située cette parcelle est humide (PADD : Axe 4, objectif 1 et 2). De plus, le Conseil Général gestionnaire des voies départementales ne souhaite plus voir se multiplier les accès de particuliers sur ses routes.

- **C8 : Parcelle B 247, 248, 250, 251, 440, 454 et 516 aux lieux dits Les rivaux-Ouchasse**

La demande porte sur le déclassement de la parcelle B 454 (propriété de la ville du Puy en Velay) au profit des parcelles B 247, 248, 250, 251 et 440(partie Ouest). Il demande aussi le déclassement de la parcelle B 516 et B 440 partie Est où est implanté son système de géothermie.

Avis du commissaire enquêteur : « Dans son courrier le demandeur fait probablement référence au tableau, affiché en début de travaux, qui présentait, de façon graphique, les orientations du PADD. Le projet, finalement retenu, propose l'extension du centre-bourg plutôt côté Nord ce qui doit permettre le recentrage des services publics, mairie et école essentiellement. Les parcelles où est installé son système de chauffage doivent être exclues du projet. »

Avis de la commission :

Concernant les parcelles impactées par l'installation géothermique (parcelle B 440 partie Est et B516), la commission décide de les sortir du zonage AU et de leur affecter un zonage UC. Les zones A ou N n'étant pas adaptées pour la situation des parcelles et l'usage qu'il en est fait.

Concernant le déclassement de la parcelle B 454 au profit des parcelles B 247, 248, 250, 251 et 440 partie Ouest : le demandeur s'appuie sur un panneau de l'exposition du PADD qui présentait de façon schématique les principales orientations de la stratégie communale et un « patatoïde » intitulé « zone d'extension du bourg » figurait sur les lieux dits Pré Moulin, Ouchasse et les Rivaux. En aucun cas cette exposition, illustrant les grandes orientations du futur PLU, ne présentait le zonage du PLU. La commission décide de ne pas donner suite à cette demande.

## B. Les réponses apportées aux personnes publiques associées

### Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de la Haute-Loire

Avis / Observations	Réponse de la commune
Avis favorable	/

### Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)

Avis / Observations	Réponse de la commune
Pas de remarque à formuler sur le projet	/

### Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) d'Auvergne

Avis / Observations	Réponse de la commune
Pas de remarque	/

### Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Haute-Loire

Avis / Observations	Réponse de la commune
Pas d'observation	/

### Syndicat Mixte du Pays du Velay

Avis / Observations	Réponse de la commune
Avis favorable	/

### Chambre d'Agriculture de la Haute-Loire

Avis / Observations	Réponse de la commune
<p><u>Dans le zonage :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les bâtiments de l'exploitation de M. Félix GIRAUD à Heddes sont en zones N et limitrophes de la zone Aco ; la Chambre demande l'extension du zonage agricole pour pouvoir permettre l'extension de l'exploitation agricole.</li> </ul>	<p>Cette remarque a bien été prise en compte, une zone A a été créée pour permettre l'évolution et l'extension de l'exploitation.</p>
<p><u>Dans le règlement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Demande que soit supprimé en zone Aco et Nco le paragraphe concernant l'implantation de nouvelles clôtures en recul de 5 mètres des berges.</li> </ul>	<p>La formulation reprise dans le règlement du PLU a été rédigée par les services de l'Etat et transmise à la commune, au travers d'une note de cadrage développement durable, durant l'élaboration des documents. Néanmoins, le libellé des articles A 11 et N 11 a été modifié.</p> <p>La nouvelle formulation est détaillée dans le tableau de la DDT.</p>



### Conseil Général de la Haute-Loire

Avis / Observations	Réponse de la commune
Les emplacements réservés n° 1, 2, 3 et 4 pour l'aménagement de la RD 71 n'ont plus lieu d'être.	Ces emplacements réservés ont été supprimé des plans et de la liste des emplacements réservés.
Pour le calibrage des RD 26 et 71, il faut se rapprocher de M. Henri BOUTE, chef du Pôle Territoire du Puy en Velay.	Une réunion avec le CG a eu lieu courant du mois d'octobre, les zones de voies à calibrer sur les routes départementales ont été supprimé.

### Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Avis / Observations	Réponse de la commune
Ajouter la servitude I4 à la liste des servitudes en annexe du PLU	La servitude I4 est présente dans la liste des servitudes. Cette liste a été ajoutée au dossier approuvé.
<p><u>Dans règlement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zone Nb il faut compléter l'article 1 par « Sont interdites : toutes constructions nouvelle, occupations et utilisations du sol autres que celles énoncés à l'article N2 à l'exception des installations ou ouvrages techniques nécessaires aux services publics, sous-secteurs Nb compris. »</li> <li>- Zone Ab il faut compléter l'article 10 par « La hauteur n'est pas règlementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteur compris. »</li> <li>- Zones N et A : Les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité « HTB » Les ouvrages de transport d'électricité « HTB » sont admis et que RTE à la possibilité de les modifier ou de les surélever pour des exigences fonctionnelles et / ou techniques.</li> </ul>	Les règlements des zones A et N ont été reformulés pour permettre l'implantation de la ligne haute tension de RTE.

## Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) de la Haute-Loire

Avis / Observations	Réponse de la commune
Demande de classement en zone AUs des parcelles cadastrées OB 204 et OB 206 situées au lieu-dit « Prés Moulin » pour préserver le périmètre de 100 mètres de l'exploitation agricole.	La zone à urbaniser inclus dans le périmètre de protection de 100 mètres a été classé en zone AUs.

## Direction Départementales des Territoires (DDT) de la Haute-Loire

Avis / Observations	Réponse de la commune
<p><u>Dans le rapport de Présentation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Proposer une estimation des besoins en logement pour répondre aux objectifs démographiques du PADD et prendre en compte les logements vacants dans cette estimation.</li> <li>- Dans l'évaluation des incidences du zonage p 237-244 : la zone Nh doit être distinguée de la zone N et apparaître dans les superficies constructibles.</li> <li>- p250-252 et 261-276, concernant le secteur de l'ER n°7 : mettre en compatibilité le zonage et le rapport de présentation pour les incidences Natura 2000 et pour les justifications de zonage</li> <li>- Page 13, le graphique de répartition de la population de l'emblavez n'apparaît pas.</li> <li>- Un PPR « retrait gonflement des argiles » prescrit le 26 décembre 2012 sur la commune. Il doit être pris en compte dans le PLU.</li> <li>- Page 159, la carte du risque retrait et gonflement d'argiles apparaît dans la rubrique mouvement de terrain.</li> <li>- Mentionner l'étude mouvement de terrain réalisé par le CETE Lyon/ laboratoire de Clermont Ferrand de janvier 1997.</li> </ul>	<p>&gt;Une estimation des besoins en logement a été définie dans le rapport de présentation.</p> <p>&gt;La dissociation des surfaces N et Nh a été faite dans le document final.</p> <p>&gt; Il a été tenu compte de la mise en conformité des différents documents. L'intégralité des modifications de zonage a été retranscrite dans le rapport de présentation.</p> <p>&gt; Le graphique n'est pas passé à l'impression en pdf. Une attention particulière sera portée au rendu lors de l'impression du rapport final.</p> <p>&gt; Le PPR « retrait gonflement des argiles » n'était pas mentionné dans le porté à la connaissance, il ne fait pour le moment que l'objet d'une prescription, aucun rapport ou cartographie n'est disponible. La mention de la prescription du PPR a toutefois été portée dans le rapport de présentation.</p> <p>&gt; Le retrait-gonflement des argiles est un type de risque mouvement de terrain.</p> <p>&gt;La mention de l'étude a été ajoutée dans le dossier.</p>

Avis / Observations	Réponse de la commune
<p><u>Dans le rapport de Présentation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ajouter le risque radon aux risques présents sur la commune, Malvers est en aléa important</li> <li>- Page 275-276, revoir la situation du château de Heddes par rapport aux bâtiments emblématiques <u>agricoles</u> et à son classement dans la zone N</li> <li>- Amélioration de la lecture de la partie paysage en ajoutant un repérage graphique de l'ensemble des éléments identifiés sur un plan spécifique (article L 123-1-5-7° du Code de l'urbanisme)</li> </ul>	<p>&gt;Le risque radon n'est pas mentionné dans le porté à la connaissance. Il est toutefois déjà mentionné dans le rapport de présentation. Le caractère important de l'aléa sur la commune a été précisé.</p> <p>&gt;Le château de Heddes a été sorti de la liste des bâtiments emblématiques.</p> <p>&gt;Les noms des éléments paysagers et du patrimoine identifié ont été ajoutés à la carte de synthèse des enjeux paysagers.</p>
<p><u>Dans le règlement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire référence à la charte architecturale de la Communauté de Communes de l'Emblavez</li> <li>- Le recul des nouvelles clôtures en zone Aco et Nco, formulation possible de l'article 11 : « En bordure de ruisseau, une bande enherbée pour permettre un passage sera préservée, les modalités de gestion de cette bande enherbée feront l'objet d'une concertation avec le ou les exploitants agricoles concernés. » Zone Aco et Nco, article 11 concernant le recul des clôtures des berges : Il convient de suggérer à la commune de mener une concertation avec les exploitants agricoles concernés pour préciser les modalités d'entretien de la bande de 5 mètres (dans le cas où ils envisageraient de clôturer leur parcelle).</li> <li>- Dans la zone Nb, mettre en compatibilité avec le projet de ligne à haute tension « 2 Loires », reprendre la formulation de l'article 2 de la zone Ab pour autoriser la ligne THB.</li> <li>- Intégrer les dispositions de l'étude mouvement de terrain réalisé par le CETE Lyon/ laboratoire de Clermont Ferrand</li> </ul>	<p>&gt;il a été ajouté une référence à la charte dans la partie dispositions générales et dans les articles 11 des zones.</p> <p>&gt;Les articles A 11 et N 11 sont modifiés selon la formulation suivante : « En zone Nco, seules sont autorisées les clôtures trois fils sur poteaux bois et les clôtures végétales d'essences locales. En bordure des ruisseaux, une bande enherbée sera préservée pour permettre la continuité du corridor écologique. Les modalités de clôture et de gestion de cette bande enherbée feront l'objet d'une concertation avec le ou les agriculteurs concernés. »</p> <p>&gt;Le règlement a été modifié pour permettre le projet de RTE.</p> <p>&gt;la remarque a été prise en compte.</p>



Avis / Observations	Réponse de la commune
<p><u>Dans le règlement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tenir compte du risque séisme dans les dispositions constructives de certains bâtiments</li> <li>- Article N 13 concernant les espaces libres : cet article devrait être règlementé compte tenu de la constructibilité de la zone Nh</li> <li>- Toutes les zones, Article 13 : Prescription interdisant la plantation de thuyas</li> <li>- Zone A et N, article 1 à compléter par « Sont interdits, sauf autorisation spécifique, les aménagements en cours d'eau constituant un obstacle à la continuité écologique, à la circulation de la faune inféodée aux milieux aquatiques et au transit sédimentaire, la destruction de la ripisylve en berge des cours d'eau. »</li> <li>- Les plantations de résineux en bord de cours d'eau pourraient être règlementées.</li> <li>- Sur les clôtures : pour préserver les continuités pour la petite faune, le règlement pourrait interdire les murs bétonnés lisses, et non pas seulement limiter leur hauteur à 0,50 m de haut</li> <li>- Page 9 : l'application du règlement de la zone UC pour les bâtiments emblématiques est-elle adaptée. Ne faut-il pas définir des prescriptions pour assurer la protection des bâtiments comme l'autorise l'article L 123-1-5-7° du Code de l'Urbanisme. La démolition des bâtiments emblématique n'est pas interdite par le règlement.</li> <li>- Page 10 : dans le « caractère de la zone », il s'agit de la zone UBi et non UBCi</li> <li>- Page 14 : pour les locaux annexes (UB 11), la hauteur maximale doit être traitée dans l'article UB 10 et l'implantation par rapport au domaine public dans l'article UB 6.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt;Le règlement a été amendé dans sa version définitive.</li> <li>&gt;L'article 13 de la zone UC a été repris et adapté à la zone Nh</li> <li>&gt;Les plantations doivent être réalisées avec des espèces locales. Le thuya est originaire d'Amérique du Nord. L'interdiction spécifique des thuyas a été portée au règlement.</li> <li>&gt; Le règlement a été amendé par la proposition faite.</li> <li>&gt;Le règlement des boisements va être révisé prochainement. La prescription devra être portée dans ce document.</li> <li>&gt;L'observation a été intégrée au règlement.</li> <li>&gt;La zone A n'est pas adaptée à une seconde vie pour de tels édifices. La zone UC permet au mieux de prévenir tous les cas de figure qui pourrait être rencontrés. Chaque bâtiment nécessiterait des prescriptions très spécifiques et devrait donc faire l'objet d'une étude architecturale poussée, étude qui sort du cadre du PLU.</li> <li>&gt; La correction a été effectuée.</li> <li>&gt; La remarque a été prise en compte.</li> </ul>

Avis / Observations	Réponse de la commune
<p><u>Dans le règlement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Page 24 : changer la formulation de la ligne 7 de l'article AU1, ainsi « et qui ne doivent pas présenter de risques de nuisances » deviendrait « et qui présenteraient des risques de nuisances » (cf UC 14, 4ème alinéa).</li> <li>- Page 25 : article AU2, mettre en cohérence les conditions pour les opérations nouvelles (5000 m² ou 1 ha)</li> <li>- Page 26 : article A2 : préciser que les installations classées pour la protection de l'environnement nécessaires à l'activité agricole sont autorisées.</li> <li>- Page 32 : à la première ligne, compléter la phrase « l'édification d'habitation nouvelle en zone Nh » avec « est autorisée »</li> <li>- Page 34 : article N 10 : remplacer la phrase « ces dispositions ne s'appliquent pas aux ouvrages spécifiques de transport d'énergie électrique » trop restrictive par « Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les équipements d'infrastructure (réservoirs, tours hertzienne, pylône, silos, ...) »</li> <li>- Mentionner les zones Ai, Nbi et Nhi et les prescriptions attachées, en particulier pour les entraves à la libre circulation de l'eau comme les murets ou les haies denses.</li> </ul>	<p>&gt; La remarque a été prise en compte.</p> <p>&gt; La remarque a été prise en compte.</p> <p>&gt; La remarque a été prise en compte.</p> <p>&gt; La remarque a été prise en compte.</p> <p>&gt; La remarque a été prise en compte.</p> <p>&gt; La remarque a été prise en compte.</p>
<p><u>Dans le zonage :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Classer en AUs les parcelles OB 204 et OB 206 au lieu-dit « Prés Moulin » pour respecter le périmètre de protection agricole de 100 m autour de l'exploitation agricole</li> <li>- Créer une zone tampon, zone non aedificandi Nb dans le bourg et les villages le long des cours d'eau et rivière</li> <li>- Au Nord de la commune en zone A, créer la continuité de la zone Nb le long de la rivière (Planhol)</li> <li>- L'emplacement réservé n° 7, l'objet de cet ER n'est pas compatible avec la zone agricole.</li> </ul>	<p>&gt; Cette observation, conjointe avec celle de la Chambre d'Agriculture, a été mise en œuvre dans les plans de zonage.</p> <p>&gt; Une zone Nb a été créée quand la typologie du bâti le permettait.</p> <p>&gt; Une zone tampon a été portée le long de la rivière.</p> <p>&gt; Un ajustement de zonage (passage de la zone A à la zone N) a été effectué sur le document final pour permettre la réalisation du projet communal.</p>

Avis / Observations	Réponse de la commune
<p><u>Dans le zonage :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté de lecture du plan sur le bourg et sur la différenciation des zones UC et UCi</li> <li>- Faire apparaître les sections cadastrales pour faciliter le repérage des parcelles</li> <li>- Dans la légende, pour les voies à calibrer, indiquer que la largeur de la future plate-forme correspond au nombre dans le cercle.</li> <li>- Classement possible en EBC de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'allée de pommiers entre les hameaux de la Blache et du Riou.</li> <li>- Vergers, cheminement ombragés, arbres isolés accompagnant les espaces publics</li> </ul> </li> <li>- L'EBC discontinu entre Heddes et Charbonnier (aux lieux dits « La Chomasse » et « Chiron ») pourrait être étendu par l'inscription d'un espace boisé classé à créer</li> <li>- Les zonages Nh devrait être revus et limités aux seules parties bâties</li> </ul>	<p>&gt;Un zoom au 2000<sup>ème</sup> sur le centre bourg a été fait dans le document final.</p> <p>&gt;L'ajout des sections cadastrales rajoute une information supplémentaire qui pourrait nuire à la compréhension des plans par le public. Les zonages seront fournis au format Mapinfo pour les services instructeurs.</p> <p>&gt;La légende a été complétée.</p> <p>&gt; Pas de classement prévu pour ces arbres.</p> <p>&gt;Pas de classement prévu pour ces éléments.</p> <p>&gt;L'EBC porté au plan est complété par un EBC à créer, les conditions de réalisation et d'entretien seront à mettre en place avec les propriétaires fonciers et les exploitants.</p> <p>&gt;Une part des populations « vieillissantes » se trouve dans les villages. Il faut pouvoir garantir le renouvellement de la population aussi bien dans le bourg que dans les villages et y permettre l'implantation de nouvelles habitations. Le PLU s'avère déjà très vertueux comparé au zonage du POS, sans pour autant figer tous les villages.</p>
<p><u>Dans les OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter plus d'information sur l'affectation des différentes zones (habitations, services ou équipements, commerces, ...).</li> </ul>	<p>&gt;Il n'y a pas de niveau d'exigence réglementaire dans la formalisation des OAP. En revanche, l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU de Partides a fait l'objet d'une étude particulière de densification qui sera annexée à l'OAP. Pour la zone AU Prés Moulin et compte tenu des différents objectifs et enjeux d'aménagement de cette zone, la commune envisage la mise en œuvre d'une étude AEU (Approche Environnementale de l'Urbanisme) pour son ouverture à l'urbanisation.</p>



Avis / Observations	Réponse de la commune
<p><u>Dans les OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en compatibilité l'OAP « les Partides », le zonage, le PPRI et le plan des servitudes d'utilités publiques</li> <li>- Préciser « par maison » à la fin de la phrase « Pour toutes les zones AU, [...] à 500 m<sup>2</sup> maximum. »</li> <li>- Redéfinir les conditions d'ouverture à l'urbanisation des zones AU, pour répondre à la satisfaction des besoins identifiés et chiffrés.</li> <li>- Texte à ajouter : <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Réaliser des réseaux séparatif avec si possible un exutoire spécifique pour le rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel,</li> <li>+ Prévoir des bassins tampons et / ou emplacement réservés avant le rejet dans le milieu naturel afin de respecter les débits de fuite fixés par le SDAGE,</li> <li>+ Demander l'autorisation administrative pour tout rejet d'eaux pluviales dans le milieu naturel dont le réseau intercepte un bassin versant supérieur à 1 hectare.</li> </ul> </li> </ul>	<p>&gt;L'ajustement graphique et la mise en compatibilité de toutes les pièces ont été réalisés dans le dossier définitif.</p> <p>&gt; Le texte a été amendé.</p> <p>&gt; Le classement en zone AUs de deux des zones permet d'avoir un échelonnement de l'urbanisation. Le passage du zonage AUs à AU est subordonné à une modification du PLU qui ne peut être faite que la commune.</p> <p>&gt;Le texte proposé a été ajouté dans le préambule des OAP.</p>
<p><u>Dans la liste des servitudes d'utilité publique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il manque la liste des servitudes d'utilité publique.</li> </ul>	<p>&gt; La liste des servitudes fournies dans le porter à connaissance a été ajoutée au dossier.</p>
<p><u>Dans les Hypothèses de répartition des constructions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cette pièce devra être intégrée au rapport de présentation.</li> </ul>	<p>&gt;La pièce a intégrée au rapport de présentation.</p>
<p>Amélioration du parc existant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Souligner la lutte contre la précarité énergétique dans le PLU, thème au cœur des politiques nationales (grenelle de l'environnement)</li> <li>- Informer sur le dispositif d'aides aux travaux pour les logements énergivore – « le programme habiter mieux »</li> </ul>	<p>&gt;C'est la Communauté de Communes de l'Emblavez qui a la compétence Habitat, la mise en œuvre des politiques nationales de l'Habitat lui revient.</p> <p>&gt;Le PLU n'est pas le meilleur support pour promouvoir les dispositifs d'aide. Il reste un document complexe qui est peu lu par les habitants.</p>

Avis / Observations	Réponse de la commune
<p>Amélioration du parc existant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Données supplémentaires : 21 logements du parc des résidences principales sont potentiellement indignes avec de forte préemption qu'ils soient énergivores (données 2007 cd-rom PPI). 53 propriétaires occupants éligibles aux aides de l'ANAH (données Filocom 2009).</li> </ul>	<p>&gt;Ces données ont été intégrées au rapport de présentation.</p>
<p>Ménages âgés propriétaires du logement qu'ils occupent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ANAH peut apporter sous condition de ressources une aide financière pour la réalisation de travaux d'accessibilité ou d'adaptation de l'immeuble et du logement aux personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie</li> </ul> <p>A prendre en compte dans l'estimation chiffré des besoins en logement.</p>	<p>&gt;Le PLU n'est pas un support adapté à la promotion des aides de l'ANAH.</p> <p>Les logements anciens même adaptés restent peu pratique pour les personnes âgées qui souhaitent rester chez eux le plus longtemps possible. La commune, en partenariat avec le Foyer Vellave, avait mis en place un foyer pour personnes âgées : « La Granéta ». L'équipement n'a pas rencontré de succès et a été ouvert à toutes les tranches d'âge. Le besoin en logement adapté n'est pas éprouvé sur la commune.</p>

## Avis de l'autorité environnementale

Avis / Observations	Réponse de la commune
<p><u>Dans le rapport de Présentation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Page 121-122, compléter la liste du contenu attendu du rapport de présentation avec les obligations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Au 1° : « décrire l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans et programme mentionnés à l'article L 122-4 du Code de l'Environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération »</li> <li>+ Au 2° : « analyser les perceptives d'évolution [de l'environnement] en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan »</li> <li>+ Au 3° : expliquer [...], le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré par rapport aux autres solutions envisagées »</li> <li>+ Au 5° : « préciser les indicateurs qui devront être élaborés pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article L 123-13-1, notamment en ce qui concerne l'environnement et la maîtrise de la consommation de l'espace. »</li> </ul> </li> <li>- Améliorer la clarté de la partie concernant les impacts du projet de PLU : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Renommer la partie F</li> <li>o Ajouter au sommaire la partie sur les incidences Natura 2000</li> </ul> </li> <li>- Faire une analyse territorialisée des impacts du PLU sur les différentes thématiques sur la base de la carte page 228 présentant les enjeux des différents secteurs de la commune.</li> <li>- Réaliser une quantification des besoins en matière de logements basés sur la perspective d'évolution démographique.</li> <li>- Dans l'analyse des impacts des enjeux les thèmes de l'assainissement et des risques sont trop peu développés.</li> </ul>	<p>&gt; Ces éléments ont été rajoutés à la partie IV. B Préambule réglementaire du rapport de présentation.</p> <p>&gt; La partie F a été renommée en « Analyse des incidences du PADD et du zonage sur l'environnement » et une partie G « Analyse des incidences Natura 2000 » a été ajoutée.</p> <p>&gt; La partie G sur les incidences Natura 2000 a été rajoutée au sommaire.</p> <p>&gt; L'analyse territorialisée est effectuée dans la partie d'analyse des incidences du zonage et d'analyse des incidences Natura 2000.</p> <p>&gt;Cf tableau DDT</p> <p>&gt;l'assainissement et les risques ne sont pas les enjeux majeurs du territoire communal, ce qui justifie leur faible développement.</p>



Avis / Observations	Réponse de la commune
<p><u>Dans le rapport de Présentation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le suivi des conséquences de la mise en œuvre du plan sur l'environnement : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Page 255, l'analyse des résultats de l'application du PLU doit être faite dans un délai de 6 ans après approbation et non de 10 ans comme annoncé dans le rapport.</li> <li>o Le dossier ne fixe pas les valeurs de départ (t=0) pour les indicateurs. Et la source des données est peu claire (ex : service urbanisme ou rapport d'activité</li> </ul> </li> <li>- Les parties I, II, III du rapport de présentation auraient utilement pu être incluses dans l'état initial de l'environnement (partie IV D)</li> <li>- Le rapport évoque un diagnostic complémentaire sur les transports / déplacements</li> <li>- Le SRCAE (Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie) de la région Auvergne a été approuvé le 20 juillet 2012</li> <li>- Page 145 ; les stations d'épuration sont en limite de capacité.</li> <li>- Le rapport de présentation du PLU qui sera approuvé doit comprendre une description de la manière dont il a été tenu compte du présent avis de l'autorité environnementale.</li> </ul>	<p>&gt;La correction a été faite.</p> <p>&gt; Des précisions ont été apportées sur la source des indicateurs et sur certaines valeurs à t=0.</p> <p>&gt; C'est un rapport de présentation d'un PLU et non juste un état initial de l'environnement. La partie II « Contexte paysager » a été introduite à l'état initial de l'environnement. En revanche la partie I « Diagnostic » et la partie III « Diagnostic agricole » ne traitent pas spécifiquement de l'environnement. Le choix a été fait de les laisser à part.</p> <p>&gt; Ce diagnostic n'a pas été réalisé. L'erreur a été corrigée</p> <p>&gt; Le rapport de présentation a été actualisé.</p> <p>&gt;Il faut reprendre les nouvelles mesures de la STEP du bourg après les travaux d'élimination des eaux claires parasites et modifier la grille AFOM en fonction de ces derniers.</p> <p>&gt;Le présent tableau complété et détaillé est ajouté au rapport de présentation. Un paragraphe a aussi été ajouté au rapport de présentation sur la prise en compte par la commune des remarques faites par l'autorité environnementale.</p>
<p><u>Dans le règlement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préciser les conditions de constructibilité des zones Nh pour garantir leur caractère opérationnel.</li> </ul>	<p>&gt;Le règlement de la zone N a été complété.</p>

Avis / Observations	Réponse de la commune
<p><u>Dans le zonage :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décliner les sous-zonages b et co dans les zones U et AU et effectuer des zooms sur les secteurs concernés.</li> </ul>	<p>&gt;Les zones U et AU tiennent compte des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques. Lorsqu'une parcelle en zone constructible avait une de ces deux fonctions, la parcelle était zonée en A ou N dans le sous-secteur correspondant (b ou co).</p>
<p><u>Dans le résumé non technique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il ne reprend pas complètement les principales conclusions du rapport de présentation. Il doit constituer un document indépendant permettant au public de prendre connaissance du rapport de présentation.</li> </ul>	<p>&gt;Le résumé non technique reprend les principales conclusions du volet environnemental du rapport de présentation, il a été complété des principaux enjeux socio-démographiques.</p>
<p><u>Dans les hypothèses de répartition des constructions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en cohérence le document et la taille maximale des parcelles dans les zones AU.</li> <li>- La plupart des parcelles restent d'une taille de 1000 m<sup>2</sup>, même dans le scénario le plus vertueux.</li> </ul>	<p>&gt;Le document a été mis à jour.</p> <p>&gt;Il faut rester réaliste par rapport à un territoire comme Malrevers. La limitation des parcelles en zone AU est une avancée majeure, il faut laisser la possibilité aux gens de s'installer sur des parcelles plus grande dans les villages ou la typologie de l'habitat et les parcelles déjà bâties sont cohérentes avec les estimations projetées.</p> <p>De plus, la commune n'est pour le moment soumise à aucune obligation de densité de la part d'un SCOT ou d'un PLH. Sa volonté de densification s'inscrit dans une démarche volontaire de la part des élus.</p> <p>Les parcelles dans les villages doivent pouvoir accueillir les dispositifs d'assainissement non collectif, qui selon la réglementation doivent être en zone constructible.</p>

